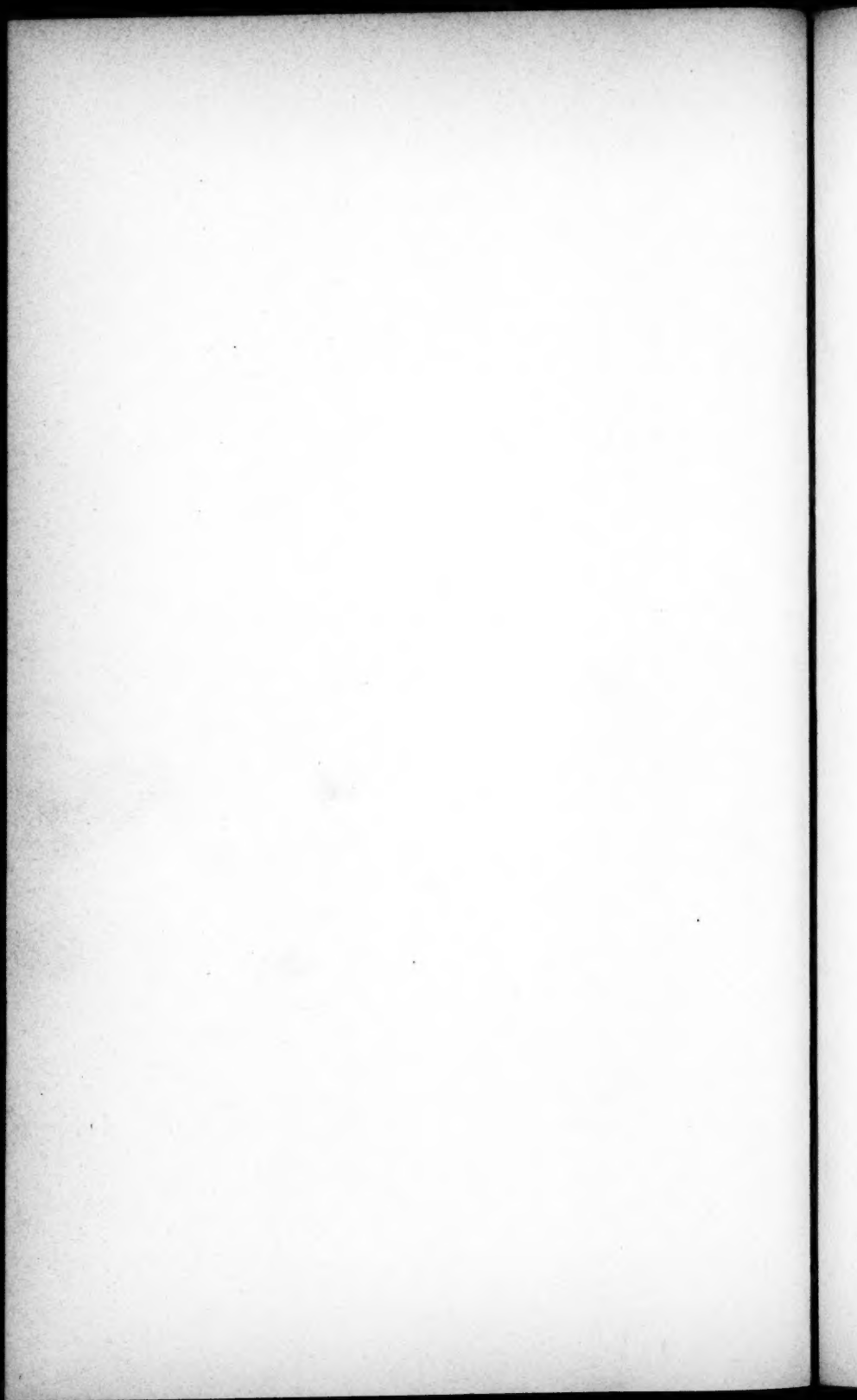


REVUE
HISTORIQUE



2771

REVUE HISTORIQUE

Paraissant tous les deux mois.

Ne quid falsi audeat, ne quid veri non audeat historia.
Cicéron, de Orat., II, 15.

VINGT-NEUVIÈME ANNÉE.

TOME QUATRE-VINGT-CINQUIÈME

Mai-Août 1904.

PARIS

FÉLIX ALCAN, Éditeur

ANCIENNE LIBRAIRIE GERMER BAILLIÈRE ET C^{ie}

108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN

AU COIN DE LA RUE HAUTEFEUILLE

1904

106.313

~~H.~~
~~R3282~~
~~v. 85~~

D
!
.R6
t. 85
1904

LA ROYAUTÉ HOMÉRIQUE

ET

LES ORIGINES DE L'ÉTAT EN GRÈCE.

(Suite et fin¹.)

III. LES PREMIÈRES ARISTOCRATIES.

Si nous nous transportons maintenant à l'époque où apparaît l'Odyssée, c'est-à-dire au VIII^e siècle, nous trouvons de grands changements dans les cités grecques, mais un fait nous frappera tout d'abord. La royauté existe toujours et les rois possèdent les mêmes attributs que du temps de l'Iliade. Comme autrefois, ils tiennent leurs droits de leur naissance. Les prétendants, par exemple, reconnaissent que la royauté d'Ithaque fait partie du patrimoine de Télémaque, *ὅ τοι γενεῇ πατρώϊόν ἐστιν*². Les rois règnent toujours par la volonté de Zeus³. Tuer un personnage de sang royal paraît être un sacrilège, et Amphinomos ne consent à participer au meurtre de Télémaque que si Zeus fait connaître, par quelque signe, qu'il l'approuve⁴. Le titre de βασιλεὺς appartient non seulement à la femme⁵, mais à la fille du roi⁶. Le poète semble même insister avec une sorte de ferveur sur la prospérité d'un pays gouverné par un bon roi et sur les avantages du gouvernement monarchique⁷, et c'est là peut-être quelque chose de

1. Voir *Revue historique*. t. LXXXIV, p. 1.

2. *Od.*, I, 386-387.

3. *Id.*, 390.

4. *Od.*, XVI, 400-405.

5. *Od.*, VII, 248; XI, 345; XIII, 59; XVII, 513.

6. *Od.*, VI, 115.

7. *Od.*, XIX, 109-114; II, 230-234; IV, 690-693.

nouveau, car la déclaration monarchique et contraire au pouvoir de plusieurs, qui figure dans l'Iliade¹, est dans un chant d'époque récente et peut-être contemporain de l'Odyssée. Les expressions qui qualifient le pouvoir d'Alcinoüs sont aussi magnifiques que celles qui s'appliquaient à la puissance d'Agamemnon². Comme dans l'Iliade, les avantages matériels du roi sont considérables. Il habite un palais qui se distingue à première vue des maisons particulières³. Il possède dans les environs de la cité un domaine réservé, un *temenos*⁴. Ses richesses surpassent celles des particuliers⁵. Dès qu'un homme est roi, « sa maison devient à l'instant opulente et lui-même plus honoré⁶. » Il peut toujours lever des impôts sur le peuple⁷ et reçoit des présents particuliers⁸. De même le roi est resté le chef religieux par excellence dans la cité. Le poète décrit un sacrifice solennel offert par Nestor, roi de Pylos, à Poseidon, son ancêtre mythique; tous les citoyens étaient assis sur neuf bancs, et l'assemblée était présidée par Nestor lui-même, entouré de ses enfants⁹. A la suite d'une calamité publique, le roi Alcinoüs ordonne des sacrifices expiatoires en l'honneur du même dieu¹⁰. Nous savons déjà que ces attributions religieuses de la royauté restèrent, jusqu'à la fin, la propriété des rois de Sparte¹¹. Il en fut de même dans toutes les cités grecques. Partout où la royauté se maintint, si amoindri que fût son pouvoir, elle garda la prééminence religieuse dans la cité¹², et même lorsque le titre de βασιλεύς fut confié, comme à Athènes, à un magistrat éponyme, ses fonctions continuèrent à garder ce caractère¹³. Sous tous ces rapports, la situation du roi n'a pas changé, mais s'il s'est maintenu à peu près dans tous ses pouvoirs,

1. *Il.*, II, 203-205.

2. *Il.*, VI, 196-197.

3. *Od.*, VI, 300-303.

4. *Od.*, VI, 291-294.

5. *Od.*, XIV, 98-99.

6. *Od.*, I, 391-393.

7. *Od.*, VII, 8-11.

8. *Od.*, VII, 149-150; XV, 521-522.

9. *Od.*, III, 5-33.

10. *Od.*, XIII, 180-187.

11. Voy. plus haut.

12. Ex. à Cyrène, Hérod., IV, 161-164, et à Mégare, *Fr. Hist. Gr.*, IV, fr. 8; en Épire, Plut., *Pyrrh.*, 5.

13. Ἀθην. Πολιτ., 57.

il n'a pu sauvegarder aussi bien son autorité militaire et il a vu grandir autour de lui deux éléments nouveaux : une noblesse de naissance et un état organisé.

C'est là, en effet, la grande transformation qui a modifié la cité patriarcale. Parmi les familles qui la composaient, plusieurs ont voulu participer aux avantages réservés à la famille royale et prendre leur part d'autorité dans le gouvernement de la cité. Une noblesse héréditaire est née et le gouvernement a pris un caractère aristocratique.

Un premier empiètement sur le pouvoir royal, qui ne laisse pas d'étonner des modernes, est l'attribution du titre même de roi, βασιλεύς à de simples nobles. Déjà, dans l'Iliade, un passage d'origine évidemment récente donne ce titre aux chefs troyens, et cette anomalie n'avait pas échappé à la critique alexandrine¹. Dans l'Odyssée, cette dénomination est employée plus généralement encore. Elle désigne d'abord la noblesse d'Ithaque, où il y a « beaucoup de rois achéens, jeunes ou vieux². » Et deux prétendants, Antinoüs et Eunymaque, sont qualifiés ainsi³. Dans le royaume d'Alcinoüs, ce titre semble réservé à douze personnages qui forment le conseil du roi suprême :

Δώδεκα γὰρ κατὰ δῆμον ἀριπρεπέες βασιλῆες,
ἀρχοὶ κραίνουσι, τρισκαιδέκατος δ' ἔγω αὐτός⁴.

Ces rois sont choisis κατὰ δῆμον, ce sont des chefs, ἀρχοί. Ils forment un conseil, βουλή, qui se réunit sans convocation et appelle même Alcinoüs dans son sein⁵. Comme les rois de l'Iliade, ils sont les nourrissons de Zeus⁶, les porteurs de sceptre⁷. Chaque jour, ils viennent au palais d'Alcinoüs et sont ses convives ordinaires⁸. Ils sont distingués en plusieurs endroits du reste des nobles⁹, οἱ ἄριστοι. Alcinoüs demande au peuple que, pour recon-

1. *Il.*, XX, 82-83, voy. la remarque d'Aristarque.

2. *Od.*, I, 394-395.

3. *Od.*, XVIII, 64-65.

4. *Od.*, VIII, 390-391.

5. *Od.*, VI, 53-55.

6. *Od.*, VII, 49 : δῆεις δὲ διωτρεφέας βασιλῆας.

7. *Od.*, VIII, 41 : σκηπτουχοὶ βασιλῆες.

8. *Od.*, VII, 49-50, 95-99, 136-138 ; VIII, 421-422 ; XIII, 7-9.

9. *Od.*, VI, 255-257 ; VIII, 35-36.

duire Ulysse à Ithaque, cinquante-deux jeunes gens soient choisis « parmi les nobles » ἑσσι παρὸς εἰσὶν ἄριστοι¹, et il distingue de ces nobles « les autres rois porteurs de sceptre, » qu'il invite à l'accompagner dans son palais². Ces rois sont donc peut-être des chefs de tribus analogues aux quatre φυλοβασίλεις d'Athènes³. Le même titre est accordé fréquemment par Hésiode aux nobles des villes béotiennes⁴ qui, d'après Aristote, firent succéder leur pouvoir à celui des royautes, vers le milieu du ix^e siècle⁵. Dans un fragment épique de la même époque, il est question des « vénérables rois qui siègent à l'agora et dont la vue est un plaisir pour le peuple⁶. »

Comment se fait-il qu'un titre qui paraît si haut placé dans l'estime des hommes ait pu être usurpé par un certain nombre de chefs de famille? Ici, ce sont les témoignages historiques qui serviront de commentaire à l'épopée. Nous avons déjà vu que les titres de βασιλεύς et de βασιλεὺς appartenaient aux membres de la famille royale⁷. Il n'est pas impossible de supposer que cette circonstance nous explique son extension. Dans beaucoup de villes, les familles royales ont dû s'accroître et se diviser en plusieurs branches parfois rivales⁸. Mais ces « parents du roi » ont dû garder jalousement le titre de βασιλεύς, qu'ils devaient à leur naissance, et ils ont formé la première aristocratie qui ait paru dans les cités grecques. Nous savons qu'il en a été ainsi dans beaucoup de villes. A Corinthe, par exemple, la famille royale des Bacchyades, descendants d'Héraklès, constitua, après la disparition de la royauté, une aristocratie fermée. Le pouvoir des Bacchyades dura quatre-vingt-dix-neuf ans. Ils éliaient un prytane, ne se mariaient qu'entre eux et ne reconnaissaient

1. *Od.*, VIII, 36.

2. *Od.*, VIII, 40-41.

3. Glotz, *Rev. des Études grecques*, 1900. Il y a douze βασιλεῖς et un roi suprême, et le peuple fournit cinquante-deux rameurs, ce qui, divisé par douze, fait quatre rameurs par tribu. Il peut donc y avoir à Schérie douze tribus. — Cf. Pollux, VIII, 111 : Οἱ δὲ φυλοβασίλεις ἐξ εὐπατριδῶν τέσσαρες ὄντες.

4. Hésiode, *Théod.*, 80, 89. — *Trav. et Jours*, 246, 239, 200.

5. Aristote, *Polit.*, II, 2, p. 57, 25.

6. Épigr. d'Homère, éd. Didot, XIII.

7. *Il.*, IV, 96. — *Od.*, IV, 697; VII, 241.

8. Dans l'Iliade, la famille de Priam comprend une branche aînée représentée par les cinquante fils de Priam et une branche cadette qui a pour chef Énée.

aucun droit politique à l'enfant sorti d'une mésalliance¹. A Érythrée, en Ionie, le pouvoir fut exercé longtemps par l'aristocratie des « Basilides, » qui, comme son nom l'indique, se rattachait à l'ancienne dynastie². Des « Basilides » sont également signalés à Chio³ et à Amorgos⁴, tandis qu'à Mytilène la noblesse descendait de l'ancienne dynastie des Penthilides⁵. A Éphèse, les descendants des anciens rois gardèrent, jusque sous l'empire romain, des privilèges honorifiques, le titre de βασιλεῖς, la présidence des jeux, les vêtements de pourpre et le culte de Déméter Éleusienne⁶.

La cité a donc désormais à sa tête une aristocratie. Des nobles gouvernent, ἐπικρατέουσι, non seulement à Ithaque, mais « dans les îles, à Doulichion, à Samé, à Zacynthe⁷. » A Éleusis, l'hymne à Déméter nous montre les chefs qui « commandent au peuple et défendent les remparts de la cité par la sagesse de leurs lois et de leurs sentences » :

δήμου τε προὔχουσιν, ἰδὲ κρήδεμνα πόλης
εἰρύαται βουλῇσι καὶ ἰθείησι δίκῃσιν...⁸.

Ce sont Triptolème, Dioklès, Polyxène, Eumolpos, Dolichos, dont plusieurs, comme Eumolpos et Triptolème, sont les ancêtres des familles d'Eupatrides, les Κροκωνίδαι et les Eumolpides⁹. Les fondements de cette aristocratie, ce sont la naissance et la richesse. Dans l'Iliade, l'idée de noblesse héréditaire est réservée aux familles royales; dans l'Odyssée, au contraire, cette noblesse est le privilège des membres de l'aristocratie. Une scène curieuse nous montre le dédain du poète de l'Odyssée pour ceux qui n'ont d'autre qualité, pour se faire valoir, que leur richesse. Euryale, fils d'Alcinoüs, refuse de lutter avec Ulysse, parce qu'il n'a pas

1. Diod. de Sic., VII, 9. — Pausan., II, 4, 4.

2. Aristote, *Polit.*, VIII (v), 6, 204, 27.

3. Hérod., VIII, 132.

4. *Bull. de Corresp. hellén.*, VIII, 446. Une inscription mentionne au II^e siècle une tribu des Βασιλείται.

5. Aristote, *Polit.*, VIII (v), 10, 220, 1.

6. Strabon, XIV, 633.

7. *Od.*, I, 245-248; XVI, 122-125; XIX, 130-132; XXI, 346-348.

8. *Hymnes homer.*, IV, 151-152.

9. Tœppfer, *Attische Genealogie*. Berlin, 1889, p. 26 et 101.

révéle son nom et qu'il ne ressemble pas à un noble. « Tu as l'air, lui dit-il, d'un de ces hommes qui passent leur vie sur les bancs d'un navire, de quelque patron de vaisseau qui tient note de la cargaison et surveille les vivres ou le gain, produit de la rapine ; tu ne ressembles pas à un lutteur¹. » On voit poindre déjà le mépris aristocratique que les Grecs de l'époque classique auront toujours pour le travail. La naissance, γένος, le mot se trouve dans l'Odyssée, est mise désormais au-dessus de tous les avantages². Aux ἀριστοί s'opposent nettement les κακοί, les gens de basse origine³. Les prétendants ne veulent pas admettre le mendiant, dont Ulysse a pris la forme, à concourir avec eux au tir de l'arc ; mais il déclare qu'il est de naissance illustre, πατρὸς δ' ἐξ ἀγαθοῦ γένος εὖχεται εἶναι, et il n'en faut pas plus pour qu'il soit admis⁴.

D'autre part, la richesse n'en reste pas moins comme autrefois la condition essentielle de l'influence dans la cité. Une histoire très curieuse racontée par Ulysse à Eumée laisse entendre qu'un homme déconsidéré par sa naissance, un bâtard, pouvait très bien, grâce à sa fortune, devenir un des premiers de la cité⁵. Il faut, d'ailleurs, remarquer que ce personnage a acquis ses richesses non par le commerce, mais par le brigandage et la piraterie⁶ ; devenu chef de bande, il a été choisi pour commander l'armée de son pays⁷. De même, parmi les prétendants qui assiègent Pénélope se trouve un certain Ctésippe, venu de Same, « confiant dans les biens que possède son père⁸. » Les « βασιλεῖς ... δουροφάγοι, » auxquels s'adresse Hésiode⁹, doivent aussi leur puissance à cette richesse. Nous savons, enfin, par des témoignages historiques, que les aristocraties des cités grecques étaient formées avant tout de propriétaires fonciers. Telles étaient les aristocraties des villes d'Élide¹⁰, celle des « chevaliers » d'Érétrie

1. *Od.*, VIII, 159-164.

2. *Od.*, VI, 34-35.

3. *Od.*, IV, 60-64 : οὐ κε κακοὶ τοιοῦσδε τέκονεν.

4. *Od.*, XXI, 334-335.

5. *Od.*, XIV, 199-266.

6. *Od.*, 229-234.

7. *Od.*, 237-240.

8. *Od.*, XX, 287-390.

9. Hésiode, *Trav. et Jours*, 263-264.

10. Roehl, *Inscr. Gr. A.*, 112-113.

en Eubée¹, celle des eupatrides à Athènes², celle des γεωμάροι de Samos³. A Chalcis, en Eubée, les nobles appelés Ἴπποβοῦται devinrent les maîtres de la cité dans la première moitié du VIII^e siècle. « Ils l'emportaient sur tous par leur richesse et leur naissance⁴. » A Kymé, en Éolide, le droit de cité, πολιτεία, fut donné au VII^e siècle à quiconque était assez riche pour nourrir un cheval⁵. Dans la Locride Opontienne, à Opons, le gouvernement appartenait à cent familles; leur pouvoir, qui existait encore au V^e siècle, reposait sur leur richesse foncière⁶. La richesse et la naissance, voilà donc les qualités requises pour faire partie de l'aristocratie; les deux expressions employées par Aristote pour indiquer de quelle manière étaient choisis les magistrats d'Athènes à cette époque, ἀριστίνδην καὶ πλουτίνδην⁷, indiquent bien la nouvelle constitution sociale des cités grecques.

Il était inévitable que cette aristocratie prit bientôt une très grande part au gouvernement de la cité. Les expressions qui impliquent l'autorité politique, ἐπικρατέουσιν⁸, κοραινέουσιν⁹, ἡγήτορες¹⁰, lui sont appliquées sans cesse dans l'Odyssée. A Kymé, en Éolide, le titre d'ἀισυμνήται, qui, d'après Aristote, correspond à ἀρχοντες, appartenait aux nobles¹¹. C'était là un grave changement dans la constitution de la cité; le gouvernement patriarcal, dont le mécanisme était si rudimentaire et qui avait si peu d'occasion d'intervenir dans la vie des hommes, se compliqua. Une nouvelle forme politique naquit; à la confédération d'autrefois, au συνοικισμός, succéda l'état, πολιτεία, qui devait rester, dans la Grèce classique, la base par excellence du groupement humain.

Cette nouvelle cité, nous pouvons, grâce à l'Odyssée et aux traditions historiques, en reconstituer les grandes lignes. Comme nous l'avons vu, elle eut toujours à sa tête une dynastie royale; mais on peut saisir, dès cette époque, les symptômes d'affaiblis-

1. Arist., *Polit.*, VIII (v), 6.

2. Ἀθην. Πολιτ., 2.

3. Plut., *Quaest. Gr.*, LVII, p. 374, Didot.

4. Plut., *Périclès*, 23. — Strabon, p. 447.

5. Héracl. fr., *Fr. Hist. Gr.*, II, 5.

6. Arist., *Polit.*, III, 16, 89, 18. — Polybe, XII, 5.

7. Ἀθην. Πολιτ., III.

8. *Od.*, I, 245.

9. *Od.*, I, 248.

10. *Od.*, VII, 98.

11. Arist. fr., 192. — *Fr. Hist. Gr.*, II, p. 163.

sement qui devaient amener la diminution graduelle et, presque partout, la chute de cette institution de l'âge patriarcal. Il est d'abord très grave de voir que, si le droit héréditaire est toujours le fondement de la royauté¹, le poète ne regarde pas comme impossible les usurpations. S'il paraît abominable de tuer un rejeton du sang royal², parce qu'il tient son pouvoir de Zeus, Zeus lui-même peut enlever ce qu'il a donné, et si, par les présages qu'il envoie, il approuve le meurtre de Télémaque, le prétendant Eurynomos déclare qu'il le frappera sans hésiter³. Égisthe n'a-t-il pas tué Agamemnon avec le concours de vingt nobles de la cité⁴, et cette variante de la légende des Atrides ne nous avertit-elle pas que de telles conspirations ont dû certainement se produire? Un certain nombre de circonstances peuvent même amener la déposition du roi. S'il est trop âgé, ses peuples le méprisent et lui enlèvent ses honneurs⁵; s'il se fait détester, il s'expose à se voir privé du pouvoir par une révolte⁶; enfin, sans qu'un de ces cas se produise, un ambitieux, s'il est assez fort, peut prendre ses honneurs et ses biens⁷. C'est ainsi qu'Antinoüs veut tuer Télémaque pour devenir roi d'Ithaque⁸, et Télémaque lui-même sent que sa succession au pouvoir d'Ulysse est loin d'être assurée; il craint qu'un des « βασιλῆες » d'Ithaque ne s'empare de la dignité suprême, et il envisage le cas où, devenu simple particulier, « il restera le maître de la maison et des esclaves que lui a laissés le divin Ulysse⁹. » Il faut, pour lui rendre confiance, qu'un présage céleste vienne l'assurer que sa maison est « plus royale » que toutes les autres dans le peuple d'Ithaque¹⁰. Les déclarations favorables au gouvernement monarchique que l'on trouve çà et là dans l'*Odyssée*¹¹ semblent jeter une certaine lumière sur les premières luttes politiques qui se soient produites en Grèce. Les familles royales, fortes de leurs

1. *Od.*, I, 387.

2. *Od.*, XVI, 400-402.

3. *Od.*, XVI, 403-405.

4. *Od.*, IV, 530.

5. *Od.*, XI, 494-497.

6. *Od.*, XVI, 96-96.

7. *Od.*, XI, 174-185.

8. *Od.*, XXII, 52-53.

9. *Od.*, I, 394-398.

10. *Od.*, XV, 533-534.

11. *Od.*, II, 230-234; IV, 690-693; XIX, 109-114.

souvenirs et de leurs richesses, n'ont pas dû voir grandir sans résistance le nouveau pouvoir rival du leur. L'aède qui a composé l'Odyssée était évidemment un admirateur de ces dynasties, qui remontaient par leurs généalogies aux origines mêmes du monde. Il est donc possible que les détails, si dramatiques et si précis, qu'il nous donne sur la lutte entre la famille royale et l'aristocratie d'Ithaque ne soient que l'écho des guerres civiles auxquelles il a assisté lui-même dans sa patrie. Les traditions historiques, d'ailleurs, viennent encore confirmer les données de l'épopée. A Athènes, il y eut plusieurs dynasties royales; la dernière, celle des Néléides, était venue de l'étranger, et des légendes, comme celles de l'exil de Thésée, recouvrent le souvenir des anciennes luttes pour la royauté¹. Ces luttes se renouvelèrent après la mort de Codrus², dont les descendants gardèrent cependant le pouvoir avec le titre d'archontes. Enfin, à partir d'Hippoménès (714 av. J.-C.), l'archontat devint une dignité décennale, accessible à tous les eupatrides³. La fonction royale subsista presque partout sous la forme d'une magistrature éponyme, comme à Athènes par exemple⁴. L'idée de légitimité, au contraire, ne put se maintenir que dans quelques villes telles que Sparte.

Au VIII^e siècle, le mouvement qui entraîna la chute de ces royautes était seulement commencé, mais on peut constater déjà à cette époque la part prise par les nobles au gouvernement et leurs empiètements sur les attributions du roi. Comme nous l'avons vu, le roi resta partout le chef religieux. Il n'y eut guère d'usurpations de l'aristocratie dans le domaine du culte, et l'on cite même des colonies fondées à une époque récente où l'on établit un roi éponyme avec des attributions religieuses⁵. A Athènes, à côté du pouvoir religieux du roi, qui ne disparut jamais, les cultes gentiles de certains eupatrides prirent une place officielle dans la cité et donnèrent par suite une situation prépondérante aux Étéoboutades, aux Eumolpides, etc..., qui en avaient le

1. Plut., *Thésée*, 32-35. — Pausan., IX, 5, 16.

2. Pausan., IV, 5, 10.

3. Pausan., I, 3, 2. — Suidas, Ἱππομένης.

4. Voy. les textes réunis par Gilbert, *Handb. der griech. Staatsalterth.*, II, 324, n. 1.

5. Ce fut le cas à Chalcédoine, colonie de Mégare fondée au milieu du VII^e siècle. *C. I. G.*, 3794.

dépôt¹. Mais ce fut surtout le pouvoir militaire du roi qui sortit amoindri de cette crise. A l'époque patriarcale, il n'y avait pas d'autres chefs de guerre que les rois. Dans l'Odyssée, au contraire, et dans le Catalogue des Vaisseaux, qui est probablement plus récent encore², une nouvelle conception apparaît; les armées peuvent être commandées par de simples particuliers, par des chefs distincts du roi et auxquels le poète attribue quelquefois, pour obéir aux traditions épiques sans doute, une origine divine³. Autrefois, le roi nommait lui-même les chefs qui commandaient sous ses ordres⁴; à l'époque de l'Odyssée, une grande nouveauté s'introduit; c'est le peuple qui élit les chefs de guerre. Dans l'histoire forgée par Ulysse, nous voyons le peuple crétois choisir, pour commander l'armée, le roi Idoménée et un chef de bandes⁵. Il est aussi très remarquable de voir un simple particulier, que sa naissance illégitime déconsidère, se servir des richesses qu'un riche mariage lui a procurées pour lever une bande de soldats et entreprendre pour son propre compte des expéditions qui ne diffèrent pas beaucoup d'un brigandage⁶. La guerre est donc devenue un métier et une source de richesses; beaucoup de nobles « n'ont aucun goût pour le travail des champs ou les soins domestiques... et préfèrent les vaisseaux remplis de rames, les javelots bien polis et les flèches⁷. » On s'est demandé souvent en quoi avait consisté la diminution du pouvoir royal qui eut lieu à Athènes après le dévouement légendaire de Codrus; nous savons que les Codrides continuèrent à exercer les fonctions de roi, et nous avons vu aussi qu'il n'y a aucune différence entre le titre d'« archonte, » qui leur est attribué, et celui de βασιλεύς. La véritable explication est qu'ils cessèrent peut-être désormais de commander l'armée athénienne. Il est presque certain du moins

1. Plut., *Thésée*, 24 : εὐπατρίδαι δὲ γινώσκειν τὰ θεῖα... ἀποδοῦς. Voy. *Martha, Sacerd. athén.* — Tœpfer, *Att. Gen.*

2. Voy. Niese. Il est postérieur à la fondation de Cyrène (658) et appartient au dernier quart du VII^e siècle.

3. *Il.*, II, 858. Le chef des Mysiens est l'augure Eunomos (*Id.*, 726-727). — Médon, bâtard d'Oïlée, à la tête des habitants de Méthone (*Id.*, 615-624). — Sur les quatre chefs de l'Élide et de Bouprasis qui commandent chacun dix vaisseaux, un seul est fils de roi (*Id.*, 638-643).

4. *Il.*, II, 511-516, 740-746, 846-847; XVI, 171-172, 196.

5. *Od.*, XIV, 237-240.

6. *Id.*, 216-222, 229-234.

7. *Id.*, 220-222.

que l'organisation de la flotte leur échappait; les peintures des vases du Dipylon antérieures au ^{vin}^e siècle prouvent l'antiquité d'une organisation maritime à Athènes¹ et peut-être l'existence des quarante-huit naucreries, correspondantes aux quatre tribus et commandées chacune par un prytane², dont le pouvoir était indépendant de celui du roi, et qui avait pour fonction de fournir à l'état un navire et deux cavaliers. Tous ces faits nous amènent à conclure qu'il s'est constitué dans la cité un commandement et une organisation militaire et maritime qui dépendent non plus du roi, mais de l'aristocratie toute-puissante.

Mais une transformation plus importante encore a eu lieu grâce aux efforts de cette aristocratie. Elle a été amenée, par la cohésion nouvelle que son pouvoir donnait à la cité, à tenter une œuvre à laquelle les rois de l'âge patriarcal n'avaient même pas songé. Elle a empiété sur les droits des particuliers, comme elle avait diminué ceux de la famille royale, et elle a jeté les premiers fondements d'une organisation judiciaire; elle a créé l'ordre public.

Il est tout d'abord certain que les institutions d'arbitrage qui s'étaient développées à l'époque patriarcale prirent dans cet âge aristocratique une force nouvelle. L'Odyssée fait souvent allusion à ces « δίκασπῶλοι » que nous avons vus figurer déjà dans l'Iliade. On voit qu'ils siègent toujours sur l'agora³ et qu'ils doivent à leurs fonctions des honneurs et même des avantages matériels. Télémaque « prend part à de nobles festins, comme il convient à un arbitre; tout le monde l'invite⁴. » Cet exemple prouve que les « βασιλῆες » dont se composent les cités sont maintenant les arbitres naturels des procès. Il y a là en germe une nouvelle institution qui existait déjà à Eleusis au moment où fut composée l'hymne à Déméter. Cependant, quelques détails nous montrent que longtemps le choix des arbitres resta facultatif et que la réputation de sagesse était ce qui attirait le plus les plaideurs. La légende de la dispute des Armes d'Achille, à laquelle l'Odyssée fait allusion

1. Helbig (*Mém. acad. des inscr.*, t. XXXVI). Glotz (*Rev. des Ét. gr.*, 1900) donne une comparaison ingénieuse de l'organisation maritime de l'île des Phéaciens et de l'institution athénienne des naucreres.

2. *Ἀθην. Πολιτ.*, 8, 21. — Hérod., V, 71. Témoignage sur l'existence des prytanes des naucreres au moment de l'attentat de Cylon (670 av. J.-C.).

3. *Od.*, XII, 439-440.

4. *Od.*, XI, 185-187.

et qui fut développée plus tard dans les poèmes cycliques, nous montre des captifs troyens choisis comme arbitres entre Ajax et Ulysse¹. Un exemple plus curieux encore est celui de la reine Arété, dont la sagesse est éclatante « et qui dénoue les procès des hommes à qui elle veut du bien². » Aucun texte ne montre mieux la liberté des plaideurs, qui peuvent choisir l'arbitre qui leur convient, et des arbitres qui accordent ou refusent à leur gré d'examiner la cause. Enfin, une légende ancienne, recueillie par Aristote à Ithaque, racontait qu'après le meurtre des prétendants, Néoptolème fut choisi comme arbitre par Ulysse et ses adversaires, les parents des morts, « μεταπεμφθεὶς δ' ὑπ' ἀμφοτέρων διαιτητὴς Νεοπτόλεμος. » Il porta la sentence suivante : « A cause du sang versé, Ulysse serait exilé de Céphallénie, de Zacynthe, d'Ithaque, mais les parents et les amis des prétendants lui paieraient une πινὴ en dédommagement des dégâts causés par chacun d'eux dans sa maison pendant une année entière³. » L'arbitrage a donc existé longtemps, même pour les affaires de meurtre; cependant, c'est à cette époque que son caractère s'est altéré de plus en plus et que, l'idée d'exécution obligatoire s'ajoutant à celle d'accommodement, il s'est transformé peu à peu en jugement.

Des idées morales et des croyances nouvelles ont certainement préparé les hommes à ce changement, et nous pouvons les voir exprimées à plusieurs reprises dans l'Odyssée et surtout dans les poèmes d'Hésiode. Il semble d'abord que l'idée de justice se soit imprimée plus fortement dans les esprits. Les peuples sans coutumes, sans justice, ne paraissent pas civilisés; tels sont les Cyclopes, qui n'obéissent pas aux lois de Zeus, mais « font eux-mêmes la loi à leurs enfants et à leurs épouses⁴. » Au début des

1. *Od.*, XI, 543-547. — Parva Ilias (*Cycli fragm.*, éd. Didot, p. 596 (5).

2. *Od.*, VII, 73-74 : οἶσι τ' εὖ φρονεῖσι καὶ ἀνδράσι νείκεα λύει.

3. Aristote, *Répub. d'Ithaque* (*Fr. H. Gr.*, II, 147-148), recueilli par Plut., *Quaest. Gr.*, 14. La légende paraît recueillie à Ithaque et Aristote cite à la fin deux familles d'Ithaque, les Coliades et les Bucolides, qui prétendent descendre d'Eumée et de Philétlos. Quant aux plaintes que Télémaque adresse à l'assemblée du peuple contre les prétendants (*Od.*, II, 44-71), elles ne peuvent apporter aucune lumière sur les institutions de droit privé. L'invasion des biens de la famille royale est une agression qui intéresse la cité tout entière. On ne peut donc, comme Gilbert (p. 445-446), donner à cette assemblée un caractère judiciaire; c'est une assemblée politique qui s'occupe des intérêts généraux de la cité. Cf. *Od.*, XVI, 376-383, où l'on trouve la même conception.

4. *Od.*, IX, 114-115. Cf. XVI, 403-404.

Travaux et des Jours, Hésiode invoque Zeus et le supplie « de redresser les lois conformément à l'équité, Δίκη δ' ἔθουε θέμιστας¹. » Trente mille dieux habitent sous la terre avec la mission de faire observer la justice par les hommes². Une nouvelle notion, Δίκη, qui devient dans le poème d'Hésiode une déesse, fille de Zeus, se distingue de Θέμις, la coutume, qui peut n'être pas conforme à l'équité, puisque Zeus est supplié de la modifier dans ce sens. « Diké, la vierge née de Zeus, est auguste et respectable pour les dieux qui habitent l'Olympe. » Quand elle est blessée par les injustices des hommes, elle remonte vers le trône de son père et lui dénonce les forfaits « des rois, » dont la cité tout entière subira le châtement³. L'idée qu'Hésiode a de la justice apparaît encore plus clairement dans le parallèle qu'il établit entre les deux villes, celle où les lois sont observées et celle dont les violences et le mépris des droits appellent la vengeance de Zeus⁴. A « Δίκη » s'oppose « Ἐρις, » l'injustice, qui apparaît aux hommes sous deux formes : l'une c'est la guerre, qu'il leur est impossible d'éviter, parce qu'elle entre « dans les desseins » des immortels. « L'autre a été enfantée par la nuit de l'Érèbe, » c'est le procès, la querelle entre les hommes⁵. Les esprits sont donc préparés à ne plus trouver également respectables toutes les coutumes, Θέμιστες.

Et justement à cette époque l'antique coutume de la vengeance héréditaire était menacée dans son principe; une nouvelle croyance venait jeter le doute sur sa légitimité. Le meurtre avait paru longtemps une atteinte aux droits de la famille, qui devait en réclamer du meurtrier une juste indemnité; il est maintenant quelque chose de plus, une atteinte à ces lois de Zeus, dont la déesse Δίκη est la gardienne, un renversement de l'ordre naturel. Le meurtrier est donc regardé comme exécrable; il a contracté une souillure, et les hommes ont pour devoir de l'éviter jusqu'à ce qu'il se soit purifié⁶. Encore dans l'Odyssée, nous voyons Théoclymène, auteur d'un meurtre, s'exiler de son pays pour fuir

1. *Trav. et Jours*, 9-10.

2. *Id.*, 252-254.

3. *Trav. et Jours*, 256-264.

4. *Id.*, 225-239.

5. *Id.*, 11-20.

6. Gilbert (p. 504-505) croit que le développement du culte d'Apollon Pythien a pu avoir une influence sur la doctrine de la purification.

la vengeance des parents de sa victime¹. Entre Télémaque, qui l'accueille, et lui, il n'est nullement question de purification. Au contraire, deux fragments cycliques du VIII^e siècle, contemporains des poèmes d'Hésiode, nous en donnent des exemples notoires. Après avoir tué Thersite, Achille se rend à Lesbos, immole des victimes à Diane, ainsi qu'à Apollon, et se fait purifier par Ulysse². Céphale, après avoir tué involontairement son épouse, demande aux Thébains d'accomplir pour lui les rites de la purification et leur promet, en reconnaissance, de délivrer le pays d'un renard gigantesque³. D'après une tradition que rapporte Plutarque, Thésée, ayant tué des brigands sur son chemin, se fit purifier par Phytalis avant de faire son entrée à Athènes⁴. Par conséquent, la même doctrine s'appliquait à tous les meurtres. Quiconque avait tué, fût-ce involontairement, fût-ce en état de légitime défense, avait contracté une souillure. Un roi de Sicyone, ayant commis un meurtre, fut déposé parce que l'on croyait qu'il était désormais indigne d'offrir des sacrifices au nom de la cité⁵. La tradition, rapportée par Aristote sur l'arbitrage entre Ulysse et les familles des prétendants⁶, montre que la vengeance privée n'était même plus une excuse. Grâce aux nouvelles croyances, à l'idée de meurtre s'attache désormais une notion de culpabilité. Le meurtrier est coupable envers les dieux et envers la cité qu'il expose à la vengeance des dieux. La cité a donc un intérêt direct à ce que les meurtres commis sur son territoire soient suivis de l'exil ou de la purification des coupables.

Ces nouvelles tendances ne tardèrent pas à s'affirmer, et, dans un intérêt public, des tribunaux d'état furent créés en Grèce, non seulement pour punir les attentats, mais pour les prévenir, en tranchant les contestations et les procès qui en étaient presque toujours l'origine. Il va sans dire que l'arbitrage ne fut pas supprimé pour cela et que les plaideurs eurent toujours le droit d'y recourir pour éviter un procès; il y avait à Athènes, à l'époque classique des arbitres, *δικηται*, dont l'institution était officielle, mais dont les sentences pouvaient être rejetées par les parties qui,

1. *Od.*, XV, 220, 508; XVII, 71, 350.

2. *Archivus, Æthiopis. Cycli fragm.*, éd. Didot, p. 583.

3. *Id.*, Epigoni, p. 589.

4. *Plut.*, *Thésée*, 12. Cf. l'Histoire d'Adraste et de Crésus. *Hérod.*, I, 35.

5. Nicolas de Damas, *Fr. Hist. Gr.*, III, 394.

6. *Voy.* plus haut.

dans ce cas, avaient recours aux tribunaux¹. Tout meurtre, au contraire, entraîna désormais une action publique, et c'est là le grand changement. Nous pouvons déjà en saisir les traces dans certaines légendes que cette circonstance peut servir à dater : celle d'Hercule, meurtrier de Linos, qui s'était porté sur lui à des voies de fait. Les amis du mort lui ayant intenté une action criminelle, δίκην φόνου, devant Rhadamanthe, il fut absous et le juge décida qu'il était permis de se défendre contre la violence². Un tableau de la seconde partie de la « Nekya, » qui reflète d'autres croyances sur la vie infernale que la première, nous montre « Minos, le fils brillant de Zeus, siégeant, son sceptre d'or à la main et donnant des lois aux ombres ; celles-ci assises ou debout venaient demander des sentences au roi, dans l'Hadès aux larges portes³. » La conception du juge souverain, acquittant les innocents et punissant les coupables, est ici bien nette.

Quelques témoignages historiques, malheureusement très rares, viennent confirmer ces traditions. Un des plus précieux est celui que nous fournit une inscription d'Olympie, qui peut être datée de la fin du VII^e siècle⁴. Elle se rapporte au « dévouement » aux dieux infernaux, qui était un des plus graves dommages que l'on pût causer à un ennemi ; l'effet en paraissait si redoutable que la vengeance exercée sur l'auteur des maléfices semblait légitime⁵. Or, la loi rapportée par cette inscription déclare que, si un homme est l'objet d'imprécations de ce genre, ni les membres de son γένος, ni ceux de sa phratric ne pourront en tirer eux-mêmes vengeance. Le coupable sera traduit devant des rois, βασιλᾶς, qui devront poursuivre l'action sous peine de payer eux-mêmes une amende de dix mines au profit de Zeus Olympien⁶. Le magistrat appelé « hellanodique » et des Ζημιωφῆται doivent prendre des gages des parties, et toute négligence de leur part est

1. Ἀθην. Πολιτ., 52.

2. Apollod., *Bib.*, II, 4, 9.

3. *Od.*, XI, 568-571.

4. Rœhl, *I. G. A.*, 112. Tablette de bronze. La mention de l'hellanodique unique permet de la placer entre la 25^e et la 50^e olympiade.

5. Voy. Reinach, *Traité d'épigraphie grecque*, p. 150-151.

6. De même, d'après le titre LVII de la Loi salique, les « boni homines » ou « rachimbourgs » qui refuseraient de rendre le jugement seraient passibles d'une amende de trois sous d'or. Il y a là un rapprochement inévitable entre deux époques barbares où les hommes n'acceptent pas encore volontiers que des bornes soient mises par l'État à la vengeance privée.

également punie, ἐπένποι ζῆ κ' ἑλλανοζίκας, καὶ πᾶλλα ζίκια ἐπενπέτω ἀ ζαμωργία. Si la victime ou un de ses amis cherche à exercer la vengeance quand cette instance judiciaire est déjà commencée, ils sont passibles d'une amende de dix mines, ainsi que le scribe de la phratrie, γράφεις, qui n'aura rien fait pour les arrêter. L'importance de ce texte vient d'abord de ce qu'il nous montre la vengeance privée organisée comme une institution officielle et étendue à tous les membres d'une même phratrie. Il nous aide surtout à saisir le passage de ce régime à celui de la force publique, représentée par des tribunaux d'état et devenue exclusivement maîtresse de réprimer des crimes, dont la vengeance était réservée autrefois aux particuliers.

C'est à Athènes que nous pouvons le mieux étudier la naissance des tribunaux réguliers, et avant tout du premier tribunal criminel qui conserva son pouvoir jusqu'à la fin de l'histoire athénienne, du tribunal de l'Aréopage. Les Athéniens se vantaient eux-mêmes d'avoir été les premiers d'entre les Grecs à abandonner les mœurs violentes de l'état patriarcal¹. Les premiers ils établirent des lois et un ordre public, « νόμους ἔθετο καὶ πολιτεῖαν κατεστήσατο. » Grâce à eux, les meurtres furent réprimés conformément à la raison et non par la violence, « μετὰ λόγου καὶ μὴ μετὰ βίας². » Plusieurs légendes, qui avaient cours à Athènes au v^e siècle et que l'on trouve pour la première fois dans Hellanicus, donnaient à cette institution une origine vénérable et même divine. Trois fois les dieux s'étaient assemblés sur la « colline maudite, » ἀραϊὸς πάρος, pour juger des meurtriers insignes; la première fois comparut Arès, qui, pour venger l'outrage fait à sa fille, avait tué Halirrhotos, fils de Poseidon; il fut absous³. Puis ce fut Kephalos, qui avait tué involontairement Procris, sa femme, d'un coup de javelot; il fut condamné à l'exil perpétuel⁴. Le même châtiment frappa Dédale, qui avait par jalousie précipité son neveu du haut de l'Acropole⁵. Ces trois cas, comme l'a

1. Thucyd., I, 6.

2. Isocr., *Panég.*, 40. Cf. Dareste, *Journ. des Savants*, 1878, p. 626 : « La loi athénienne a désarmé la vengeance privée, soit en se substituant à celle-ci, soit en l'amenant à recevoir le prix du sang. »

3. Hellanic. (Schol., Eurip., *Oreste*, 1648). — Suidas, Ap. Παγ., *Fr. H. Gr.*, I, p. 54-56. — Eurip., *Electre*, 1258-1263. — *Iphig. en Taur.*, 915-916. — Apollod., III, XIV, 2.

4. Hellanic., *Id.* — Phérécyde, *Fr. H. Gr.*, I, 90.

5. Hellanic., *Id.* — Pausan., I, 21, 4; VII, 4, 5. — Diod. de Sic., IV, 76.

montré Gilbert, représentent les trois espèces de meurtres jugés par les tribunaux d'Athènes, le meurtre légitime, *δικαιος*, le meurtre involontaire, *ἀχούσιος*, le meurtre volontaire, *ἐκούσιος*¹. Mais il restait à établir chez les hommes cette institution divine : ce fut l'œuvre de Pallas Athénè, désireuse de mettre un terme, par l'acquiescement d'Oreste, aux luttes héréditaires qui avaient ensanglanté pendant plusieurs générations les deux branches de la famille des Atrides². « Puisque cette cause est arrivée jusqu'ici, dit la déesse, j'établirai des juges criminels liés par le serment, et cette coutume durera à jamais³. » « Écoutez encore la loi que j'institue, peuples de l'Attique, vous qui êtes les premiers juges du sang versé. Désormais, et pour toujours, le peuple d'Égée possédera ce conseil de juges⁴. » Sans tenir compte de l'orgueil national reflété dans des légendes qui veulent faire des Athéniens les inventeurs des tribunaux réguliers, on peut dire qu'elles montrent combien l'imagination populaire avait été frappée du changement qui substitua cette institution au régime de la vengeance privée. Il serait difficile, d'ailleurs, si l'on était réduit à cette source unique, de fixer la date de cette révolution ; les textes historiques, sans apporter une précision absolue, nous permettent du moins de dissiper le vague de ces traditions.

D'après la chronologie d'Eusèbe, l'attentat de Cylon contre la constitution eut lieu à Athènes peu après l'année 640, et l'archontat de Dracon est de 621. Or, c'est à ces deux événements que se rattachent les premiers tribunaux athéniens que nous connaissons avec certitude. Quelques années après le meurtre de Cylon, un tribunal de trois cents membres, choisis d'après leur naissance, *ἀριστίνδην*, jugea les meurtriers souillés du sang de Cylon, *τοὺς ἐναγείς λεγόμενους δίκην ὑπέσχειν καὶ κριθῆναι*, et ce tribunal fut établi sur la proposition de Solon⁵, déjà célèbre à cette époque. Quant à la loi de Dracon transcrite au v^e siècle et retrouvée en 1843, elle nous montre que les cas de meurtre involontaire sont jugés par les éphètes sous la présidence de l'archonte-

1. Gilbert, p. 491.

2. Hellanic., *Id.* — Eschyle, *Euménides*.

3. Eschyle, *Euménides*, 482-484.

4. *Id.*, 681-684.

5. Plut., *Sol.*, 12.

roi, et peut-être des φυλοδασιλεῖς¹. Nous savons, d'autre part, qu'à travers toutes les vicissitudes des résolutions politiques, le conseil de l'Aréopage garda toujours à Athènes le jugement des causes de meurtre volontaire². Mais il est certain que le jury institué pour juger les meurtriers de Cylon ne peut être regardé comme le premier tribunal criminel qu'ait vu l'Attique. C'est un tribunal d'exception, constitué moins pour une affaire privée que pour un crime politique dont les conséquences mettent en péril l'existence même de la cité. L'idée de cette institution prouve du moins que l'idée de la justice criminelle existait à cette époque et que de longues années avaient dû s'écouler depuis que l'Aréopage jugeait les procès de meurtre. Si cette prérogative figurait, comme il est possible, dans les lois de Dracon, il ne faut pas s'en étonner, puisque tous les réformateurs qui se sont succédé l'ont respectée; la seule innovation de Dracon est peut-être l'attribution des meurtres involontaires au tribunal des Éphètes. Il est donc certain que, vers l'année 640, les tribunaux criminels existaient à Athènes depuis longtemps, et cette circonstance rapprochée des données de la légende nous permet de fixer approximativement leur apparition en Grèce vers la fin du VIII^e siècle.

Quels étaient ailleurs les juges qui composaient ces premiers tribunaux? Tous les témoignages nous montrent qu'ils étaient choisis exclusivement parmi les nobles, ἀριστίνδην καὶ πλουτίνδην. Déjà dans l'Odyssée, le titre de δικασπῆλος, arbitre, est regardé comme un attribut naturel des membres de l'aristocratie³, et dans les vers qu'il consacre à son procès avec son frère, Hésiode fait de nombreuses allusions à la justice boiteuse des « rois mangeurs de présents; » il regarde comme un malheur des plus funestes qui puisse arriver à un homme d'être obligé d'avoir recours à ces puissants qui traitent les faibles comme l'épervier de la fable fit du rossignol⁴. Ces expressions ne peuvent se rapporter qu'à des sentences obligatoires, qu'elles proviennent d'arbitres librement choisis ou de juges réguliers. Elles montrent le caractère aristocratique qu'eut la justice à ses débuts. A Sparte, où la constitution a gardé le plus longtemps les traces du passé, la justice cri-

1. *Rec. Inscr. jurid. gr.* : « δικάζειν δὲ τοὺς βασιλεῖας... τοὺς δὲ ἐφῆτας διαγνώσκει. »

2. *Démsth.*, XXIII, 22. — Ἀθην. Πολιτ., 57.

3. *Od.*, XI, 185-187.

4. *Trav. et Jours*, 27-41, 200-212, 246-255.

minelle appartenait exclusivement au conseil des Anciens et la justice civile aux Éphores, qui étaient les uns et les autres les représentants de la classe aristocratique¹. Quant aux rois, ils avaient aussi une compétence judiciaire, mais il faut remarquer qu'elle ne s'exerçait ni dans le domaine criminel ni même dans le domaine civil proprement dit. Ils jugeaient les questions relatives aux filles épiclères dont les pères étaient morts sans les avoir fiancées, les adoptions d'enfants et les procès de délimitation entre la voie publique et les propriétés privées². Toutes ces difficultés d'héritage ou de propriété intéressaient directement la religion de la famille, le culte des ancêtres d'abord, pour lequel le père privé de fils devait trouver un successeur, et ensuite les limites religieuses du territoire sur lequel ces ancêtres reposaient. Il n'est donc pas étonnant que les rois, chefs de la religion, aient été chargés de juger ces questions; loin d'y voir un prétendu débris d'un ancien pouvoir judiciaire, il faut au contraire admettre que cette autorité des rois sur les cultes patrimoniaux, qui n'existait nullement à l'époque patriarcale, leur a été conférée au moment où, par la constitution de l'aristocratie, les liens qui unissaient les familles ont été resserrés suffisamment pour qu'une vraie solidarité s'établît entre elles.

A Athènes, où la constitution a été remaniée plusieurs fois, et à une époque très ancienne, le problème de la composition des tribunaux est plus complexe à résoudre. Un fait est cependant certain : que ces premiers juges soient les membres de l'Aréopage, les éphètes ou les prytanes, ils n'en sont pas moins des eupatrides et sont choisis ἀριστίνδην καὶ πλουτίνδην. L'histoire athénienne nous offre donc les mêmes témoignages que celle des autres cités grecques, et il est à remarquer que, comme toutes les institutions religieuses, celles de la justice criminelle survécurent à toutes les révolutions, et, en pleine époque de démocratie, au moment où le tribunal des Héliastes fonctionnait depuis longtemps, continuèrent à être le privilège exclusif des eupatrides³. Un autre

1. Arist., *Polit.*, III, 1, 7, = 1275, 6, 9. — Plut. *Apophthegm. Lacéd.*, 217 B, 221 B.

2. Hérod., VI, 57.

3. Ἀθην. Πολιτ., 57. D'après Antiphon (Disc. sur le meurtre d'Hérode), les lois sur le meurtre sont les plus anciennes et les plus saintes de la constitution athénienne; voilà pourquoi elles ont été conservées. Cf. Plut., *Solon.*, 17 : Πρῶτον μὲν οὖν τοὺς Δράκοντος νόμους ἀνεῖλε πλὴν τῶν φονικῶν ἅπαντας.

trait de ces institutions est la participation de l'archonte-roi et des rois de tribus à la justice criminelle. Dracon établit, dans le cas du meurtre involontaire, que « les rois jugeront, tandis que les éphètes connaîtront, δικάζειν δὲ τοὺς βασιλέας αἰτιῶν φόνου ... τοὺς δὲ ἐφέτας διαγνώναι. Nous savons de même par l'Ἀθηναίων Πολιτεία que les causes de meurtre étaient jugées par les mêmes rois à l'Aréopage; le roi prononçait la sentence en plein air et ôtait préalablement sa couronne¹, καὶ ὁ βασιλεὺς ὅταν δικάζη περιαιρεῖται τὸν στέφανον. L'archonte-roi et probablement les quatre φυλοβασιλεῖς présidaient donc tous les tribunaux criminels. S'ensuit-il que cette fonction était un reste d'un ancien pouvoir judiciaire que les rois d'Athènes auraient exercé à l'époque patriarcale? Une autre explication est plus plausible. L'archonte-roi avait succédé à l'ancien roi dans une partie de ses attributions et en particulier de ses fonctions religieuses. Il jugeait de droit, comme les rois de Sparte, un grand nombre de causes religieuses, les accusations d'impiété, γράφαι ἀτελείας, les contestations au sujet des sacerdoces ou de la possession des sanctuaires patrimoniaux, enfin les causes de meurtre². Mais il est facile de voir qu'en exerçant la justice criminelle, il ne sortait pas de ces attributions religieuses; les lois de Dracon, et ce que nous savons par les orateurs de la procédure, nous montrent qu'une action criminelle avait à Athènes un caractère essentiellement religieux. « Le meurtrier devait être éloigné de l'eau lustrale, des libations, des cratères, des sanctuaires, de l'agora, γράφων χέρνιθος εἰργασθαι τὸν ἀνδροφόνον σπονδῶν, κρατήρων, ἱερῶν, ἀγορᾶς³. » L'action criminelle devait être engagée exclusivement par la famille du mort; même à l'époque où, par l'institution des γράφαι, Solon permit à tout citoyen de se porter accusateur d'un délit dans l'intérêt de l'ordre public, on admit qu'une action pour meurtre ne pouvait être rangée dans cette catégorie d'accusation. Un étranger à la famille du mort n'avait pas le droit de l'engager : à l'époque de Démosthène, une vieille femme fut tuée dans une maison; un de ses voisins connaissait les meurtriers, mais il n'était ni le parent, ni le maître de la morte; après avoir relu la loi de Dracon, il

1. Ἀθην. Πολιτ., 57. On ne s'accorde pas sur la signification de ce rite. Voy. les opinions de Kirchhoff et Schœmann, Bursian, XV, 284.

2. Ἀθην. Πολιτ., 57.

3. Démosth., *Contre Leptine*, 157.

s'abstint de les poursuivre¹. Conformément à cette loi, l'action criminelle resta toujours une *δέκη*, c'est-à-dire, en somme, une action civile, mais qu'il était du devoir rigoureux des parents d'engager, et la loi déterminait avec soin jusqu'à quel degré de parenté l'on pouvait concourir à l'action criminelle, prononcer l'interdiction contre le meurtrier à l'agora, *προείπειν*, engager la poursuite, *συνδιώκειν*, accepter la composition, *αἰδέσασθαι*². Si cette composition était admise, le meurtrier devait, pour se purifier de sa souillure, se présenter devant un collège d'exégètes³. Suivant les croyances qui s'étaient répandues dans le monde grec au début de l'époque aristocratique, le meurtre était un renversement de l'ordre naturel⁴, et le meurtrier devenait un être infâme dont le contact seul constituait pour les hommes une souillure. La cité avait donc un intérêt essentiel à faire cesser une pareille impiété, dont les suites menaçaient son existence. Elle forçait donc, dans un intérêt public, les familles de la victime d'un meurtre à accomplir leur devoir de vengeance, mais elle ne laissait plus à leur arbitraire le choix des représailles contre le meurtrier. Un tribunal que les traditions rattachaient à une institution divine, présidé par le magistrat que son titre de βασιλεύς faisait le chef naturel de la religion, avait pour mission de défendre à la fois les droits de la famille et les intérêts de la cité. Le roi, en un mot, ne devint à Athènes et ailleurs le chef de la justice criminelle que du jour où cette institution prit un caractère religieux; loin de voir dans cette attribution un débris d'anciens pouvoirs plus étendus, il faut la regarder comme un accroissement de sa compétence religieuse, dû à l'expansion des nouvelles croyances, qui eurent pour résultat l'abandon du droit patriarcal et la substitution de la vindicte publique à la vengeance privée⁵.

Cette évolution est due à la classe aristocratique, qui substitua au VIII^e siècle son pouvoir à l'autorité royale. Avant cette époque, la cité n'existait pas à proprement parler; le γένος, le clan, était

1. Démosth., *Contre Evergos et Mnésiboulos*, 1160-1161.

2. *Rec. inscr. jurid. gr.*, II, p. 3.

3. Suidas, Ἐξηγ., ἐξηγηταὶ τρεῖς γίνονται πυθόχρηστοι, οἷς μέλει καθαίρειν τοὺς ἄγχι ἐνισχεθέντας καὶ οἱ ἐξηγούμενοι τὰ πάτρια.

4. Platon, *Républ.*, 427 BC. — *Lois*, VI, 759.

5. L'exemple de l'Élide, cité plus haut (Roehl, *I. G. A.*), nous montre la même évolution; dans un procès intenté pour maléfices, il est tout naturel que les « rois, » chefs de la religion, soient compétents, mais la rédaction même de la loi nous montre qu'il n'en a pas été toujours ainsi.

le seul régime social que connût la Grèce. Un peuple, *ἄσμος*, expression employée souvent dans l'Iliade, se composait de plusieurs de ces *γένη*, qui s'étaient groupés, de gré ou de force, autour d'une famille puissante par ses richesses matérielles, vénérable par ses traditions légendaires et l'antiquité de son culte patrimonial. Cette famille était devenue la famille royale; elle avait droit à des honneurs et à des avantages matériels; les rois se succédaient de père en fils, suivant l'ordre naturel adopté dans toutes les familles. Leur culte patrimonial était devenu commun à tous les *γένη* liés par le même *συνδικαισμός* et, en cas de défense ou d'attaque contre un peuple voisin, ils réunissaient tous les hommes valides sous leur commandement. Ils n'avaient pas d'autres attributions, et les chefs des *γένη* continuaient à mener leur vie indépendante, chacun sur son territoire, à exercer sur leurs parents une autorité religieuse et matérielle, à vider entre eux leurs dissensions en vengeant la mort de leurs proches tués par violence, en recevant du meurtrier une rançon ou en s'en remettant à l'arbitrage des hommes vénérables inspirés de Zeus, *γέροντες* qui, les jours de réunion à l'agora, dénouaient, moyennant une juste rétribution, les procès que des plaideurs leur apportaient. L'ordre public n'existait pas encore; il n'y avait que des intérêts particuliers confédérés.

Un siècle plus tard, au contraire, la cité existe et avec elle la notion d'intérêt général, *πολιτεία*, se répand dans les esprits. Les *γένη* mènent une vie moins isolée sur leur territoire; aux bourgs, *κώμαι*, s'est substituée une ville, avec son agora, ses temples, son palais royal, dans lequel les chefs de famille viennent chaque jour, en compagnie du roi, offrir le sacrifice et manger le repas public au nom de la cité. Mais, en consentant à se grouper ainsi, les chefs de famille n'ont jamais eu l'idée de donner aux rois des droits qu'ils n'avaient pas auparavant; ils ont eu plutôt une tendance à les dépouiller de leur pouvoir militaire et à partager avec eux quelques-uns de leurs privilèges honorifiques. La cité est donc devenue aristocratique, non par le démembrement d'un pouvoir royal restreint par sa nature même à l'essentiel, mais parce que les chefs de famille ont voulu exercer le gouvernement de concert avec le roi. Alors il est arrivé que ce gouvernement, très sommaire autrefois, est devenu de plus en plus complexe. Le conseil des nobles, le Sénat, *ἡ βουλὴ*, n'a pas voulu et n'a pas pu se contenter de l'autorité qui suffisait naguère au roi

patriarcal. Il lui a paru contraire à l'intérêt général que la vengeance privée pût s'exercer librement et que de génération en génération des violences vinssent ensanglanter la cité. Sous l'influence de mœurs plus douces et de croyances plus élevées dues peut-être à l'action de l'oracle de Delphes, le meurtre est apparu de plus en plus comme un crime intolérable que la cité avait intérêt à réprimer, pour ne pas s'exposer à la colère divine. Les tribunaux publics se sont donc constitués en même temps que naissait la conscience de la culpabilité des meurtriers. L'état a restreint le pouvoir des familles, mais comme rien n'était plus respectable que le devoir de vengeance, il l'a pris à son compte, il en a garanti et en même temps limité à jamais l'exercice. L'ordre public et la notion d'état, la cité en un mot et toutes les conceptions politiques qui devaient faire la grandeur des Hellènes ont été élaborées par les aristocraties qui se sont organisées au VIII^e siècle et ont succédé à cette royauté patriarcale, incapable de donner aux hommes d'autre lien social que l'attachement à une personne, la fidélité à un chef puissant et vénérable.

Il faut donc se garder de placer à l'origine de l'histoire grecque un état monarchique doté de pouvoirs étendus qui auraient été démembrés plus tard au profit d'une noblesse. La vérité est tout autre : la royauté grecque représente l'âge à demi barbare, que l'on a pu comparer à l'époque féodale du moyen âge, où l'État n'existe pas encore et où la fidélité à un homme et à une famille maintient seule l'organisation sociale. L'aristocratie, par contre, a mis fin à ce régime encore rudimentaire; elle a su grouper les hommes à l'aide d'une notion assez féconde pour être dans l'avenir le principe de tout état civilisé, l'existence de l'ordre public, le respect des lois. « La justice, » pourront dire désormais les théoriciens de la politique, « la justice est affaire d'État; la sentence du juge est la base de la communauté politique; cette sentence n'est elle-même que la détermination du droit. Ἡ δὲ δικαιοσύνη πολιτικὴν ἡ γὰρ δίκη πολιτικῆς κοινωνίας τάξις ἐστίν, ἡ δὲ δίκη τοῦ δικαίου κρίσις¹. »

Louis BRÉHIER.

1. Aristote, *Polit.*, I, 1, 3.

LA QUESTION DE TERRE-NEUVE

D'APRÈS DES DOCUMENTS ANGLAIS.

Les Anglais admettent bien que la France possède à Terre-Neuve des droits plus ou moins vagues ; mais un grand nombre d'entre eux croient sérieusement qu'elle a essayé de rendre ces droits plus palpables par des empiètements successifs. Les Français par leur silence et les Terre-Neuviens par leurs rapports trompeurs sont responsables des idées fausses répandues dans le monde de langue anglaise relativement à la France et à son attitude envers cette île. Soit qu'il s'agisse de faits isolés, soit que la discussion porte sur le point central du débat, les affirmations des écrivains de Terre-Neuve ont, jusqu'à ce jour, manqué d'équité et de fondement historique. On ne pouvait espérer autre chose d'un pays où l'instruction est si peu répandue, où il n'y a ni archives, ni bibliothèques, ni sources d'histoire locale, un pays où les historiens sont des politiciens et où les politiciens ne cultivent l'histoire qu'autant qu'elle sert à leurs fins. Ce qu'il y a d'étonnant, c'est que dans les revues anglaises et américaines, si riches en articles sur Terre-Neuve, on chercherait en vain un exposé loyal du point de vue français et des preuves documentaires qui le justifient. Mais ce qui porte l'étonnement à son comble, c'est de voir les Français négliger une masse de faits historiques, de source anglaise, qui donnent à leurs revendications la force d'une démonstration incontestable. C'est ce que nous allons exposer dans les lignes qui vont suivre.

Il est bon de rappeler que la pêche des Français à Terre-Neuve se fait sur trois points principaux : 1° sur le grand banc, où actuellement vont la majeure partie des vaisseaux français ; 2° près des îles Saint-Pierre et Miquelon, où, à côté des pêcheries, il y a aussi des sécheries importantes, et, 3°, sur certaines côtes de l'île de Terre-Neuve elle-même. La controverse historique dont nous nous occupons ne porte que sur ce dernier point.

C'est encore le traité d'Utrecht (1713) qui détermine les droits de la France. Pour bien saisir la portée de cet engagement international, il faut se rendre compte de la situation des Français et des Anglais dans l'île pendant la période immédiatement antérieure à ce traité, c'est-à-dire à la fin du xvii^e siècle et au commencement du xviii^e. Nous avons des documents d'une précision suffisante pour montrer que les Anglais n'occupaient alors qu'une petite partie des côtes. Les commissaires royaux faisant un rapport au roi d'Angleterre en 1765 lui dirent : « Les pêcheries des sujets britanniques étaient confinées à cette petite partie de l'île appartenant aux prédécesseurs de Votre Majesté Royale avant le traité d'Utrecht, etc. » (*Representation of the Lords Commissioners for Trade and Plantations*, april 29 th. 1765). Huit ans avant, les pêcheurs britanniques ne fréquentent qu'une trentaine de ports du cap Race au cap Bonavista (*Report of the Fishery of Newfounland*, 1705, p. 6). Les Français pêchaient sur le reste des côtes. D'après l'opinion de juristes anglais éminents, les Français étaient alors « en possession de plusieurs parties de l'île et notoirement y faisaient la pêche au grand jour et prétendaient agir selon leurs droits, et, comme cette possession et la pratique de la pêche n'avaient pas été rejetées ni désapprouvées de la part de l'Angleterre par le traité de 1686 ni par le traité de Ryswick en 1697, etc. » (*Report of his Majesty's Advocate, Attorney and Solicitor General*, march 21 st. 1764), aux yeux du peuple britannique, les Français étaient les possesseurs légaux de ces côtes (*Newcastle Papers*, VI, CCCXLV, fol. 10). Tout en s'occupant de pêche, les Français se livraient aussi au commerce des pelleteries. Ils avaient jeté les bases d'établissements permanents tels que ceux qu'ils avaient déjà fondés sur le continent américain. Le but des Anglais était très différent. Ils voulaient faire de Terre-Neuve un centre important de pêche, une pépinière de marins où de simples paysans d'Europe pourraient être transformés en hommes de mer, une école navale populaire qui, par son recrutement rapide de matelots éprouvés, pût donner à la Grande-Bretagne l'empire des mers. C'était une conception de génie à la réalisation de laquelle les Anglais se sont consacrés avec une constance et une fermeté de Spartiates. Dans ce but, il fallait empêcher la colonisation de l'île, car, si une population nombreuse s'y fût établie, elle eût acquis le monopole de la pêche de Terre-Neuve et les

pêcheurs de l'Angleterre eussent cessé de contribuer à la grandeur navale de leur patrie. Par conséquent, le gouvernement accorda des privilèges exclusifs à ses armateurs à condition qu'un au moins de leurs pêcheurs sur cinq fût absolument novice. Par ce moyen, en cinq ans, la flotte des pêcheurs de Terre-Neuve devait être doublée, où un nombre correspondant d'hommes devait être déversé dans la marine. Des mesures très énergiques et souvent cruelles furent prises pour empêcher la colonisation de l'île. Il n'était pas permis aux pêcheurs d'arriver avant la saison de la pêche ni d'y rester après et ni d'y construire la moindre demeure ayant un caractère permanent. Il leur était interdit de se prévaloir d'aucun titre de propriété, même des huttes et des échafaudages qu'ils avaient construits de leurs propres mains l'année précédente. Aucune tracasserie et aucune persécution ne furent épargnées aux quelques colons qui persisterent, quand même, à y rester. Huit ans avant le traité d'Utrecht, ils n'étaient que 1,130 (*Second Report in the State of Trade in Newfoundland*, avril 1793. Appendix).

Le traité d'Utrecht, en ce qui concerne Terre-Neuve, fut absolument déterminé par la politique de l'Angleterre, que nous venons d'esquisser, qui consistait à exclure toute colonisation et à réserver l'île pour la pêche des armateurs européens. L'Angleterre obtint la souveraineté de l'île. Le littoral sur lequel elle pêchait exclusivement fut prolongé du cap Race à la pointe Riche. Les pêcheries des Français furent placées sur le même pied que celles de leurs rivaux. Les Français ne pouvaient « établir aucune habitation » ni les Anglais non plus. Les Français ne pouvaient arriver avant la saison de la pêche, ni hiverner, et les Anglais non plus. Comme à ces derniers, il ne leur était permis de construire que les « échafaudages et cabanes nécessaires et usités pour sécher le poisson » (*Traité d'Utrecht*, art. xiii). La pêche devait être faite par les deux nations, sur leurs côtes respectives, d'après les méthodes semblables et dans des conditions similaires. Ceci est tellement vrai, — et c'est un point très important, — que les autorités anglaises empêchaient les Français de pêcher le dimanche parce que ce jour-là leurs nationaux s'en absteaient (Anspach, *A History of Newfoundland*, p. 201). Pour la même raison, le gouverneur Palliser ordonna qu'un bateau français fût détruit parce qu'il était plus grand que ceux dont les pêcheurs anglais se servaient (Pedley, *A History*

of *Newfoundland*, p. 107). Les Français devaient continuer comme par le passé à pêcher sans concurrence sur les côtes qui leur étaient réservées. Bien des considérations amènent à cette conclusion. La plus importante est que les controverses sur cette matière ne se sont élevées que plus tard. De plus, nous voyons qu'après le traité d'Utrecht des sujets anglais, ayant acheté des établissements français sur la côte méridionale de l'île, prétendaient avoir des droits exclusifs de pêcher parce qu'ils avaient « acquis des échafaudages de pêche là où les Français avaient des droits exclusifs » (*Newcastle Papers*, vol. CCCXLIII, fol. 193).

Le traité de Paris, en 1763, ne modifia en rien les termes du traité d'Utrecht relativement aux côtes de Terre-Neuve. Les mesures sévères contre les colons britanniques furent non seulement continuées, mais elles furent appliquées d'une façon plus rigoureuse encore par le gouverneur, Hugh Palliser. Son attitude envers la France ne fut pas plus bienveillante. Il imposa aux pêcheurs français l'autorité civile de l'Angleterre, ce qui était nouveau, et mit fin au monopole de nos pêcheries en y donnant accès aux sujets britanniques. Ces derniers ne manquèrent pas de profiter de leur bonne aubaine et de s'étendre sur ces côtes, dont ils appréciaient déjà l'importance. Cette violation des droits historiques de la France donna lieu à des controverses ardentes entre la cour de St. James et celle de Versailles. A Terre-Neuve, les controverses avaient dégénéré en querelles violentes. Les Français revendiquaient leur monopole là où les Anglais prétendaient avoir le droit de pêcher concurremment avec leurs rivaux. Ceci dura jusqu'à la veille de la révolution des colonies anglaises et de la participation de la France à la grande lutte anglo-américaine. A la fin de cette guerre, les stipulations du traité d'Utrecht furent remises en vigueur par le traité de Versailles, le 3 septembre 1783. Pour faciliter l'exécution du traité, la France abandonna à l'Angleterre la partie des côtes qui s'étend du cap Bonavista au cap Saint-Jean et reçut en échange le littoral partant de la pointe Riche au cap Ray. Dès lors, les pêcheries françaises s'étendirent du cap Saint-Jean jusqu'au cap Ray, leur étendue actuelle, connue sous le nom de *French Shore*. La controverse, relativement au monopole ou à la concurrence des pêcheries, fut tranchée dans le sens des droits exclusifs de la France. Comme depuis le traité de Paris des

sujets britanniques s'étaient établis sur le *French Shore*, le roi d'Angleterre promit par un document célèbre, connu maintenant sous le nom de « la Déclaration, » non seulement d'empêcher ses sujets de troubler « en aucune manière par leur concurrence la pêche des Français, » non seulement de faire « retirer à cet effet les établissements sédentaires » qui y sont, mais encore, pour l'avenir, ceux « qui y seront formés. » Le but de la Déclaration était de mettre un terme aux disputes qui avaient eu lieu entre les pêcheurs des deux pays, et le texte de ce document est clair quant à la méthode à employer, c'est-à-dire l'exclusion des sujets britanniques... : « Pour que les pêcheurs des deux nations ne fassent point naître de querelles journalières, Sa Majesté Britannique prendra les mesures les plus positives pour prévenir que ses sujets ne troublent en aucune manière par leur concurrence la pêche des Français, pendant l'exercice temporaire qui leur est accordé, sur les côtes de l'île de Terre-Neuve, et Elle fera retirer à cet effet les établissements sédentaires qui y seront formés. Sa Majesté Britannique donnera des ordres pour que les pêcheurs français ne soient pas gênés dans la coupe du bois nécessaire pour la réparation de leurs échafaudages, cabanes et bâtiments de pêche. » On voit que la Déclaration était une interprétation du traité d'Utrecht et la promesse d'un retour à la situation prévue par ce traité, c'est-à-dire que l'on ne devait se servir du « *French Shore* » que pour la pêche et que cette pêche devait être faite exclusivement par les Français. C'est ici le point central de la question terre-neuvienne. S'il peut être prouvé que, par le traité de Versailles et la Déclaration, les sujets britanniques étaient exclus du *French Shore*, on démontre en même temps l'exclusion des Terre-Neuviens et toutes leurs revendications sont non-fondées.

L'exclusion des sujets britanniques du *French Shore* apparaît naturellement à la lecture du texte français, seul texte authentique de la Déclaration. Nous n'en demandons pas d'autre preuve que les efforts nombreux et stériles qui ont été faits pour lui donner un autre sens. L'exclusion des sujets britanniques ressort non seulement du texte de la Déclaration, mais encore de l'existence même de ce document. Car si les pêcheurs français et britanniques avaient dû pêcher ensemble, comme le prétendent les Terre-Neuviens, alors il n'y avait qu'à reprendre le *statu quo ante* lorsque de fait les deux nations pêchaient ensemble.

S'il en était ainsi, la signature de la Déclaration par l'Angleterre serait inexplicable et inutile. Ce qui est certain, c'est qu'avant le traité de Versailles deux nations pêchaient sur le *French Shore*; la Déclaration en fait retirer les Anglais; donc il ne reste plus que les Français. Cette interprétation est aussi en harmonie avec la politique suivie alors par l'Angleterre à Terre-Neuve, la politique d'exclure toute colonisation. Peu de temps auparavant, lord North donnait encore l'ordre à un commandant naval de l'île d'en chasser la population permanente par des moyens vexatoires. Il employa un langage commun et cynique quand il lui dit que, « quels que soient les mets que les habitants aiment rôtis, il les leur donne crus, et que, quels que soient ceux qu'ils aiment crus, il doit les leur donner rôtis » (*Evidence before Committee of the House of Commons*, in 1793, p. 413). Nous ne pouvons pas aujourd'hui nous faire une idée du système de tracasserie et d'arbitraire qui fut mis au service de l'expulsion des colons anglais des autres parties de Terre-Neuve. Six ans après la Déclaration, c'est le gouverneur Milbank qui commande d'enlever les « bâtisses, les constructions, les claies ou les clôtures » érigées par des colons (*Third Report on the State of Trade*, 1793, Appendix n° 8°). Six ans plus tard, c'est sir Hugh Palliser, l'ancien gouverneur de Terre-Neuve, qui, devant une commission parlementaire, relève avec orgueil ses exploits en faisant le vide colonial dans l'île, « qu'il y avait 3,029 hommes de moins quand il quitta l'île que quand il y arriva » (*Ibid.*, p. 440). Son administration et celle de ses collègues furent telles que la population tomba de 15,981 en 1764 à 10,701 en 1784 (*Second Report*, id., Appendix), c'est-à-dire un an après le traité de Versailles et la Déclaration. Il est donc évident que l'exclusion des sujets britanniques est non seulement promise dans la Déclaration, mais encore qu'elle est absolument en harmonie avec la pratique des Anglais dans les autres parties de l'île.

Si les Anglais avaient eu des droits en commun avec les Français sur le *French Shore*, on ne pourrait pas comprendre, après les controverses précédentes sur cette matière, que la Déclaration ne le dit pas. Il en eût été fait mention dans le traité de Versailles, comme cela avait eu lieu dans le traité anglo-américain quelques mois plus tôt. Ces « droits concurrents » eussent été insérés dans le traité de 1802, dans celui de 1814 et de 1815, comme ils

avaient été de nouveau insérés dans le traité anglo-américain de 1818. Si ces droits concurrents avaient existé, il n'est pas admissible qu'ils eussent été spécifiés dans les traités anglo-américains, le premier et le dernier d'une série de six traités, et omis dans le deuxième, le troisième, le quatrième et le cinquième de la même série entre la France et l'Angleterre, surtout lorsqu'il s'agissait de contestations importantes qui avaient été le sujet de querelles pendant vingt ans. Du reste, cette interprétation de la Déclaration s'accorde avec la promesse faite par les Américains dans le traité franco-américain de 1778 de ne pas porter atteinte aux droits exclusifs de la France sur les côtes de Terre-Neuve (art. X). C'est aussi la conclusion qui ressort du traité anglo-américain de 1782. Il y est dit que les Américains auront « la liberté de prendre du poisson de toutes les espèces sur telles parties de la côte de Terre-Neuve dont les pêcheurs britanniques feront usage. » L'expression « telles parties de la côte » indique clairement que les pêcheurs britanniques ne pêchaient pas partout. Ils étaient exclus du *French Shore*. C'est du reste ce que confirme Fox dans son attaque violente contre ce traité. « Nous avons, dit-il, accordé aux Américains le privilège de pêcher sur la seule partie de Terre-Neuve qui nous reste après ce que nous avons cédé à la France » (*Chambre des Communes*, le 21 février 1783). L'exclusion des Anglais ne peut pas être plus évidente.

Cette exclusion, cependant, ressort encore plus clairement lorsqu'on examine le document qui fut sans doute le prototype de la Déclaration et de l'article V du traité de Versailles qui en est la contre-partie. Le document en question est une lettre du comte de Vergennes au gouvernement anglais, le 6 octobre 1782, dont le texte suit : « Le commerce entre les pêcheurs français et anglais ayant été une source intarissable de discussions et de querelles, le roi pense que le moyen le plus sûr de les prévenir est de séparer les pêcheries respectives ; en conséquence, Sa Majesté consent à se désister du droit de pêche qui lui est acquis en vertu de l'article XIII du traité d'Utrecht depuis le cap de Bonavista jusqu'au cap Saint-Jean, à condition que ses sujets pêcheront seuls, à l'exclusion des Anglais, depuis le cap Saint-Jean en passant par le nord et le cap Ray. » Si maintenant nous examinons la Déclaration et l'article V du traité de Versailles, nous verrons qu'ils réalisent, à la lettre, les proposi-

tions du comte de Vergennes. L'inversion d'une phrase de l'engagement français rend plus sensible la similarité des conventions de part et d'autre :

Promesse contractuelle du roi de France.

..... pour prévenir les querelles qui ont eu lieu jusqu'à présent entre les deux nations française et anglaise, (Sa Majesté le roi très chrétien) consent à renoncer au droit de pêche qui lui appartient, en vertu de l'article 13 susmentionné du traité d'Utrecht, depuis le cap de Bonavista jusqu'au cap Saint-Jean, etc.

Promesse contractuelle du roi d'Angleterre.

..... pour que les pêcheurs des deux nations ne fassent point naître des querelles journalières, Sa Majesté Britannique prendra les mesures les plus positives pour prévenir que ses sujets ne troublent en aucune manière par leur concurrence la pêche des Français, pendant l'exercice temporaire qui leur est accordé, sur les côtes de l'île de Terre-Neuve, et Elle fera retirer à cet effet les établissements sédentaires qui y seront formés, etc.

L'intention manifeste des deux engagements, comme de la lettre du comte de Vergennes, est d'éviter les querelles résultant du fait que les deux nations pêchent ensemble. Pour réaliser cette intention, le roi de France fait retirer ses sujets d'une partie des côtes nord-est, où ils cessent de pêcher avec les sujets britanniques, et le roi d'Angleterre fait, lui aussi, retirer ses sujets du *French Shore*, où ils cessent de pêcher avec les Français. Ainsi se trouve réalisée la proposition du roi de France : « Que ses sujets pêcheront seuls à l'exclusion des Anglais. »

L'exclusion des sujets britanniques du *French Shore*, par la Déclaration, est encore démontrée par les proclamations des gouverneurs, par des actes officiels et par des décisions du Parlement anglais. C'est, en 1784, le gouverneur Campbell qui lance une proclamation dans laquelle il fait connaître les termes du traité de Versailles, de la Déclaration et commande « à tous les sujets de Sa Majesté qui ont des établissements sédentaires » sur le *French Shore* « de les enlever sans perte de temps » (*Proclamation*, 10 septembre 1784). Des ordres semblables sont répétés en 1787 de ne pas pêcher sur certaines parties du *French Shore* (*Lords Commissioners for Trade 3d. report*,

p. 401). L'année suivante, le Parlement anglais vote un « acte » pour faire exécuter les stipulations du traité et de la Déclaration. Il confère au roi pleins pouvoirs pour donner des ordres aux gouverneurs de Terre-Neuve, à ses officiers « pour enlever ou faire enlever tous les échafauds, claies, matériel et autres installations quelconques servant à la pêche construits par les sujets de Sa Majesté » sur le *French Shore*, « et, en cas de refus de quitter les parages ci-dessus spécifiés, d'y contraindre par la force les sujets de Sa Majesté, même malgré toutes les lois, usages et coutumes contraires » (Act. 28, Geo. III, C. 35). L'amende contre ceux qui refuseront de partir est de 5,000 francs (Ibid.). Un autre acte législatif, en 1824, renouvelle les pleins pouvoirs sus-mentionnés; seulement, il réduit l'amende à 1,250 francs (Act. 5, Geo. IV, C. 45). Cet acte fut de nouveau renouvelé en 1829 et en 1832. Si les Français et les sujets britanniques devaient pêcher ensemble, pourquoi toutes ces mesures administratives et législatives pour chasser ces derniers et faire disparaître leur matériel de pêche du *French Shore*? Pourquoi la proclamation de Sir Charles Hamilton, gouverneur de Terre-Neuve, qui affirme que les Français doivent « avoir pleine et entière jouissance de la pêche » sur le *French Shore*, et que, si les sujets britanniques refusent d'en partir, les officiers sous ses ordres doivent faire disparaître toutes leurs installations de pêche, leurs bateaux et leurs vaisseaux et employer tous les moyens nécessaires pour leur faire évacuer cette partie de l'île? (*Proclamation*, Aug. 12th., 1822). Il n'y a qu'une seule conclusion possible : c'est que les sujets britanniques étaient exclus de cette partie de Terre-Neuve.

Des faits connexes nombreux prouvent encore cette conclusion. Nous avons vu qu'avant la Déclaration, les Anglais avaient des établissements sur le *French Shore*; la Déclaration les fait disparaître, et par conséquent, dans la liste des ports auxquels se rattachent les pêcheurs anglais, liste publiée l'année suivante (1784), nous n'en trouvons pas un seul sur le *French Shore* (Dr Gardner, *Some Facts collected*, p. 6). Quand, en 1786, le gouvernement britannique accorde des subsides aux armateurs anglais faisant la pêche à Terre-Neuve, ils doivent faire leurs rapports ou débarquer leur morue dans un port de leur choix dans l'île; mais le *French Shore* en est spécialement exclu (Act. 26, Geo. III, C. 26). Dans l'établissement des institutions judiciaires connues

sous le nom de *circuit courts*, l'île en est abondamment pourvue ; même Labrador a les siennes ; mais aucune n'est établie sur le *French Shore* (*Proclamation of Sir Thomas John Cochrane*, Dec. 10th 1825). La cour suprême de Terre-Neuve ne peut pas exiger du shérif qu'il exécute les décisions de cette cour sur le *French Shore* (*Rules and Orders of the Supreme Court of Newfoundland*, art. VIII, 1825). Les Français paraissent même y exercer une juridiction coercitive. En 1786, une lettre adressée par les Terre-Neuviens au roi d'Angleterre déplore non seulement le fait qu'il leur est interdit d'y pêcher, mais encore que les officiers français font exécuter les engagements du traité récent. En 1827, une proclamation de Sir Thomas John Cochrane informe les Terre-Neuviens que quelques-uns des leurs ont commis des déprédations sur le *French Shore*, qu'il va requérir « les autorités françaises de saisir et envoyer à Saint-Jean toute personne prise sur le fait commettant de telles offenses » (*Proclamation*, le 8 juin 1827). Cela semble tout à fait naturel lorsqu'on se rappelle que, les établissements britanniques ayant été transportés, il n'y avait plus lieu d'avoir des autorités anglaises sur le *French Shore*. Si les deux nations pêchaient ensemble, pourquoi la Chambre de commerce de Saint-Jean discute-t-elle, en 1829, la légalité d'un envoi de bateaux de pêche sur le *French Shore*? Et pourquoi aussi le gouverneur de l'île leur fit-il dire qu'il n'était pas prêt à protéger aucun vaisseau britannique pêchant sur les côtes en question? » (Robinson, *Chambre des Communes*, May 11th 1830). Pourquoi la même Chambre de commerce, l'année suivante, envoya-t-elle un vaisseau y pêcher à titre d'essai? (*Chambre des Communes*, le 5 juin 1834). Et pourquoi fut-il renvoyé par le commandant naval français? Pourquoi, si les deux nations pêchaient ensemble, M. George Robinson, membre du Parlement, se plaint-il que le « poisson a abandonné les meilleures stations appartenant aux sujets britanniques » et que les Français ne permettent pas à leurs rivaux de partager leurs pêcheries? (*Ibid.*, le 11 mai 1830). Pourquoi, lorsqu'en 1832, les Terre-Neuviens obtinrent du gouvernement anglais leur autonomie politique, l'exercice du droit électoral est-il exclu du *French Shore*? (*Proclamation de Guillaume IV*, le 26 juillet 1832). Pourquoi encore, dans la liste des percepteurs de l'île en 1834, aucun d'eux n'est sur le *French Shore*? (*Resolution of the House of Assembly*,

sept. 1834). Parce que, depuis plus de cinquante ans, les Français avaient la possession exclusive des pêcheries sur ces côtes.

L'exclusion des sujets britanniques par la Déclaration est encore confirmée par des décisions gouvernementales et judiciaires. Pour répondre à des questions qui lui avaient été adressées relativement au monopole français, le gouvernement britannique demande l'opinion d'un homme éminent, Huskisson, qui, en 1827, fit un rapport favorable aux droits exclusifs de la France (Poulett-Thompson, *Chambre des Communes*, le 25 mai 1835). En 1831, lord Howick donna son approbation publique dans le Parlement au gouverneur de Terre-Neuve pour « ne pas avoir accordé sa protection aux Anglais pêchant sur le *French Shore* » (*Chambre des Communes*, le 27 juin 1831). En 1835, M. Poulett-Thompson, parlant au nom du gouvernement, dit que tous les hommes d'État auxquels le traité avait été soumis successivement pour l'étudier « étaient d'accord » relativement au caractère exclusif des droits de la France (*Chambre des Communes*, le 26 mai 1835). Pendant ce temps, les juriscultes de la Couronne étudiaient la question. Faisant connaître leur décision, le 30 mai de la même année, ils disaient : « Nous pensons que les sujets français ont le droit exclusif de pêcher sur la partie de Terre-Neuve spécifiée dans l'article V du traité définitif signé à Versailles le 13 septembre 1783. » Cette décision excita les protestations les plus vives des intéressés. On fit tant que le gouvernement se vit forcé de demander aux mêmes juriscultes la revision de leurs premières conclusions. Deux ans après, ils firent connaître leur opinion d'une façon un peu embarrassée, faisant une concession de forme aux mécontents, mais, en substance encore, réaffirmant leur première décision. « Nous pensons, dirent-ils, que la Grande-Bretagne a pris l'engagement de permettre aux sujets de la France de pêcher pendant la saison, dans le district assigné, sans avoir à subir aucune interruption de la part des sujets britanniques. »

« S'il existait réellement assez de place dans les limites du district en question pour que les pêcheurs des deux nations puissent y pêcher sans s'interrompre l'une et l'autre, alors, nous ne pensons pas que ce pays (la Grande-Bretagne) soit astreint à empêcher ses sujets d'y pêcher. Il paraît cependant, d'après le rapport de l'amiral Sir P. Halkett, que cela n'est guère possible, et nous sommes d'avis que, conformément à la

véritable interprétation du traité et de la Déclaration, il est interdit aux sujets britanniques de pêcher s'ils causent des interruptions quelconques à la pêche française. » Dans ce document, les jurisconsultes affirment, par deux fois, les droits français de pêcher sans la moindre interruption de la part des pêcheurs britanniques. Il est vrai qu'ils introduisent une clause hypothétique : « S'il existait réellement assez de place... pour que les pêcheurs des deux nations puissent y pêcher, etc. » Mais ils ne reconnaissent pas aux Terre-Neuviens le droit de trancher cette question, ils le font eux-mêmes. Basant leurs considérations sur le rapport de l'amiral, Sir P. Halkett, ils concluent que cette place n'existe pas et que les Français ont la faculté de pêcher sans être troublés dans l'exercice de leur droit.

Les écrivains du temps montrent aussi que la Déclaration stipule l'exclusion et que cette exclusion a été suivie de l'expulsion des sujets britanniques du *French Shore*. « La misérable paix récente, » dit le Dr Gardner, « leur a donné (aux Français) le droit exclusif de prendre le poisson et de le faire sécher sur tout le côté ouest » de l'île, c'est-à-dire sur le *French Shore* (*Some Facts Collected*, 1784, p. 11). Mr. G. Garland parle, devant un comité de la Chambre des Communes, des Terre-Neuviens « qui se rendaient annuellement au *French Shore* pendant toute la saison de la pêche, quoique à une distance de deux ou trois cents milles. Depuis la concession du *French Shore*, les pêcheurs britanniques des districts en question, confinés à leurs côtes, n'ont pas pris la moitié de la quantité de poissons qu'ils prenaient autrefois avec le même équipage » (Enquête faite par un comité de la Chambre des Communes, 1817). « Cette partie de la côte, » dit encore un Terre-Neuvien écrivant à lord Bathurst, et parlant du *French Shore*, « avait été, pendant plus de vingt ans, le rendez-vous principal des pêcheurs britanniques, qui avaient dépensé de grosses sommes en faisant ériger les constructions nécessaires à la pêche; ils furent obligés d'abandonner tout cela à leurs rivaux sans recevoir la moindre rémunération; et une grande partie de nos pêcheurs ont, depuis lors, été obligés de naviguer à une distance de deux ou trois cents milles, passant le long du *French Shore*, allant pêcher sur la côte du Labrador » (*Colonus*, le 26 mai 1824). « Les pêcheurs britanniques, » dit M. Henry Bliss, neuf ans plus tard, « sont conséquemment forcés d'aller sur les côtes du Labrador..., tandis que les pêcheurs fran-

çais, avec la grande abondance et la qualité de leurs poissons, possèdent et monopolisent le plus grand avantage encore, celui d'avoir la côte la moins brumeuse et la plus ensoleillée » (*Colonial System*, 1833, p. 72). Il serait facile de multiplier ces citations, qui confirment notre interprétation de la Déclaration excluant les sujets britanniques du *French Shore*.

Maintenant, si l'on se rappelle la situation à Terre-Neuve avant et après le traité d'Utrecht, les querelles qui suivirent le traité de Paris, le traité de Versailles et la Déclaration, la politique du gouvernement anglais lors de ces traités, l'examen du texte de la Déclaration, la comparaison de ce document avec les traités américains, avec l'article V du traité de Versailles et avec la lettre du comte de Vergennes, les actes législatifs du Parlement, les ordres et les proclamations des gouverneurs de Terre-Neuve, les faits connexes qui éclairent la Déclaration, les décisions des jurisconsultes de la Couronne, les témoignages des contemporains, et surtout la concordance de ces faits entre eux, on ne peut échapper à cette conclusion que le traité de Versailles et la Déclaration accordent à la France le monopole des pêcheries sur le *French Shore*.

Pendant longtemps, l'Angleterre résista à tous les efforts faits pour l'induire à abandonner sa politique traditionnelle à Terre-Neuve, mais le développement rapide des colonies de l'Amérique du Nord réagit sur l'île. Sa population de 2 ou 3,000 lors du traité d'Utrecht, de 10 ou 11,000 lors du traité de Versailles, augmenta si rapidement, vers la fin du premier quart du XIX^e siècle, qu'en 1832 elle avait atteint le chiffre de 100,000 (*Chambre des Communes*, le 13 septembre 1831), et l'Angleterre fut portée, par la force des circonstances, à conférer à ses sujets leur autonomie provinciale tout en excluant d'abord le *French Shore* de ce nouvel ordre de choses. Il était tout simple que les Terre-Neuviens désirassent voir le régime, qui leur interdisait la colonisation, aboli dans la partie française comme dans le reste de l'île. Il leur semblait tout naturel que les Français fussent exclus de leurs pêcheries, mais qu'eux ne pussent participer aux pêcheries françaises, cela leur paraissait le comble de l'injustice. Lorsque les jurisconsultes de la Couronne firent connaître leur seconde décision, quelques Terre-Neuviens, profitant de la clause hypothétique dont nous avons parlé, clause absolument contraire au but de la Déclaration, clause contraire à la

décision même, pénétrèrent dans les pêcheries françaises. Animés d'un incroyable esprit de casuistique, ils commencèrent à pêcher de façon à observer la lettre, — la lettre anglaise d'un texte mal traduit du français, — la lettre, non l'esprit de la Déclaration. Lorsque les pêcheurs français leur indiquaient qu'ils les gênaient, les Terre-Neuviens devaient partir. Ils furent très doux d'abord, mais, avec le temps, ils devinrent plus audacieux et moins dociles lorsqu'il s'agissait d'abandonner une pêche fructueuse. Ils refusaient de s'éloigner. Les pêcheurs français faisaient appel aux vaisseaux de guerre du voisinage, — s'il s'en trouvait là, — mais lorsque l'autorité faisait entendre sa voix, le poisson était pris ou parti et les Français avaient perdu leur pêche. Des établissements britanniques permanents étaient fondés sur le *French Shore*. Les querelles du XVIII^e siècle renaissaient et la situation ne faisait qu'empirer avec le temps tellement que les Terre-Neuviens, dont l'exclusion fait l'objet de la Déclaration, veulent maintenant en chasser les Français, alléguant que l'état de choses est devenu intolérable. Il ne vient pas à l'esprit de ces hommes, d'une mentalité étrange, que les difficultés actuelles sont le résultat de la violation d'un contrat international dont le but était de les éviter.

Cette façon d'agir n'était pas sans dangers. Le gouvernement de la reine d'Angleterre le comprit, et de nombreuses commissions furent envoyées à Terre-Neuve pour y chercher les éléments d'une solution tenant compte des droits de la France et des revendications du gouvernement provincial. Ces commissions, d'ailleurs, animées d'un esprit excellent, se heurtèrent toujours à l'attitude intransigeante de l'oligarchie de Saint-Jean. Une occasion se présenta bientôt pour une levée de boucliers contre la France, ce fut les questions des homarderies. Des sujets britanniques s'étant livrés à la pêche du homard et à la construction de homarderies sur le *French Shore*, quelques Français les imitèrent. Alors les Terre-Neuviens firent opposition, et cette opposition fut violente. Avec une candeur qui désarme la critique, ils maintenaient, — et maintiennent encore, — que les Français, par le traité d'Utrecht, ont seulement le droit de « prendre du poisson, » et comme, dans l'anglais provincial de Terre-Neuve, le terme « poisson » a toujours le sens de morue, — il y a eu, dans l'île, une importante décision judiciaire que le saumon même n'est pas un poisson (Shea, *The Fisheries Exhi-*

bition Litterature, vol. V, p. 236), — ils en concluaient que la pêche des Français sur le *French Shore* doit être absolument consacrée à la morue. Les Terre-Neuviens et leurs amis se livrèrent à une agitation qui a souvent manqué de mesure et presque toujours de fondement historique. Ils se plaisaient à répéter à peu près comme un axiome que « les pêcheries de Terre-Neuve ont toujours été considérées comme des pêcheries de morue. » Cette opinion, assez répandue, est relativement exacte, mais prise d'une manière absolue elle n'est pas soutenable, car, quoique la pêche de la morue soit la principale, il y a toujours eu et il y a encore d'autres formes de pêche, et c'est là le point important. Pendant le xvi^e siècle, les vaisseaux français étaient équipés pour la pêche de la morue et de la baleine. Plus tard, on prenait une grande variété de poissons (G. Musset, *les Rochelais à Terre-Neuve*, p. 22, 30 et 31). En 1675, le lieutenant de Courcelles parle de la pêche du hareng, du saumon, de la plie, de la truite, du homard déjà et du loup marin (Carte publiée par M. Henry Harris, *la Cartographie de Terre-Neuve*, p. 316). En 1681, une ordonnance de Louis XIV parle de la pêche de la morue, du hareng et du maquereau (Anspach, *History of Newfoundland*, p. 507). En 1706, un capitaine français écrit qu'il a pris plus de 300 loups marins en moins de quinze jours (*Lettre de Courtemanche*, le 28 juillet 1706, Bibl. nat., nouv. acq. fr. n° 9232, p. 268). Un document anglais parle de 14,000 quintaux de saumon vendu par les Français en 1714 (*Lords Commissioners, Second Report*, April 1793. Appendix n° 6). L'auteur du livre *British Empire in America* parle, en 1741, de la pêche de la morue, du saumon, du hareng, du maquereau et de la barbue le long des côtes et de celle de la truite dans les rivières (vol. I, p. 19). Un peu avant la guerre de Sept ans, on avait pris 1,700 quintaux de saumon en un an (*Questions and Answers relative to the state of French and British fisheries of Newfoundland*, 1762, p. 64). Le lieutenant Griffith Williams parle de « bien des centaines de quintaux de saumon envoyées aux marchés italiens » (Prowse, *A history of Newfoundland*, p. 297). Un écrivain bien informé parle de la pêche d'églefin, de merluche et de hareng (Douglas, *A Summary Hist. and Pol. etc.*, p. 303). En 1763, les Anglais prenaient dans l'île 1,054 quintaux de saumon (Anspach, *History of Newfoundland*, p. 185). Pendant la même année, les Français en

prenaient vingt barils par jour et plus de 1,200 barils pendant la saison, pour ne parler que de la baie aux Lièvres (Daubigny, *Choiseul et la France d'outre-mer*, p. 304). D'après la proclamation du commandant Robert Duff, il paraît « qu'il y avait alors des pêcheries considérables de saumon » (Anspach, *History of Newfoundland*, p. 202). Les pêcheries de Terre-Neuve étaient si peu consacrées exclusivement à la morue que, dans les traités anglo-américains de 1782 et 1818, il est positivement stipulé que les Américains auront la « liberté de prendre des poissons de toutes les espèces. » Les termes de ces traités ne représentent pas une innovation à Terre-Neuve, mais ils sont l'expression fidèle de la pratique traditionnelle ; la question des espèces de poissons ne s'est jamais posée avant 1713. Sur ces côtes lointaines et désolées, on jouissait d'une liberté complète dans cette matière. Là, loin de toute civilisation, quelle raison aurait-il pu y avoir pour empêcher que l'on ne prit telle ou telle sorte de poisson, tel ou tel être vivant dans le golfe Saint-Laurent ou dans l'Océan ?

Le traité d'Utrecht accorde aux Français le droit de continuer leur pêche antérieure, dont le caractère n'a jamais été limité. Les termes de ce traité ne sont pas : « Prendre du poisson, » comme les Anglais ont traduit, mais : *piscaturam exercere*, c'est-à-dire : « Faire la pêche, » ce qui est aussi l'expression employée dans la Déclaration. Les termes du traité doivent être interprétés en conformité avec la situation prévue par les traités et les méthodes similaires de faire la pêche. Lorsque les Terre-Neuviens prennent le homard, les Français ont le même privilège. Même si le texte du traité était : « Prendre le poisson, » les Français n'auraient pas à prouver que le homard est un poisson, comme on le leur a demandé si souvent. Ils n'auraient qu'à démontrer qu'en 1713, les conceptions zoologiques, et communes de nos jours dans le public instruit, ne l'étaient pas alors et que les législateurs et les diplomates ne s'en servaient pas. Même que l'usage de parler du homard comme d'un poisson s'est conservé jusqu'à aujourd'hui dans la langue, dans la littérature anglaise et que, plus d'un siècle après le traité d'Utrecht, nous le retrouvons sous la plume des législateurs britanniques qui parlent de l'écrevisse et du homard comme d'un poisson (*Bill regulating Fisheries*, le 1^{er} juillet 1817, et *Bill to prevent the Destruction of the Brood and Spawn of Fish*, le 21 juin 1819). Les Anglais ne

peuvent pas prétendre qu'en 1713 le terme générique poisson ne contient pas le homard quand leurs documents légaux, parlementaires, un siècle plus tard, emploient encore le mot dans ce sens. Quoi qu'il en soit, le texte du traité d'Utrecht est : « Faire la pêche, » et les Français, tout aussi longtemps qu'ils ne bâtissent pas de construction permanente, ont le droit de pêcher tout être vivant dans la mer, y compris le homard. D'un autre côté, les Terre-Neuviens n'ont pas le droit d'avoir des homarderies sur le *French Shore*, car ils n'ont pas le droit ni d'y pêcher ni d'y demeurer : *Dura lex, sed lex*.

L'altruisme n'est jamais le trait caractéristique des traités que les vainqueurs imposent aux vaincus. Le traité d'Utrecht n'est pas l'application par l'Angleterre à la France du principe de la générosité évangélique. Il est par conséquent injuste de rendre la France responsable des conditions qu'elle a dû subir alors et dont elle devrait jouir maintenant. Le fait est que ce traité si odieux aux Terre-Neuviens ne le fut pas moins aux Français, et sa forme ne fut pas déterminée par des raisons provinciales, mais par des considérations anglaises d'utilité nationale. Il faut s'y soumettre tout aussi longtemps qu'il ne sera pas modifié ou abrogé ; car, comme Lord Salisbury l'a si bien dit : « Ces obligations internationales sont supérieures à tous les droits des habitants de Terre-Neuve. Nous ne leur avons pas imposé le traité ; ils sont allés dans un pays où le traité existait déjà et faisait loi, etc. » (*Chambre des Lords*, le 4 mai 1891). Dans leurs discours publics, ils parlent souvent de la façon la plus sentimentale et la plus touchante des misères de sujets britanniques qui ne sont pas chez eux sur un « sol britannique, » visant ainsi le *French Shore*. Le but du traité d'Utrecht et du traité de Versailles était précisément qu'ils ne fussent pas chez eux. La prétention est même un peu forte de parler du *French Shore* comme d'un « sol britannique. » La souveraineté de l'Angleterre est réelle, mais elle y est limitée par celle de la France sur les pêcheries et l'emploi des côtes au service de la pêche. La souveraineté britannique n'a de valeur que comme contrôle de la souveraineté française dans l'exercice de ses droits. Il faut ajouter que la France n'a jamais insisté sur la plénitude de ses droits techniques et que, jusqu'à présent, elle a limité ses légitimes exigences à résister à l'éviction systématique que les Terre-Neuviens lui imposaient. Ce qu'il y a de plus injuste dans les récri-

minations des habitants de l'île, c'est lorsqu'ils accusent l'Angleterre de les avoir sacrifiés toujours, car elle les a défendus dans presque tous les cas lorsqu'ils n'avaient que l'apparence du droit de leur côté et même lorsqu'ils ne l'avaient pas.

Quand, d'autre part, l'Angleterre a exigé qu'ils satisfissent aux obligations manifestement imposées par le traité, ils se sont dérobés en invoquant leurs droits constitutionnels, les vices de procédure de la métropole, les désavantages que cela leur occasionnerait, bref, ils ont ainsi éludé la grande question qui est l'observation scrupuleuse du traité jusqu'à ce qu'il ait été révisé, abrogé ou racheté. Des matériaux historiques anglais, sans parler de ceux des autres sources, permettent maintenant de faire une démonstration des droits de la France qui devraient réduire ses adversaires au silence. Un tribunal d'arbitrage ne pourrait rendre qu'un verdict sur l'évidence du caractère exclusif de ces droits et de leur grande importance. Rien n'est plus naturel alors que l'aversion, pour ne pas dire la peur, qu'ils ont que la question soit portée devant une juridiction internationale telle que la Cour de la Haye. Lorsqu'en 1891, Lord Salisbury proposa une solution de ce genre, il reçut de Terre-Neuve la réponse : « Notre gouvernement ne peut consentir à un arbitrage qui ne porte pas sur l'évacuation même du littoral de l'île par les Français » (*Chambre des Lords*, le 4 mai 1891). Le juge Prowse dit : « La plupart des Terre-Neuviens craignent l'arbitrage parce que l'Angleterre est toujours du côté perdant » (*History of Newfoundland*, p. 551). Évidemment, ils font litière de l'idée de justice et ils cachent à peine le sentiment qu'ils ont de la faiblesse de leur cause. Est-ce donc alors que la question de Terre-Neuve est insoluble? Oui, tout aussi longtemps que la Grande-Bretagne permet à Terre-Neuve d'être juge quand elle n'est au plus que partie. Non, si les Terre-Neuviens reconnaissent franchement les droits de la France ou veulent bien soumettre la question à l'arbitrage. Quand l'accord sera fait sur la nature de ces droits, — mais pas avant, — la France pourra, sans déroger à sa dignité, en négocier le rachat, l'échange ou la modification.

Jean-Charlemagne BRACQ,
Professeur au Collège Vassar,
Poogkeepsie. New York.

LE RÔLE DE BOURRIENNE

A HAMBOURG

(1805-1810).

(Suite et fin⁴.)

Instinct du trafic, amour du lucre, train de vie fastueux, goût de la bonne chère, Bourrienne avait tout ce qu'il fallait pour s'entendre avec les Hambourgeois, gens de négoce avant tout. Ses *Mémoires* font connaître qu'il les regretta autant qu'il fut regretté d'eux. Hambourg, qui, dans le courant du XIX^e siècle, est devenue, par son développement industriel et commercial, une ville énorme, débordante d'activité, d'animation, où chacun se hâte, avec la fièvre des affaires, comme dans les rues de Londres², était, à cette époque, une calme cité de 110,000 habitants, où la vie était nonchalante, l'existence large, au moins pour les négociants enrichis, les gros personnages que fréquentait Bourrienne. Il fait un tableau idyllique de la douceur des mœurs et de l'affabilité des habitants³.

En voici un autre qui est inédit et qui se rapporte à l'une des coutumes israélites les plus caractéristiques. Elle est décrite, sous le nom de *Carnaval des Juifs*, dans le *Bulletin hebdomadaire de police* du 14 mars 1812, adressé au ministre par le Directeur général de la Police de Hambourg, le sieur Brun d'Aubignosc⁴ :

1. Voir *Revue historique*, t. LXXXIV, p. 225.

2. Voir mon ouvrage *Cités d'Allemagne*, 1 vol. in-18, Paris, Fasquelle, 1902.

3. T. VIII, p. 95.

4. Archives nationales, F 7, 3060. Brun d'Aubignosc, ancien intendant des Domaines pour le duché de Lauenburg, avait été nommé Directeur général de la Police de Hambourg au commencement de 1811.

« Les Juifs ont célébré les fêtes de leur culte, qui rappelle l'épisode de Mardochée. Elles ont eu un caractère original, qui les distingue de celles des autres peuples. On retrouve cette nation étrangère à l'univers jusque dans ses plaisirs.

« Ici, ce ne sont point les amis, les connaissances, les gens d'un même rang ou d'une fortune à peu près égale qui forment les réunions. Chaque famille aisée se prépare à recevoir les visites que le caprice lui amènera. Ses jouissances sont subordonnées aux volontés des autres.

« On illumine sa maison, on en laisse les portes ouvertes, on étale des rafraîchissements et on attend les visiteurs. Tous sont les bienvenus. Les visiteurs sont masqués et traînent à leur suite la musique, avec laquelle ils se proposent de danser.

« En effet, dès qu'il paraît une troupe de masques, la famille se range et laisse vide le milieu de la salle d'assemblée. Les arrivants s'en emparent et en jouissent aussi gratuitement que des rafraîchissements qu'on s'empresse de leur présenter.

« Les maîtres de maison, qui n'ont point été consultés sur le choix des plaisirs, ne le sont pas non plus sur le moment où ils cessent. Les visiteurs se retirent dès que la chose leur convient et les premiers attendent, en faisant leurs réflexions sur les partants, qu'un bon génie leur amène de nouveaux plaisirs. »

« Ces fêtes ont été gaies, franches et sans mélange de désordres. »

Les Juifs se comptaient à Hambourg, en 1809, au nombre de 10,000 environ¹. Banquiers, marchands, courtiers de change, ils détenaient une fortune de 35 à 40 millions. Ils ne faisaient point l'usure. Ils étaient doux, patients et cependant traités avec défaveur. Parqués dans un quartier de la ville, ils ne pouvaient avoir boutique sur rue et ne subsistaient que par la tolérance des magistrats. Leurs rabbins habitaient Altona. Plusieurs d'entre eux auraient trafiqué pour le compte de Bourrienne. Ils furent compromis par l'enquête à laquelle donna lieu la gestion de l'ex-ministre de France, dénoncée de plusieurs côtés à l'Empereur.

Homme d'argent, renvoyé brutalement par Napoléon pour sa participation aux spéculations de fournisseurs militaires², de

1. Archives des Affaires étrangères. (Note du projet d'accession des villes hanséatiques rédigé par Reinhard et Bourrienne en 1809.)

2. Il s'agit de la faillite de la maison Coulon, fabricants d'équipements militaires pour la cavalerie. Le duc de Gaète, dans ses *Mémoires*, explique la dis-

moralité équivoque, Bourrienne aurait profité de sa situation diplomatique pour favoriser la fraude et commettre des exactions abusives. La *Correspondance* de Napoléon, celle de Davout, toutes les notices biographiques lui attribuent des concussions par lesquelles il se serait scandaleusement enrichi. Je vais exposer l'accusation et la défense, d'après les documents imprimés contemporains et les pièces d'archives que j'ai consultées.

En voici quelques-unes d'inédites¹ :

1° Une note anonyme, qui dénonce les désordres de sa vie privée, l'appelle « l'homme le plus artificieusement immoral de son siècle... Que d'actions honteuses, quelle crapuleuse débauche !... » Cette note, qui est du 2 février 1810, révèle qu'il vivait à Hambourg avec une dame Cotelendi, mariée avec un sieur Beauregard, simple aventurier. « Il en rejaillit sur lui beaucoup de mépris... Ses artificieuses intrigues auront pu le servir dans un moment où 20,000 commerçants et plus de 300 millions de marchandises et denrées coloniales se trouvaient à la merci des plus forts pour rester à celle des plus adroits. »

2° Puis une autre note de police, concernant à la fois Bourrienne et les sieurs Montcabrié, commandant de la station navale, et P. Eudel, directeur des douanes à Hambourg. Bien que soupçonnés l'un et l'autre d'avoir favorisé la fraude, ils n'estimaient point Bourrienne. « Interrogez, » dit le rédacteur de la note, « tout négociant de Hambourg, il vous dira que M. Bourrienne a fait une fortune considérable ; que les services qu'il a rendus aux habitants ont été plus ou moins intéressés, suivant les circonstances ; qu'il a pris part à presque toutes les affaires qui se font sur la place², et que les visas des certificats délivrés pour la sortie des marchandises lui ont énormément rap-

grâce de Bourrienne sous le Consulat par la suspicion de *stellionat* dans une spéculation commerciale où il était mêlé. Le Premier Consul en parla à Gaudin et lui demanda son avis. Le ministre des Finances répondit : « Si une telle accusation se trouvait fondée, elle donnerait lieu à une poursuite criminelle, et vous savez quelles en seraient les conséquences. — Je vois, reprit-il alors avec émotion, que je ne pourrai pas le garder auprès de moi. » (*Supplément aux Mémoires du duc de Gaëte*. 1 vol. in-8°. Paris, 1834.)

1. Arch. nat., F 7, 6588.

2. Le 27 juin 1813, à propos des renseignements de police fournis sur Hambourg par Savary, le prince d'Eckmühl observait que celui-ci ne voyait que par les yeux de Bourrienne, « qui était lié ici avec tout ce qu'il y a de plus mauvais, avec des faiseurs très actifs. » (*Correspondance du prince d'Eckmühl*.)

porté. Vous n'obtiendrez aucun autre renseignement. L'opinion publique serait défavorable à celui qui deviendrait son délateur. On lui conserve de la reconnaissance pour avoir obligé le commerce. Il fait de la dépense, donne de bons dîners... Cette conduite ne lui rend pas l'estime générale, mais elle efface aux yeux de beaucoup de personnes une partie de l'odieux de sa cupidité. » Mais, le seul fait que cite la note, ce sont les démarches tentées auprès de M. Wondekessen, président d'Altona, pour faire rendre un bâtiment américain capturé par un corsaire danois vis-à-vis de Tönningen (port du Holstein, à l'embouchure de l'Eyder), parce qu'il était, lui, Bourrienne, intéressé dans la cargaison.

Cette discrétion des commerçants hambourgeois vis-à-vis de l'obligeant diplomate qui leur faisait payer ses services, on la trouve attestée dans un rapport du Directeur général de la Police, en date du 13 avril 1811¹. Il écrit au ministre qu'à son arrivée à Hambourg il a fait une enquête, sans avoir pu obtenir ni des habitants ni des autorités des renseignements probants. D'Aubignosc tend plutôt à défendre Bourrienne : « Le mouvement de sa chancellerie a été très considérable, il a dû y avoir un grand produit, qui a frappé tous les yeux... Tout ce que les plus acharnés ont pu produire contre lui, c'est qu'il aurait sollicité une *action* gratuite d'un corsaire, « pour lui accorder une lettre de marque, et que, sur le refus de celui-ci, » il aurait apporté des entraves à son expédition. »

Où le secret était bien gardé, où les fonctionnaires de la police, sachant Bourrienne très lié avec leur ministre, Savary, se gardaient de le trouver coupable. Cependant, malgré la discrétion des uns, la pusillanimité des autres, l'Empereur était informé, par des plaintes nombreuses, de la scandaleuse conduite de son représentant. Une lettre de Napoléon au prince d'Eckmühl, datée du 2 septembre 1810, c'est-à-dire antérieure à la nomination de Davout comme gouverneur de Hambourg, lui signale la « fortune immense faite par Bourrienne en contrevenant à ses ordres². » Un des biographes de Bourrienne³ prétend même que l'empereur de Russie, Alexandre I^{er}, l'avait dénoncé à son souverain. Le 11 septembre, Napoléon avait prescrit à Champagny⁴ de faire

1. Arch. nat., F 7, 7017.

2. *Correspondance* de Napoléon.

3. Notice sur Bourrienne dans la Biographie Michaud.

4. *Correspondance* de Napoléon.

une enquête au sujet des visas apposés par Bourrienne sur les certificats du Sénat de Hambourg et de lui défendre de donner son visa sans autorisation. Il le charge d'exprimer à son ministre à Hambourg son mécontentement. « Au lieu de favoriser les moyens de tromper mes agents, il aurait dû protester contre ces ridicules certificats qui ne disent rien et n'ont aucun but utile. »

J'ai recherché et j'ai fini par trouver dans les cartons des Archives nationales quelques-uns de ces certificats. Ils étaient adressés à Napoléon par les soins du ministre de la Guerre¹. Un premier avertissement émane, le 19 juillet 1810, du général Liébert, commandant la place de Stettin. Il annonce le débarquement dans ce port d'étrangers, soi-disant américains ou de diverses nations, *avec des passeports signés de Bourrienne*. Ce sont tous des commerçants spéculant sur les denrées coloniales : sucre, café, indigo, coton, bois de campêche, et faisant trafic de tissus, mousselines, indiennes, percales. Or, leur présence coïncidait avec l'entrée dans le port de Swinemünde de nombreux navires important de semblables denrées sous pavillon américain. Quelques jours plus tard, par un nouveau rapport², le général Liébert confirmait que ces étrangers faisaient la fraude à Swinemünde et à Stettin par bateaux américains. Ceci pourrait n'être qu'une coïncidence, mais, en septembre, les présomptions de complicité ou de coupables complaisances de la part du personnel de la Légation deviennent plus vraisemblables. Le 7 septembre, Clarke envoie à l'Empereur les lettres du général Bruyère, commandant la division de cavalerie qui gardait le cours de l'Elbe. Les postes formés par les régiments de cette division avaient arrêté sept bateaux chargés de marchandises coloniales et autres, accompagnées de passeports signés par le secrétaire particulier du ministre de France. Davout, commandant du corps d'armée, fait remarquer avec quelle facilité ces passeports ont été délivrés. Il les adresse au ministre des Finances, en lui demandant des instructions pour la saisie et confiscation des marchandises présumées d'origine anglaise.

Les 12 et 19 octobre, Clarke envoie à l'Empereur trois procès-verbaux et soixante-seize pièces rendant compte de ces saisies. La plupart des trente-deux passeports, faisant l'objet du

1. Arch. nat., AF IV, 1453.

2. Transmis le 11 août 1810. (*Ibid.*)

premier procès-verbal, portaient la seule signature de Dubaux, secrétaire particulier du ministre de France à Hambourg; trois d'entre eux étaient également signés de Bourrienne¹ : deux sont relatifs à des huiles de baleine de Norvège et à des huiles d'olive françaises, ce qui n'a rien de suspect; celui du 3 septembre accompagnait 5,840 livres de tabac de Hollande. Les autres concernaient des sucres mêlés, candis ou raffinés, des tabacs en feuilles ou fabriqués, des sirops, de la rhubarbe, du salpêtre, toute sorte de marchandises. Le procès-verbal² constate que le sous-lieutenant de cuirassiers Cotinet, du poste de Schnackenberg sur l'Elbe, s'est transporté sur les deux bâtiments arrêtés par ce poste, y a reconnu les marchandises et les a placées sous la garde de factionnaires.

Un autre procès-verbal avait été rédigé à Brackedel sur l'Elbe, le 19 septembre, par le maréchal des logis Roche, du 3^e cuirassiers, à l'occasion de la saisie de diverses marchandises réputées anglaises : sucres, sirops, tabacs. Des trente passeports qui les couvraient, douze étaient signés du seul Dubaux, dix-huit portaient en outre la signature de Bourrienne. Ils attribuaient à ces marchandises des origines variées : française, russe, norvégienne, allemande, hongroise, italienne.

Enfin, Clarke signale le séquestre opéré dans un magasin de Luneburg de diverses denrées, dont on a fait l'inventaire, et pour lesquelles vingt-huit passeports avaient été représentés; vingt et un sont signés seulement de Dubaux, ou par Bouvyer, secrétaire particulier de Bourrienne; les autres par Bourrienne et Dubaux.

En admettant que les origines attribuées à quelques-unes de ces marchandises ne fussent pas simulées, pour les autres, la présomption de collusion, au sujet des secrétaires de la légation et de Bourrienne lui-même, était presque prouvée par la nature même des denrées et l'absence d'expéditions de douane. Aussi, le 12 octobre³, le prince d'Eckmühl annonçait-il avoir chargé le colonel Saulnier, officier perspicace et impartial, d'entreprendre une enquête sur la complicité de Bourrienne dans la contrebande qui

1. Ils sont des 3, 4 et 14 septembre 1810.

2. Transmis par le chef d'escadron Decost, vu par le colonel Louis de Curmer pour légalisation des signatures, enfin adressé au ministre par le général Compans.

3. Arch. nat., AF IV, 1453.

se faisait dans les villes hanséatiques, ainsi que sur le compte de M. de Montcabrier, commandant de la marine, que différents rapports accusaient « de sacrifier ses devoirs et son honneur à l'amour de l'argent. » Il adressait à l'Empereur le rapport du Grand Prévôt, que le général Compans lui avait envoyé le 3. Malheureusement, ce rapport fut transmis au ministre de la Police (le 13 octobre, dit une annotation inscrite au ministère de la Guerre, en marge de la lettre du prince d'Eckmühl). Il n'a pu être retrouvé dans les cartons provenant de ce ministère. Mais il fut certainement placé sous les yeux de l'Empereur, qui, le 23 novembre 1810, fit rappeler Bourrienne à Paris.

Des renseignements défavorables à Bourrienne étaient parvenus au souverain par une autre voie : « Napoléon, » écrit, dans ses *Mémoires*, Gaudin¹, duc de Gaète, ministre des Finances de l'Empire, « avait reçu de Hambourg des dénonciations très graves sur la conduite de M. de Bourrienne. Ce système continental, qu'il traite si sévèrement dans ses *Mémoires*, était devenu pour lui la source d'immenses profits. *L'Empereur me chargea de faire faire par les Douanes une enquête sur les lieux et, à quelque temps de là, le Directeur général de cette administration me fit un rapport qui confirmait les renseignements que l'Empereur avait reçus.* Je le lui remis, il le garda, sans rien prononcer. Ce rapport dut passer au ministère des Relations extérieures, dans les attributions duquel rentrait définitivement cette affaire. *Peu après, j'appris le rappel de M. de Bourrienne.* »

Ce n'est pas seulement grâce aux investigations du colonel Saulnier ou du Directeur des Douanes de Hambourg que l'Empereur avait été informé des indécidatesses de Bourrienne. Son beau-fils, le prince Eugène, vice-roi d'Italie, les lui avait signalées. Napoléon lui répondait, le 18 décembre 1810² : « J'ai été fort indigné de voir le certificat du ministre de Hambourg que vous m'avez envoyé hier. J'ai ordonné une enquête sévère sur le sieur Bourrienne à cette occasion. Vous devez regarder tous certificats comme non avenus, celui-là comme tous ceux qui vous seront présentés. »

Ainsi renseigné de différents côtés, l'Empereur évaluait, le

1. *Supplément aux Mémoires* de Gaudin, duc de Gaète.

2. *Correspondance* de Napoléon.

1^{er} janvier 1811, dans une lettre au prince d'Eckmühl¹, à 7 ou 8 millions les gains illicites que Bourrienne avait pu faire à Hambourg *en délivrant des permis* ou en faisant des retenues arbitraires. « Je suis également informé que le Sénat de Hambourg a fait plusieurs millions de dépenses secrètes pour des sommes remises à des Français. *Je veux avoir des idées claires sur cette affaire.* »

Davout écrit donc², le 3, au général Compans. La lettre arrive le 8 à Hambourg. Compans répond que Bourrienne a fait une fortune considérable, bien qu'il soit impossible de le constater juridiquement³. « Il faudrait savoir ce qu'il était autorisé à recevoir sur les passeports et certificats d'origine pour droits de chancellerie; mais ce ne serait pas le tout, car la position où se trouvait M. de Bourrienne et l'influence qu'il avait dans le pays sur toutes les opérations du commerce l'ont mis à portée de satisfaire sa cupidité sous beaucoup d'autres rapports; du reste, ses amis et les indifférents conviennent tous qu'il y a fait une fortune très considérable. » En terminant, Compans exprime l'avis que la Commission de gouvernement approfondirait mieux que lui cette affaire.

Ce fut la police civile qui fit l'enquête : le commissaire central de Hambourg, Ogier de la Saussaye, en fut chargé. D'après la réponse du prince d'Eckmühl aux imputations produites dans les *Mémoires* de Bourrienne contre son père, ce rapport, sans avoir passé par les mains de Davout, aurait été envoyé directement par d'Aubignosc à son ministre, Savary, qui ne l'aurait pas mis sous les yeux de l'Empereur. Napoléon, nous venons de le voir par sa correspondance, suivait l'affaire de près. La preuve, c'est que, dans la lettre précitée du 1^{er} janvier 1811⁴, où il se dit informé que le Sénat de Hambourg a fait plusieurs millions de dépenses secrètes pour des sommes remises à des Français, il

1. *Correspondance* de Napoléon. — Le même jour, à propos des gains illicites de Bourrienne et du consul La Chevardière, l'Empereur écrit au duc de Cadore : « Demandez aussi à Hambourg des détails sur les fonds qui auraient été donnés à des Français » (*Lettres inédites*, recueil Lecestre, t. II).

2. Article du prince d'Eckmühl fils dans *Bourrienne et ses erreurs volontaires ou involontaires*, par le comte d'Aure, etc., 2 vol. in-8°. Paris, 1830.

3. Arch. nat., AF IV, 1654.

4. *Correspondance* de Napoléon. Voir aussi la lettre à Champagny du même jour. (Recueil Lecestre, t. II.)

écrit à Davout : « Comme gouverneur général du pays et devant liquider le Sénat, il faut que vous sachiez tout. Mon intention est d'obliger tous les individus qui auraient reçu des sommes sans mon consentement à les restituer. » Le 31 mai, le prince d'Eckmühl envoyait à l'Empereur la liste des sommes versées par le Sénat à des Français; elles s'élevaient à plusieurs millions. Par un fâcheux contretemps, cet état n'est plus annexé à la lettre originale du maréchal, conservée aux Archives nationales¹; mais deux lettres de l'Empereur exclues de la *Correspondance officielle* de Napoléon et insérées dans le recueil des *Lettres inédites*², adressées au comte Mollien les 13 et 22 juin 1811, peuvent le suppléer dans une certaine mesure. Elles évaluent à 3,804,000 francs le montant de ces sommes et donnent l'énumération des personnes qui en bénéficièrent. En ce qui concerne le prince de Ponte-Corvo et le maréchal Mortier, les chiffres ne sont pas indiqués, et pour les autres intéressés les deux lettres sont en désaccord. Il en est ainsi, par exemple, du maréchal Brune, accusé dans la première d'avoir touché 5 à 600,000 francs et dans la seconde 785,000, et son secrétaire 99,000 francs; de même pour Bourrienne. Ce dernier aurait reçu de Hambourg, en 1806, 150,000 francs; en septembre suivant, 300,000; plus bas, 45,000; plus des sommes considérables de Brême et de Lubeck. D'après la liste insérée dans la lettre du 22, Bourrienne est inscrit pour 670,000 francs.

L'Empereur mande dès lors à son ministre du Trésor : « Mon intention est que vous preniez sur-le-champ inscription sur les biens de ces individus et que vous lanciez contre eux des mandats pour qu'ils aient à restituer toutes ces sommes, *le trésor de Hambourg étant devenu celui de la France*. » Et la lettre du 22 se termine ainsi : « Vous ferez poursuivre ces individus en restitution et vous prendrez des inscriptions sur leurs biens. Le remboursement du Trésor étant ainsi assuré, vous ferez prendre des éclaircissements sur les autres sommes. *Il faut d'abord opérer ces recouvrements*; après cela, nous aurons recours aux autres³. »

Mais Bourrienne n'était pas homme à reconnaître ses abus sans se défendre énergiquement. Il avait l'oreille du ministre de la

1. Arch. nat., AF IV, 1706c.

2. Recueil Lecestre. Elles sont tirées des Archives nationales (AF IV, 891).

3. Et non : *aux hommes*, comme l'imprime M. Léon Lecestre, probablement par suite d'une erreur de copie. Je donne le texte exact d'après l'original.

Police. Voici le texte¹ de la lettre qu'il fut chargé, par Savary, de remettre lui-même au prince d'Eckmühl, lorsqu'il revint à Hambourg chercher sa famille : « Je vous prie de le recevoir (Bourrienne)². Depuis son retour à Paris, il est sous la gêne d'une suspicion nullement faite pour un homme délicat. Je suis étonné que, depuis son installation, M. d'Aubignosc n'ait pas trouvé de quoi fixer l'opinion que je dois avoir de lui, et par là le laisse dans une position que ses bons services ne lui ont pas méritée; s'il a pris quelque chose illégalement, ou M. d'Aubignosc ne connaît pas son métier, ou *il doit trouver cela à l'air du pavé*(?) d'une ville où il y a eu tant de désordre. Je vous prie, Monsieur le Maréchal, de le presser là-dessus, afin que l'on puisse alléguer des griefs positifs ou reconnaître que l'inculpation est mal établie. »

« Bourrienne est un homme excessivement malheureux, mais toujours aussi dévoué à l'Empereur que dans les temps les plus orageux de la guerre d'Italie, etc... Il a été vu et reçu de tout le monde, hormis de l'Empereur, *parce que ses affaires ne sont point terminées, et c'est ce qu'il demande à tue-tête.* »

A ce moment donc, Savary n'avait pas encore reçu le rapport d'enquête d'Ogier de la Saussaye, que j'ai vainement cherché aux Archives nationales, réclamé infructueusement à celles de la Préfecture de police comme à celles des Affaires étrangères. Cette administration a pour règle de ne point communiquer les dossiers des diplomates, et cette règle s'explique par des raisons de convenance; l'absence de ce rapport à la Préfecture de police, qui a hérité d'une partie des archives du ministère de la Police, s'explique aussi. Bourrienne a été un moment, en 1815, préfet de police, sous la Restauration, et il a fort bien pu faire disparaître ou, tout au moins, expurger son dossier. Il nous faut donc avoir recours à l'intéressé lui-même.

D'après Bourrienne, le rapport d'Ogier de la Saussaye se terminait ainsi³ : « Je joins à mon rapport les interrogatoires suivants, savoir ceux de MM. Westphalen, Osy, Chapeaurouge, Auckscher, Thierry et Gumprecht-Moses. » Or, le 3 septembre

1. Il est cité dans l'article du prince d'Eckmühl fils rappelé plus haut.

2. Le 5 avril 1811, le prince d'Eckmühl envoyait à l'Empereur une lettre de Bourrienne, « qui était à Hambourg depuis quarante-huit heures pour y prendre sa famille... » Mais cette lettre n'est plus jointe au rapport original de Davout (Arch. nat., AF IV, 1654).

3. *Mémoires*, t. IX, p. 68.

1811, l'Empereur écrivait à Davout¹ : « Faites arrêter le juif Gumprecht-Moses ; faites-le tenir au secret et saisir ses papiers. Faites également arrêter quelques autres des principaux agents de Bourrienne pour éclairer ses menées à Hambourg et connaître les dilapidations qu'il a commises là. » Dès le 8, le maréchal annonce l'arrestation de deux créatures de Bourrienne, Gumprecht père et fils. D'Aubignosc reçut cet ordre le 9. Il ne put faire emprisonner que le fils Gumprecht et son beau-frère Hirsch, le père et son commis Jonas étant partis pour Wurzburg. On mit les scellés sur leurs papiers, mais, quand on les ouvrit, on n'y découvrit rien de suspect. La police fit aussi une perquisition chez une dame Ostermeyer, qui avait la confiance de Gumprecht père, mais on ne trouva dans son domicile qu'une « correspondance amoureuse commencée par M. de Bourrienne et continuée, après son départ, par le sieur Gumprecht. Les relations de Bourrienne avec celui-ci se réduisaient à quelques comptes soldés par Gumprecht et s'élevant à 9,750 marks *banco*². »

L'interrogatoire de Gumprecht fils portait principalement sur une certaine cassette mystérieuse, et l'homme interrogé répondait : « On ne peut pas éclaircir ce mystère, que l'on est porté à croire en réalité » (*sic*). Dans cette cassette, Bourrienne avait placé des papiers à lui qu'il craignait de se voir dérober. Dans son mémoire à Napoléon, il dit que cette accusation était reproduite d'une brochure, parue il y a sept ou huit ans, intitulée : *le Secret du cabinet des Tuileries*. Cette brochure l'accusait d'avoir été mis au Temple, affirmait qu'on lui avait proposé la liberté et un million pour ravoier ces papiers, et qu'il avait refusé. Bourrienne exhalait son indignation contre ses calomnieurs et demandait à passer en jugement. Sa lettre resta sans réponse³.

Le 28 août 1811, le maréchal Davout écrivait à l'Empereur : « On vient de me remettre des pièces très extraordinaires sur M. de Bourrienne. M. Faure (le conseiller d'État chargé de la justice) les examine et doit faire un rapport, que je transmettrai

1. *Correspondance* de Napoléon. — Le même jour, il écrivait à Mollien : « Je vous envoie une lettre de Hambourg sur le sieur Bourrienne. Je vous prie de m'en faire faire une analyse. Faites prendre des renseignements sans que la police en soit instruite, parce que Bourrienne s'est pratiqué des intelligences à la police » (*Lettres inédites*, recueil Lecestre, t. II).

2. Arch. nat., AF IV, 1656.

3. *Mémoires*, tome IX, p. 68.

ces jours-ci à Votre Majesté¹. » Esclave de la consigne, le prince d'Eckmühl se conformait aux ordres reçus et ne dissimulait rien de ce qui pouvait compromettre l'ancien ministre de France. Par la suite, Bourrienne voua une haine durable au gouverneur Davout, qu'il appelle dans ses *Mémoires*² « le Fléau de Hambourg. » Le maréchal fit-il preuve d'animosité à son égard ? Rien ne l'indique ; cependant, une lettre de d'Aubignosc³, du 13 avril 1811, donne une explication, bonne ou mauvaise, des sentiments qu'éprouvait pour Bourrienne l'état-major de la 32^e division militaire. Celui-ci aurait attribué aux intrigues du ministre de France la résolution prise par le Sénat, avant l'arrivée de Davout, de réduire le traitement des troupes et officiers, « précédemment réglés avec une profusion extraordinaire. » Mais, ajoute d'Aubignosc, « comment attribuer cette démarche à M. de Bourrienne ? Dans quel but aurait-il voulu nuire à tout le corps d'armée ? Et quel intérêt pécuniaire aurait pu l'y résoudre ? » Loin d'en vouloir pour ce motif à Bourrienne, Davout lui-même se fit gloire auprès de l'Empereur d'avoir réformé, à son arrivée à Hambourg, les abus qui étaient pratiqués dans la 1^{re} division, d'avoir réduit les suppléments de traitement que les commandants de place se faisaient allouer, contrairement aux ordres⁴.

* * *

D'après le rapport de police d'Ogier de la Saussaye, les exactions de Bourrienne auraient été évaluées à 1,847,500 francs. Le grand-duc de Mecklembourg aurait été taxé à 40,000 florins d'or, le Sénat de Hambourg à 750,000 marks *banco* (environ un million), et 72,500 francs auraient été obtenus du roi de Danemark.

Dans sa réponse à d'Aubignosc au sujet de ce rapport de police dont il réfute point par point les diverses imputations, le ministre écrit à propos de cette dernière *exaction*⁵ : « Bourrienne aurait eu une obligation sur ce prince. Cela devient une transaction entre particuliers dont on doit retrouver les traces. »

1. *Correspondance* du prince d'Eckmühl.

2. *Mémoires*, t. IX et X.

3. Bulletin de police de d'Aubignosc (Arch. nat., F 7, 7017). •

4. Lettre du 15 mai 1811 (Arch. nat., AF iv, 1654).

5. Lettre de Savary à d'Aubignosc, du 10 novembre 1813, jointe au tome IX des *Mémoires* de Bourrienne.

Les recettes de Bourrienne auraient été de 1,847,500 francs, non compris les passeports. Qu'a-t-il fait de cet argent ?

Il l'aurait employé, au dire de la police de Hambourg, à payer un million de dettes à Paris. Or, quand Bourrienne a quitté Paris, ses dettes n'allaient pas à 400,000 francs ; si c'est Gumprecht qui a payé ce million, il doit en avoir le détail ; on peut le lui demander. Si ce n'est pas lui, comment sait-il l'emploi qui en a été fait ?...

Attribuer 1,500,000 francs de dépenses annuelles à Bourrienne est d'une absurdité sans exemple. Ce train de vie pouvait se contrôler sur place. « Ce n'est pas même celui d'un ministre à Paris. » Cette assertion hasardée, Gumprecht doit pouvoir la prouver.

La police hambourgeoise a attribué à Bourrienne une fortune de 4 millions (3,800,000 francs). Il faut en déduire les 600,000 francs en trop du Sénat¹, les 1,200,000 francs en trop des dépenses qui lui sont attribuées à Hambourg. Il avait 60,000 francs de traitement et il a pu dépenser annuellement 50,000 francs de ses biens. 50,000 francs dus à M. Veher une fois déduits, ces millions se réduisent au chiffre de 1,847,000 francs, que d'Aubignosc admet. Savary pensait pouvoir y faire entrer le produit des taxes de chancellerie sur les passeports et, en outre, les revenus de Bourrienne pendant six ans, ainsi que les intérêts de ses capitaux. « Il pourrait avoir possédé des obligations du Mecklembourg et du Danemark sur les emprunts de ces deux pays. »

Ce plaidoyer en faveur de Bourrienne, dans lequel le ministre fait sentir rudement à son subordonné qu'il ne sait pas le premier mot de son métier, me semble fort avoir été inspiré par Bourrienne lui-même², qui, à ce moment-là, vivait à Paris ou, du moins, dans les environs.

1. C'est-à-dire les 670,000 francs inscrits à son nom sur la liste des Français qui avaient reçu des libéralités du Sénat, jointe à la lettre de l'Empereur du 22 juin 1811. On voit par les chiffres cités plus haut combien les appréciations ont varié. Tout d'abord, on impute à Bourrienne 7 à 8 millions de gains illicites (Lettre de Napoléon, du 1^{er} janvier 1811, à Davout). Dans celle du même jour à Champagny, il ne parle que de 2 millions. Quelques mois plus tard, le total se réduit à 670,000 francs. (Lettres des 13 et 22 juin à Mollien.) Enfin, l'enquête de police porte la somme à 4 millions environ.

2. Dans sa lettre du 27 juin 1813, à propos des renseignements de police fournis sur Hambourg par Savary, le prince d'Eckmühl fait observer que le ministre ne voit que par les yeux de Bourrienne. Et l'Empereur s'en doutait si bien qu'il faisait prendre des renseignements sur les correspondants de Bour-

Cette fortune, comment Bourrienne l'avait-il faite? D'abord, s'il n'avait pas reçu 600,000 francs du Sénat, il est certain qu'il en reçut au moins 150,000. Sa correspondance de service en fait foi. Il demande, le 16 novembre 1806¹, la permission d'accepter ce cadeau, en témoignage de reconnaissance pour les mesures qu'il a prises afin de défendre la ville contre l'approche des Prussiens; on la lui accorde le 22.

Ensuite, il aurait pris part à des spéculations commerciales. Cela résulte de la note de police du 1^{er} octobre 1810, qui, d'ailleurs, à part l'affaire de l'action qu'il aurait sollicitée dans un corsaire et que, du reste, il n'obtint pas, ne signale rien de précis. Mais une lettre signée, mise à la poste en 1813, lui imputa une participation lucrative à une spéculation tentée à Hambourg en 1802. Cette lettre émanait, dit-il dans ses *Mémoires*², d'un homme qu'il avait obligé, qu'il avait employé comme espion, un sieur R. « Son épître était un miracle d'impudence. Il demandait, par retour du courrier, 600,000 francs, à compte sur ce que je lui aurais promis dans une opération faite en Angleterre pour son compte. » De cette lettre, saisie à la poste, Davout aurait fait prendre une copie, qu'il aurait envoyée à l'Empereur dans le but de perdre Bourrienne. Or, elle était également compromettante pour Talleyrand et le général Rapp.

D'après les explications produites par Bourrienne, Napoléon se serait indigné du rôle joué par le prince d'Eckmühl, qui aurait suggéré cette machination à l'auteur. Arrêté par son ordre, ce dernier aurait été envoyé aux îles d'Hyères... Or, j'ai eu la chance de mettre la main, aux Archives nationales, sur les pièces mêmes de l'instruction judiciaire relative à cette affaire³. Je puis donc aisément la tirer au clair.

L'initiale R. désigne un sieur Renèmesnil, natif du Calvados, qui, en 1813, était âgé de cinquante-quatre ans. Sorti de France en 1792 pour faire en Angleterre un achat de fusils destinés aux volontaires, la guerre l'empêcha de rentrer dans son pays. Il resta cinq ans à Londres, dut en partir pour avoir refusé de participer à l'expédition de Quiberon, se réfugia à Hambourg,

rienne à Paris par le ministre du Trésor, à cause des intelligences que Bourrienne s'était ménagées à la police. Voir plus haut, page 51.

1. Archives des Affaires étrangères, Hambourg, 1806.

2. *Mémoires*, t. VIII, p. 373.

3. Arch. nat., F 7, 6588.

y obtint, par les relations qu'il noua avec ses compatriotes, une mission de Talleyrand pour Husum¹ (Slesvig).

A l'arrivée de Bourrienne, Renémesnil, reçu en audience par le nouveau ministre, lui soumet un plan qui devait avoir pour effet de causer au commerce anglais une perte annuelle de 100 millions et pour but de favoriser la France et d'enrichir les personnes qui l'auraient mis à exécution. Cette spéculation consistait à acheter d'un coup, à Hambourg, tout ce qu'il y avait de charbon disponible et à faire arrêter à Cuxhaven, à Stade, par la marine, tous les bateaux plats ayant à bord des marchandises anglaises ou des charbons. Hambourg en consommait beaucoup dans ses raffineries de sucres des colonies anglaises. D'où un renchérissement de la houille, qui devait procurer un bénéfice certain aux auteurs de l'accaparement. Renémesnil réclamait pour sa part, dans ce bénéfice, une somme de 500,000 francs. D'après lui, Bourrienne aurait envoyé son mémoire à Paris et lui aurait opposé ensuite des réponses dilatoires. Or, la spéculation aurait été effectuée peu après par la maison Chapeaurouge, de Hambourg, mais on l'aurait dissimulée à l'inventeur en vue de l'exclure de la répartition du produit. Après avoir tenté auprès de Bourrienne, en 1812, lors d'un voyage que ce dernier fit à Hambourg, une vaine démarche pour obtenir des éclaircissements, il l'avait relancé à Paris par une lettre du 3 janvier 1813, lui réclamant sa part dans les bénéfices. Il demandait 2,000 louis à compte comme dédommagement, et, en outre, « une place honorable à Paris. »

Considérant la lettre de Renémesnil comme une tentative de chantage, Bourrienne l'envoya au ministre de la Police. Savary ordonna l'arrestation de l'auteur, et Renémesnil, après plusieurs jours de détention dans un corps de garde, fut transporté en France « dans de mauvaises voitures ouvertes à tous les vents², » traversant par un froid rigoureux le Hanovre et la Westphalie, passant onze nuits d'insomnie, dans la fièvre et l'angoisse, pour être enfin incarcéré à Sainte-Pélagie. L'écriture toute tremblée de sa lettre au ministre de la Police décèle en effet un état d'agitation nerveuse et de fatigue extrême.

1. C'est-à-dire qu'il fut employé comme espion politique par le ministre de France à Hambourg, Reinhard (Archives des Affaires étrangères).

2. Lettre de Renémesnil au ministre de la Police, 25 février 1813 (Arch. nat., F 7, 6588).

Lors des interrogatoires, le magistrat instructeur fit remarquer au prévenu les contradictions qui existaient, d'une part, entre son mémoire et ses lettres, de l'autre, entre ses assertions et les faits. La lettre de janvier 1813 plaçait la spéculation en 1802. Or, en 1802, Bourrienne n'était pas à Hambourg; il n'y vint qu'en mai 1805, on l'a vu plus haut. Le brouillon du mémoire trouvé dans les papiers saisis était daté du 30 juillet 1806; Renèmesnil prétendait l'avoir remis à Bourrienne, *lors de son arrivée à Hambourg*. Celui-ci y était déjà depuis un an. De même, l'accusé soutenait que le général Rapp avait reçu mission de suivre à Hambourg l'exécution du plan d'accaparement des charbons. Or, le général Rapp n'est pas venu à Hambourg, lui répondit-on. Objection péremptoire en apparence, mais nulle en fait, puisque, en mars 1806, Rapp avait, par ordre de l'Empereur, rempli une mission dans diverses villes d'Allemagne, notamment à Hambourg, et qu'il y avait vu Bourrienne¹. Mais, en réalité, il ne fit guère qu'y passer. D'autres détails donnés par lui se trouvèrent aussi inexacts.

Quant à l'exécution même de son projet, Renèmesnil n'en avait pour garant que la rumeur publique. Rumeur mensongère, l'opération dénoncée n'ayant pas eu lieu, à ce qu'affirmait dans une note de police d'Aubignosc, consulté, qui s'était contenté d'ailleurs de l'affirmation de Chapeaurouge. Celui-ci reconnaissait seulement avoir acheté, en 1805, 5,000 à 6,000 marks de charbon de terre, sur commande. D'Aubignosc disait ne pouvoir en apprendre davantage. « Le moment n'est pas favorable, ajoutait-il², pour faire des recherches dans les livres du commerce! » Sa réponse est datée du 12 mars 1813; or c'est ce jour-là même qu'eut lieu l'évacuation de Hambourg par les fonctionnaires et par la garnison, sur l'ordre du général Carra Saint-Cyr, intimidé par l'insurrection.

La dénonciation dont Bourrienne s'indigne dans ses *Mémoires*, le prince d'Eckmühl fils soutient qu'elle était « l'œuvre d'un de ces intrigants qui fourmillaient à Hambourg³. » Les interrogatoires et les pièces du dossier de police donnent plutôt l'impression d'un pauvre diable, en dernier lieu maître de langues à Altona,

1. *Mémoires* du général Rapp, 1 vol. in-8°. Paris, Garnier, 1895. Voir aussi ses rapports, Arch. nat., AF IV, 1594.

2. Réponse du 12 mars 1813 (Arch. nat., F 7, 6588).

3. *Bourrienne et ses erreurs volontaires ou involontaires*, ouvrage cité.

après avoir fait plusieurs autres métiers, dont les déboires d'une vie aventureuse et misérable ont troublé l'esprit, et sujet au délire de la persécution¹. « C'est un homme, dit le rapport adressé par l'auteur de l'enquête au ministère de la Police, qui a la manie de s'occuper de projets, qui écrit sur tout. Il met souvent peu d'ordre dans ses projets et dans ses plans. Employé plusieurs fois utilement, il s'est montré dévoué à la France. » Et le rapport conclut en ces termes : « Par la détention qu'il a subie, le sieur Renémèsnil a suffisamment expié l'inconséquence de sa démarche. » Il avait offert, d'ailleurs, de faire à Bourrienne des excuses pour les imputations contenues dans sa lettre du 3 janvier. En marge de ce rapport, l'Empereur écrivit sa décision : « Le traiter avec le mépris que mérite son inconséquence et le renvoyer chez lui. » L'ordre fut transmis le 2 avril, au préfet de police, de faire reconduire Renémèsnil dans son département, le Calvados. Le 16, Renémèsnil adresse une supplique pour être autorisé à résider à Évreux, où sont ses seuls moyens d'existence. Décision favorable le 22, notifiée au préfet le 26.

En septembre, Robert Le Febvre, peintre de S. M., dont Renémèsnil s'était réclamé dans une de ses lettres, ainsi que de M. Le Bailly, fabuliste distingué, demande pour lui « la permission de revenir à Paris, où M. Laudon, peintre également, lui donnera une place dans ses bureaux des *Annales du Musée*. Tous deux se portent garants de sa conduite. Sur la note préparée pour donner satisfaction à ce vœu, le ministre inscrivit cette apostille : « Fourrer cet homme très loin. » C'est ce « très loin » que Bourrienne traduit dans ses *Mémoires* par les îles d'Hyères. Renémèsnil n'alla pas jusque-là; de Caen, le 30 novembre 1813, il adressa une plainte au ministre de la Police contre les époux Damis, d'Altona, qui avaient abusé d'une malle à eux remise en dépôt au commencement de l'année et qui contenait des effets, livres et papiers qu'ils avaient brûlés²; mais le fait seul que ce

1. Il signe une de ses lettres : Renémèsnil, « ancien magistrat et non avocat, comme on s'est permis de le dire avec l'intention, apparemment, de me ravalier, comme si je ne l'étais pas assez par mes disgrâces. » (Arch. nat., F 7, 6588.)

2. Voici l'inventaire qu'il donne de ces papiers et manuscrits : un plan de régénération de l'espèce humaine sous les rapports moraux, suivi d'un petit traité d'éducation; trois traductions de l'anglais, du danois, de l'allemand (poème hindou de *Sacountala*); un autre travail; un traité des synonymes, en deux volumes, achevé, à la préface près; un recueil de pensées morales et phi-

pauvre diable ait pu être tenu en prison préventive pendant trois mois, sur la plainte de Bourrienne, indique assez le crédit que ce dernier avait conservé auprès du ministre de la Police et explique que Savary ait pris si vertement la défense de son ami contre les accusations venues de Hambourg.

*
*
*

Il ne fut donc pas prouvé que Bourrienne se fût enrichi dans des spéculations. Sa fortune avait, prétendait-on, une autre source; elle serait provenue de pots-de-vin reçus des autorités hambourgeoises, de complaisances rémunérées dans l'exercice de ses fonctions, de sa connivence dans des opérations de fraude. Or, voici ce qu'écrivait à ce sujet Savary au prince d'Eckmühl¹ : « Depuis trois ans, la Direction de la police de Hambourg m'a écrit des volumes sur M. de Bourrienne. Elle n'a pas trouvé une preuve autre que ce grand mémoire de 1811 rédigé par Ogier de la Saussaye, sur la demande du gouverneur. On l'accuse, en outre, d'avoir favorisé la fraude. Les enquêtes ordonnées n'ont rien produit. Il est même bien prouvé, et les douanes l'attestent, que M. de Bourrienne s'est interdit, dès le premier jour où, par l'absence du titulaire du consulat, il s'en trouva chargé, toute espèce de direction ou de surveillance sur les papiers de mer et toute espèce de signature pour l'entrée à Hambourg de quelque objet que ce soit. Depuis le mois d'août 1807, l'entrée à Hambourg, soit par terre, soit par mer, a été exclusivement dans les attributions des douanes. Il aurait donc fallu, pour qu'il commît des abus, de nombreuses connivences. »

Ces allégations sont en partie confirmées par la correspondance diplomatique de Bourrienne, qui le montre soucieux de signaler et de faire réprimer la fraude. L'application du Blocus continental rendait les entreprises de contrebande actives et lucratives. Dans ses *Mémoires*², Bourrienne ne tarit pas en épithètes violentes à l'égard d'un « système d'argent, de fraude et de pillage » qu'il qualifie de « fourberie » et de « tyrannie fiscale, » et il se vante même d'avoir engagé Bernadotte³, devenu prince

losophiques; ses titres de famille; des lettres de change à son profit; une police d'assurance; une correspondance officielle avec le gouvernement et ses agents.

1. Lettre citée comme justification par Bourrienne au tome IX de ses *Mémoires*.

2. *Mémoires*, t. VII, p. 227 à 237.

3. *Mémoires*, t. VIII, p. 292.

royal de Suède, à le rejeter. « Ce n'était pas un décret, s'écriait-il avec toutes les apparences du bon sens, mais des flottes qu'il fallait. Sans flottes, sans marine, il était ridicule de déclarer les îles Britanniques en état de blocus, tandis que les flottes anglaises bloquaient de fait tous les ports français! »

Bourrienne a cent fois raison. Mais ce n'était pas en 1829, à la fin de la Restauration, qu'il fallait combattre l'aberration despotique de Napoléon, c'est au moment même où elle produisait ses « funestes résultats. » Or, de 1807 à 1810, le ministre de France à Hambourg fit plus que de déférer en bon fonctionnaire aux ordres qu'il recevait du département des Relations extérieures¹, il alla jusqu'à suggérer des mesures bien entendues pour renforcer la surveillance douanière et assurer l'application du système continental.

Ainsi, le ministre lui annonce, le 16 octobre 1807, qu'aucun navire, même français, ne pourra entrer dans l'Elbe, chargé de marchandises coloniales ou similaires des produits anglais, sans être séquestré. Le 27, Bourrienne rend compte des mesures prises en exécution de l'ordre du 16. Le commandant de la marine va établir des stations navales sur le fleuve et interdire la sortie, même pour les bateaux pêcheurs. L'ordre a été transmis au consul à Brême, mais il est d'une exécution difficile, puisqu'il n'y a point de douaniers. *Il faudrait, propose Bourrienne, tendre une ligne de trente à quarante préposés de Brême à l'embouchure du Weser.* Encore la fraude passera-t-elle par l'Ems, la Jahde et la Trave. Aussi, les 3 et 18 novembre, lui est-il répondu de Paris que l'application des mesures ordonnées s'étend à toutes les rivières et par conséquent à la Trave. De plus, un décret du 13 novembre 1807² vint donner satisfaction au vœu de Bourrienne en augmentant de soixante hommes l'effectif des douaniers.

L'année suivante, Bourrienne rend compte³ de la fraude par cabotage qui se fait par les canaux du duché d'Oldenburg, de manière à éviter l'embouchure bien gardée du Weser, et signale la nécessité d'établir un poste de douane à la Wilhelmsburg, près d'Oldenburg, où les navires qui se livrent à cette fraude sont

1. Archives des Affaires étrangères.

2. Arch. nat., AF IV, 1951.

3. Rapport du 8 mai 1808. (Archives des Affaires étrangères.)

obligés de passer. A la suite de la capture par la flotte danoise, — le Danemark étant allié de Napoléon depuis le traité de 1807, — dans la Jahde, sur la rive appartenant au duc d'Oldenburg, de cinq bâtiments hollandais chargés de sucre, indigo et cochenille, importés avec certificats d'origine délivrés en Hollande, bien qu'ils vinssent, en réalité, de l'île d'Heligoland, conquise en 1807 par les Anglais sur les Danois, le ministre des Finances proposa à l'Empereur un décret¹ qui étendait à l'embouchure de la Jahde les mesures prescrites par les décrets des 6 août et 13 novembre 1807. Un détachement de préposés de la direction de Hambourg fut placé à Eckwarden, sur la rive droite de la Jahde, avec une patache destinée à croiser dans ce fleuve, à visiter tous les bâtiments qui se présentaient pour le remonter et à exercer sa surveillance sur les deux rives... Bourrienne ne peut-il être réputé l'instigateur de cette mesure?

Mais voici plus fort encore : dans ses *Mémoires*², Bourrienne fait un grief à Davout d'avoir établi des postes de douane en pleine paix dans le Mecklembourg. Or, lui-même exposait à son ministre, dès le 23 novembre 1807³, l'avantage qu'il y aurait à faire appliquer par le corps d'armée de Molitor, dans les ports mecklembourgeois de Rostock et de Wismar, les décrets du Blocus continental sur les denrées coloniales d'origine anglaise.

Il faut donc supposer que Bourrienne, en fonctionnaire zélé et en plat courtisan, avait deux opinions simultanées, l'une adéquate aux instructions qu'il recevait de ses supérieurs et qu'il appliquait avec une perspicacité professionnelle remarquable, l'autre pour son privé, diamétralement opposée et condamnant hautement, en son for intérieur, les actes auxquels l'obligeait sa fonction. Ce dédoublement se produit parfois chez les fonctionnaires et les magistrats capables de penser et de réfléchir.

Bien loin d'avoir favorisé la fraude, Bourrienne aurait, d'après Savary⁴, contribué à l'enrayer en proposant un droit élevé sur les denrées coloniales du Holstein qui pénétraient en contrebande. Nous avons vu qu'il se vantait, dans ses *Mémoires*⁵, d'être l'inspirateur du décret du 4 octobre 1810. Mais il n'en est pas

1. Décret du 18 août 1808. (Arch. nat., AF iv, 1844.)

2. Tome IX, p. 45.

3. Archives des Affaires étrangères.

4. Lettre précitée de Savary à d'Aubignosc.

5. Tome VIII, p. 265.

moins vrai qu'il avait apposé sur des certificats délivrés par le Sénat de Hambourg pour des marchandises expédiées dans l'intérieur de l'Allemagne, avec attribution d'une fausse origine, des visas de complaisance, complaisance rémunérée ou non.

A-t-il sciemment favorisé la fraude, comme le supposait le rapport de police d'Ogier de la Saussaye, expliquant ainsi le voyage à Travemünde, que Bourrienne avait fait en juillet 1810? Savary fit observer à d'Aubignosc¹ que cette allégation n'était pas contrôlée. Et la correspondance officielle de Bourrienne le montre, à cette époque, sollicitant², sur l'avis du médecin, un congé pour aller à Travemünde « prendre les bains de mer. » Or, il en avait obtenu un l'année précédente, pour la même destination et sous le même prétexte : « Soigner ses rhumatismes. » Si cette idée de soigner des rhumatismes aux jambes par des bains de mer paraît bizarre aujourd'hui comme médication, on ne pouvait vraiment pas trouver étrange que Bourrienne allât respirer l'air de la mer à Travemünde l'été, comme le faisaient auparavant son prédécesseur Reinhard et, quelques années après, M. de Serre³, premier président de la Cour d'appel de Hambourg, ou le comte de Puymaigre, inspecteur des Droits réunis⁴.

Aux yeux du comte de Puymaigre comme à ceux de Carl Mönckeberg, l'historiographe de Hambourg⁵, Bourrienne est un concussionnaire avéré, et c'est cette opinion qui a prévalu. Les panégyristes du maréchal Brune, *l'intrépide déprédateur*, selon l'expression de Napoléon, sont parvenus à réhabiliter sa mémoire et à lui faire élever une statue à Brives, sa ville natale⁶. Masséna, le plus décrié des maréchaux de l'Empire sous le rapport de la cupidité, n'a-t-il pas la sienne à Nice!

Moins heureux que ces gagners de batailles, malgré la défense qu'il a essayé de présenter dans ses *Mémoires*, Bourrienne est resté marqué pour la postérité de la tare de concussionnaire! Non seulement on ne lui a pas élevé une statue, mais le Conseil municipal de Sens, sa ville natale, a remplacé par l'appellation

1. Voir la lettre de Savary.

2. Archives des Affaires étrangères.

3. Correspondance de M. de Serre.

4. *Souvenirs sur la Révolution, l'Empire et la Restauration*. Paris, Plon.

5. *Geschichte der freien und Hansestadt Hamburg*. Hambourg, 1885, in-8°.

6. *Biographie du maréchal Brune*, par L. Bourgeois, 2 vol. in-8°. Paris, Rousseau, 1840.

de *Boulevard du 14 juillet* celle de *Boulevard Bourrienne*, donnée à l'une des promenades de la ville, en vertu d'une délibération du 14 mai 1814¹.

L'opinion même de son ancien condisciple de Brienne a contribué à le perdre d'honneur. « Un jour, dit Napoléon, dans le journal de Gourgaud : *Sainte-Hélène*², je le trouvai pleurant, à chaudes larmes, dans mon cabinet, et je le pressai de questions. Il finit par m'avouer qu'il avait fait une grosse perte d'argent dans une grande banqueroute. Il s'était associé avec des fournisseurs³, et il me pria de lui prêter un million. Je lui donnai sur-le-champ son congé... Cet homme a des moyens, parle bien l'allemand, est intrigant, *mais voleur*. Voleur au point de prendre un écrin de diamants sur une cheminée! 20 millions ne satisferaient point son désir de voler. Quand je lui dictais des ordres où je parlais de millions, sa figure changeait, il jouissait. »

« C'est malheureux, car il m'était utile; il avait une jolie main, était patriote et n'aimait pas les Bourbons, *mais il était trop voleur*⁴! Il était devenu trop important, donnait des soirées, jouait au premier ministre... J'ai peut-être mal fait, ajoutait-il après réflexion, de ne pas donner à Bourrienne la croix qu'il désirait tant⁵; il pouvait se faire proposer par un ministre, et il m'était facile de la lui octroyer comme à tant d'autres! » Napoléon, en parlant de la sorte, oubliait que M. de Champagny, ministre des Relations extérieures, lui avait soumis, en juillet 1809, la demande de Bourrienne tendant à obtenir la croix⁶. La meilleure preuve du mépris qu'il éprouvait pour son ancien secrétaire, c'est que, malgré l'ardent désir qu'avait Bourrienne d'avoir la croix et nonobstant la proposition faite par Champagny, il ne l'avait pas décoré.

Cependant, à cette époque, les concussions de généraux et de fonctionnaires n'étaient pas rares. Il suffit d'ouvrir les *Mémoires*

1. Renseignement obligeamment donné par M. Doré, archiviste du département de l'Yonne, et par M. Morin de Champrousse, bibliothécaire de la ville de Sens.

2. *Sainte-Hélène*, 2 vol. in-8°. Paris, Flammarion, 1899.

3. Allusion à la faillite Coulon, déjà citée.

4. Une conversation analogue a été rapportée, en des termes un peu différents, dans le *Mémorial de Sainte-Hélène*, par Las Cases.

5. La note de police du 1^{er} octobre 1810 (Arch. nat., F 7, 6588) le dit très affecté de n'avoir pas la décoration. Voir aussi plus haut, t. LXXXIV, p. 251.

6. Archives des Affaires étrangères, Hambourg, 1809.

de Thiébault et la *Correspondance* de Napoléon pour avoir des exemples de spéculations, immorales selon les idées actuelles, auxquelles il était admis alors qu'un gouverneur, un général en chef pouvaient se livrer sans être déshonorés. L'Empereur les réprimait autant qu'il le pouvait, mais il feignait parfois de les ignorer pour n'avoir pas à les punir. Ce n'est donc pas seulement à des gabegies de cette nature qu'il faisait allusion lorsqu'il invitait Davout « à tirer au clair toutes les friponneries de ce misérable¹, » et sa lettre du 25 décembre 1811 à Maret donnerait plutôt la véritable explication : il lui adresse « des pièces fort compromettantes sur le sieur Bourrienne, qui aurait des intrigues à Londres, et lui prescrit de lui faire un rapport et de garder pour lui ces pièces, car cela demande le plus grand secret. » Dans ses *Mémoires*², Bourrienne donne de cette expression : *intrigues à Londres*, l'explication suivante : il aurait eu à Hambourg accidentellement des relations avec le général Van Diessen, qui aurait connu Louis XVIII à Mittau. Ce général lui aurait demandé un texte de proclamation en cas de restauration monarchique, et Bourrienne aurait eu la complaisance de rédiger un brouillon qui aurait été montré à Louis XVIII, à Hartwell. Il dut y avoir, de la part de Bourrienne, plus qu'un acte de complaisance isolé, car, en juillet 1812, le Directeur de la Police³ jugea louches les agissements de l'ancien ministre de France, pendant un séjour que ce dernier était venu faire à Hambourg : « M. de Bourrienne, écrivait-il à Savary, se perd dans ce pays-ci. Les faits s'accroissent. Sa conduite tend à diminuer la confiance dans le gouvernement. Le public ne sait comment l'expliquer et les autorités en murmurent... »

Bien que rappelé à Paris en disgrâce, Bourrienne était retourné à Hambourg en 1811 et en 1812, la première fois pour aller chercher sa famille, la seconde pour une contestation qu'il avait avec un sieur de Hammerstein, sujet mecklembourgeois. Ce dernier avait emprunté 30,000 écus à Bourrienne et lui aurait offert, en garantie de sa créance, hypothèque sur deux propriétés situées en territoire annexé. De plus, il lui aurait vendu, en octobre 1810, au prix de 200,000 thaler, trois terres et une ferme appartenant à sa femme et situées en Mecklembourg ; en outre, il

1. *Correspondance* de Napoléon.

2. Tome X, p. 313.

3. Arch. nat., F7, 3060.

se serait rendu pour trente ans fermier des biens provenant de celle-ci. Dans le premier différend, bien que Bourrienne eût payé 30,000 écus, Hammerstein n'en avait reçu que 26,000; la différence, 4,000 écus, avait été empochée comme commission par le juif Gumprecht. Les 200,000 thaler, prix d'achat de la propriété de Hammerstein, auraient été réduits à 174,000 par un prélèvement analogue de 26,000 thaler au profit du même intermédiaire. Je n'entrerai pas dans le détail de la contestation pour la solution de laquelle d'Aubignosc avait été choisi comme conciliateur. Bourrienne refusait de payer deux fois. Hammerstein offrait une transaction dont Bourrienne ne voulait pas et repoussait l'arrangement que lui offrait son adversaire¹. Qu'advint-il de ces chicanes? Quelque procès probablement.

Il est probable que, par les rapports de d'Aubignosc ou autrement, Napoléon eut à ce moment de mauvais renseignements, car, le 11 août 1812, de Witepsk², il envoya au gouverneur de Hambourg l'ordre de renvoyer Bourrienne en France *dans les vingt-quatre heures*. Cette fois, c'était bien la disgrâce définitive. Rentré en France, Bourrienne continua d'entretenir des rapports avec Hambourg au point que, saisi d'une plainte par Davout, l'Empereur dut lui interdire de persister dans ses intrigues.

* * *

Quelle que fût l'origine de la fortune de Bourrienne, et lors même qu'elle aurait été exagérée, cette fortune était suspecte. Il raconte dans ses *Mémoires*³ que, lorsqu'il alla voir son ministre, Champagny, de la part de l'Empereur, lui aurait demandé de fournir à l'État 6 millions pour les constructions du ministère des Affaires étrangères. La réponse, dit-il, fut brève et catégorique : « Dites-lui qu'il aille se faire f...! » Cette réplique grossière, rapportée par Duroc, aurait calmé l'Empereur. A quoi le prince d'Eckmühl fils se récrie, dans sa réponse aux *Mémoires* de Bourrienne⁴, sur l'invraisemblance d'un pareil propos tenu par un serviteur et rapporté au maître par un confident de Napoléon.

Cette défiance paraît fort raisonnable, et, cependant, la lettre du 1^{er} janvier 1811, au maréchal Davout⁵, contient ce passage

1. Rapport de police de d'Aubignosc. Arch. nat., F 7, 3061.

2. *Correspondance* de Napoléon.

3. *Mémoires*, t. VIII, p. 333.

4. Ouvrage cité : *Bourrienne et ses erreurs*, etc.

5. *Correspondance* de Napoléon.

significatif : « Mon intention est d'obliger tous les individus qui auraient reçu des sommes sans mon consentement à *les restituer et d'employer cet argent à des travaux publics.* » Tel Louis XIV faisant rendre gorge aux traitants !

Cette intention est encore plus clairement exprimée, tout au moins en ce qui concerne les agents du ministère des Affaires étrangères, dans la lettre du même jour au duc de Cadore. Après avoir parlé des malversations de Clairambault, consul de France à Königsberg¹, Napoléon prescrit à Champagny de lui faire verser tout l'argent qu'il aurait touché indument, soit 1,500,000 thaler environ, à la caisse des Relations extérieures. « *Mon intention est que les 2 millions du sieur Bourrienne soient employés de la même manière. Faites-moi faire un état des permis qu'il a délivrés, afin qu'on ait des pièces qui le condamnent administrativement à payer cette somme.* »

Dans sa lettre du 13 juin à Maret, successeur de Champagny, il le charge de demander le compte du produit des certificats de marchandises délivrés par le sieur Bourrienne à Hambourg. Quel est le droit qu'il a perçu et quel en a été le produit ? « Ses papiers, maintenant, doivent être arrivés. *Mon intention est qu'il compte de clerc à maître et que 75 % des droits qu'il a perçus soient versés dans la caisse des Relations extérieures, pour servir à achever l'hôtel du ministère.* »

Toutefois, les lenteurs de l'enquête de police, la difficulté d'arriver à connaître exactement la vérité firent que cette intention ne reçut pas son exécution. La décision de l'Empereur resta suspendue comme une menace sur la tête de Bourrienne. Le 30 juin 1813², il enjoint à Savary d'interdire à Bourrienne de correspondre avec Hambourg. La première fois qu'il s'occupera de Hambourg, « *il y aura lieu de le faire arrêter et de le forcer à restituer ce qu'il a volé en cette ville.* »

Grâce à la chute de l'Empereur et aux titres qu'avait Bourrienne aux bontés de Louis XVIII, il lui fut fait remise par le Gouvernement provisoire de l'amende envers le Trésor qui lui avait été imposée³. Le fait est mentionné dans toutes

1. Lettre du 1^{er} janvier 1811 (Recueil Lecestre).

2. Recueil Lecestre, t. II.

3. « Je sus, » écrit le duc de Gaëte, « que l'Empereur avait décidé qu'il contribuerait à la construction du nouvel hôtel des Affaires étrangères pour une somme dont j'ai oublié la quotité. » Ouvr. cité. Le chiffre de cette amende indiqué par les notices biographiques est de un million.

les notices biographiques sur Bourrienne, mais je n'ai pu avoir d'éclaircissements sur ce point capital, les archives du ministère des Finances ayant été brûlées en 1871, pas plus que je n'ai pu trouver le rapport du directeur général des Douanes adressé au ministre sur les concussions de Bourrienne à Hambourg.

Le duc de Gaëte fait observer que, si l'affaire avait été traitée par la voie légale, elle aurait eu des conséquences plus fâcheuses, et que, dès lors, Bourrienne fut mal inspiré de la rappeler dans ses *Mémoires*. « Les événements qui ont amené la chute du gouvernement impérial avaient fait perdre cette affaire de vue et la Restauration avait accueilli Bourrienne comme une victime du despotisme. Que pouvait-il désirer de mieux? »

En effet, Bourrienne avait obtenu diverses faveurs du gouvernement royal. Outre des remerciements personnels de Louis XVIII pour les services qu'il lui avait rendus à Hambourg, il eut, en 1814, l'offre de la légation de Suisse¹ avec le grand cordon de la Légion d'honneur, la Direction générale des postes; en 1815, la Préfecture de police. Dans l'intervalle², Bourrienne remplit à Hambourg une mission diplomatique secrète³ et qui devait avoir pour but la recherche de papiers compromettants ou quelque autre mandat du même genre, car les quelques lettres qu'il envoya de Hambourg, pendant ce séjour, au ministère des Affaires étrangères, n'ont pas de caractère officiel et restent fort discrètes sur l'objet de ses démarches. Revenu au pouvoir, Napoléon fit perquisitionner, le 29 mars, au domicile abandonné de son ancien secrétaire, « mettre les scellés chez lui et inventorier jusqu'aux lits des enfants. » *Il ne trouvera rien!* écrivait Bourrienne un mois après à Talleyrand³. Ses précautions étaient bien prises pour dépister les recherches des policiers de Fouché et les investigations des historiens.

Georges SERVIÈRES.

1. Il l'affirme, du moins, dans ses *Mémoires*.

2. *Mémoires*, t. X, p. 305. En septembre 1814, le roi, écrit-il, l'avait nommé son chargé d'affaires à Hambourg. Il cite une lettre de Talleyrand lui annonçant en termes flatteurs sa nomination.

3. Archives des Affaires étrangères. — *Mémoires*, t. X.

MÉLANGES ET DOCUMENTS

UNE AUBAINE A LYON SOUS HENRI II.

Le manuscrit 296 du fonds Coste à la bibliothèque de Lyon contient un petit dossier assez curieux¹, bien qu'il ne soit composé que de neuf pièces ou analyses de pièces; on y trouve brièvement résumée l'histoire d'une soi-disant succession tombée en aubaine à Lyon sous Henri II, et, à propos de cette aubaine, la biographie d'un personnage étrange répondant aux noms variés d'Aurelio Chitraca, de Noël Baldoyer et de Valerio Throni, qui fit pendant plusieurs années de l'espionnage pour le compte de la diplomatie française en Suisse et dans la Haute-Italie. Cette histoire et cette biographie méritent peut-être d'être contées.

I.

L'abbaye royale de Saint-Pierre-les-Nonnains, à Lyon, était au milieu du xvi^e siècle dans une situation difficile². Depuis près de cinquante ans, les troubles les plus graves s'y étaient succédé. La vie désordonnée des religieuses avait amené dans les premières années du siècle une tentative de réforme. Mais une partie de la maison s'était révoltée: il y avait eu, durant plusieurs années, des scènes scandaleuses, des conflits aigus avec l'archevêque et le grand prieur de Cluny, des excommunications, des exécutions, des expulsions³. Le calme n'avait été rétabli qu'avec peine et imparfaitement.

1. Il ne paraît pas être resté de trace des faits qui vont être exposés dans le fonds de Saint-Pierre ni dans le fonds de la Sénéchaussée, aux archives départementales du Rhône.

2. Les détails qui suivent sur l'abbaye de Saint-Pierre dans la première moitié du xvi^e siècle sont empruntés à l'intéressante compilation manuscrite de Berger de Moydieu, *Tableau historique de la royale abbaye de Saint-Pierre* (Bibl. de Lyon, ms. Coste, n° 2764). Elle est très supérieure à celle de Marie Bugnet, *Histoire de la fondation, progrès et augmentation du royal monastère de Saint-Pierre de Lyon* (Bibl. de Lyon, ms. n° 1718).

3. Berger de Moydieu, II, 3-113.

L'abbaye resta le théâtre de faits singuliers qui troublaient les imaginations : des follets, sous la figure de gros dogues noirs, traînaient de lourdes chaînes dans les couloirs et circulaient à grand tapage de la cave au grenier pour épouvanter et tourmenter les nonnes¹. Une des religieuses révoltées au temps de la réforme du monastère, Alice de Theizé, de son vivant « fille charmante, mais peu canonique, » morte en exil, revenait réclamer bruyamment sa sépulture et sa réconciliation ; ce n'était partout que bruits violents et mystérieux². Des conflits déplorables éclataient jusque dans l'église : peu après 1521, il y eut rixe entre particuliers ; on tira l'épée, et, durant quelques jours, l'église fut interdite³. Un cas de possession se produisit⁴. A plusieurs reprises, les dames de Saint-Pierre se disputèrent avec âpreté les prieurés dépendants de l'abbaye ; on vit Claude de Dizimieu se maintenir par la force au prieuré d'Avandon. Des religieuses vagabondes, qui avaient rompu avec Saint-Pierre, prétendirent garder le prieuré de Chambalud et celui de Saint-Priest⁵. Tous ces incidents entravaient le relèvement du monastère. Et, cependant, les abbesses réformatrices, Antoinette d'Armagnac, Jeanne de Thouzelles, s'efforçaient de faire des économies, rachetaient des domaines aliénés comme celui de la Guillotière, réclamaient un trésor perdu, faisaient commencer des travaux nécessaires de restauration au réfectoire, à l'infirmerie et aux cloîtres⁶. Or, pour poursuivre tant de choses utiles en un temps encore si agité, il fallait de hautes et généreuses protections. Heureusement, le roi était là.

L'abbaye de Saint-Pierre de Lyon était abbaye royale, très chère depuis longtemps aux souverains et aux princes du royaume. Les rois s'étaient plu à étendre et à confirmer ses privilèges, Charles VI le 20 décembre 1397 et le 6 décembre 1406, Charles VII le 4^{er} février 1443, Louis XII les 6 et 14 juillet 1498 et le 20 mars 1499, François 1^{er} le 19 mai 1513, le 12 juillet 1516, le 20 janvier 1518, Henri II en septembre 1548⁷. Saint-Pierre avait encore reçu, depuis le commencement du xvi^e siècle, des témoignages plus personnels d'intérêt de la part des rois et des reines : Anne de Bretagne en

1. Berger de Moydieu, II, 110, 134.

2. Montalambert, *La Merveilleuse histoire de l'Esprit qui depuis naguères s'est apparu aux religieuses de Saint-Pierre de Lyon*, 1528, réédité en fac-similé par la Société des bibliophiles lyonnais, 1887.

3. Berger de Moydieu, II, 120.

4. Berger de Moydieu, II, 135.

5. Berger de Moydieu, II, 138-146.

6. Berger de Moydieu, II, 130, 138.

7. Bibl. de Lyon, ms. Coste, n° 296, pièces n° 1, 3, 4, 8, 9, 10.

1503¹, Louise de Savoie en 1515² s'étaient occupées, avec un zèle extrême, de la réforme. La reine Claude de France, avec la duchesse de Bourbon et le cardinal de Guise, avait assisté, le 21 avril 1516, à une importante et délicate cérémonie pour l'entrée à Saint-Pierre de religieuses réformatrices³. A son passage à Lyon, en 1533, François I^{er} lui-même s'était informé de l'état de l'abbaye avec beaucoup de sollicitude⁴. Mais une occasion toute particulière de profiter de la faveur royale se présenta sous Henri II. A l'abbaye, se trouvait Françoise de Clermont⁵, deuxième fille d'Anne de Poytiers, sœur cadette de Diane de Poytiers, la toute-puissante maîtresse du roi⁶. Déjà, en 1518, durant son séjour à Lyon, Henri II témoigna une vive bienveillance aux dames de Saint-Pierre⁷. Peut-être la faveur royale fut-elle escomptée, quand Françoise de Clermont fut élevée à la dignité d'abbesse par quarante-deux voix en 1531⁸.

Si ce calcul fut fait, il ne fut pas trompé. Henri II lui-même rendit visite à l'abbesse dans son monastère; il l'appelait « ma cousine⁹. » Surtout, il lui marqua une grande générosité. Or, parmi les dons du roi les plus importants se trouvèrent plusieurs aubaines ou successions d'étrangers morts en France sans héritiers légaux, entre autres celles de deux italiens, Nicolas Caffleri et Valerio Throni¹⁰. La dernière de ces successions devait être la source de toute sorte de difficultés et amener de curieuses révélations.

1. Berger de Moydieu, II, 18, 22.

2. Louise de Savoie s'occupa de Saint-Pierre durant son séjour à Lyon, 15 novembre-15 décembre 1515. Il n'est pas question des affaires de l'abbaye dans la première partie du travail de M. Beau, *Louise de Savoie et Claude de France à Lyon* (*Revue d'histoire de Lyon*, t. I, 1902, p. 456-461); la réforme de Saint-Pierre sera étudiée dans la seconde partie, consacrée à l'année 1516. Voir Berger de Moydieu, II, 70.

3. Berger de Moydieu, II, 87. Philippe de Luxembourg, cardinal du Mans, était également présent. La régente, Louise de Savoie, qui se trouvait aussi à Lyon, vint le 25 avril à l'abbaye pour les affaires de la réforme.

4. Berger de Moydieu, II, 131.

5. Berger de Moydieu, II, 137. — P. Anselme, *Histoire généalogique*, II, 206; VIII, 912.

6. Le 17 janvier 1557, le roi étant à Anet, à la requête de la duchesse de Valentinois, donna à Saint-Pierre une succession vacante à Lyon (Bibl. de Lyon, ms. Coste, n° 276, pièce n° 41).

7. Berger de Moydieu, II, 149.

8. M.-C. Guigue, *Obituaire de Saint-Pierre de Lyon*, p. XL.

9. Berger de Moydieu, II, 139.

10. Berger de Moydieu, II, 139. Cet auteur cite, de plus, l'aubaine d'un Anglais, ... Praves. Une pièce signalée plus haut, et datée du 17 janvier 1557, donne encore à Saint-Pierre l'aubaine de Pierre Viard, dit Breton, natif de Genève (Bibl. de Lyon, ms. Coste, n° 296, pièce n° 41).

II.

Dans les deux premiers mois de l'année 1553, le bruit se répandit à Lyon qu'un gentilhomme vénitien, du nom de Valerio Throni, qui avait déposé certaines sommes chez divers banquiers et bourgeois de la ville¹, puis qui s'était retiré, disait-on, au service de l'Empereur, était mort. L'autorité royale se mit aussitôt en mouvement, et, le 2 novembre de la même année, Henri II, par lettres patentes, ordonnait de procéder aux formalités d'usage pour mettre en sa main cet héritage en vertu du droit royal d'aubaine². Au reçu de ces lettres, la sénéchaussée de Lyon ajourna devant elle les héritiers et prétendant droit à la succession de Valerio Throni. Aucun héritier ne se présenta, et le défaut fut régulièrement constaté. Seuls les banquiers et bourgeois de Lyon, dépositaires de l'argent de Valerio Throni, à savoir Jean-Eustache Scarron, Barthélemy³ de Louat⁴, François de Beaulnard, Simon Court et Jacques Cécillon⁵, se portèrent créanciers et prétendirent garder les sommes qui leur avaient été confiées. Mais Jean Tignat, docteur en droit, conseiller du roi, maître des requêtes ordinaire de la reine, lieutenant général civil et criminel en la sénéchaussée de Lyon, jugea « que les biens de Valerio Throny sont acquis et confisqués audit roi et mis en la garde de M. Jean de Capella, seigneur de Vénicieu, banquier et bourgeois de Lyon⁶. » Ce fut l'abbaye de Saint-Pierre que Henri II gratifia de cette aubaine. La sentence de la sénéchaussée avait été rendue le 4^{er} février 1554; avant la fin de ce mois, les biens meubles et immeubles de feu Valerio Throni étaient octroyés aux dames de Saint-Pierre, « à ce qu'elles ayent meilleur moyen de faire besogner ez réparations qui sont nécessaires de faire en la dite église, qui s'en va en ruine et décadence⁷. »

1. Sur la nature des dépôts faits chez les banquiers de Lyon et le dépôt de Lyon en particulier, voir M. Vigne, *La Banque à Lyon du XV^e au XVIII^e siècle*, p. 170.

2. Pièce justif. n° II.

3. Les Scarron étaient d'origine piémontaise. Cf. Ménestrier, *Histoire consulaire de Lyon*, p. 393; — M. Vigne, *La Banque à Lyon du XV^e au XVIII^e siècle*, p. 90.

4. Ou plutôt de Louan. On trouve encore au XVI^e siècle un banquier du nom d'Antoine de Louan (M. Vigne, *La Banque à Lyon du XV^e au XVIII^e siècle*, p. 106).

5. Pièce justif. n° II.

6. Pièce justif. n° II.

7. Pièce justif. n° I.

La donation était faite en bonne et due forme. Et, cependant, les dames de Saint-Pierre eurent quelque mal à en assurer l'exécution. Ce fut d'abord leur faute : le don royal était de février 1554. Dans l'an et jour qui suivirent, c'est-à-dire jusqu'en février 1555, elles négligèrent de faire entériner les lettres patentes à la Chambre des Comptes. La donation devenait sans effet. Il fallut recourir de nouveau à l'intervention royale; enfin, le 30 septembre, sept mois après l'expiration du délai, Henri II accorda à l'abbaye des lettres ordonnant l'entérinement des premières, « nonobstant la surannation¹. »

Ce premier incident était banal. Mais voici de plus graves obstacles. La Chambre des Comptes fit à son tour de très sérieuses difficultés qui durèrent tout l'hiver. Les lettres du roi furent déclarées non recevables; la cour fit observer, en effet, qu'en vertu d'un édit solennel de mars 1553², « semblables deniers devoient être convertis en rachat des rentes des villes³. » Henri II tenait à faire plaisir aux dames de Saint-Pierre : le 8 avril 1556, il adressa une lettre de jussion à la Chambre des Comptes pour l'obliger à faire l'entérinement refusé; il ripostait à ses gens des Comptes que le prétexte invoqué par eux était « vain pour Lyon, sur lequel il n'y avait aucunes rentes constituées⁴. » Évidemment, la Chambre des Comptes y mettait de la mauvaise volonté; avant la fin de juin, elle n'avait encore rien fait, et le roi dut, le 27 juin 1556, lui envoyer une seconde lettre de jussion⁵. Dans cette lettre, Henri II se proclamait « le vrai protecteur et défenseur » des religieuses de Saint-Pierre; il reconnaissait que leur nécessité était si grande, que « s'il ne leur avait fait ledit don, il faudroit qu'il prit de l'argent en ses épargnes de ses plus clairs deniers, pour les secourir en leur pauvreté⁶; » au reste, la mort de Valerio Throni et la connaissance qu'on en avait eue étaient antérieures à l'édit de mars 1553, qui réservait les profits du droit d'aubaine au rachat des rentes; seule la sentence de la sénéchaussée, rendue le 4^{er} février 1554, sentence qui n'avait pas créé l'aubaine, mais l'avait seulement enregistrée, était d'une date postérieure à l'édit. Cette fois, la Chambre des Comptes dut en prendre son parti; elle manda, le 15 juillet, au sénéchal de Lyon, de s'informer du jour de la mort de Valerio Throni, de la valeur, situation et confins des biens qu'il possédait et d'envoyer le tout clos et scellé à

1. Pièce justif. n° III.

2. Isambert, *Anciennes lois françaises*, XIII, 324.

3. Pièce justif. n° IV.

4. Pièce justif. n° IV.

5. Pièce justif. n° VI.

6. Pièce justif. n° VI.

Paris, pour qu'elle pût procéder à l'entérinement¹. La solution semblait proche. Mais déjà, à cette date, il s'était produit à Lyon même des complications inattendues.

Valerio Throni avait reparu, sinon en personne, du moins par procureur. Dès avant le mois de mai 1556, il avait envoyé à Lyon un mandataire, porteur d'une procuration et des obligations que les banquiers lyonnais avaient souscrites pour représenter les dépôts d'argent qui leur avaient été faits². Au premier moment, la confiance qu'inspirèrent ces titres fut si forte, que le mandataire du gentilhomme vénitien ressuscité obtint, sans difficulté, mainlevée de la sénéchaussée. L'aubaine des dames de Saint-Pierre leur échappait. Mais telle semblait être l'évidence, qu'elles-mêmes s'inclinèrent devant les réclamations de Valerio Throni et la sentence de la sénéchaussée. Bientôt, cependant, des renseignements singuliers leur parvinrent : Valerio Throni était bien mort ; celui qui avait réclamé en son nom n'était qu'un imposteur, auquel on donnait un titre bizarre, Aurelio Chitraca, « prédicant de Damas en Grèce, » un simple compagnon de Valerio Throni. Fortes de ces renseignements, elles ont vivement protesté contre le tort qui leur était fait et porté appel contre la sentence de mainlevée, si légèrement prononcée par la sénéchaussée ; elles ont enfin requis lettres d'attache de la sénéchaussée pour le don que le roi leur avait fait. Le 43 mai 1556, François de Chalvet, seigneur de Féline, conseiller du roi, trésorier de France et général de ses finances en la charge et généralité de Lyon, fit droit à leurs requêtes et consentit à l'entérinement et accomplissement des lettres patentes de don royal³.

Deux années pleines passèrent. Il ne paraît pas que les dames de Saint-Pierre aient encore pu, dans cet intervalle, entrer en possession de leur aubaine. Un nouvel incident se produisit ; il nous est révélé par une lettre de Henri II, datée de Villers-Cotterets le 43 mars 1559⁴. Un personnage, dont il n'a pas encore été question, intervient tout à coup dans l'affaire : c'est Louis de Fretel, chevalier, baron de Flaix. Il connaissait le gentilhomme vénitien de longue date et n'avait pas eu à s'en louer. Lors de leur rencontre, Valerio Throni s'appelait Noël Baldoyer. Très insinuant, Baldoyer avait obtenu que le baron lui confiât l'administration de ses biens. Mais il se montra tout à fait indélicat, il s'appropriâ une contre-lettre de 2,300 écus et

1. Pièce justif. n° VII.

2. Pièce justif. n° V.

3. Pièce justif. n° V.

4. Pièce justif. n° VIII.

une somme de 3,000 écus provenant de ventes de terres faites par son maltre; puis il s'enfuit à Lyon, où il déposa des valeurs chez divers banquiers, sous le nom de Valerio Throni, toujours gentil-homme vénitien. Puis un beau jour, craignant d'être découvert, il était passé en Suisse et s'était établi dans les Grisons sous le nom d'Aurelio Chitraca. Le baron de Flaix avait fait d'inutiles démarches, même auprès de l'ambassadeur du roi aux Lignes Grises, pour obtenir restitution. Ayant appris le bruit de la mort de Valerio Throni et le don de la succession à l'abbaye de Saint-Pierre, il s'est adressé au roi et a fait valoir ses droits. Alors Henri II ordonne au sénéchal de Lyon d'ouvrir une enquête sur ces faits, et, s'il y a lieu, de faire délivrance au baron des sommes qui lui appartiennent, nonobstant le don fait aux religieuses¹.

L'enquête devait donc débrouiller cet étrange imbroglio et faire la lumière à la fois sur Baldoyer, Throni et Chitraca.

III.

Les témoins qui déposèrent à l'enquête présentaient une grande variété. Tous, évidemment, avaient été en rapports avec l'aventurier, mais, pour la plupart, nous ne savons ni pourquoi ni comment. En tête est l'évêque de Noyon, Jean de Hangest, personnage fort instruit, mais aussi fort bohème, surtout très dépensier, qui eut maille à partir avec ses créanciers à Rome, s'enfuit en Allemagne, puis revint en France, où son cas souleva toute sorte de difficultés². Puis viennent Annibal de Salazar, sire d'Asnois, frère de l'ambassadeur de France aux Lignes Grises, chargé lui-même, en juillet 1555, d'une mission extraordinaire³, — un archer de la compagnie de l'amiral de France, Pompée Rollandi, d'origine évidemment italienne, — Pierre Berger, avocat au Parlement de Paris, — enfin le contrôleur « de la maison de la douairière de Nevers, » Pierre Bonnet⁴. Grâce à un résumé de cette enquête⁵, on peut reconstituer en partie l'étrange biographie du pseudo-vénitien.

1. Pièce justif. n° VIII.

2. *Gallia christiana*, IX, 1022.

3. Rott, *Histoire de la représentation diplomatique de la France auprès des cantons suisses*, t. I, p. 439.

4. La duchesse de Nevers était Marguerite de Bourbon-Vendôme. Le contrôleur de sa maison, P. Bonnet, avait sans doute été au service de son frère, le cardinal de Bourbon, qui voulut s'attacher Chitraca-Baldoyer, comme on le verra plus loin.

5. Pièce justif. n° IX.

Chitraca, car il semble que ce fut là son premier et son véritable nom, était né en Orient, à Damas. C'était sans doute quelque levantin de nationalité plutôt indécise. Il est probable qu'il quitta de bonne heure l'Orient pour Venise. Il exerça tout d'abord deux métiers fort différents : il fut moine cordelier, puis ministre luthérien. Au témoignage du baron de Flaix, qui l'eut à son service, il était adroit, instruit, habile dans toute sorte d'affaires; il avait un mérite alors très apprécié des honnêtes gens : il savait fort bien les langues anciennes. Comment passa-t-il en France, après quelles aventures, nous ne le savons pas au juste. Mais il est à croire qu'il vint dans la suite de quelque ambassadeur ou grand personnage italien, et que c'est ainsi qu'il put se faire d'utiles relations. Il trouva deux protecteurs particulièrement confiants à son égard, Louis de Fretel, baron de Flaix, puis Louis de Salazar, sire d'Asnois.

Quand il rencontra Louis de Fretel, Chitraca se faisait appeler Natalis ou Noël Baldoyer, gentilhomme vénitien; Baldoyer était sans doute la forme francisée du nom vénitien Badoer. Les Badoeri compaient parmi les plus anciennes et les plus illustres familles de Venise¹. Désormais, Chitraca, s'il changea de nom, se présenta toujours comme gentilhomme vénitien. L'homme auquel il s'attacha, Louis de Fretel, était un de ces nombreux seigneurs de moyenne ou de petite noblesse, qui, en ce temps, s'en allèrent courir aventure sur l'océan Atlantique, soit du côté du Canada, soit du côté du Brésil². C'était l'époque de Jacques Cartier et de Jean Ango. Fretel avait d'importants domaines : la terre de Flaix-en-Brie, à quatre lieues de Provins, dont il tirait son titre de baron et sur laquelle il avait un beau château entouré de murailles et de fossés, puis la terre de Gerponville, dans le pays de Caux, non loin de Valmont, celle de Missy-sur-Yonne, près de Montereau, et d'autres encore. Ses longues absences pour le service de mer l'empêchaient d'administrer lui-même ses biens. Chitraca-Baldoyer capta si bien la confiance du baron qu'il lui devint indispensable; Fretel lui abandonna la gestion de ses intérêts et l'installa chez lui. En 1544, avant sans doute de s'embarquer à Saint-Malo, le baron voulut désintéresser ses créanciers; à Rennes, il passa procuration à son intendant pour vendre la terre de Gerponville. Un acquéreur se présenta, qui portait un nom fameux, c'était l'armateur dieppois Jean Ango acheta Gerpon-

1. Bibl. nat., ms. ital. n° 337. Cf. C. Freschot, *Pregi della nobiltà Veneta*, Venise, 1707; — Schröder, *Repertorio genealogico delle famiglie conformate nobili esistenti nelle provincie Venete*, Venise, 1830-1831, 2 vol.

2. Quelques indications générales sont dues à l'historien le mieux informé de la marine française, M. C. de la Roncière.

ville pour 48,500 livres; d'après le contrat qui en portait quittance, 2,300 écus furent versés comptant. Par la suite, Baldoyer affirma n'avoir reçu que 200 écus; le reste était représenté par une contre-lettre. Ce petit fait est resté inconnu des biographes de Jean Ango¹. Il semble indiquer que l'armateur dieppois était intéressé dans les entreprises de Fretel.

Le baron de Flaix était de retour en 1547; il avait désarmé ses vaisseaux à Saint-Malo² et à Harfleur. Comme il avait encore besoin d'argent, n'ayant probablement pas trouvé la fortune qu'il cherchait, il vendit un autre morceau de ses domaines, la terre de Flaix, qu'Antoine Roger, trésorier de France, acquit pour 21,000 livres; sur cette somme, un acompte de 3,000 écus fut aussitôt versé, et, avec un singulier aveuglement, cette somme fut confiée à Baldoyer. Le soi-disant gentilhomme vénitien ne put résister à la tentation; furtivement, il quitta son maître avec la contre-lettre et les 3,000 écus. Il emportait, de plus, divers papiers concernant « les vaisseaux que le baron, revenant du service de mer, avoit laissés aux ports de Saint-Malo et d'Harfleur, » notamment des cartes marines, le tout enfermé dans des caisses. C'est à Lyon qu'il vint d'abord s'établir avec son butin; là, il crut prudent de changer de nom. Il remplaça le nom de Badoer ou Baldoyer par celui de Valerio Throni ou Thruni. Moins illustre que celle des Badoeri, la famille des Troni était également fort ancienne et faisait bonne figure à Venise. C'est sous ce nom qu'il fit dépôt de son argent et de ses papiers chez divers banquiers de la ville, Jean-Eustache Scarron, Barthélemy de Louat, François de Beaulnard, Simon Court et Jacques Cécillon.

Mais Lyon était dans le royaume de France; l'escroc pouvait y être retrouvé, appréhendé, et, par prudence, il passa la frontière pour se réfugier en Suisse. Il se rendit à Coire, dans les Grisons. Les Liges Grises jouaient alors un rôle important dans la politique européenne³. La haute vallée du Rhin était une position stratégique de valeur capitale entre les possessions espagnoles de l'Italie du Nord, la France et l'Allemagne; là étaient quelques-uns des passages les plus fréquentés des Alpes. Charles-Quint avait fait tous ses

1. Cf. la dernière biographie d'Ango, E. Guénin, *Jean Ango et ses pilotes*, 1902, et C. de la Roncière, *L'Armateur Jean Ango et la liberté des mers*. Correspondant, 1902, 25 février, p. 718.

2. Dans le travail de Gosselin, *Documents pour servir à l'histoire de la marine normande*, on voit, en effet, un pilote d'Ango atterrir à Saint-Malo. Le rapprochement est curieux.

3. Sur ce point, voir Rott, *Histoire de la représentation diplomatique de la France auprès des cantons suisses*, t. I, a. 1450-1559.

efforts pour y établir l'influence espagnole. Pour la France, il n'y avait pas seulement un puissant intérêt politique et stratégique à maintenir l'indépendance des Lignes Grises; c'était pour nos agents un excellent poste d'observation, d'où ils pouvaient surveiller, soit le sud de l'Allemagne, soit mieux encore le Milanais. De plus, il s'y faisait d'excellents recrutements de mercenaires, exigeants, il est vrai, et mal commodes, mais d'une belle résistance dans les combats. Aussi les Grisons étaient-ils un champ de manœuvres très actives de la diplomatie; les intrigues françaises, espagnoles, pontificales s'y entrecroisaient avec une extrême ardeur et y entretenaient une perturbation presque constante; il s'y dépensait beaucoup d'argent et de nombreux aventuriers y venaient chercher fortune. Dès le temps de François I^{er}, la France entretenait un représentant ordinaire près des Lignes Grises. Depuis 1536, Jean de Castion¹, puis l'évêque de Bayonne, Jean des Moustiers du Fraisse², avaient déployé beaucoup d'habileté; l'influence française fut relevée et affermie. Cependant, la campagne de 1554 en Italie avait été funeste aux contingents Grisons au service de la France; ils avaient été décimés à Marciano sous la conduite de Pierre Strozzi, au temps de l'héroïque défense de Sienne³. La colère fut vive dans les Grisons, et il fallut payer très cher les survivants du désastre. La situation était difficile en Rhétie, quand arriva un nouvel ambassadeur, Louis de Salazar, seigneur d'Asnois, pour succéder à l'évêque de Bayonne.

Le seigneur d'Asnois était parent de Tristan de Salazar, archevêque de Sens, qui avait déjà été chargé d'importantes missions en Suisse par Louis XII en 1499⁴. Il semblait, en 1554, qu'il venait continuer une heureuse tradition de famille. En passant par Lausanne, son prédécesseur, qui rentrait en France, le mit au courant des affaires des Grisons. Arrivé à Coire, l'ambassadeur eut à régler la distribution de l'indemnité promise à ceux qui avaient fait « le voyage de Sienne. » Au mois de juillet 1554, avec le concours de son frère Annibal de Salazar⁵, il eut la bonne fortune d'obtenir la levée d'un contingent grison. Mais ces affaires diplomatiques ne suffisaient pas à l'occuper. En France, quelques années auparavant, il avait eu l'occasion de faire la connaissance de Noël Baldoyer. Il le retrouva à Coire, l'accueillit avec une grande bienveillance, l'installa même

1. Rott, *Histoire de la représentation française*, I, 348.

2. Rott, *Histoire de la représentation française*, I, 495. Cf. des Moustiers-Mérinville, *Un évêque ambassadeur au XVI^e siècle*. Limoges, 1895.

3. Monluc, *Commentaires*, éd. de Ruble, t. I, p. 454.

4. Rott, *Histoire de la représentation française*, I, 118, 121, 496.

5. Rott, *Histoire de la représentation française*, I, 516.

chez lui, en fit son lecteur ordinaire et son professeur de cosmographie. L'esprit de l'aventurier était vraiment très ouvert et très orné.

Mais les services que Baldoyer rendit à l'ambassadeur ne furent pas seulement d'ordre scientifique. D'Asnois en fit son espion ordinaire et son agent secret. Baldoyer s'en alla à plusieurs reprises dans la Valteline et dans le duché de Milan épier la conduite du lieutenant du roi d'Espagne. A plusieurs reprises encore, et sans doute pour faire connaître les résultats de son espionnage, il fut chargé de missions secrètes près du roi et du connétable Anne de Montmorency¹. Alors, il changeait souvent de nom, s'appelant, selon les besoins, tantôt Noël Baldoyer, tantôt Valerio Throni, tantôt Aurelio Chitraca.

Il aurait peut-être pu faire une plus haute fortune. Il entra en relations avec un cousin du roi, le cardinal de Bourbon. On peut se demander quel était ce cardinal de Bourbon, car il y avait alors deux cardinaux de la famille de Bourbon-Vendôme : l'un, Louis de Bourbon, d'âge mûr, — il avait cinquante-huit ans, — archevêque de Sens et évêque de Laon, c'était lui le véritable cardinal de Bourbon; l'autre Charles de Bourbon, très jeune encore, — il n'avait que trente-deux ans, — archevêque de Rouen; on l'appelait le cardinal de Vendôme; il était le frère d'Antoine de Bourbon, qui, dans le même temps, prenait possession du royaume de Navarre, héritage de sa femme Jeanne d'Albret². Ce fut le second, Charles de Bourbon, qui s'intéressa à Baldoyer. Son oncle était de nature indolente, déjà malade sans doute; il mourut quelques mois après le 44 mars 1556. Charles de Bourbon avait été à Rome pour le conclave, qui élut Paul IV le 23 mai 1555³. Au retour, durant son arrêt à Coire, il rencontra Baldoyer chez l'ambassadeur, et, comme l'avaient été le baron de Flaix et le sire d'Asnois, le jeune cardinal fut séduit. D'Asnois lui vanta sans doute l'adresse subtile de son agent. Au départ, le cardinal l'engagea à son service et l'emmena avec lui. Ce nouveau maître était d'humeur facile. Cependant, Baldoyer ne tarda pas à l'abandonner; il redoutait probablement de rentrer en France et de se retrouver face à face avec le baron de Flaix, sa victime. Toujours est-il qu'à Zurich, il prétexta sa religion pour se retirer. L'ancien cordelier était devenu excellent luthérien. Au reste, le cardinal n'en voulut pas à Baldoyer du prétexte invoqué, car il lui fit

1. Dans les correspondances conservées entre le roi, le connétable, le seigneur d'Asnois et les Lignes Grises, il n'est question ni de Baldoyer ni des missions secrètes qui lui furent confiées (Bibl. nat., mss. fr. 3114, 3143, 6617, 23192; Clair. 348).

2. P. Anselme, *Histoire généalogique*, I, 329; II, 314.

3. G. Duruy, *Le Cardinal Carlo Carafa*, p. 5.

cadeau d'une chaîne d'or qui valait cinquante écus et lui remit une indemnité pour les frais du voyage. Baldoyer revint à Coire chez l'ambassadeur.

Cependant, il commençait à être fort préoccupé de la petite fortune qu'il avait laissée à Lyon. Depuis plus de deux ans, une procédure fort inquiétante y était engagée. Baldoyer apprit en effet que le bruit de la mort de Valerio Throni y avait couru, que le roi s'était saisi par droit d'aubaine des sommes déposées chez les banquiers et en avait fait don aux dames de Saint-Pierre. Très ému, il confia ses craintes à l'ambassadeur, et le seigneur d'Asnois, qui tenait à faire plaisir à son agent, pour donner plus de poids aux réclamations, envoya à Lyon, muni de procurations et pièces nécessaires, son propre secrétaire André Dupuy. Dupuy agit avec vigueur, et, grâce au crédit de son maître, il obtint rapidement de la sénéchaussée la mainlevée de la saisie royale. Valerio Throni ressuscitait et ses droits étaient restaurés. Troublées par l'assurance de Dupuy, les religieuses de Saint-Pierre se résignèrent, jusqu'à ce que quelqu'un leur soufflât que celui dont Dupuy se disait mandataire n'était pas le vrai Valerio Throni, mais un intrigant appelé Aurelio Chitraca, compagnon ou domestique de Throni, qui prenait son nom pour s'emparer de sa succession. Baldoyer était ainsi victime de ses trop fréquents changements de nom. En effet, la dénonciation eut pour lui de fâcheuses conséquences : les dames de Saint-Pierre poursuivirent avec ardeur l'entérinement des lettres patentes qui leur avaient donné la succession de Valerio Throni. D'autre part, la première victime de l'aventurier, le baron de Flaix, eut vent de cette affaire et entra en ligne à son tour. Il envoya un émissaire à Coire. Mais l'ambassadeur couvrait son espion ; il fit prier avec instance le baron de ne pas entamer de poursuites, à cause, disait-il, « des services qu'il tiroit de cet homme. »

Malheureusement pour Baldoyer, ces services, et avec eux la protection de l'ambassadeur, prirent bientôt fin. Le seigneur d'Asnois, rappelé en France, quitta son poste au printemps de 1558¹. Ni Mathieu Goignet, qui était venu dans les Grisons au milieu de 1557, chargé d'une mission extraordinaire, ni Jacques de Cambray, qui succéda comme ambassadeur ordinaire au sire d'Asnois, ne voulurent accepter les services jugés jusqu'alors si précieux de Chitraca. L'ancien espion du seigneur d'Asnois n'eut d'autre ressource que de passer la frontière et de chercher sa vie en Italie. S'étant retiré dans les États de Venise, il n'y resta pas tranquille et y joua bientôt de malheur. Il fit, paraît-il, quelque entreprise contre la ville de Padoue,

1. Rott, *Histoire de la représentation française*, I, 498, 499.

mais échoua misérablement et fut jeté en prison¹. Cependant, le baron de Flaix n'avait pas perdu sa trace. Il lui dépêcha encore un émissaire avec une lettre où il promettait un entier pardon, si son ancien homme de confiance voulait lui remettre tout ce qu'il lui avait soustrait. Chitraca fit dans sa geôle d'utiles réflexions; il répondit au baron par un humble message et lui envoya les obligations contractées par les banquiers de Lyon, des cartes marines et d'autres papiers conservés indûment par lui; quant à la contre-lettre, elle était dans les caisses restées à Lyon.

Nous ignorons quand et comment Chitraca sortit de prison. Il retourna en Orient, passa en Chypre et y prit part à la défense de l'île contre les Turcs; il y périt probablement en 1570, à la défense de Nicosie ou à celle de Famagouste.

Chitraca avait fait restitution au baron de Flaix. Mais le baron de Flaix ne pouvait entrer en possession à cause des droits que faisaient valoir les dames de Saint-Pierre. Des lettres royales avaient cependant reconnu la priorité de ses droits, à la condition qu'ils seraient vérifiés par enquête. Mais il faut croire que cette enquête ne suffit pas à éteindre les réclamations de l'abbaye. Après de longues années d'attente, le baron de Flaix jugea plus prudent, pour terminer l'affaire, d'entrer en composition. Un accord fut enfin conclu à Paris le 15 juin 1579; le baron abandonnait à l'abbesse 4,000 l. t., qu'elle avait déjà reçues, et, de son côté, l'abbesse renonçait à toute prétention sur le reste. Ainsi finit l'histoire de Valerio Throni et de l'abbaye de l'abbaye de Saint-Pierre.

A. COVILLE.

PIÈCES JUSTIFICATIVES².

I³.

Lettres patentes de Henri II par lesquelles, voulant subvenir et aider à ses chères et bien aimées les religieuses, abbesse et couvent de Saint

1. Les recherches qu'a bien voulu faire faire le Directeur de l'*Archivio di Stato* à Venise n'ont donné aucun résultat pour l'éclaircissement de cet épisode.

2. Le ms. 296 du fonds Coste, à la bibliothèque de Lyon, où se trouvent ces documents, n'est qu'un fragment : la première pièce, à la page 1, porte en marge le n° 17. L'écriture paraît être du commencement du xix^e siècle; il est possible qu'elle soit de l'abbé Sudan. Les pièces transcrites ici occupent les fol. 10 v° à 14 v° et portent les n° 32 à 40.

3. En marge : 1553. Copies authentiques de différentes lettres sur le même sujet. N° 32.

Pierre de Lyon, à ce qu'elles ayent meilleur moyen de faire besogner ez reparations qui sont nécessaires de faire en la dite église, qui s'en va en ruine et décadence, leur cède la propriété des biens meubles et immeubles qui appartiennent à feu Valerio Throni, gentilhomme vénitien, adjugées au fisc par sentence de la sénéchaussée du 1^{er} février présent mois. Donné à Paris, au mois de février 1553, et de son règne le 7^e. Signé : HENRY, puis par le roi : CLAUSSE.

II¹.*Sentence de la sénéchaussée de Lyon.*

Jean Tignat, docteur en droit, conseiller du roi, maître des requêtes ordinaire de la reine, lieutenant général civil et criminel en la sénéchaussée de Lyon, vu les lettres patentes du roi, données à Villers-Coterets le 2 novembre dernier, aux fins de mettre en la main du roi les biens de feu Valerio Throny, gentilhomme vénitien, pour s'être retiré au service de l'Empereur et y être décédé, présentées par le procureur du roi en la sénéchaussée, l'ajournement et défaut obtenus contre les héritiers et prétendans droit sur les dits biens et contre les créanciers Jean Eustache Scaron, Barthélemy de Louat, François de Beaulnard, Simon Court, Jaques Cécillon, prononce que les biens de Valerio Throny sont acquis et confisqués au dit roi et mis en la garde de M. Jean de Capella, seigneur de Vénicieu, banquier et bourgeois de Lyon. Signé : TIGNAT. Prononcé le 1^{er} février 1553. Signé : CROPPET, greffier.

III².

Henri II, sur ce que les religieuses de S. Pierre n'avoient pas présenté dans l'an et jour à la Chambre des Comptes, pour être enterinées, les lettres patentes ci-dessus obtenues en février 1553, qui leur accordent le don de l'hoirie de Valerio Troni, gentilhomme vénitien, ordonne l'entérinement des dites lettres, nonobstant la surannation de sept mois environ. Donné à Villers-Coterets, le dernier jour de septembre 1555, et de son règne le 9^e. Par le roi : maître Pierre de SAINT-MARTIN, maître des requêtes ordinaire de son hôtel.

IV³.

Henri II donne à sa Chambre des Comptes des lettres de jussion pour entériner ses lettres patentes de don du droit d'aubaine, qui lui est échu par le décès de Valerio Troni, fait aux religieuses de S. Pierre, et les-

1. En marge : 1553, n° 32. Copie.

2. En marge : 1555, n° 32. Copie.

3. En marge : 1556, n° 33. Copie.

quelles elle avoit refusé d'entériner sur ce qu'un édit du roi portoit que semblables deniers devoient être convertis en rachapt des rentes des villes, prétexte vain pour Lyon, sur lequel il n'y avoit aucunes rentes constituées. Donné à Amboise, le 8 avril 1556, après Pâques, et de son règne le dixième. Signé : HENRY; par le roi : DE L'AUBESPINE.

V¹.*Enregistrement par la sénéchaussée.*

François de Chalvet, chevalier, seigneur de Feline, conseiller du roi, trésorier de France et général de ses finances en la charge et généralité de Lyon, vue la requête des religieuses de S. Pierre, qui dirent que le roi leur a donné les biens vacans par le décès de Valerio Throni, mais que, depuis, un nommé Aurelio Chitraca, prédicant de Damas en Grèce, compagnon de Valerio Throni, avoit envoyé procuration en cette ville avec les obligations dont il s'étoit saisi, se supposant être Valerio Throni, tellement qu'il avoit obtenu main levée de la sénéchaussée, sans appeler les dites religieuses, qui, croyant que c'étoit Valerio Throni, ne demandèrent point l'attache de la sénéchaussée pour les lettres patentes qu'elles avoient obtenues, mais que, depuis, ayant connu la fausseté de Chitraca et la mort de Valerio Throni, elles se sont portées appellantes de la sentence de main levée et requièrent les lettres d'attache du don du roi, à ces causes consent l'entérinement et accomplissement des dites lettres patentes. Donné à Lyon, le 13 mai 1556. Signé : DE CHALVET.

VI².

Henri II donne de secondes lettres de jussion à la Chambre des Comptes, qui différoient d'entériner les lettres patentes de 1553 données en faveur des religieuses de S. Pierre; il veut qu'elles jouissent de la grâce qu'il leur a faite, comme à pauvres religieuses, pour la réparation et construction de leur abbaye et dortoir, et desquelles il est le vrai protecteur et défenseur, de sorte que, s'il ne leur avoit fait ledit don, il faudroit qu'il prit de l'argent en ses épargnes, de ses plus clairs deniers, pour les secourir en leur pauvreté; il leur enjoint que toutes difficultés cessantes et considéré la qualité des parties auxquelles est fait ce don, et que c'est d'autant soulager ses finances, ils aient à vérifier et entériner les lettres du don, vu qu'il s'agit d'une aubeine; laquelle lui étoit acquise avant l'édit qui a servi de motif à leur refus, quoique la sentence qui lui adjuge l'aubeine fût postérieure. Donné à Fontainebleau, le 27 juin 1556, et de son règne le dixième. Signé : HENRY, et, plus bas, par le roi : CLAUSSE.

1. En marge : 1556, n° 32. Copie.

2. En marge : 1556, n° 34.

VII¹.

Les gens des Comptes au sénéchal de Lyon, etc. Ils lui mandent de s'informer du jour du trépas de Valerio Throni, des valeur, situation et confins des biens qu'il possédoit et d'envoyer le tout, clos et scellé, pour qu'ils puissent procéder à l'entérinement des lettres patentes de 1553. Donné le 15 juillet 1556. Signé : LE MAISTRE.

VIII².

Lettres royales concernant le don ci-dessus.

Henri II au sénéchal de Lyon, etc. Il dit que Louis de Fretel, chevalier, baron de Flaix, lui a fait remontrer qu'un soi-disant gentilhomme vénitien, qui se faisoit nommer pour lors Noël Baldoyer, étoit venu auprès de lui et qu'il lui avoit donné l'administration de ses biens; qu'en conséquence Baldoyer avoit vendu à Jean Ange, capitaine de Dieppe, une terre du baron de Flaix, appelée Gerponville, au prix de 18,500 l. t., dont il avoit reçu une contre lettre de 2,300 écus, qu'il avoit gardée en sa possession; que le seigneur de Flaix lui remit 3,000 écus, qu'il retira d'Antoine Roger, général de France, auquel il avoit vendu sa terre de Flaix 21,000 l. t.; que Baldoyer, muni de cet argent, se retira à Lyon, où il plaça cet argent en banque chez Eustache Scaron, Simon Court³ et autres banquiers, sous le nom de Valerio Throni; que, depuis, craignant d'être découvert, il se retira vers les seigneurs des Trois Lignes et prit le nom d'Aurelio Citrarcha; qu'après plusieurs poursuites, même auprès de l'ambassadeur aux dites Lignes, le baron de Flaix ne put retrouver ni sa contre lettre ni son argent, ainsi que plusieurs autres papiers; que, cependant, les religieuses de Saint Pierre de Lyon avoient fait entendre au roi que Valerio Throni étoit décédé, sous le nom duquel les sommes ci dessus ont été mis en banque, et avoient obtenu le don de ses biens, adjugés au roi par le droit d'aubaine. C'est pourquoi le roi ordonne au sénéchal que, après la vérité connue des faits, le baron de Flaix soit admis à la délivrance des dites sommes, nonobstant le don fait aux dites religieuses, etc. Donné à Villers-Coterets, 13 mars 1558, et de son règne le 12^e. Par le roi : DE VILLELERS, maître des requêtes ordinaire de son hôtel.

IX⁴.

Faits qui résultent des enquêtes faites à l'occasion de la prétendue

1. En marge : 1556, n° 35.

2. En marge : 1558, n° 36.

3. En marge : banquiers de Lyon.

4. En marge : n° 37, 38, 39. Enquêtes, 1572.

mort du susdit Valerio Throni, extraits des réponses de Jean des Anges, évêque de Noyon; Annibal de Sallezard, seigneur d'Aunois, frère de l'ambassadeur au pays des Grisons; Pompée de Rollandi, archer de la compagnie de l'amiral de France; Pierre Berger, avocat au Parlement de Paris; Pierre Bonnet, contrôleur de la maison de la douairière de Nevers, etc.

Louis de Fretel, baron de Flaix, possédoit, outre plusieurs autres terres, celle de Gerponville, au pays de Caux; celle de Missi sur Yonne et celle de Flaix en Brie, à quatre lieues de Provins, où étoit un beau château, entouré de fossés et de murailles; il fit connaissance d'un aventurier appelé Natalis Baldoyer, natif de Damas en Grèce, homme adroit, instruit, habile dans les affaires, sachant les langues anciennes, qui avoit été cordelier et ministre luthérien. Il le prit chez lui et lui donna toute sa confiance. En 1544, il lui passa procuration à Rennes pour vendre sa terre de Gerponville. Elle fut achetée par Jean Ange, capitaine et vicomte de Dieppe, au prix de 18,500 l. t., le contract portant quittance de 2,300 écus payés comptant, desquels Baldoyer disoit n'avoir reçu que 200 écus, mais s'être fait faire une contre lettre du reste, montant à 2,100 écus, le surplus du prix du contract étant destiné à payer les créanciers de Fretel. Le baron, non-seulement laisse la contre lettre à Baldoyer, mais il lui remet encore en garde 3,000 écus, à compte de sa terre de Flaix, qu'il vendit en 1547, au prix de 21,000 l. t., à Antoine Roger, trésorier général de France. Baldoyer quitta furtivement le baron avec cette somme, la contre lettre et plusieurs papiers qui concernoient des vaisseaux que le baron, revenant du service de mer, avoit laissés aux ports de Saint-Malo et d'Harfleur, et se retira à Lyon, où, sous le nom de Valerio Throny, il plaça chez les banquiers Eustache Scaron et Simon Court les sommes qu'il avoit apportées. Ensuite, craignant d'être découvert, il alla à Coire, au pays des Grisons, et s'introduisit chez l'ambassadeur françois, de Sallezard de Montagne, seigneur d'Auvoys, qui l'avoit connu en France, qui le prit chez lui pour être son lecteur et lui donner des leçons de cosmographie. Il l'employa ensuite à épier la conduite du lieutenant du roi d'Espagne dans le duché de Milan et à faire divers messages secrets auprès du roi et du connétable.

Alors, Baldoyer prit tantôt le nom de Valerio Throni, tantôt celui d'Aurelio Chitraca. Le cardinal de Bourbon, passant par Coire à son retour de Rome, le vit, à Coire, chez l'ambassadeur, et lui fit des offres pour l'engager à son service; il accepta et accompagna le cardinal jusqu'à Zurich. Mais là il prétexta sa religion et demanda son congé au cardinal, qui le lui accorda, avec le don d'une chaîne d'or de 50 écus et une indemnité pour les frais du voyage. Il revint à Coire, chez l'ambassadeur, et lui fit part des sommes qu'il avoit à Lyon, sous le nom de Valerio Throni. L'ambassadeur, pour l'obliger, envoya à Lyon, avec une procuration, son secrétaire, André Dupuy.

Cependant, les religieuses de Saint Pierre apprirent que la séné-

chaussée avoit mis en la main du roi les biens d'un nommé Valerio Throni, gentilhomme vénitien, échus au roi par droit d'aubaine, à cause de sa mort et de sa qualité d'étranger; elles demandèrent au roi le don de cette hoirie pour réparer leur monastère. Le roi octroya leur demande en 1553. Peu de temps après vint à Lyon André Dupuy avec sa procuration. Les religieuses le laissèrent agir; mais, quelqu'un leur ayant soufflé aux oreilles que Valerio Throni étoit réellement mort et qu'un certain Aurelio Chitraca prenoit son nom pour s'emparer de sa succession, elles écartèrent cet André Dupuy et poursuivirent l'entérinement de leurs lettres patentes.

Cependant, le baron de Flaix découvrit l'existence de Baldoyer, malgré ses changements de nom. Il envoya à Coire, et l'ambassadeur d'Au-vois le fit prier de ne pas faire de poursuites, à cause des services qu'il tiroit de cet homme. D'Au-vois revint en France; Coignet de Cambrai, son successeur, ne voulant point employer Baldoyer, il se retira dans les États de Venise, où quelque entreprise qu'il fit contre la ville de Padoue le fit jetter dans les prisons de Venise. C'est là que le baron de Flaix lui envoya un messenger avec une lettre de pardon s'il vouloit lui faire tenir les choses qu'il lui avoit emportées. Cette lettre toucha Baldoyer, qui, dans un second message, envoya à son ancien maître les obligations des banquiers et les cartes marines et autres papiers; il déclara que la contre lettre du capitaine Ange étoit dans les caisses, à Lyon, saisies par l'abbesse de Saint Pierre. Le baron avoit obtenu en 1758 (*sic*) des lettres de Henri deux qui suspendoient le don qu'il avoit fait aux religieuses jusqu'à l'entière vérification des faits avancés par le baron. Celui-ci entra en composition avec l'abbesse. Par accord fait à Paris le 15 juin 1579, il abandonna à l'abbesse 1,000 l. t., qu'elle avoit reçu, et l'abbesse lui abandonna le reste. Quant à Baldoyer, il avoit péri dans la guerre que les Vénitiens soutinrent contre les Turcs pour la défense de l'île de Chypre.

XI.

Accord entre l'abbesse de Saint Pierre, comparant par Bussillet, conseiller en la sénéchaussée de Lyon, son procureur, et Louis de Fretel, baron de Flaix, réclamant sur la succession du prétendu Valerio Throni, se disant gentilhomme florentin (*sic*), ce qui lui a été dérobé par Natalis Baldoyer, son domestique. L'abbesse abandonne au baron les droits qu'elle y peut avoir par les lettres patentes d'Henri II, auquel elle étoit adjugée, comme prétendue vacante par décès, par le droit d'aubaine. Le baron cède à l'abbesse 1,000 l. t., qu'elle a déjà reçu. Fait à Paris, 15 juin 1579.

1. En marge : n° 40. 1579.

BULLETIN HISTORIQUE

FRANCE.

MOYEN AGE.

En 1848, le ministère de l'Intérieur, dont alors dépendaient les archives départementales, publia un tableau des fonds de ces dépôts, fort utile et souvent cité depuis ; aujourd'hui, pour une infinité de raisons, ce répertoire ne répond plus à l'état des choses. Non seulement il renferme beaucoup d'erreurs, les archivistes d'alors n'étant pas tous à la hauteur de la tâche, mais encore la plupart de ces collections étaient mal explorées, et, depuis, par restitutions, versements, dons et achats, elles se sont grandement enrichies et complétées. La Direction des archives s'est, par suite, décidée à faire dresser un *État par fonds des archives départementales*¹, qui forme, pour ainsi dire, le pendant de l'inventaire publié pour les Archives nationales, en 1894. Chaque archiviste a dressé une sorte de tableau de son dépôt, en se conformant aux instructions de l'administration centrale, mais tout naturellement, suivant qu'il était nouveau ou ancien dans son poste, qu'il connaissait l'ensemble ou seulement une partie de son dépôt, il est entré dans plus ou moins de détails. De là certaines disparates qui ne nous choquent pas outre mesure, mais dont il faut prévenir le lecteur ; le dépôt départemental de Rouen, par exemple, est décrit avec une abondance de détails utiles et précis, qui contraste avec la concision, la sécheresse, et parfois l'imprécision des notices de quelques autres. Dans l'ensemble, le volume est, d'ailleurs, extrêmement soigné et rendra de grands services. L'inventaire porte à la fois sur les séries relatives à l'ancien régime et sur les lettres L et Q, réservées dans le cadre de classement à la période révolutionnaire ; on indique expressément les fonds dont l'inventaire analytique a déjà paru, ceux dont le classement est terminé et l'inventaire manuscrit rédigé. Ces indications montrent que, sauf dans un petit nombre de départements, ce grand travail d'inventaire,

1. Paris, Picard, 1903, in-4°. Le travail a été conçu et dirigé par M. G. Servois, aujourd'hui directeur honoraire des Archives nationales.

commencé il y a tantôt quarante ans sur un plan défectueux et inepte, fort heureusement modifié depuis, est en bonne voie d'avancement. Le résultat est d'autant plus remarquable qu'en général les modestes fonctions d'archiviste sont assez mal rétribuées; nombre de conseillers généraux regardent ces fonctionnaires, sortant pour la plupart d'une école scientifique et rompus aux travaux d'érudition, comme des employés à peu près inutiles, sans se douter des services qu'ils rendent tous les jours non seulement aux hautes études, mais encore aux administrations voisines. La situation, on doit le reconnaître, s'est améliorée depuis une vingtaine d'années, mais il y a encore beaucoup à faire pour donner aux archivistes en province la position administrative et sociale à laquelle ils ont tous les droits.

Le Saint-Empire, par M. Jean BIROT¹, est un résumé nécessairement un peu sec (le volume compte en tout 270 p. en gros caractères) de l'histoire de cette singulière conception politique, des origines à la chute du premier Empire. L'ouvrage, généralement judicieux, paraît destiné à faire connaître soit aux étudiants, soit à cette catégorie du grand public, qu'une lecture un peu aride effraierait, les vues du travail si connu de Bryce. L'auteur s'abstient généralement de tout jugement et cherche visiblement à rester impartial au milieu de ce choc de passions et d'intérêts. En un mot, livre sans prétention, mais qui peut rendre service aux gens pressés. Si jamais l'auteur a occasion de le réimprimer, il fera bien de supprimer les vers de Béranger, cités aux pages 269-270. Ces vers, naturellement ridicules, pourraient, si M. Birot veut faire parler la Muse, être avantageusement remplacés par des fragments des *Iambes* de Barbier ou par quelques strophes de Victor Hugo, dont on peut regretter l'esprit, mais qui sont d'une autre allure que les élucubrations du pauvre chansonnier.

Deux nouveaux volumes viennent de s'ajouter à la collection *les Saints*². Le premier, consacré à saint Victrice, évêque de Rouen (iv^e-v^e siècle), est dû à M. l'abbé VACANDARD. La matière était maigre; Victrice, contemporain et compagnon de saint Martin de Tours, est surtout connu par les lettres de son ami Paulin de Nole et par ses relations avec le siège de Rome; il paraît avoir joué en son temps un rôle assez important, mais ces renseignements épars ne permettent guère de tracer une biographie un peu complète du personnage. L'auteur s'est, en somme, tiré fort habilement de cette difficulté, en s'étendant sur la situation des églises gauloises vers ce

1. Paris, Lecoffre, in-18.

2. Paris, Lecoffre, in-12.

temps, en analysant avec complaisance le seul ouvrage qui subsiste de saint Victrice, *De laude sanctorum*, bon spécimen de la littérature religieuse à la veille des invasions. On peut noter dans cette analyse des remarques très fines sur le *cursus* employé par l'évêque de Rouen et sur le secours que l'étude de ce procédé littéraire fournit pour la correction des textes anciens. Pour conclure, M. Vacandard a tiré bon parti d'une matière passablement maigre et ingrate et a dit de son héros tout ce qu'on en peut connaître aujourd'hui, et rien de plus.

On ne saurait adresser le même éloge à M. P. FRANCHE, auteur d'une biographie de *Sainte Hildegarde de Bingen (1098-1179)*¹. Le sujet était des plus curieux; il s'agissait, avant tout, d'expliquer l'action étonnante exercée par cette visionnaire sur ses contemporains. La lecture des *Révélation*s, publiées sous son nom, ne suffit pas à justifier la faveur dont elle fut l'objet; tous, papes, empereurs, évêques et princes viennent la consulter, lui demander des avis, des prédictions, et à tous elle répond avec une assurance imperturbable. Ces visions, assez monotones, et imitées de l'*Apocalypse*, d'Isaïe et d'Ézéchiel, se succèdent et se pressent durant de longues années; ce sont toujours les mêmes animaux symboliques, les mêmes apparitions d'anges et de femmes surnaturelles. Qu'Hildegarde fût sincère et qu'elle crût voir toutes ces belles choses, on ne saurait en douter, mais de là à croire à la réalité de ces visions obscures, biscornues et incohérentes, il y a de la marge. M. Franche eût pu expliquer le crédit trouvé par la prophétesse en étudiant le mouvement mystique dont l'Allemagne et principalement les vallées du Rhin et de la Meuse furent alors le théâtre; à lire la biographie de sainte Marie d'Oignies, par Jacques de Vitry, les lettres d'Olivier le Scolastique, ou encore le *De antichristo*, de Geroh de Reichersperg, et le *De duabus civitatibus*, d'Otto de Freisingen, il aurait compris à quel milieu singulier appartenait Hildegarde de Bingen; il a préféré voir, dans les élucubrations d'une femme malade, l'annonce de la Réforme et des persécutions dont l'Église a été l'objet dans les temps modernes; ce n'est plus faire de l'histoire. Que dirait M. Franche d'un historien du jansénisme qui prendrait au pied de la lettre les divagations des convulsionnaires du XVIII^e siècle?

Pour juger équitablement l'ouvrage de MM. CABANÈS et NASS, *Poisons et sortilèges*², il faut tenir compte des intentions des auteurs. Ils ont moins voulu approfondir le sujet choisi par eux qu'écrire à

1. Paris, Lecoq, in-12.

2. Paris, Plon, 1903, in-18.

l'usage des gens du monde un résumé agréable des travaux antérieurs. On y trouvera donc les détails connus sur les tragédies du palais impérial à Rome, quelques pages sur les charmes et sortilèges au moyen âge, enfin un chapitre sur les crimes attribués aux Borgia. En général, les auteurs se montrent très prudents et ne répètent qu'avec beaucoup de réserve les assertions des anciens historiens; pour ceux-ci, tout homme en vue, mort subitement, a été empoisonné; il y a eu certainement beaucoup de crimes de ce genre, l'empoisonnement politique a été notamment de pratique courante à Venise, mais, dans la plupart des cas, il faut rejeter ces fables et attribuer la mort mystérieuse de nombre de grands personnages à leur mauvaise constitution ou à leurs excès. L'exemple le plus célèbre à citer est celui d'Henriette d'Angleterre; nul n'oserait répéter aujourd'hui la fable acceptée par Voltaire lui-même, pourtant peu crédule. Pour les envoûtements et les faits de sorcellerie, on pourra trouver un peu maigre la récolte de MM. Cabanès et Nass; une lecture un peu attentive de quelques-uns des anciens démonologues, la connaissance des textes innombrables, réunis notamment par Hansen, leur aurait fourni beaucoup de très curieux renseignements. A signaler dans l'ouvrage une hypothèse scientifique curieuse : les empoisonneurs de la fin du moyen âge auraient, à force d'expériences, reconnu la puissance nocive de certaines excréments animales rentrant dans la classe des alcaloïdes; la constatation est intéressante; ainsi s'explique l'addition à ces mélanges, extrêmement compliqués, de quelques substances malpropres qui, à première vue, paraissaient inutiles et sans action.

Un nouveau fascicule des *Opuscles de critique historique* de M. Paul SABATIER¹ renferme la description et l'analyse du *Speculum vitae beati Francisci et sociorum ejus*. On appelle ainsi une informe compilation, datant pour la majeure partie du xiv^e siècle, et tellement incohérente que la plupart des critiques ont, jusqu'ici, refusé de s'en occuper. M. Sabatier montre comment l'auteur ou les auteurs ont eu entre les mains des sources assez variées, au nombre desquelles les *Actus*, le *Speculum vitae* et le *Speculum perfectionis*; ces auteurs ont essayé de classer ces matériaux variés dans un ordre méthodique, mais, naturellement, ils n'ont pu éviter un certain désordre et ont laissé subsister des contradictions et des répétitions. Les récits miraculeux occupent bien entendu dans la compilation une place excessive, mais M. Sabatier nous montre que tout cela, si misérable qu'il nous paraisse, a son importance pour savoir ce que

1. Paris, Fischbacher, 1903, in-8°.

pensaient les Mineurs au début du ^{xiv}^e siècle, l'idée qu'ils se faisaient de l'histoire primitive de leur institut. Bien plus, dans ce fatras informe, on trouve des traits anciens, telle historiette charmante qui porte en elle-même comme un parfum d'ancienneté. C'est ainsi qu'une critique toujours en éveil peut arriver à réparer les pertes subies par l'historiographie des débuts des Franciscains, et à rétablir, peu à peu, les grandes lignes de cette histoire primitive, volontairement altérée dès le ^{xiii}^e siècle et d'une façon si singulière par les annalistes officiels.

Le tome IV des *Layettes du Trésor des chartes* vient de paraître¹; il renferme les actes de la fin du règne de saint Louis (1264-1270) et il est l'œuvre de M. Élie BERGER, ancien archiviste aux Archives nationales, aujourd'hui professeur à l'École des chartes. La réputation de l'auteur fait présumer que ce nouveau volume rappelle plutôt le tome III, dû à M. J. de Laborde, que les deux premiers, dont l'exécution est, on le sait, de tous points peu satisfaisante. Un pareil travail n'est pas sans présenter des difficultés considérables; il s'agit d'éditer, d'après les originaux, des textes en trois langues, et il faut résoudre à l'occasion une foule de petits problèmes touchant la date, les noms de lieux et de personnes, les formes dialectales; de ce chef, les historiens provinciaux pourront sans doute noter quelques erreurs dans ce nouveau volume, mais ceux-là seuls qui n'ont jamais fait œuvre d'éditeur pourront faire à M. Berger de sévères reproches; ce tome IV, comme le tome III, donne des leçons nouvelles et infiniment améliorées d'une foule d'actes célèbres, bien souvent cités ou édités, qui se trouvent ainsi mis à la disposition des érudits sous une forme définitive. M. de Laborde et, à son exemple, M. Berger ont modifié, sur beaucoup de points, le plan tracé par le premier éditeur, Al. Teulet, plan singulièrement défectueux, et on ne saurait nier que la plupart de ces modifications ont été heureuses. L'un et l'autre se sont astreints à donner des renvois aux ouvrages imprimés, s'imposant ainsi de longues et pénibles recherches, plutôt que de donner comme inédit un acte publié dix fois depuis le ^{xviii}^e siècle; il faut leur savoir gré de ce soin, beaucoup d'éditeurs de textes diplomatiques se réduisant volontiers au simple rôle de copistes. On doit également noter la peine qu'ils se sont donnée pour l'identification des noms de lieux et de personnes; leurs recherches ont dû porter sur la France capétienne tout entière, et quiconque a dû faire pareil travail sait combien est malaisée la solution de tous ces petits problèmes.

1. Paris, Plon, 1902, in-4°.

En somme et tout compte fait, dans ce nouveau volume, on a respecté le plan primitif, sauf quelques modifications nécessaires; nous ne rechercherons pas si ces modifications n'auraient pas pu être plus profondes, car nous savons combien il est périlleux de changer le plan d'un ouvrage en cour de publication. Mais de ces innovations, il en est deux qui méritent d'être signalées : une première, que pour notre part nous regrettons et qui n'est peut-être pas du fait de l'éditeur : on n'a pas dressé une table chronologique des actes comme aux volumes précédents; elle était commode à consulter, et le volume n'en aurait pas été démesurément grossi; une seconde innovation, dont il n'y a qu'à se louer, c'est l'addition, par M. Berger, d'une introduction étendue, intitulée : *les Dernières années de saint Louis*. Mieux que personne, l'éditeur pouvait écrire l'histoire des dernières années de ce règne, dont il a, dans deux ouvrages antérieurs, étudié les débuts et le milieu.

Ces dernières années sont infiniment moins bien connues que les temps de la Régence de Blanche de Castille ou de la croisade d'Égypte. Les chroniques sont alors assez pauvres et insignifiantes; Guillaume de Nangis et Geoffroy de Beaulieu sont misérables, Mathieu de Paris s'arrête à 1259. En un mot, c'est aux documents diplomatiques qu'il faut demander l'histoire de ces dix années. Un premier point sur lequel M. Berger insiste avec raison, c'est l'intérêt que saint Louis porte aux affaires d'Orient et à la croisade; évidemment, ce prince, qui s'est montré souvent excellent politique, se laisse, à cet égard, dominer par ses sentiments personnels. Le royaume latin de Jérusalem est, dès lors, condamné, et ce ne sera pas la singulière expédition de Tunis qui pourra le faire revivre. On a donc le droit de regretter que saint Louis ait tout subordonné à cette œuvre désespérée, et dépensé de longues années et des sommes immenses à la préparation de cette malheureuse entreprise.

Saint Louis intervient également alors dans les luttes civiles qui déchirent l'Angleterre; plusieurs raisons le décident à cette intervention; tout d'abord l'espoir que Henri III, une fois libre, pourra se consacrer à la croisade, espoir, d'ailleurs, assez mal fondé; puis le désir d'affirmer l'omnipotence royale à l'encontre des barons révoltés; enfin, très certainement, les conseils et les prières de Marguerite de Provence, toute dévouée aux intérêts de sa sœur et de son beau-frère. De là l'arbitrage de 1263, qui reste inutile et dans lequel Louis montre vraiment trop de partialité pour le misérable souverain anglais. M. Berger reconnaît qu'il connaissait mal les éléments de la cause (p. xxiii). Saint Louis est plus heureux dans son inter-

vention à l'est du royaume, lors des guerres entre le comte de Bar et le roi de Navarre, comte de Champagne; sa sentence ici fut parfaitement équitable et mit fin à de longues et sanglantes guerres. Il montre la même modération, le même désintéressement au sud du royaume, dans ses relations avec l'évêque de Viviers et la ville de Lyon, alors ville d'Empire. Tous ses efforts tendent visiblement à assurer la paix, à faciliter la réussite de la croisade qu'il va entreprendre. Cette croisade, il la prépare avec amour de 1267 à 1270, il y engage son frère, Alfonse de Poitiers, et tous deux ne pensent qu'à réunir de l'argent et à lever des hommes. C'est la grande affaire qui domine la politique intérieure et extérieure. Saint Louis subordonne à cette affaire tous les autres intérêts, et si on doit juger sévèrement les conséquences de cette obstination, il faut reconnaître que jamais aveuglement ne fut plus sincère et que ce prince sacrifia à son illusion non seulement une foule de ses vassaux et de ses sujets, mais encore sa vie même et la vie des siens. Fâcheuse au point de vue purement réaliste, cette politique ne fut pas sans grandeur; elle contribua à faire pour de longues années de la maison de France la directrice de l'Europe chrétienne.

M. l'abbé L. GUÉRARD vient de faire paraître la suite des *Documents pontificaux sur la Gascogne d'après les archives du Vatican*¹; ce nouveau fascicule allant de 1322 à 1325, il en faudra encore, tant la matière est abondante, au moins deux pour épuiser le règne de Jean XXII. Ce nouveau volume n'est pas inférieur en intérêt au premier; né dans le Midi, le pape s'intéresse tout spécialement à ce qui se passe dans cette partie du royaume, il connaît personnellement la plupart des grands seigneurs féodaux, est au courant de leurs affaires privées, intervient dans leurs querelles, et leur prodigue les sages conseils ou les sévères avis. Les guerres entre les maisons de Foix et d'Armagnac, les démêlés entre le jeune Gaston de Foix et sa mère, l'écervelée Jeanne d'Artois, le touchent comme des affaires personnelles, et il s'entremet pour rétablir la paix entre les royaumes de France et d'Angleterre, troublée par des guerres privées entre petits barons d'Agenais et de Gascogne. Tous ces actes, annotés avec soin, font mieux connaître certains épisodes de l'histoire provinciale au début du xiv^e siècle que les historiens de Gascogne et de Languedoc n'avaient pu, faute de documents, complètement éclaircir.

M. G. LEFÈVRE-PONTALIS, en attendant de publier le volume supplémentaire sur Jeanne d'Arc, dont l'a chargé la Société de l'histoire de

1. Paris, Champion, 1903, in-8°. (Archives historiques de Gascogne.)

France, vient de faire paraître un intéressant travail se rattachant au même sujet¹. La merveilleuse aventure de 1429 eut un grand retentissement dans l'Europe entière, et les lettres, reproduites ou analysées par le vénitien Morosini, prouvent avec quel intérêt on suivait, dans les pays les plus divers, les aventures de l'héroïne; l'Allemagne ne se montra pas plus indifférente que l'Italie, et beaucoup de chroniqueurs de ce pays ont enregistré les bruits qui couraient et exprimé leur opinion sur Jeanne. Plusieurs de ces textes étrangers ont été connus et relevés par Quicherat, mais, depuis cinquante ans, nos voisins ont beaucoup étudié leur histoire du xv^e siècle, et, sur ce point, les brèves indications du *Procès* ont besoin d'être complétées et mises au point. La chronique d'Éberhard Windecke, mayençais, d'abord marchand, puis, à dater de 1412, officier de la maison de l'empereur Sigismond, est plutôt un amas de notes qu'un ouvrage achevé et rédigé; on l'a intitulé de nos jours avec raison *Denkwürdigkeiten, Faits remarquables, Mémoires*; c'est un recueil de notes, de relations fournies à l'auteur, esprit curieux et qui savait s'informer; le tout est rangé à peu près dans l'ordre chronologique. Quelques-unes de ces notes, relatives à Jeanne d'Arc, avaient été connues de Görres et reproduites par Quicherat. M. G. Lefèvre-Pontalis les donne d'après l'excellente édition d'Altmann, en y joignant une traduction française, qu'on n'estimera pas inutile, la langue de Windecke n'étant pas toujours d'intelligence facile. Il ne faut pas chercher dans ces quelques pages l'histoire vraie de Jeanne, mais plutôt ce qu'on racontait d'elle en Allemagne. Windecke a connu et reproduit une pièce en vers latins, de caractère mystique, qu'on a ailleurs; il a également eu entre les mains la lettre de Jeanne aux Anglais et un résumé de l'information de Chinon; le reste de son texte se compose d'anecdotes plus ou moins véridiques, dont quelques-unes paraissent peu acceptables, d'après ce que nous savons du caractère de Jeanne. Le tout n'en est pas moins fort curieux; on y trouve exprimées naïvement les idées des contemporains sur la mission de Jeanne, qui revêt ici l'apparence d'une prophétesse inspirée, d'une vierge guerrière, une sorte de Walkyrie; la légende s'est déjà formée et a fortement altéré les contours de cette belle figure. Présentés avec tous les éclaircissements désirables, avec des gloses étendues que n'avait pu donner l'éditeur allemand, ces fragments constituent une importante contribution à l'histoire de la Pucelle hors de France.

1. *Les Sources allemandes de l'histoire de Jeanne d'Arc. Éberhard Windecke.* Paris, Fontemoing, 1903, in-8°.

M. l'abbé DUNAND, dont la *Revue historique* a tout récemment signalé un fort intéressant travail sur la formule d'abjuration dictée à la Pucelle au cimetière de Saint-Ouen, vient de faire paraître un ouvrage considérable sur *les Visions et les voix de Jeanne d'Arc*¹. La question a été cent fois traitée; les historiens catholiques ont naturellement admis, sans discussion, l'objectivité, la réalité de ces apparitions, les rationalistes restant sur la réserve ou affirmant à priori la subjectivité, la non existence de ces mêmes visions. M. l'abbé Dunand appartient à la première école et s'attache à présenter de nouveaux arguments à l'appui de sa thèse. Il n'a aucune peine à montrer que la possibilité de visions de ce genre a été, de tout temps, admise par les docteurs de l'Église et par tous les catholiques; il montre encore qu'on ne saurait élever aucun doute sur la sincérité, la parfaite candeur de Jeanne d'Arc. Mais il a voulu aller plus loin et démontrer que les théories modernes sur l'hypnotisme et les étranges histoires racontées par certains adeptes du spiritisme justifient les croyances des catholiques. C'est là un terrain extra-scientifique sur lequel nous nous refusons à suivre l'auteur; depuis quelques années, on parle beaucoup de télépathie, d'extériorisation de la pensée et de la force nerveuse, mais, tout en accordant qu'il y a là une *terra incognita*, dont on aperçoit vaguement les rivages, aucun savant sérieux ne fera grand état des photographies d'outre-tombe et de certaines expériences retentissantes; il y a dans tout cela, semble-t-il, quelque peu d'exagération et un peu de charlatanisme, peut-être inconscient. Quicherat, pour lequel M. Dunand se montre trop souvent injuste, avait trouvé la note exacte, en prédisant dans ses *Aperçus* de grandes difficultés à qui voudrait traiter le cas de Jeanne en cas pathologique; sur la réalité même des apparitions, il avait son opinion, qu'il n'a jamais cachée, mais il connaissait trop bien les textes pour les croire suffisants à une étude de ce genre. En effet, on ne sait rien de précis touchant la constitution physique de Jeanne d'Arc, on ignore même dans quelles conditions, à quel moment, où elle eut ses visions; par suite, tous les éléments indispensables à l'étude scientifique de ces phénomènes d'extase font défaut. Le problème, au fond, ne peut être ni posé ni résolu, dans l'état actuel des choses, avec les seuls témoignages qu'on possède; on se trouve en présence de deux affirmations non prouvées, et chacun, suivant qu'il est croyant ou libre-penseur, acceptera ou niera la réalité de ces apparitions. Un ecclésiastique, qui est tenu de croire à la possibilité des miracles, n'a point à justifier sa créance;

1. Paris, Poussielgue; Toulouse, Privat, 1903, in-8°.

un libre-penseur, hostile à cette doctrine, est exactement dans le même cas. La science ignore ce qu'on appelle miracle, elle admet l'existence de forces inconnues ou mal connues, elle soupçonne que la nature a des secrets qui resteront toujours ignorés, parce qu'ils sont insaisissables pour nos organes; elle ne saurait donc accepter la notion d'une divinité intervenant au gré de son caprice dans les affaires humaines. Il suffit, d'ailleurs, de réfléchir un instant, de se débarrasser d'idées préconçues et d'habitudes d'esprit acquises, pour reconnaître combien pareille conception est incompatible avec la notion d'un être parfait, tout-puissant et omniscient.

Si donc, dans l'histoire de Jeanne d'Arc, tout n'est pas explicable historiquement, il faut surtout en accuser l'insuffisance des sources. Sans être aussi sévère que M. Dunand pour le procès de condamnation, on doit avouer que ce procès contient des parties suspectes; d'autre part, à notre sens tout au moins, le procès de réhabilitation est trop postérieur aux faits pour fournir, sur ces problèmes si délicats de psychologie, des renseignements absolument sûrs. D'ailleurs, il faut tenir compte de la crédulité et du manque de culture de la plupart des témoins; ils ne savent pas observer, tous sont crédules à l'excès et ne voient autour d'eux qu'illusions diaboliques ou miracles divins. Enfin, sur plusieurs points extrêmement importants, ces témoignages sont bien peu explicites; par exemple, en ce qui touche le secret du roi. Résignons-nous donc à ignorer une bonne part de cette merveilleuse histoire; reconnaissons tous, libre-penseurs et catholiques, que Jeanne d'Arc a été une véritable héroïne, l'une des plus pures, des plus sympathiques figures qu'ait vues la terre, mais n'en faisons ni une prophétesse inspirée de Dieu ni une malade; les deux affirmations sont également téméraires. Ame ardente, visionnaire, elle est venue en un temps où tout le monde croyait au miracle, et elle a pu, dans ce milieu favorable, communiquer sa foi, accomplir et faire accomplir des prodiges.

L'un des meilleurs prosateurs du *xv^e* siècle fut certainement Antoine de la Salle; si certains de ses ouvrages, *la Salade*, par exemple, sont un peu languissants, on lui doit l'un des bons romans du moyen âge, *le Petit Jehan de Saintré*. M. J. Nève vient de consacrer à la biographie de cet excellent écrivain un fort intéressant ouvrage¹; on y trouvera beaucoup de renseignements nouveaux sur les voyages et les aventures d'Antoine, sur son existence en Italie, ses séjours dans le nord de la France et dans les Pays-Bas, enfin sur

1. *Antoine de la Salle, sa vie et ses voyages, d'après des documents inédits.* Paris, Champion, 1903, in-8°.

ses relations avec les familles d'Anjou et de Luxembourg. En appendice, M. Nève réimprime un petit traité de la Salle, *le Réconfort de Madame Du Fresne*, et quelques fragments des autres ouvrages. Incidemment, il a été conduit à examiner le bien fondé de l'attribution à ce même auteur de deux des meilleures œuvres françaises du moyen âge : *les Cent Nouvelles nouvelles* et *les Quinze joies du mariage*; il se prononce très nettement pour la négative. Pour *les Cent Nouvelles nouvelles*, il allègue le caractère tout particulier de l'œuvre, le peu de ressemblance entre le style de ses récits licencieux, mais achevés, et la prose plus simple d'Antoine de la Salle. M. Nève pourrait bien avoir raison, mais certains de ses arguments nous paraissent peu convaincants; il est impossible de juger les *Cent Nouvelles* d'après nos idées d'aujourd'hui; ces histoires sont bien libres, parfois même presque ordurières, mais ne sont point faites pour les lecteurs de *la Salade* et autres écrits didactiques de la Salle. Les raisons tirées du style et des convenances chronologiques sont beaucoup plus fortes.

Pour les *Quinze joies du mariage*, la question est tout autre; l'attribution à Antoine de la Salle repose sur un logogriphe, dont l'interprétation donnée jadis par Pottier n'est pas très sûre, et un passage de l'ouvrage, cité par M. Nève, semble indiquer que l'auteur n'était pas marié; or, on sait que la Salle avait femme et enfants. Il faut donc enlever à notre auteur la paternité de ce charmant écrit. Ce petit problème d'histoire littéraire vient d'être examiné d'autre part dans une brochure anonyme¹. Non content de montrer que la Salle ne saurait être l'auteur de ce petit chef-d'œuvre, le critique inconnu s'attache à prouver que les *Quinze joies* sont du xiv^e siècle (sur ce point, la démonstration ne nous paraît point faite), qu'elles sont dues à un Picard (la chose est possible), enfin que le logogriphe doit se lire *l'abbé de Samer*; Samer était une abbaye bénédictine du diocèse de Boulogne. L'ouvrage daterait d'environ 1380 et serait d'un abbé du nom de Pierre, autrement inconnu. Tout cela est fort ingénieux, mais nous paraît peu acceptable. L'auteur anonyme de cette brochure nous semble avoir prouvé la partie négative de sa thèse; il a été moins heureux pour l'affirmative.

M. DE MANDROT vient de terminer son édition de Commynes; le tome II renferme les *Mémoires* depuis 1477, la table analytique et une longue introduction². Celle-ci est en partie la reproduction d'un

1. *Une énigme littéraire. L'auteur des « Quinze joies de mariage. »* Paris, 1903, in-8°.

2. Paris, Picard, 1903, in-8°. (Collection de textes pour servir à l'enseignement et à l'étude de l'histoire.)

long travail publié ces années dernières par la *Revue historique*. On y trouvera, outre une appréciation judicieuse de la valeur du célèbre ouvrage, une biographie sommaire de l'auteur et une étude approfondie des conditions dans lesquelles les *Mémoires* ont été composés. Personne jusqu'ici n'avait pu déterminer exactement à quelles dates les deux parties (règne de Louis XI et expédition d'Italie) avaient été écrites. M. de Mandrot estime, et pour des raisons extrêmement fortes, que les six premiers livres sont des derniers mois de 1489 et du début de 1490, mais il admet que Commines a pu revoir cette première rédaction un peu plus tard, vers la fin de 1491, et y apporter quelques légères modifications. Peut-être pour certains chapitres de cette première partie, Commines a-t-il utilisé des notes plus anciennes. Les deux derniers livres datent des années 1497 et 1498; mais ici encore il y a trace de retouches parfois mal venues, et l'auteur ou ceux qui revirent le manuscrit original n'ont pas réussi à faire disparaître toutes les contradictions. Quant au texte même, déjà fort amélioré par M^{lle} Dupont, il l'a été encore davantage par le nouvel éditeur; beaucoup de fausses leçons, de menues fautes ont définitivement disparu; toutefois, M. de Mandrot le fait remarquer, il est parfois à peu près impossible de rétablir la leçon originale, et si on peut imputer à l'auteur même certaines bévues et erreurs qui déparent les *Mémoires*, beaucoup aussi d'autres menues fautes paraissent être le fait des copistes. En somme, la nouvelle édition remplace avantageusement les précédentes; celle de la Société de l'histoire de France était devenue assez rare, et les lecteurs de Commines devaient se contenter de réimpressions de tout point défectueuses; M. de Mandrot leur apporte un texte tout nouveau, soigneusement établi et abondamment annoté; c'est un vrai service rendu aux amis de l'ancienne littérature française comme aux historiens.

L'histoire des relations entre *Louis XI et le Saint-Siège*¹, que M. COMBET vient d'écrire à nouveau d'après les documents des archives italiennes, est particulièrement instructive; on y voit ce prince faisant peu à peu son éducation et profitant des leçons que lui donnent les diplomates italiens, à tout prendre les plus habiles du xv^e siècle. Au début, il apporte dans ses relations avec Rome cette fougue, cette exubérance, cette agitation inquiète qu'on lui a si souvent reprochées, défauts qui devaient le mettre à deux doigts de la ruine. Puis il s'assagit, il apprend la patience, et bientôt, devenu plus fort que ses maîtres, il tire de la situation un merveilleux parti, affermit à l'intérieur sa domination sur l'Église gallicane et devient,

1. Paris, Hachette, 1903, in-8°.

aux dépens de la papauté, l'arbitre de l'Italie. En un mot, il se montre politique retors, habile et sans aucun scrupule. Les deux parties se valaient d'ailleurs; si la papauté proteste contre certains agissements du roi, ce n'est pas, en dépit des phrases pompeuses des bulles, par amour de la justice, mais parce que ces agissements menacent de tarir la source des revenus du Saint-Siège, qui depuis deux siècles a soumis le monde chrétien à une fiscalité savante et oppressive. De son côté, Louis allègue sans cesse les libertés de l'Église gallicane, mais avant tout il lui faut le droit de disposer librement des bénéfices et des revenus de cette église, et les deux compères ne s'inquiètent guère de la moralité de ceux qu'ils appellent aux plus hautes dignités. Le spectacle est si peu édifiant qu'on pourrait croire avec le juif de Boccace que l'Église catholique est bien d'institution divine pour n'avoir pas péri après tant d'excès et de corruption. Toutefois, à notre avis, des adversaires en présence, le plus clairvoyant n'a pas été le roi de France; les papes veulent maintenir leur pouvoir et affermir leurs prétentions; Louis XI au contraire semble toujours avoir agi au jour le jour, sans jamais prévoir l'avenir. Il éprouve les plus grandes difficultés à punir sa créature Balue, accusé par lui de trahison, parce que ce triste personnage est revêtu de la pourpre romaine. D'autre part, la Pragmatique Sanction de Charles VII ne gêne nullement ses intérêts matériels et ne porte aucun ombrage à son autorité despotique. Pour des avantages tout transitoires, par humeur inquiète, il sacrifie néanmoins cette œuvre de haute politique et fait perdre à l'Église de France tout le fruit d'un long effort. En un mot, par aversion pour son père, auteur de cette réforme, Louis XI commet la faute qu'on pourra reprocher plus tard à François I^{er}; il abandonne à un souverain étranger l'autorité sur l'Église de France, à condition d'avoir sa part dans les dépouilles au lieu de préparer, seule solution d'un vieux conflit encore aujourd'hui non terminé, l'avènement d'une Église nationale. Tous les rois de France ont montré à cet égard le même aveuglement; combien meilleure et plus sensée fut la politique des souverains anglais du xvi^e siècle, politique grâce à laquelle ce pays a ignoré une foule d'embarras dont nous souffrons encore aujourd'hui périodiquement!

L'ouvrage d'Auguste BRACHET¹ est le premier à notre connaissance, en France tout au moins, où on ait essayé d'utiliser en histoire l'ob-

1. *Pathologie mentale des rois de France. Louis XI et ses ascendants. Une vie humaine étudiée à travers six siècles d'histoire* (852-1483). Paris, Hachette, 1903, in-8°.

servation médicale; beaucoup d'historiens avaient déjà tenté d'expliquer par le tempérament la politique suivie par certains souverains absolus, mais ces tentatives, ou trop timides ou trop hardies, n'avaient donné de résultats ni sûrs ni acceptables. Brachet a voulu montrer comment la connaissance à la fois de la thérapeutique médiévale et de la physiologie moderne permettrait de commenter les textes et d'en tirer des indications rigoureusement exactes. L'ouvrage, très touffu et très fouillé, se compose de deux parties de longueur inégale; la première, vaste introduction, renferme l'exposé de la méthode à suivre en matière de médecine historique, et, à titre d'exemple, une longue et minutieuse étude sur le tempérament du roi Louis XI. C'est certainement la partie la plus neuve et la plus solide de l'ouvrage. Brachet, à l'aide d'un certain nombre d'exemples bien choisis, montre quelles singulières erreurs l'ignorance de la terminologie médicale a fait commettre à nombre d'historiens et d'érudits modernes et examine de près les témoignages des auteurs du xv^e siècle sur la santé du prince. Il ressort de cette analyse minutieuse que Louis XI était certainement épileptique, qu'il avait une maladie de peau, une dermatose, et que, dans les derniers temps de sa vie surtout, il était en proie à une neurasthénie intense, affectant la forme mélancolique. A-t-il réellement été un cleptomane, comme le veut l'auteur? La chose reste douteuse à notre sens. Il faut, dans ce long et intéressant travail, admirer l'art avec lequel Brachet tire d'un terme médical, interprété à l'aide des connaissances médicales modernes, toutes sortes de conclusions précises. Quelques articles de comptes, commentés au moyen de l'antidotaire de Rhazès, lui permettent de déterminer avec une rigueur scientifique la nature de chaque maladie du roi, le moment exact où il en a subi les accès et le caractère de ces accès. Notons encore la critique du récit par Commynes des dernières années du roi, récit, littérairement parlant, admirable, mais où l'auteur relève bien des omissions volontaires ou involontaires, des erreurs, de fausses interprétations. Tout cela est fort intéressant, très nouveau et assez convaincant.

L'ouvrage lui-même débute par une étude minutieuse des deux premiers degrés de ce que Brachet appelle l'*anamnésie héréditaire* du roi Louis XI : soit le père Charles VII et la grand'mère Isabeau de Bavière; il y recherche les dispositions ataviques des deux personnages et fait l'histoire de leur santé. Isabeau est un mélange d'Allemands (Wittelsbach) et d'Italiens (Visconti et Scala). Ce mélange aboutit à Charles VII; ce prince, au dire de tous les contemporains, est mal proportionné et d'apparence presque difforme; c'est un neurasthénique, un dégénéré, chez qui les excès sexuels sont, non pas

la cause, mais l'expression d'un état névropathique général. A noter dans ce chapitre une étude médicale fort curieuse de la dernière maladie du roi; puis la constatation d'une période d'affaissement de 1422 à 1429, période qui suit un accident arrivé au roi à La Rochelle; à cet affaissement correspond le recul des armées françaises. Le roi se relève à dater de 1429, peut-être à la suite de la venue de Jeanne d'Arc, et cette amélioration se continue jusqu'aux derniers temps du règne. Bien entendu que nul jusqu'ici n'a essayé de rechercher la cause de ces alternatives d'abandon et d'énergie.

Dans les chapitres suivants, l'auteur étudie la pathologie de la lignée capétienne, depuis le premier connu jusque et y compris Charles V. Ici, il faut distinguer; la première partie, jusqu'à Philippe-Auguste, n'a guère qu'un intérêt de curiosité, et l'auteur n'a pu donner que des hypothèses. Bien mieux, semble-t-il, il a parfois oublié les règles prudentes plus haut énoncées par lui-même; tout historien, et ce sera pour lui une petite vengeance maligne, sourira en voyant Brachet étudier gravement, d'après les dires de Richer, les causes pathologiques de la mort du roi Eudes et le *processus* de la dernière maladie de ce prince. Pour qui connaît la manière dont travaillait le moine de Saint-Rémy de Reims, son pédantisme médical, son peu de souci de la vérité, on s'étonne de voir un esprit aussi rigoureux, aussi critique prendre au sérieux les pages où l'annaliste du x^e siècle raconte la mort du prince. Il eût mieux valu laisser à ce fanatique de médecine la responsabilité de toutes ces assertions. Richer ne savait rien et ne pouvait rien savoir de précis sur le genre de mort du roi Eudes, non plus que sur tous les événements antérieurs à 919, date à laquelle il commence à suivre les *Annales* de Flodoard. Il n'y avait qu'un parti à prendre : imiter sur ce point particulier la réserve des anciens historiens, Dümmler, Kalckstein et Favre.

Par contre, le chapitre sur Philippe-Auguste est extrêmement curieux; il résulte, d'une analyse très serrée des témoignages contemporains, que ce monarque avait été atteint en Terre sainte d'une maladie épidémique bien déterminée, la suette; cette maladie le décida à revenir en Occident, et il devait en souffrir de longues années. Or, cette affection a pour conséquence de rendre le sujet neurasthénique au plus haut degré, et c'est cette neurasthénie, dont les écrivains du temps décrivent les effets, qui explique, suivant Brachet, l'aventure arrivée au roi lors de son mariage avec Ingeburge de Danemark. Tout cela est fort bien raisonné et déduit. Naturellement, les idées du temps firent attribuer cette aversion subite et malade à un enchantement, à un maléfice.

Ce chapitre est l'un des plus nouveaux de l'ouvrage, mais la suite est également fort intéressante, et les chapitres sur saint Louis et ses frères, les premiers Capétiens et les derniers Valois fourmillent de remarques ingénieuses et d'aperçus inédits. On peut en dire autant de l'étude sur Charles VI, *grand-père putatif*, dit Brachet, de Louis XI; on sait que Charles VII avait conçu de forts doutes sur sa propre légitimité, et le cynique Louis XI s'exprimait sans le moindre détour sur les mœurs de son aïeule, Isabeau de Bavière. Par suite, tout en étudiant chez Charles VI l'action des prédispositions ataviques, l'auteur n'en conclut rien pour les deux rois, successeurs immédiats de ce prince; c'est là montrer une sage réserve. Pour Brachet, Charles, fils d'un père débile et d'une mère d'intelligence faible (Jeanne de Bourbon fut même un instant folle), fut victime d'une fièvre continue à forme convulsive, sur laquelle vint se greffer une forte insolation, cause directe du premier accès; il n'en fallut pas davantage pour détraquer ce faible cerveau et ruiner cet organisme, déjà ébranlé par des excès précoces.

Tel est ce remarquable ouvrage; c'est la première fois (les travaux de Littré mis à part) qu'on fait pénétrer la critique médicale dans l'histoire de France; quelques-unes des conclusions de l'auteur pourront être contestées, mais on peut dire qu'il a marqué définitivement la méthode à suivre en la matière et qu'en la suivant exactement on corrigera les quelques erreurs qu'il a pu commettre.

Le sujet traité par M. A. GIFFARD a été jusqu'ici trop négligé; quelques phrases banales ou déclamatoires, c'est à peu près tout ce que lui accordent les historiens généraux. On a beaucoup discuté sur l'origine même des justices seigneuriales, sans trop s'entendre, et la question restera encore longtemps obscure; mais comment fonctionnaient ces justices à la veille de la Révolution, de quelle manière faut-il les juger, autant de points sur lesquels on n'est point fixé. Remplacer ces notions vagues et incomplètes par des faits précis, tel a été l'objet de l'auteur, qui, très sagement, a limité ses recherches à une seule province. Non moins sagement, il laisse de côté pour l'instant la recherche des origines, elle n'a en la matière aucune importance, et on peut prendre pour point de départ les théories des feudistes des *xvi^e* et *xvii^e* siècles; vraies ou fausses (plus probablement fausses), ces théories ont été fécondes et ont contribué à créer une partie des institutions qu'il s'agit de décrire. M. Giffard admet

1. *Les Justices seigneuriales en Bretagne aux XVII^e et XVIII^e siècles* (1661-1791). Paris, A. Rousseau, 1903, in-8°. (Bibliothèque de la fondation Thiers, fasc. I.)

donc provisoirement que toute justice seigneuriale est le résultat d'une concession du pouvoir souverain, assertion que mieux que personne il sait erronée. Propagée en France par les légistes de la royauté, cette proposition avait été généralement acceptée en Bretagne par les gens du conseil ducal, et l'auteur montre par quels artifices on arriva à concilier cette affirmation, historiquement fausse, avec les faits. En Bretagne, on s'en est tenu presque partout à l'adage : *Fief et justice sont communs*, si bien que la plupart des seigneurs fonciers ont eu des justices et que le droit de justice s'est subdivisé à l'infini comme le fief lui-même. Par une conséquence logique, ce droit de juridiction ne s'exerce que sur les tenanciers du seigneur, ceux qui tiennent de lui un fief ou une censive; et, jusqu'à la fin de l'ancien régime, les justices seigneuriales en Bretagne sont regardées comme une institution de droit privé; singulière anomalie qui donne à l'histoire de ces justices dans la province un caractère tout particulier.

Par suite aussi, les justices seigneuriales sont extrêmement nombreuses en Bretagne, si nombreuses que, dès le *xvii^e* siècle, les intendants se déclarent impuissants à en dresser une liste complète; les renseignements les plus dignes de foi donnent le chiffre déjà extraordinaire de 2,326; M. Giffard, par des calculs soigneusement faits, arrive au total véritablement fantastique de 3,905. Beaucoup il est vrai, nées de plusieurs démembrements successifs, s'exercent sur un territoire si étroit qu'elles cessent d'exister, mais, en tenant largement compte de ces cas particuliers, M. Giffard estime qu'il y avait encore en 1789 2,500 sièges seigneuriaux, soit en moyenne deux par paroisse; pour quelques-uns, le ressort se bornait à deux ou trois maisons. Quant aux appels, si un certain nombre de ces sièges ressortissent directement du parlement de Rennes, la plupart dépendent de tribunaux intermédiaires, et telle cause pourra être portée devant sept tribunaux successifs avant d'être définitivement appointée. On devine quels frais excessifs pareil système devait entraîner pour les justiciables.

Une autre conséquence de cette organisation, c'est la multiplication des gens de justice et l'impossibilité, en dépit de la surveillance très en éveil du parlement, de faire toujours des choix acceptables; il fallait 3,500 juges, les trouverait-on en Bretagne aujourd'hui? Dans les grandes justices où les émoluments sont assez élevés, on a des candidats sérieux, mais, pour les justices inférieures, on prend tous ceux qui se présentent; certains juges ne savent ni lire ni écrire, sont des manouvriers sans instruction ni moralité. De là d'innombrables abus, dont M. Giffard indique certains et qui ont laissé un

pénible souvenir. Le parlement intervient souvent, mais la fréquence même de ses arrêts de réforme en prouve le peu d'efficacité. Agents du seigneur, dépendant étroitement de lui, tous ces juges ne sont que les domestiques du château, sans dignité ni indépendance.

M. Giffard étudie ensuite la compétence de ces cours : féodale, civile et criminelle. Jusqu'en 1772, les hauts justiciers peuvent appliquer la peine de mort; mais, dès le *xvi^e* siècle, tous les appels au criminel sont portés devant le parlement; d'autre part, la théorie des cas royaux, rigoureusement appliquée, enlève aux seigneurs la connaissance de la plupart des causes capitales. Mais, chose singulière, l'instruction des affaires criminelles ne rapportant des lors plus rien aux hauts justiciers, ils en arrivent à négliger la répression des crimes, et il faut que les agents royaux interviennent d'office. Sans insister sur la police, matière très lucrative pour les seigneurs, on doit faire remarquer qu'au civil la compétence de ces tribunaux est extrêmement étendue et qu'au point de vue féodal elle comprend toutes les contestations entre vassaux et seigneurs; de là des procédures longues et coûteuses, les droits respectifs de chacun ne pouvant être fixés qu'après des enquêtes interminables.

En Bretagne comme ailleurs, la royauté s'efforça naturellement de mettre une borne à l'extension des justices seigneuriales. A dater de 1672, on commence à vérifier les titres de seigneurs, on les oblige à prouver par titres leurs droits de juridiction; la recherche est conduite par une chambre des domaines établie à Rennes, mais les États, composés presque uniquement de nobles, opposent une vive résistance et obtiennent, moyennant l'octroi d'un don gratuit, la suppression de cette chambre incommode; ce don gratuit fut d'ailleurs en grande partie payé par les justiciables eux-mêmes, et ce fut une des causes de la grande révolte de 1675. De nouvelles tentatives de l'administration royale ne furent pas plus heureuses et n'aboutirent qu'à extorquer quelque peu d'argent, à titre d'amende.

Dans un autre chapitre, M. Giffard étudie les rapports entre les justices royales, les intendants et les sièges seigneuriaux. Le parlement est investi d'un droit supérieur de contrôle; l'intendant le supplée en cas de mollesse et de négligence; les sénéchaux royaux travaillent à étendre leur compétence, mais tout cela reste peu effectif, et les usurpations des juges seigneuriaux sont au moins aussi nombreuses que celles des agents de la royauté : conséquence naturelle de l'état social de la Bretagne, province où la petite féodalité est absolument maîtresse. Or, le droit de juridiction pour elle n'est pas seulement une prérogative, c'est surtout une source de revenus fort importante; d'où des luttes extrêmement vives, dans lesquelles le

parlement royal lui-même, rempli de nobles ou d'anoblis, prend le parti des seigneurs et qui se terminent par la défaite des gens du roi.

De là de nombreuses protestations des justiciables; presque tous les cahiers du tiers état breton en 1789 demandent la suppression des justices seigneuriales, comme oppressives, gênantes et coûteuses; à part quelques cahiers rédigés directement par les agents des seigneurs, c'est un accord unanime, et, il faut bien le reconnaître, la défense de ces institutions était malaisée. On l'a pourtant parfois entreprise; mais M. Giffard montre sans peine la faiblesse des arguments allégués; si, dans quelques cas fort rares, la justice seigneuriale était plus rapide que celle des tribunaux royaux, parce que plus proche du justiciable, l'institution n'en était pas moins caduque, et elle devait disparaître. Par leur longue résistance, les seigneurs avaient préparé la révolution, qui abolit leurs privilèges sans aucune indemnité; moins aveugles, ils auraient cherché à transiger. On ne saurait affirmer que l'organisation judiciaire moderne soit parfaite, mais, en dépit de défauts qu'une pratique plus que centenaire rend plus visibles, elle fut un progrès, et si les paysans de la Basse-Bretagne voyaient revenir certaines institutions de cet ancien régime dont leurs inspirateurs favoris leur vantent les bienfaits, une courte expérience suffirait pour les faire changer de sentiments.

L'Histoire des ducs de Bourgogne de la race capétienne de M. E. PETIT¹ touche à sa fin; le huitième et avant-dernier volume vient de paraître; il se compose, comme les précédents, d'un texte suivi d'un copieux catalogue d'actes, qui atteint aujourd'hui le n° 8539; notons en outre de longs extraits des comptes de la maison ducal, publiés par l'auteur à la suite des différents chapitres. Ces appendices occupant la majeure partie du volume, il n'y a pas lieu de s'étonner si M. Petit n'a pu y raconter que l'histoire des six dernières années du règne d'Eudes IV (1344-1349). Ces années, il est vrai, sont assez remplies; le duc prend part à l'expédition de Gascogne de 1346, marquée par le siège infructueux d'Aiguillon, il y perd son fils, Philippe, comte de Boulogne, victime d'une chute de cheval. Puis ce sont des guerres incessantes avec la noblesse franc-comtoise, toujours turbulente, et qui s'est mise à la solde du roi d'Angleterre. Tout cela fait au duc Eudes une fin d'existence assez triste et fort agitée. M. Petit termine le volume par un intéressant chapitre sur la vie privée en Bourgogne au temps de ce prince; ayant, au cours de ses lectures, pris une foule de notes sur la société et l'organisation de la maison ducal au début du xiv^e siècle, il a jugé, à bon droit, utile d'en

1. Paris, Picard, 1903, in-8°.

faire profiter le lecteur. Dans ces 123 pages, il entasse les renseignements précis sur l'hôtel du souverain, les voyages, la vie intime, les livres, les écrivains et les enlumineurs, la cuisine, le costume, les bijoux et travaux d'orfèvrerie, les œuvres d'art commandées par le prince et les constructions exécutées par ses soins. Tout cela est fort curieux et prouve une fois de plus combien était dès lors répandu le goût du luxe; les habitudes étaient encore assez grossières, bien que certains raffinements fussent dès lors connus, mais, à la fois amour des arts et désir de se créer un trésor de guerre, tous les grands seigneurs entassaient les objets en métal précieux. La plupart vont disparaître dans le demi-siècle suivant, mais cet amour des belles choses ne se perdra pas, et, au moment des plus grands désastres, rois et seigneurs feront à l'envi travailler les orfèvres et les ouvriers d'art.

L'officialité de Besançon fut, jusqu'en 1674, en possession du privilège d'homologuer les testaments des diocésains, et ce privilège ne lui fut enlevé que lors de la conquête française; de là l'entassement dans les archives de ce tribunal d'une foule d'actes de grand intérêt pour l'histoire des familles de la province. Cette collection fut naturellement assez négligée à dater du *xvii^e* siècle, mais un peu plus tard un certain abbé Guillaume, dit de Gevigney, fut chargé d'en dresser un inventaire sommaire, que M. Ul. Robert, tout récemment enlevé à la science, avait retrouvé dans le cabinet du comte de Laubespain. La collection renfermait alors (1752) 8,000 documents; indignement pillée par la suite, on n'en possède plus que des débris. L'abbé Guillaume, fabricant de fausses généalogies et coupable de larcins à la Bibliothèque du roi (c'est lui qui déroba les seize portefeuilles de Gaignières aujourd'hui à Oxford), s'était approprié un certain nombre de ces testaments, qu'il déposa à la Bibliothèque; d'autres furent répartis par lui dans différents dossiers généalogiques du Cabinet des titres; d'autres enfin, acquis par le baron de Joursanvault, se trouvaient depuis 1838 chez M. de Laubespain et sont venus tout récemment, grâce à la générosité du possesseur, enrichir la Bibliothèque nationale. C'est donc, en somme, aux dépredations du peu scrupuleux abbé Guillaume qu'on doit la conservation partielle des testaments de l'officialité bisontine. M. Ul. Robert, frappé de l'intérêt de ces documents pour l'histoire franc-comtoise comme pour celle de la vie sociale au moyen âge, avait eu l'idée d'en composer un recueil, que le Comité des travaux historiques a admis dans la collection des Documents inédits¹. C'est un recueil de premier ordre pour

1. *Testaments de l'officialité de Besançon* (1265-1500). Tome I : 1265-1400.

l'histoire des familles, du droit privé et des mœurs; dans une longue préface, l'éditeur fait l'histoire de la collection et des vicissitudes qu'elle a subies, dresse la liste des testaments inventoriés en 1752 par l'abbé Guillaume, indique les faux fabriqués par ce généalogiste sans scrupules, enfin note les détails qui lui ont paru curieux et les faits historiques intéressants : noms de dignitaires ecclésiastiques, mentions d'objets d'art, de constructions, traits de mœurs, etc. Il en est de curieux; ainsi, M. Robert fait remarquer le nombre extraordinaire de bâtards mentionnés dans ces actes, il note également un exemple de ce qu'on appelle aujourd'hui union libre, quelques faits juridiques de valeur (le *morgengabe* par exemple). En un mot, ces testaments fourniront bien des notions nouvelles aux érudits qui s'occupent de la Franche-Comté au moyen âge, province mitoyenne entre Allemagne et France et qui aujourd'hui encore a gardé sa physionomie et son esprit particuliers.

Le tome IX du *Recueil des documents sur le Poitou contenus dans les registres de la chancellerie de France*, publié par M. Paul GUÉRY pour la Société des Archives historiques du Poitou¹, embrasse les années 1447-1456. Comme les précédents, il est accompagné d'une courte introduction où l'auteur met en lumière les principaux faits intéressants par lui notés dans ces textes. Ce sont surtout des lettres de rémission, toujours curieuses pour l'histoire des mœurs, curieuses également pour l'histoire locale; la plupart des impétrants avaient pris part aux guerres des années précédentes et racontent leurs campagnes pour faire pardonner leurs méfaits, ne donnant sans doute de ces derniers qu'une version fort atténuée. A d'autres égards, ces documents ne sont pas inutiles à l'histoire; ils peignent à nu l'état du royaume au sortir de la guerre anglaise; l'ennemi a été expulsé; mais on ne s'est point débarrassé des soudoyers et des hommes d'armes, qui, pour porter la casaque du roi, n'ont pas plus d'égards pour les sujets de celui-ci que les troupiers d'Angleterre; n'oublions pas les guerres féodales qui ont recommencé, enfin beaucoup de querelles privées, qui prouvent la cruauté des mœurs. Après cent ans de misères et de luttes civiles et étrangères, le pays est redevenu à demi sauvage.

L'histoire économique et sociale est aujourd'hui en grande faveur, et cette faveur s'explique d'elle-même; si on connaît assez bien les grands événements politiques des derniers siècles, si les mémoires

Paris, 1903, in-4°. C'est la dernière publication de ce laborieux et excellent érudit, dont le nom restera attaché à la réorganisation du service des bibliothèques.

1. Tome XXXII de la collection. Poitiers, 1903, in-8°.

personnels permettent de se faire une idée de la vie des classes élevées et de la population urbaine, il en est tout autrement pour les petits nobles et les bourgeois campagnards depuis la fin du moyen âge. M. A. DE BRÉMOND D'ARS, possédant, par héritage, les archives d'un petit domaine, vient de faire, à l'aide de ces papiers, l'histoire d'un fief depuis la fin du *xiv^e* siècle¹. Ce fief, dit du Cormier, relevait de l'évêque de Saintes; les possesseurs, consuls dès l'an 1380, restent longtemps de simples bourgeois, d'abord chirurgiens, puis magistrats. Par alliance, le fief finit par échoir à une famille échevinale, celle de Thibaudeau, qui, noble elle-même, fait du Cormier une terre noble; celle-ci, passant de main en main, finit par appartenir aux Paillot de Beauregard, et l'un des membres de cette lignée, le général de Beauregard, sert honorablement pendant la Révolution dans l'armée de Hoche et ailleurs. En un mot, M. Brémond d'Ars a reconstitué, à l'aide des actes, le livre de raison des propriétaires successifs du Cormier. L'ouvrage est intéressant; aucun de ces honorables bourgeois ne s'est élevé au-dessous du médiocre, ils se sont tous consacrés à l'administration et à l'agrandissement de leur terre patrimoniale, et il est curieux de constater combien est borné leur horizon intellectuel. Ce sont de bien honnêtes gens, sans relief ni couleurs; on n'y compte même pas un mauvais sujet; ils se marient jeunes et se gardent d'avoir une nombreuse postérité, de crainte d'amoindrir leur patrimoine; leur grande occupation est de suivre les innombrables procès qu'ils ont avec tous leurs voisins. On ne chicanera pas l'auteur sur certaines réflexions dont il émaille son récit; il préfère évidemment cette atonie à la vie plus intense de nos jours, question de tempérament et de goût. Remarquons seulement que ce sont ces générations inertes, vivant d'une vie à demi végétative, qui ont donné à la race bourgeoise française les tendances routinières dont on se plaint tant aujourd'hui. Il n'est pas mauvais d'être attaché à son logis natal et fidèle aux vieilles traditions, mais le monde marche, qu'on le veuille ou non, et, à trop longtemps dormir, on risque d'avoir des réveils terribles, comme 1789 ou 1870. Ce qui a le plus manqué à tous ces braves gens, que nous peint M. Brémond d'Ars, c'est la curiosité, source première et presque unique de la science; il n'est pas inutile à un pays de posséder beaucoup d'esprits de cet ordre, c'est un gage de stabilité, mais à cette pâte un peu lourde il faut qu'il se mêle quelque peu de levain; voilà un élément dont la France n'a jamais manqué, et c'est grâce à cet

1. *Un fief saintongeais. Comment on parvenait sous l'ancien régime.* Paris, Champion, 1903, in-8°.

heureux mélange qu'elle a pu jouer son rôle dans l'histoire de la civilisation et de la culture universelle.

L'Histoire de Sarlat, par M. J.-J. ESCANDE¹, est d'une lecture agréable; l'auteur n'a point eu la prétention de faire un ouvrage original; écrivant pour le grand public (la majeure partie du volume a paru, croyons-nous, dans un journal quotidien), il s'est gardé d'entrer dans les détails des faits et s'est borné à ce qui pouvait intéresser ses lecteurs. Aussi l'histoire du moyen âge occupe-t-elle ici la moindre place; M. Escande s'étend peu sur l'histoire religieuse, qui, sans doute, ne l'intéresse guère. C'est sûrement une faute, car le moyen âge ayant été avant tout un temps de piété, à négliger cet élément essentiel, on risque de ne rien comprendre à cette époque. Par contre, l'auteur a fort développé l'histoire moderne et même contemporaine; cette partie n'est ni la moins intéressante ni la moins vivante. Sarlat, longtemps un des derniers asiles du bonapartisme en province, n'a été converti aux idées républicaines et libérales que tout récemment, et non sans lutttes ardentes. M. Escande, dans le récit de ces faits tout récents, garde toujours une parfaite mesure, et, sans aucunement cacher ses sentiments personnels, n'injurie point ses adversaires politiques et religieux. En somme, l'ouvrage fera suffisamment connaître aux Sarladais leur ancienne histoire; de cette histoire, il ne donne ni une caricature ni un tableau idyllique; c'est là mérite assez rare et dont on ne saurait trop louer l'auteur.

La ville de Dax était au moyen âge l'une des plus considérables de la Gascogne anglaise, et son organisation municipale offre des particularités fort remarquables; alors que Bordeaux et Bayonne étaient l'objet d'excellents travaux, Dax, tout au contraire, avait été jusqu'ici un peu négligé. M. François ABBADIE vient de donner à ces études futures une base solide en publiant *le Livre noir et les établissements de Dax*². Le *Livre noir*, écrit à la fin du XIV^e siècle, comprend les établissements, c'est-à-dire une compilation des anciens usages et statuts de Dax, œuvre d'un notaire de l'officialité, Jean de la Porte, que les textes citent de 1420 à 1473, plus une copie du *Livre rouge*, ou cartulaire municipal, qui date de la fin du XIV^e siècle. Le travail de Jean de la Porte, fait avec grand soin, paraît avoir été tout de suite adopté par la communauté dacquoise, à titre de code officiel. Publiant ces textes fort intéressants, M. F. Abbadie a voulu les présenter au public, dans une longue et intéressante préface, qu'on ne saurait analyser ici, mais qui mérite d'être tout au

1. Sarlat, Lafaysse, 1903, in-8°.

2. Paris, Picard, 1902, in-4°.

moins signalée. L'auteur, après avoir décrit les manuscrits originaux, raconte brièvement l'histoire de la commune de Dax du ^{xii}^e au ^{xvi}^e siècle, du jour où elle apparaît dans l'histoire au temps où elle perd ses privilèges de justice. En 1243, le chef de la commune quitte le vieux titre de *capdel* pour prendre celui de *maire*, mais ce sera le seul emprunt fait aux établissements de Rouen, depuis peu introduits à Bayonne et à Bordeaux. D'où venait ce nom de *capdel*? M. Abbadie déclare l'ignorer, et l'origine même de la commune lui est absolument inconnue. On a supposé, et l'hypothèse paraît plausible, que la cour communale de Dax aurait remplacé une cour féodale plus ancienne dans laquelle siégeaient un certain nombre de barons du pays des Landes. Par suite, cette cour, devenue bourgeoise, pourra longtemps recevoir les appels de divers tribunaux féodaux de la région pyrénéenne. Sous le roi d'Angleterre, si Dax est troublée, comme les autres villes du pays, par des luttes intérieures, du moins les suzerains respectent les privilèges de la communauté; elle les perdra peu à peu après la conquête française. Après ce résumé historique, M. Abbadie analyse méthodiquement les *Établissements*, fort curieux, et qui, tout en ne datant que du ^{xv}^e siècle, représentent sur beaucoup de points un état de choses plus ancien. Cette analyse historique est d'autant plus nécessaire que le compilateur n'a suivi qu'un ordre fort confus. Règlements municipaux, procédure civile et criminelle, droit féodal, tout cela est passé en revue; c'est, en un mot, une étude complète sur l'organisation politique et les institutions d'une des principales villes de la Gascogne au moyen âge.

A. MOLINIER.

SUÈDE.

1884-1902.

Quiconque étudiera les travaux des historiens suédois de ces vingt dernières années sera d'abord frappé de ce fait : le relatif isolement de ces historiens fort informés de l'érudition étrangère, mais peu désireux de manifester leur propre activité hors de leurs frontières. On peut discuter du point de vue suédois la question de savoir si cet isolement est avantageux ou nécessaire ou inévitable¹ ; d'un point de vue plus général et strictement scientifique, les conséquences en sont funestes ; inaccessibles ou peu connus, les travaux des historiens suédois, les résultats qu'ils établissent, ne sont point incorporés à l'histoire générale dans la mesure où il serait utile qu'ils le fussent ; du *xvi*^e siècle à la fin du *xviii*^e, la Suède est une grande puissance dont l'action militaire, religieuse, diplomatique pèse sur les destinées de l'Europe ; depuis la fin du moyen âge, le peuple suédois développe parallèlement à celles des autres peuples germaniques des institutions originales. Cependant, nous mesurons difficilement le rôle du groupement suédois (et l'on pourrait aussi bien dire de la race scandinave) en une Europe qui, de plus en plus, nous apparaît solidaire. Nos manuels se contentent en fait d'histoire scandinave de chapitres de fortune ; la médiocrité de nos rares travaux spéciaux fortifie trop souvent la rigueur un peu âpre des critiques qui les accueillent en Suède ; nous citons encore les traductions d'œuvres vieilles, non remplacées sans doute en tant que synthèses, mais en

1. M. H. Hjärne compare la science historique suédoise contemporaine au « grillon qui chante son chant monotone pour entretenir le sens du foyer et endormir le goût de l'agitation au plein air, » et déplore que ses confrères s'obstinent « à ruminer des souvenirs de famille dans une chaumière, à l'abri des fracas du monde ; » il veut « de l'air. » Prodigue d'idées, qu'il embarrasse de copieux développements, mais illustre de formules pittoresques, M. H. Hjärne, professeur à l'Université d'Upsal, a exercé la plus grande influence sur toute la jeune école historique suédoise ; sous son inspiration, un groupe nombreux de jeunes historiens s'est tourné vers les études d'histoire diplomatique ; de là une série de thèses consciencieusement et assez gauchement exécutées au début, mais qui tendent en ces dernières années à se rapprocher d'un type excellent. Cf. H. Hjärne, *Karl XII, En uppgift för svensk hafdaterkning-Vintergatan*, 1897, et E. Hildebrand, *Svensk historieskrifning och svensk patriotism (Hist. Tidskr., 1898)*.

grande partie ruinées par l'armée des spécialistes modernes¹. Et, sans doute, nous ne sommes point seuls coupables; la France n'a pas le monopole des fantaisistes variations psychologiques sur les héros, monarques, reines ou conquérants scandinaves; mais un peu partout, semble-t-il, en Hollande, en Allemagne, en Amérique, le désir se manifeste d'explorer méthodiquement, sous la conduite des érudits suédois, danois, norvégiens et finlandais, le domaine jusqu'ici réservé de l'histoire du Nord²; un rapide aperçu suffira à démontrer que l'on est en droit de demander beaucoup, spécialement aux historiens suédois.

SOURCES. COLLECTIONS DE DOCUMENTS³. — Éditeur actif des collections subventionnées par l'État suédois, le Riksarkiv poursuit la publication simultanée de séries diverses : *Svenskt diplomatarium*⁴ (Collection des chartes et diplômes suédois publics et privés); — *Handlingar rörande Sveriges historia* (Documents relatifs à l'histoire de la Suède), notamment *Konung Gustav I:s registratur*⁵ (Registre du roi Gustave I^{er}), dont le texte est reproduit presque sans commentaire, et *Svenska riksrådets protokoll*⁶ (Protocole du conseil du royaume), également sans commentaire; enfin *Svenska riksdagsakter*⁷ (Collection des actes authentiques du riksdag); lorsque les

1. Nous ne possédons pas même un bon précis d'histoire scandinave; les chapitres épars de l'*Histoire générale* devraient en tenir lieu, mais sont loin d'être satisfaisants. Cf. V. Söderberg, *Sveriges historia och modern fransk hafdaterkning* (*Hist. Tidskr.*, 1899).

2. Cf. A. Coolidge, *A plea for the study of the history of northern Europe* (*The American historical Review*, octobre 1896).

3. Voy., pour les époques antérieures, E. Hildebrand, *Svenska publikationer af historiska handlingar* (*Hist. Tidskr.*, 1886). Cf. H. Schück, *Skrifter sv. litteraturhistoria* (Samlaren, 1887).

4. Les cinq premiers vol., dus à l'initiative privée (Liljegren, puis B.-E. Hildebrand, 1829-65), vont de 817 à 1347; les tomes I et II sont très insuffisants et doivent être utilisés avec une grande prudence; les t. III-V sont plus critiques, mais auraient actuellement besoin d'un supplément. Les Archives assumant la continuation, grâce à une donation particulière, deux séries furent ouvertes : 1^{re} série, 1348-1400, dont il n'a paru que le fasc. I, publié par E. Hildebrand (1348-50) (Sthlm, 1878); 2^e série, *Sv. dipl. från och med 1401* (depuis 1401), dont trois vol., munis chacun de trois index, ont été publiés par Carl Silverstolpe (1401-20) (Sthlm, 1875-1902). — Pour l'intervalle, 1350-1400, consulter : Kullberg, *Sv. riksarkivets pergamentbref från och med 1351, förtecknade med angifvandet af innehållet* (Catal. des parchemins des Arch. postérieures à 1351, avec indication de leur contenu, 3 vol. in-8°, 1866-72; va de 1351 à 1400); malheureusement, ce catalogue ne signale que les mss. des Archives, et la première partie n'est pas faite avec tout le soin désirable.

5. 20 vol. in-8° parus, 1861-1902, embrassant la période 1521-49.

6. 9 vol. in-8° parus, 1878-1902, embrassant la période 1621-42.

7. *Sv. riksdagsakter jämte andra handlingar som höra till statsförfattning*

originaux font défaut et que les extraits et les copies sont insuffisants, l'éditeur insère d'autres documents contemporains rendant compte des actes du riksdag; son choix est nécessairement très copieux; cette série comprend un commentaire critique et explicatif très bien fait, encore que moins abondant que celui des *Sveriges traktater* (Traités de la Suède).

Cette dernière collection¹ présente, en effet, surtout dans les premiers volumes, un développement de l'appareil critique qui lui assure l'une des premières places parmi les publications scientifiques suédoises; exécutée sous le patronage du ministère des Affaires étrangères, elle renferme, outre les traités proprement dits, un grand nombre d'actes accessoires, protocoles, notes, déclarations et autres documents d'intérêt international définitifs, traités ou parties de traités entre nations étrangères intéressant la Suède, etc. Une seconde série, ouverte en 1896, comprend les traités postérieurs à 1815².

Les lecteurs de la *Revue* connaissent l'importance des *Rikskansleren Axel Oxenstiernas skrifter och brefvexling* (Écrits et correspondance du grand chancelier Axel Oxenstierna)³; on y trouvera non seulement les lettres et documents émanés du chancelier (1^{re} série), mais aussi les correspondances reçues par lui au cours de sa longue carrière (2^e série), notamment les précieuses correspondances de Grotius, Wrangel, Baner, Horn, B. de Saxe-Weimar, Torstenson, etc. Considérée en Suède comme un monument national, cette collection intéresse, en réalité, l'histoire de toute l'Europe. L'Académie des belles-lettres, histoire et archéologie en assure régulièrement la continuation.

La même Académie a pris l'initiative de dresser un recueil des inscriptions runiques de la Suède au courant des résultats acquis

gens historia under tidevarvet, 1521-1718 (Actes parlementaires de la S. et autres documents relatifs à l'histoire constitutionnelle de la période, 1521-1718). Sthlm, in-8°, 3 vol. parus, 1887-1900. Commencée par l'initiative privée (Alin, E. Hildebrand), la coll. continue à paraître sous la direction d'E. Hildebrand.

1. *Sveriges traktater med främmande magter jämte andra dit rörande handlingar* (traités de la S. avec les puissances étrangères et documents s'y rapportant), publiés sous la direction de O.-S. Rydberg, puis O. Alin, etc.; ont paru (1877-1902) 4 vol. in-8°, plus 4 fasc. du t. V, allant de 822 à 1632. Les actes sont rangés par ordre chronologique; chaque vol. est suivi de plusieurs tables et index (liste chronologique, liste par pays en suédois et en français, etc.), fac-similé, etc.

2. *Sveriges och Norges traktater*; ont paru 3 vol., allant de 1815 à 1877.

3. 13 vol. parus, 1888-1902, in-8°, éd. par J.-F. Nyström, P. Sondén, C.-G. Styffe.

par la critique moderne; aux recueils norvégien de Sophus BÜGGÉ¹, danois de L.-F.-A. WIMMER², correspondra le *Corpus*, publié sous les auspices de l'Académie, par Hans HILDEBRAND³, qui donnera une description précise des monuments runiques, une reproduction et une traduction définitives des inscriptions. Le recueil suédois sera le plus considérable.

Parmi les Sociétés auxquelles on doit les publications de textes les plus considérables, il faut citer la *Société pour la publication de mss. relatifs à l'histoire scandinave*⁴, qui publie des *Historiska handlingar*⁵ (in-8°), périodiques et une collection des anciens livres municipaux de la Suède, subventionnée par la ville de Stockholm⁶; — la *Société des anciens textes suédois*⁷, qui publie, outre de considérables *Samlingar* (in-8°), un Dictionnaire de l'ancien suédois⁸; — la *Société d'histoire littéraire de la Suède*⁹, dont la revue, *Samlaren*, est accompagnée chaque année d'un ou plusieurs fascicules de textes (*Skrifter*).

La plupart des documents d'intérêt public, conservés dans les archives de l'ordre de la noblesse (*Riddarhus-arkivet*), seront englobés dans la collection intitulée : *Sveriges ridderskaps och adels riksdagsprotokol*, publiée aux frais de la noblesse suédoise¹⁰.

MM. JOHANNES PAULSON et LARS WAHLIN ont annoncé une série de *Scriptores latini medii aevi sueciani*; le premier volume paru contient la *Vita Christinae Stumbelesensis*, de *Petrus de Dacia*¹¹; mal

1. S. B., *Norges indskrifter med de ældre runer udgivne for det Norske Historiske Kildeskristfond* (Ka. gr. in-4°, 1891 et suiv.).

2. L. F. A. W., *De danske runemindesmærker undersøgte og tolkede* (Kbn., gr. in-fol., 1895 et suiv.).

3. *Sveriges runinskrifter återgifna af K. V. H. o. A. Akad. genom Hans Hildebrand*, un fasc. paru, *Olands runinskrifter... af Sven Söderberg* (Sthlm, 1900, gr. in-8°).

4. *K. Samfundet för utgivandet af handskrifter rörande Skandinaviens historia*, fondée à Stockholm en 1815.

5. *Handlingar* (et depuis le t. X *Nya handlingar*) *rörande Skandinaviens historia*, (40 vol. in-12 (1816-60) et un vol. de table (t. XLI paru en 1865); cette série ne contient que des documents antérieurs à l'avènement de Gustave III. *Historiska handlingar*, in-8°, 18 vol. (1861-02).

6. *De svenska stadsböckerna från äldre tid* (in-8°, 3 vol. parus).

7. *Svenska fornskriftsällskapet; Samlingar* (collections), 124 n° parus de 1844 à 1903.

8. K.-F. Söderwall, *Ordbok öfver svenska medeltidsspråket* (Lund, in-4°, depuis 1884).

9. *Svenska litteratursällskapet*, fondée à Upsal en 1880.

10. 1^{re} série, ont paru de 1855 à 1902 17 vol., allant de 1627 à 1714; 2^e série, ont paru de 1875 à 1902 15 vol., allant de 1719 à 1747.

11. *Scriptores latini medii aevi sueciani ediderunt Johannes Paulson et Lars*

copiée par Bolland, insuffisamment éditée par Papebroch, dont les erreurs ont été reproduites par Quétif et Echard dans les *Scriptores ordinis praedicatorum*, cette intéressante biographie est désormais, grâce à M. Paulson, accessible en une excellente édition critique.

M. Lauritz WEIBULL a inauguré une collection qu'il intitule *Monumenta Scaniae historica*, dont deux volumes ont paru¹.

HISTOIRE PAR ÉPOQUES.

ORIGINES ET MOYEN AGE (jusqu'à 1521). — Des trois royaumes scandinaves, la Suède est, sans doute, celui dont les origines historiques demeurent le plus obscures²; aucun scribe n'a recueilli les anciens chants³, dont les inscriptions runiques suédoises ne livrent que des lambeaux infimes; de l'âge héroïque, nous ne percevons que de lointains reflets dans les auteurs latins et surtout la littérature islandaise, où il faut chercher quelques souvenirs déformés de ses mythes,

Wáhlín. — *Petri de Dacia Vita Christinae Stumbelensis* editi J. Paulson (Gotoburgi, 1896).

1. *Diplomatarium diocesis Lundensis arkæstifts urkundsbok* (Lund, in-4°, 1900), et *Diplomatarium civitatis Malmogienstis. Malmö stads urkundsbok* (Malmö, in-4°, 1901).

2. Par contre, la préhistoire scandinave est relativement très avancée. Les études préhistoriques étant nécessairement internationales, nous connaissons beaucoup mieux en France les travaux des archéologues que ceux des historiens suédois; il suffira de renvoyer au livre de O. Montelius, *les Temps préhistoriques en Suède et dans les autres pays scandinaves* (trad. par S. Reinach sur l'édition anglaise et revu par l'auteur. Paris, 1895); outre un magistral exposé d'ensemble, on trouvera dans ce volume l'indication des principaux travaux de détail. M. O. Montelius a de nouveau condensé les derniers résultats acquis dans les chapitres qu'il vient de composer pour la *Sveriges historia* (III.) en cours de publication, sous la direction d'E. Hildebrand. Rappelons que les organes attitrés des archéologues suédois sont l'*Antiquarisk tidskrift för Sverige* (in-8°) et le *Månadsblad* (in-8°), publiés par la K. V. H. o. A. Akademi, et la *Svensk fornminnesföreningens tidskrift* (Revue de la Soc. des Antiquaires de Suède, in-8°). Plusieurs provinces suédoises possèdent de florissantes sociétés archéologiques; voy. la liste de ces sociétés et de leurs publications dans : Suède, *Enseignement supérieur, Catalogue publié à l'occasion de l'exposition universelle de 1900*, par A. Andersson (Upsal, 1900, in-8°). Cf. S. Bergh, *Om historiska föreningen i landsorten* (Hist. Tidskr., 1885). Enfin, parmi les importants travaux archéologiques parus en Suède en ces dernières années, mention spéciale doit être faite de la thèse de M. O. Almgren : *Studien über norduropäische Fibelformen der ersten nachchristlichen Jahrhunderte mit Berücksichtigung der provinzialrömischen und südrussischen Formen* (Upsal, in-8°, 1897).

3. Schück och Warburg, *Illustrerad svensk litteraturhistoria* (Sthlm, t. I, in-8°, 1896).

de ses légendes, de ses croyances et de ses mœurs. Le haut moyen âge nous échappe faute de sources; jusque vers 1200, on n'a que quelques brefs des papes, de rares documents nationaux relatifs à des cessions de terrain, des notes annalistiques, rédigées dans les églises et les monastères, sèches, incontrôlables, et quelques légendes, matériaux fragmentaires, disparates, contradictoires. La philologie scandinave projetée dans cette nuit d'insuffisantes lueurs. Toutefois, les travaux de la fin du XIX^e siècle ont renouvelé l'interprétation de l'ancienne littérature islandaise et il semble bien que de ces efforts l'histoire suédoise doive prochainement bénéficier. Reprenant et développant, avec une admirable érudition et une intuition quasi géniale des opinions émises avant lui (notamment par H. Petersen), le norvégien Sophus Bugge démontra l'influence des conceptions helléniques et chrétiennes sur la mythologie scandinave; ses théories, exposées en une série d'études¹ violemment prises à parti, surtout en Allemagne où le professeur Müllendorf menait l'attaque, provoquèrent des polémiques dont les échos se prolongent encore aujourd'hui². En Suède, les retentissantes conférences qu'il fit à Upsal (1880) marquèrent le début d'une ère nouvelle; actuellement une vigoureuse école suédoise se réclame de S. Bugge; et il n'importe que sur nombre de points les conclusions du maître aient dû être abandonnées, que sa méthode même, trop exclusivement linguistique, semble, à certains de ses disciples, insuffisante; on n'a pas cessé et on ne cessera plus de s'inspirer de cette idée fondamentale : le système mythologique que nous révèle l'Edda de Snorre est une combinaison des croyances païennes et des dogmes chrétiens, une systématisation artificielle marquant le point d'arrivée d'une très longue évolution. Un poète et grand écrivain suédois, V. RYDBERG³, a définitivement ruiné, en la développant jusque dans ses conséquences extrêmes la conception adverse, d'une théologie païenne fixée une fois pour toutes et commune à tous les peuples germaniques. La critique contemporaine s'efforce de préciser la signification de témoignages qui s'échelonnent sur une période d'un millier d'années (depuis les premiers témoignages latins), et de déterminer la valeur historique de chacun d'eux; dirigée par des maîtres tels que Schück, Noreen,

1. *Studier over de nordiske Gude-og Hellesaga Oprindelse* (1881-89), etc. — Cf. l'étude de Moltke Moe, *S. Bugge* (Norden, gr. in-8°, Sthlm, Hlgs, Kbn, Kra, 1902).

2. Cf. H. Paul, *Grundriss der germanischen Philologie* (I band, H. Paul, *Geschichte der german. philol.*; band III, E. Mogh, *Mythologie*).

3. V. Rydberg, *Undersökningar i germanisk mythologi* (Sthlm, I, 1886; II, 1890).

Lundell, A. Kock¹, l'érudition suédoise travaille à distinguer le rôle des populations de la Suède; l'étude combinée des trop rares témoignages historiques, des inscriptions runiques, des anciens noms de lieux et de personnes, etc., permet de conclure à l'existence, en Suède, de cultes différents de ceux de l'Allemagne et de l'Islande; on entrevoit une évolution de ces cultes, l'apparition de dieux successifs: Tor, le plus ancien et le plus généralement honoré en Suède, dieu des cultivateurs, Ull, Frø enfin, beaucoup plus récent et moins répandu, Odin, dieu de la guerre, protecteur des Vikings². Indices de groupements sociaux, ces cultes sont les premiers jalons de l'histoire suédoise.

Par contre, la philologie moderne met en doute des faits admis sur la foi des anciens Islandais; il semble, notamment, que les historiens ne sauraient utiliser l'Ynglingasaga avec trop de prudence; à en croire Snorre, l'Ynglingatal, source de ses informations, daterait du milieu du ix^e siècle; M. S. Bugge toutefois, suivi par M. Schück³, affirme que l'Ynglingatal aurait été composé en Irlande à la cour d'un roi viking d'origine danoise, vers 973; le poète norvégien, chargé de chanter les ancêtres de ce roi, aurait utilisé des généalogies variées et fondu des renseignements fournis par des Vikings venus de régions diverses, remontant d'abord de son héros aux généalogies danoises, puis aux généalogies suédoises. M. Storm, au contraire, persiste à croire que l'Ynglingatal est plus ancien et ne put être composé qu'en Scandinavie⁴. — M. Noreen⁵ assure que Snorre identifie à tort les Skilfingar (ceux qui siègent sur le trône élevé, de « scylf, » banc, trône), véritables rois d'Upsal, et les Ynglingar (Yngrefreyr = Ingunar freyr = Inguna freyr, c'est-à-dire roi des Ingunerna, les Ingaevones de Tacite, ou East-

1. Voy. travaux de détail dans les *Arkiv för nordisk filologi*, dirigées par A. Kock (Lund, in-8°), qui contiennent d'excellentes bibliographies annuelles. Cf. V. Gödel, *Fornnorsk-isländsk litteratur i Sverige* (Sthlm, in-8°, 1897, 311 p.).

2. H. Schück, *Svensk gudatro under heden tid. (Ur gamla papper, 4^{te} serien. Sthlm, 1899)*. A. Noreen, *Fornnordisk religion mytologi o. teologi: ett nytt uppslag i fråga om den nordiska mytologien (Spridda studier. Sthlm, 1895)*. — Cf. A. Olrik, *Den nordiske Nationalitetsforskel i sin tidligste Fremstraeden* (Nord. Tidskr., 1898). — B. Kahle, *Das Christentum in der altwestnordischen Dichtung* (Arkiv f. n. fl. XVII).

3. H. Schück, *De senaste undersökningar rörande Ynglingasagan* (Hist. Tidskr., 1885).

4. G. Storm, *Ynglingatal, dets Forfatter og forfættelsestid* (Arkiv f. nord. filol., IV).

5. A. Noreen, *Mytiska beståndsdelar i Ynglingatal Uppsalastudier tillägnade S. Bugge*. Upsal, in-8°, 1892.

dene), dynastie de la Suède méridionale. M. A. Kock¹ croit que Snorre n'a commis aucune confusion, la dynastie upsaliennne ayant pu porter simultanément ou successivement les deux noms; selon lui, Frö, dieu honoré à Upsal, s'est réellement appelé Yngve; Ingunar freyr serait pour Inguna-árfreyr, dieu protecteur des moissons des Ingunerna; le culte de Frö aurait été tardivement importé de la Suède méridionale en Uppland; le nom d'Ynglingar indique l'origine divine que s'attribuaient les rois d'Upsal, mais n'implique pas qu'ils fussent eux-mêmes originaires du pays des Ingunar.

Sur d'autres points, les témoignages de Snorre sont plus aisément contrôlables; son Heimskringla séduit par la clarté, la couleur, la vie du récit; il est populaire en Norvège. En dépit de son talent, le narrateur est sujet à caution quand il s'agit des choses de Suède; la critique moderne ne peut admettre le récit qu'il a fait des aventures d'Olof Skötkonung, père et roi malheureux².

Composée en Suède, la *Vita Erici* n'en est pas moins suspecte; dépouillé par la Réforme de son auréole de saint, le patron de la Suède avait conservé son prestige de roi législateur et de héros national; condamnés les « *Miracula S^u Erici*, » écrits par Israël Erlands-son, prieur de Sigtuna, au début du xiv^e siècle, la *Vita Erici* demeurerait, jusqu'à ces dernières années, la source principale de l'histoire d'Eric Jedvarsson; un mémoire ingénieusement critique de M. Knut Stjerna³, élève de M. Schück, tend à infirmer le récit de la *Vita*, simple extrait de l'Office de saint Eric, où les cleres d'Upsal auraient tardivement fondu (l'Office n'aurait été achevé que vers 1273) les légendes nées en Uppland. En réalité, Eric n'aurait joué qu'un rôle politique insignifiant, luttant à grand'peine pendant un règne très court (3 à 5 ans) contre deux compétiteurs, combattu lui-même par la papauté, incapable, par conséquent, de diriger les croisades en Finlande et d'accomplir les réformes intérieures qu'on lui attribue généralement. Les divers éléments de la légende se seraient cristallisés autour du nom d'Eric, l'un des plus anciens de la Suède, à

1. A. Kock, *Om Ynglingar såsom namn på en svensk konungaätt* (Hist. Tidskr., 1899). Cf. E. Lind, *Namnshistoriska bidrag till frågan om den gamla norska konungaätten härstämning* (Hist. Tidskr., 1896). — Jon Jónsson, *Skilfingar eda skjöldungar vestan fjalls i Noregi* (Arkiv. f. n. fl., XIX).

2. A. Akerblom, *Heimskringlas framställning af förhållandet mellan Olof Skötkonung o. Olof den helige* (Hist. Tidskr., 1899). — Sur les relations d'Olof Skötkonung et de St Sigfried, cf. Hans Hildebrand, *St Sigfried och hans mission* (Hist. Tidskr., 1891).

3. Knut Stjerna, *Erik den helige. En sagohistorisk studie* (Lunds universitets Arsskrift, 1898).

l'origine, épithète (le tout-puissant) qui s'appliquait à Frö, — en sorte que saint Eric aurait hérité de l'ancien dieu d'Upsal, comme saint Olof, patron de la Norvège, a hérité de Thor, — en outre, nom d'un missionnaire décapité près d'Upsal au ^x^e siècle, d'où la croyance au martyre, quand il semble prouvé, au contraire, qu'Eric fut tué dans un combat à l'issue d'un banquet trop copieux. Cependant, M. C.-M. Kjellberg¹ voit dans la *Vita* un récit très antérieur à l'Office, auquel il aurait été incorporé à titre documentaire, et maintient une partie des faits, notamment la croisade en Finlande. Une vive polémique ne paraît pas avoir donné de résultat définitif; la conclusion de ce débat ne peut anticiper la publication annoncée de la thèse de M. K. Stjerna sur saint Eric.

On sait quel rôle important la Hanse joua dans les affaires scandinaves; pendant tout le moyen âge, la domination économique des villes allemandes pèse lourdement sur le Nord; à l'audacieuse expansion des scandinaves, à la fin des temps païens, succède une période d'inertie; peu à peu, la Hanse s'empare de tout le commerce, englobe, puis ruine Visby², domine dans les villes où elle organise la vie municipale³. Cette domination s'impose par une politique habile; s'aidant des nombreux documents publiés en Allemagne et des travaux antérieurement parus en Suède, M. K.-G.-A. GRANDINSSON retrace les progrès de cette politique depuis les origines jusqu'à 1365⁴. Ses études reposent sur des recherches étendues, mais son exposé, très compact, constitue plutôt un répertoire de faits diligemment compulsés qu'une histoire véritable. M. P. GIRGENSOHN⁵, qui le continue, confirme, sur presque tous les points, les travaux d'Erslev et de l'Allemand Dænell⁶; du moins apporte-t-il des détails intéressants et neufs sur l'état intérieur de la Suède à la fin du ^{xiv}^e siècle.

Le ^{xiv}^e siècle est, pour les pays scandinaves, le siècle des « unions »

1. C.-M. Kjellberg, *Erik den helige i historien och legenden* (Finsk Tidskr., 1898); *Erik den heliges ättlingar* (Hist. Tidskr., 1888). — O. Janse, *De nyaste dsigterna om Erik den helige* (Hist. Tidskr., 1898). Cf. *Hist. Tidskr.*, 1899 et suiv.

2. Cf. Lucien Maury, *l'Île de Gotland* (Tour du Monde, 8 mars 1902).

3. H. Hildebrand, *Sveriges medeltid* (Del, I, 2. Sthlm, 1881-94).

4. K.-G.-A. Grandinsson, *Studier i hanseatisk-svensk historia; I : tiden till 1332; II : åren 1332-65* (Sthlm, 1884-85).

5. P. Girgensohn, *Die skandinavische Politik der Hansa, 1375-95* (Upsal, 1898).

6. Erslev, *ouvr. cit.* plus loin. E. Dænell, *Die schonischen Pfandschaften und die kölnen Konfoederation* (Leipzig, 1894); *Geschichte der deutschen Hansa in der zweiten Hälfte des XIV Jahrhunderts* (Leipzig, 1897).

(unions de la Suède et de la Norvège, 1319 ; de la Suède et de la Scanie, 1332, renouvelée en 1340 ; de la Suède, du Danemark et de la Norvège, 1397). Définitives, scellées par le génie d'un politique ou d'un soldat, ces unions eussent fait peser sur l'Europe un empire s'étendant des grands lacs russes à la mer du Nord, de l'océan Glacial aux bouches de l'Elbe ; la Baltique englobée, l'activité scandinave rayonnait sur la plaine russe et allemande, la race acquérait des chances de développement indéfinies. Beau programme, dont il serait toutefois injuste d'attribuer l'échec aux seules fautes des gouvernants. La politique d'union se heurtait à des difficultés inextricables ; l'impartiale étude des faits montre les peuples scandinaves d'ores et déjà profondément distincts, divers de tempérament, hostiles par intérêt les uns aux autres, dispersés sur un vaste domaine dont la nature n'a point nettement marqué le centre. En Suède, l'union repose sur une contradiction ; elle suppose une royauté puissante, mais ses partisans, chefs de la haute aristocratie, ne l'acceptent que comme un moyen d'affaiblir le pouvoir royal et de se soustraire à la discipline monarchique. — M. S. CLASON¹ étudie le traité d'Oslo (1319), élaboré par des délégués suédois et des membres du conseil norvégien ; la Norvège revient par héritage à Magnus Eriksson, âgé de trois ans, petit-fils, par sa mère Ingeborg, du roi Hakan V, mort sans héritiers mâles ; le traité, qui règle les conditions de l'héritage, est très incomplet et notoirement insuffisant ; les historiens norvégiens, toujours prompts à signaler les manifestations du sens national, concluent que, dès cette époque, l'union inspirait à leurs ancêtres une grande défiance. M. S. Clason démontre qu'il s'agissait d'un traité provisoire, valable seulement pour la durée de la minorité, et dont aucune clause n'engageait le roi majeur. Mais la prudence même des négociateurs, et, plus tard, lors de la majorité, l'absence de nouvelles conventions ne prouvent-elles pas que l'on recule devant la difficulté de s'entendre ? En réalité, les conditions de l'union ne devaient jamais être définies ; en 1397, Marguerite groupe sous un même sceptre les trois royaumes ; ce fut une union de fait sans base légale ; l'acte du couronnement, tardivement rédigé (le 13 juillet, près de quatre semaines après la cérémonie), écrit sur parchemin, revêtu de soixante-sept sceaux, enregistre un fait matériel sans aucune allusion à l'union ; l'acte du 20 juillet (unionsakten) ne présente aucun caractère définitif ; c'est un simple projet rédigé par une commission après entente avec la reine et ses conseillers, contresigné

1. S. Clason, *Unionstraktaten i Oslo 1319* (*Hist. Tidskr.*, 1889).

seulement par les délégués suédois et danois, d'ailleurs fort incomplet et visiblement inspiré par les Suédois, plus préoccupés de garantir l'indépendance de la Suède que de créer une union véritable. Ce projet, écrit sur papier, fut aussitôt enfoui dans les archives danoises. O. RYDBERG, à qui l'on doit une excellente étude¹ de ce document, a soutenu, au sujet de quelques détails d'interprétation, une vive polémique contre le professeur danois ERSLEV²; tous deux sont d'accord pour reconnaître que le projet du 20 juillet allait directement à l'encontre de la politique de la reine Marguerite; la reine encouragea très probablement l'abstention des Norvégiens et contribua à empêcher la rédaction définitive et les ratifications prévues. Le projet du 20 juillet 1397 n'en fut pas moins invoqué dès 1425 par Eric comme un contrat définitif pour obliger les Suédois à intervenir dans la lutte contre le comte de Holstein; d'habiles copies firent perdre de vue le caractère véritable du document conservé à Copenhague. Quelques années plus tard, les Suédois eux-mêmes s'appuyèrent sur ce texte pour revendiquer contre la royauté le respect de leurs libertés. Les premiers doutes sur la validité du contrat, émis au XVIII^e siècle par le Suédois Georgii³, passèrent inaperçus; ils devaient être repris par

1. O.-S. Rydberg, *Om det från unionsmötet i Kalmar år 1397 bevarade dokumentet rörande de nordiska rikenas förenig.* Inträdestal (V. H. o. A. s. handl. Ny följd D, XI, 1.)

2. K. Erslev, *Unionsbrevet fra Kalmarmödet 1397* (Arb. f. nord. oldkynd. og. hist., 1889). — *Fortsatte bemaerkninger om unionsbrevet fra Kalmarmödet 1397* (Ibid., 1891). Voy. en outre *Hist. Tidskr.*, 1890 et 1891, Bil., et G. Storm, *Dronning Margretas Valg i Norge* (*Hist. Tidskr. norvégienne*, 1900-01). O. Rydberg voit, dans le document du 20 juillet 1397, « l'acte fondamental » de l'union, K. Erslev le « témoignage » pur et simple de témoins véridiques; les deux adversaires semblent d'ailleurs s'être rapprochés au cours de la polémique; discussion de mots, observe avec raison E. Hildebrand, l'acte n'ayant dû être considéré comme fondamental qu'après ratification et rédaction à six exemplaires (*Sv. statsförfattningens historiska utveckling...* Sthlm, 1896). Cf. le beau livre de M. K. Erslev, *Erik af Pommern, hans kamp for Sønderjylland og Kalmarunionens opløsning* (*Danmarks historie under Dronning Margaretha og Erik af Pommern. Anden del.* Kbn, 1901, 1^{re} partie. *Dronning Margaretha og Kalmarunionens Grundlaeggelse* parue en 1882), dont on a fort apprécié en Suède la précision et l'impartialité. M. Erslev épuise le sujet; certains de ces jugements paraissent discutables, légèrement hasardée sa tentative de réhabilitation d'Eric, mais il rend pleinement justice au soulèvement national suédois; à opposer l'injustice passionnée du Suédois K.-P. Arnoldsson, dont le livre, *Nordens enhet och Kristian II* (Sthlm, 1899), fournit de curieux exemples de la déformation que peuvent subir les faits historiques envisagés du point de vue d'un certain « scandinavisme » moderne.

3. K.-F. Georgii, *Historia foederum praecipue recentiorum, Sveciae inter et Daniam* (Upsaliae, 1758-76).

le Danois Paludan-Muller¹, et, simultanément, par O. Rydberg et Erslev.

Tandis que les peuples unis à Kalmar s'efforcent de conserver leur indépendance, la monarchie traite la Suède et la Norvège en provinces danoises, menace les franchises locales, installe partout des fonctionnaires danois², provoquant ainsi le sentiment national. En Suède, le mécontentement grandit vite et la plus grande partie de la nation se groupe, dans un grand élan de solidarité, autour de chefs énergiques. M. K. AHLENIUS précise, autant qu'il est possible de le faire, en attendant la publication des documents conservés à Rome, les traits essentiels de l'un des épisodes les plus caractéristiques de la lutte entre le parti aristocratique et unioniste, soutenu par la haute église, et le parti national démocratique, dirigé par de puissants régentes; le conflit entre Sten Sture le jeune et l'archevêque Gustaf Trolle, qui se termine par la victoire complète de Sten Sture³. — En Norvège, au contraire, le mécontentement causé par les fonctionnaires danois ne cause que des mouvements partiels et éphémères; le triomphe trop complet de la royauté, l'anéantissement de l'ancienne aristocratie avaient laissé le pays affaibli; point de centres d'action ni de classes organisées; au milieu de l'indifférence générale s'affirme la prédominance des intérêts locaux. Étudiant les rapports entre la Suède et la Norvège, M. AKERBLUM montre comment l'initiative de la résistance vint toujours de la Suède, mais ne put déterminer en Norvège un puissant mouvement national⁴.

GUSTAVE VASA ET SES FILS (1524-1644). — Aucun travail original important à signaler sur le règne de Gustave Vasa⁵; le centenaire du fondateur de la monarchie suédoise moderne, célébré le 12 mai 1896, en dépit des incertitudes des historiens⁶, n'a guère provoqué

1. Paludan Muller, *Observationes criticae de foedere inter Daniam, Sueciam et Norvegiam auspiciis Margaretae reginae iclo* (Hafniae, 1840).

2. Voy. la curieuse odyssée d'un de ces Danois, Jöns Gerkesson, archevêque d'Upsal (1408-21), imposé par Eric au chapitre d'Upsal, chassé de l'Église à cause de ses crimes, réhabilité, puis évêque de Skalholt (Islande) (1429-33), où il périt attaqué dans sa cathédrale par ses fidèles révoltés (G. Djurklou, *J. Gerkesson, ärkebiskop i Upsala, 1408-21, Kulturbild från Eriks af Pommerens dagar*) (*Hist. Tidskr.*, 1894).

3. K. Ahlenius, *Sten Sture d. y. och Gustaf Trolle, 1514-17* (*Ibid.*, 1897).

4. A. Akerblom, *Sveriges förhållande till Norge under Medeltidsunionen* (från 1389). Lund, 1888.

5. Quelques travaux de caractère spécial seront signalés au paragraphe Droit et Institutions.

6. On sait que diverses dates paraissent plausibles : d'après l'inscription tombale de la cathédrale d'Upsal, Gustave Vasa serait mort âgé de « ter quinque lustra, » ce qui reporterait sa naissance au 12 mai 1485, date admise par

qu'un livre d'ensemble et qui n'apporte aucun résultat nouveau. Le *Gustave Vasa* de M. Otto Sjögren¹ est une synthèse de lecture agréable; ses procédés d'exposition rappellent ceux de Fryxell; même art du récit abondant et alerte (mais non exempt d'erreurs), même ingéniosité dans l'utilisation des sources. Plus directement profitable aux historiens seront l'excellente édition de la chronique de Per Brahe, donnée par M. Otto Ahnfelt², les menus documents publiés par M. E. HILDEBRAND et le récit, par le même, des dernières années du roi d'après les souvenirs laissés par mäster Hans³.

M. E. HILDEBRAND a aussi fait connaître, par un résumé, accompagné d'extraits, une relation allemande du couronnement d'Eric XIV; due à Simon Fischer, secrétaire de l'ambassadeur poméranien Henrik Norman, cette relation fut malheureusement composée vingt ans après le couronnement, à l'aide d'un journal de route; y chercher surtout la brève notation de curieux détails de mœurs⁴.

Une tradition, reproduite par tous les historiens suédois : Dalin, Celsius, Fryxell, Geijer, etc., voulait que, lors de leur révolte contre Eric XIV, Jean III et Charles eussent fait un pacte, s'engageant à se partager le gouvernement de la Suède, à organiser une sorte de « samregering », évidemment en désaccord avec l'esprit du testament de Gustave Vasa. M. E. HILDEBRAND⁵ démontre qu'il n'en fut rien,

Jean III; mais Charles IX croit que son père était âgé, quand il mourut, de soixante-douze ans (*Rimkrönika*) et, par conséquent, était né en 1488. Peder Svarte et Per Brahe donnent 1495, d'autres 1490. M. E. Hildebrand penche en faveur de 1495 ou 1496. Enfin, un manuscrit découvert par le professeur Ahnfelt à la bibliothèque d'Upsal et utilisé pour la nouvelle édition de la chronique de Per Brahe donne le 3 mai 1497. Voy. E. Hildebrand, *När föddes Gustaf Vasa?* (*Hist. Tidskr.*, 1895). *Annu en gång Gustaf Vasas födelsedag* (*Ibid.*, 1895).

1. Otto Sjögren, *Gustaf Vasa. Ett 400 årsminne* (Sthlm, 1896, 560 p. ill.); du même auteur et du même ordre, *Gustaf Vasas söner och deras tidevarf* (Sthlm, 1901, 621 p. ill.).

2. Otto Ahnfelt, *Per Brahe den äldres fortsättning af Peder Svarts krönika utg. af-* (Lund, 1896, in-4°).

3. *Några handlingar till Gustaf Is historia* (*Hist. Tidskr.*, 1887). *Från Gustaf Vasas sista tider* (*Ibid.*, 1899) (les souvenirs de mäster Hans ne remontent pas au delà de 1557 et ne sont détaillés que pour la dernière année). — Cf. *Gustaf Vasas sista tal till ständerna* (*Ibid.*, 1899) (le dernier discours de Gustave Vasa aux États (1560), dont on a plusieurs versions, est exact dans son fond; Peder Svart, sujet à caution sur une foule d'autres points, est ici véridique).

4. E. Hildebrand, *Henrik Normans resa till Erik XIV kröning, 1561* (*Hist. Tidskr.*, 1885). — *En berättelse om Erik XIV besvärliga regemente* (*Ibid.*, 1888).

5. E. Hildebrand, *Hertigarne Johans och Karls tilltänkta samregering 1568* (*Hist. Tidskr.*, 1889).

et que jamais Charles IX n'a parlé de promesses faites par Jean III à cet égard, et non tenues. En réalité, Charles ne cessa d'exercer sur les affaires la plus grande influence. M. O. SÖDERQVIST donne, en une thèse massive¹, un minutieux récit des rapports des deux frères, entre 1568 et 1575; Eric XIV détrôné, Charles recouvre simplement sa principauté, avec tous les droits définis par le testament de Gustave Vasa; et c'est de même, semble-t-il, du testament que les deux frères s'inspirent dans leurs relations, au moins au début; c'est, en effet, pendant quatre ans une collaboration sans nuages, Charles traitant seul les affaires qui concernent exclusivement sa principauté, réglant, d'accord avec le roi, celles qui touchent aux intérêts de l'ensemble du royaume. Puis des conflits surgissent : les deux frères sont de tempéraments trop différents pour s'entendre longtemps, tous deux orgueilleux et jaloux : Jean faible, irrésolu, capricieux, Charles volontaire, tenace, violent et cupide; néanmoins, Charles impose ses conseils; il est la vraie tête politique. Geijer a très justement écrit : « on s'étonne beaucoup moins de voir enfin Charles accéder au trône que d'avoir vu un trône subsister auprès de lui. » D'autant qu'il trempa de bonne heure dans les conspirations contre Jean III. M. F. OEDBERG le prouve surabondamment : spécialiste du XVI^e siècle, M. F. OEDBERG possède des informations extrêmement étendues; il écrit d'indigestes études que les historiens ne sauraient négliger; on eût aisément tiré un livre bien vivant de la masse de matériaux qu'il a utilisés dans son travail sur les conspirations contre Jean III, de 1572 à 1575². M. F. OEDBERG a préféré donner un récit minutieux et souvent fastidieux des intrigues qui s'élaborent dans les cours des deux princes et parmi les amis d'Eric XIV; on connaissait déjà, mais il explique, jusque dans le détail, le rôle des aventuriers français, les de La Gardie, le chevaleresque et malheureux C. de Mornay. M. F. OEDBERG apporte à l'histoire diplomatique autant de contributions qu'à l'histoire intérieure; les conjurés cherchent, en effet, des secours à l'étranger et s'efforcent de croiser les entreprises de la diplomatie de Jean III : Dançay³, notamment, sollicité simultanément par les deux partis, se fait leur interprète auprès de la cour de France.

1. O. Söderqvist, *Johan III och hertig Carl, 1568-75* (Upsal, 1898).

2. F. Oedberg, *Om stämplingarna mot kon. Johan III åren 1572-75. Anteckningar* (Sthlm, 1897, 284 p.). Voy. plus loin, paragraphe Biographie.

3. Dançay, ambassadeur de France à Copenhague (1557-89), où il meurt à près de quatre-vingts ans. Son registre de minutes (Kopiebok) contenant ses rapports de 1567 à 1573, déposé aux Archives de Copenhague, a été publié par C. F. Bricka (*Inberetninger fra C. de Dançay til det franske hof om for-*

Signe des temps, ce double appel à une monarchie occidentale : c'est précisément sous Jean III que les relations de la Suède avec les puissances continentales s'étendent et se compliquent; aucun roi, observe Joh. Messenius (*Scandia illustrata*, VII, 29), n'avait auparavant reçu et expédié autant d'ambassades. Pour la première fois, les intérêts politiques, religieux, commerciaux de l'État suédois dépassent les limites du domaine scandinave et lui imposent de collaborer à la solution de problèmes européens : collaboration longtemps indécise, malaisée à définir, encore que les historiens suédois fassent effort, depuis Theiner, pour s'orienter parmi les hésitations religieuses de Jean III, et surtout ses incertitudes et ses contradictions politiques. M. E. HILDEBRAND a donné¹ un résumé et de très longs extraits des dépêches de Francisco de Eraso, ambassadeur de Philippe II en Suède (1578-1579); outre quelques informations sur les mœurs suédoises, on trouvera dans ces dépêches de précieux renseignements sur les projets d'alliance entre l'Espagne et la Suède; l'ambassadeur insiste sur les moyens de conquérir Helsingör et Helsingborg, qui commandent l'entrée de la Baltique, et dont les douanes enrichissent le Danemark; maîtres de ces deux villes, les Espagnols le seraient aussi du commerce de la Baltique qu'ils fermentaient aux Anglais et aux Hollandais². En une étude sur Anders Lorch, « légat » de Jean III en Pologne, qui dépasse de beaucoup son cadre³, M. F. OEDBERG donne un véritable tableau de la politique

holdene i Norden 1567-73. Udg. ved C. F. B. af Rigsarkivet. Kbn, in-8°, 1901; ses rapports de 1575 à 1586 sont imprimés dans les *Handl. rör Skand. hist.* (XI). Cf. *Ch. de Danzay, fransk resident ved det danske Hof. (Hist. saml. og stud. vedrør. forh. og person.... udg. af Dr Holger Rørdam, III, Kbn, 1897).*

1. E. Hildebrand, *Johan III och Filip II* (*Hist. Tidskr.*, 1886).

2. Sur ces projets, voy. aussi le livre cité ci-après de M. K. Hildebrand. M. Hildebrand cite, d'après le Danois Molbeck, *En notice om Philip den Andens Erobringsplaner mod Danmark* (*Hist. Tidskr. Kvn, 1845*), mais n'a pu consulter un très intéressant rapport de L. Aubery du Maurier, consul de France à Dantzic; le titre exact de ce document est : *Discours sur les desseins que les Espagnols ont de se rendre maîtres de la mer Baltique et de tout le trafic de Pologne et de l'Allemagne septentrionale pour en priver la France et les Provinces-Unies des Pays-Bas, avec les remèdes qu'on y peut apporter* (s. d.); il figure au t. 541 de notre coll. Dupuy. — Sur les relations de la Suède et de la Hollande, voy. Carl Sprinchorn, *Om Sveriges förbindelser med Nederländerna från äldsta tider till år 1614* (*Ibid.*, 1885), tableau tracé à grands traits d'après des monographies hollandaises et quelques recherches d'archives.

3. F. Oedberg, *Om Anders Lorchs, K. Johans ständige legat i Polen och hans tid (1569-84). Bidrag till svenska diplomatiens och den katolska reaktionens historia* (Skara, 1893, in-4°, 123 p.).

étrangère de Jean III, tableau repris dans de plus amples proportions par M. K. HILDEBRAND en une thèse sur Jean III et les puissances catholiques¹. De ses vastes lectures, qu'il n'utilise point toujours avec la discrétion et la réflexion nécessaires, M. K. Hildebrand n'a pas dégagé une peinture bien nette de la situation politique de l'Europe; la première partie de sa thèse eût été avec avantage resserrée en une brève introduction. Dans son récit des entreprises diplomatiques de Jean III, il complète utilement ses devanciers; Jean III attend, de l'intervention du pape auprès de Philippe II, le règlement de la succession de Bona Sforza (530,000 florins, les principautés de Bari et Rosani), de l'intervention du pape auprès de Maximilien II, un arbitrage favorable dans les litiges entre la Suède et le Danemark (questions des « Tre Kronor » notamment), et, la Suède et le duc Julius de Brunswick, la reconnaissance des droits de la Suède sur la Livonie, un mariage alliant les Vasa aux Habsbourg; une grande alliance catholique sera sa sauvegarde contre ses ennemis extérieurs et même intérieurs; de là sa politique polonaise, de là l'accueil fait aux envoyés du pape (Antonio Possevino)², et du roi d'Espagne (Francisco de Eraso), de là les missions de Petrus Rosini³ et Ture Bielke en Italie (1574-1576), de Pontus de la Gardie en Allemagne et en Italie (1576-1577), de Gustaf Banér, Klas Bielke et Herman Bruse auprès de l'empereur (1579). C'est seulement à partir de 1580 que Jean III perd de son zèle et comprend l'inanité de cette politique.

De ses alliances catholiques, Jean III espère bien tirer parti contre la Russie; Ivan le Terrible est son ennemi personnel. Par ses publications de textes et ses études nourries d'une érudition considérable⁴,

1. K. Hildebrand, *Johan III och Europas katolska makter (1568-80). Studier i 1,500 talets politiska historia* (Upsal, 1898, xxix-321 p.).

2. Sur le rôle de Possevino, voy. l'étude intitulée : *Sveriges ställning till Antonio Possevinos fredsmedling mellan Polen och Ryssland, 1581-82* (Hist. stud. Festskr. till. C. G. Malmström, 1897), dans laquelle M. K. Hildebrand résume et complète, à l'aide de documents suédois, les résultats acquis par les travaux du jésuite Pierling.

3. Il semble que Jean III ait eu un instant l'intention d'intervenir en médiateur entre catholiques et huguenots français. Petrus Rosini se rendant d'abord en Italie, où il rencontre Henri III, n'eut pas l'occasion d'exécuter les instructions du roi de Suède à cet égard. Les lettres l'accréditant auprès de Charles IX et de Catherine de Médicis ont été retrouvées en original dans la coll. Bielke (K. Hildebrand, *op. cit.*, p. 223).

4. H. Hjärne, *De äldste svensk-ryska legationsakterna* (Upsal, 1884, 120 p.); ce vol. contient : 1° trad. du russe : notes de chancellerie, fixant l'historique des négociations et actes échangés; ces notes se rapportent aux dernières années du gouvernement de Gustave Vasa et concernent particulièrement les

M. H. Hjärne a mis en lumière la situation respective de la Russie et de la Suède au ^{xvi}^e siècle et jusque vers 1572. Son travail sur les négociations de 1564-1572 est précédé d'une curieuse peinture des relations russo-suédoises antérieures; M. Hjärne définit les étranges usages de la diplomatie moscovite, les barbares susceptibilités des tsars et expose, en détail, le premier essai d'alliance négocié sur le pied d'égalité entre Eric XIV et Ivan; la crainte de leurs ennemis intérieurs et extérieurs, le désir d'arriver à un arrangement supportable, au sujet de la Livonie, rapprochent les deux souverains. Eric consent à promettre de livrer Catherine Jagellon, femme de son frère Jean, à Ivan; contrairement à ce qu'on a cru parfois, Ivan ne voit en la princesse qu'un otage dont il disposera utilement, au cours de sa guerre contre la Pologne. Un tel arrangement dépendait uniquement d'un accord personnel entre les deux souverains; Eric renversé, Jean, malgré ses tentatives de conciliation, ne peut empêcher la guerre.

En dépit de sa faiblesse, Jean III a une politique à lui; son fils Sigismund n'est qu'un instrument aux mains du pape. M. H. Hjärne précise et renouvelle, dans une certaine mesure, à l'aide de documents étrangers, l'histoire des intrigues de la diplomatie polonaise en Suède¹; il s'est servi surtout des travaux de contemporains

négociations qui amenèrent la fin de la guerre de 1555-56, et la paix de 1557, et les deux ambassades de mäster Knut (1556) et Sten Eriksson (1557) (déjà connues notamment par les travaux de Tegel); 2^e documents latins tirés des Archives de Stockholm concernant les ambassades suédoises de 1524 à Novgorod et 1526 à Moscou; la seconde de ses ambassades rapporta notamment des renseignements intéressants sur sa rencontre avec Johannes Franciscus de Potentia envoyé par Léon X au roi Christian II à l'occasion du « blodbad » de Stockholm et par la suite nommé par le pape évêque de Skara. — H. Hjärne, *Svensk-ryska förhandlingar, 1564-72. Erik XIV ryska förbundsplaner* (Hum. vet. samf. Skrifter. Upsal, 1897). Cf. Thor Andersson, *Svenska underhandlingar med Ryssland, 1537* (Sthlm, 1893), courte étude sur les négociations qui aboutissent au traité du 26 juin 1537. — E. Hildebrand, *En svensk beskickning till Ryssland under Erik XIV:s regering* (Hist. Tidskr., 1887), texte d'une relation de l'ambassade envoyée par Eric en Russie en automne 1566. — E. Hildebrand, *Klagodikt öfver en svensk beskicknings lidanden i Ryssland under åren 1569-72* (Hist. Tidskr., 1888). Description en vers allemands, par Mathias Schubert (secrétaire de l'ambassadeur Pavel Juusten, évêque d'Abo), des souffrances de la mission partie de Suède en 1569, qui fut retenue deux ans prisonnière en Russie; cette mission fut fort mal traitée par Ivan à titre de représailles, les Suédois ayant pillé, après la chute d'Eric XIV, la mission russe à laquelle Catherine Jagellon devait être remise.

1. Harald Hjärne, *Sigismunds svenska resor. Bidrag ur polska och italienska källor* (Upsal, 1884, in-8°). — Cf. K. Sigismunds protest mot sin 1594 afgifna försäkran (Hist. Tidskr., 1900). Ranke avait fait connaître (*Die romischen*

comme Lubienski et Piasecki (déjà consultés antérieurement par des Suédois, notamment Werwing), des chroniques de Bielki et Wielewicz, des récits de voyages du poète Zbylitowski et de divers manuscrits de la bibliothèque Czartoryska à Cracovie (coll. Naruszewicz et Albertrandi), et donne un excellent exposé des projets de la curie romaine sur la Pologne et la Suède, des plans de Clément VIII et des négociations de Malaspina.

En face de Sigismond, catholique, étranger à son propre pays, un homme définit et fait triompher la tradition nationale; seul des fils de Gustave Vasa, le duc Charles (Charles IX) a hérité des qualités d'homme d'État de son père; il les développe en administrant sa principauté; il étudie la politique dans Comines; sa jeunesse se modèle sur Charles le Téméraire, sa vieillesse sur Louis XI; à force d'énergie brutale, de zèle fanatique et presque révolutionnaire, il restaure la monarchie compromise par la hauteur maladive, la folie d'Eric XIV, l'indécision, le dilettantisme, les fantaisies ruineuses de Jean III. Sigismond abandonne la Suède, omet d'y constituer un gouvernement régulier¹; il escompte les rivalités qui prépareront son triomphe. Charles s'entend avec le conseil, crée un gouvernement provisoire dont il est l'âme; aux théories absolutistes et abstraites de Sigismond, aux tendances oligarchiques ou féodales du conseil, il oppose la notion d'une monarchie retremée à ses sources démocratiques, en collaboration constante avec les diverses classes de la nation, plus respectueuse des anciens droits locaux qu'au temps de Gustave Vasa, première esquisse d'où sortira le complexe organisme de Gustave-Adolphe et d'Oxenstiern. M. BOETHIUS refait, d'après les sources, l'histoire de cette corégence²; son

Påbste in den letzten vier fahrhunderten) la protestation secrète signée par Sigismond après qu'il eût prêté serment de maintenir la religion réformée en Suède (19 févr. 1594); la revue donne le texte latin de cette protestation d'après l'original retrouvé aux archives du Vatican.

1. Au lendemain de l'élection de Sigismond au trône de Pologne, Jean III et Sigismond avaient stipulé un certain nombre de garanties assurées à la Suède dans son union prévue avec la Pologne; l'« acte de Kalmar » fut sévèrement jugé par les contemporains et ne manifestait à leurs yeux que l'égoïsme du conseil; pour les historiens modernes, l'acte de Kalmar est une victoire de la noblesse; en réalité, l'auteur responsable n'est autre que Jean III lui-même; l'acte garantissait l'indépendance de la Suède, son intégrité administrative, financière, religieuse, etc.; il ne fut ratifié par aucun riksdag et fut annulé en 1590. Voy. E. Hildebrand, *Om Kalmars stadgar eller det « latinska brefvet » 1587* (*Hist. stud. Festschr. till. C. G. Malmström*, 1897).

2. Boëthius, *Hertig Karls och svenska riksrådets samregering* (*Hist. Tidskr.*, 1884-85-86). — Cf. E. Hildebrand, *Brytningen i Sveriges historia, 1594* (*Ibid.*, 1894). — Boëthius, *Ett regeringsprogram af hertig Karl från 1595* (*Ibid.*,

récit des longs démêlés entre le gouvernement provisoire et les gouverneurs indépendants laissés dans les provinces par Sigismond, entre le gouvernement provisoire et Sigismond, enfin entre Charles et le Conseil, s'arrête à la date du 3 novembre 1596, où le duc Charles partit de Stockholm; le Conseil, entraîné, au riksdag de Söderköping, à une situation révolutionnaire, est désormais impuissant à jouer le rôle d'agent conciliateur. — M. K. PIRA¹ étudie les rapports du duc Charles avec le Danemark à la même époque : la paix de Stettin (1570) a laissé sans solution des questions délicates (limitation des droits des deux États en Laponie, question des « tre kronor, » question livonienne, questions commerciales); de là de longues négociations, Charles s'efforçant, en outre, de préparer la neutralité du Danemark dans la lutte qu'il prévoit contre Sigismond. M. Pira s'arrête à 1600, mais annonce une continuation de son utile travail².

LA GRANDEUR SUÉDOISE (1611-1718). — La personnalité de Gustave-Adolphe, les grands traits de l'histoire de son règne sont bien connus³; le vaste champ de sa politique extérieure est loin d'être épuisé, et attire toujours les chercheurs. Gustave-Adolphe inaugure l'âge d'or de la diplomatie suédoise; il emploie encore une foule d'étrangers, Hollandais, Allemands, Anglais, Français, mais auprès de ces

1885); texte d'un programme de réformes administratives élaboré par le duc Charles et en partie proposé au riksdag de Söderköping. — S. Bergh, *Meddelanden om förberedelserna till Karl IX kröning* (Ibid., 1884); longues hésitations du duc Charles, qui refuse le titre de roi offert par le riksdag de Linköping (1600), commence à porter ce titre seulement en 1603 et diffère son couronnement jusqu'au 15 mars 1607, simple tactique pour agir sur les riksdags.

1. K. Pira, *Svensk-dansk förhandlingar, 1593-1600* (Upsal, 1895).

2. A signaler, pour l'histoire militaire des Vasa, les travaux utiles, encore que peu originaux, de L.-G.-T. Tidander, *Kriget mellan Sverige och Ryssland, åren 1555-57* (Vesterås, 1888, 47 p.). — *Daniel Rantzäus vinterfälttåg i Sverige, 1567-68* (Sthlm, 1886, 58 p.). — *Studien öfver slaget vid Axtorna d. 20 okt. 1565* (Halmstad, 1882, 22 p.). — *Krigsföretagen i Livland under Erik XIV:s regering* (Westervik, 72 p.). — *Fälttåget i Östergötland år 1598* (Norrköping, 1883, 67 p.), etc.

3. Le troisième anniversaire de la naissance de Gustave-Adolphe a suscité en 1894 un grand nombre de publications dont on trouvera la liste dans l'*Hist. Tidskr.* (1895, p. 188, et 1896, p. 218); la plupart sont sans intérêt pour les historiens; à excepter cependant : L. Stavenow, *Gustav Adolf, hans personlighet o. betydelse* (Heimdal folkskrifter, 53 p.), travail intéressant, abstrait, dépassant de beaucoup la portée d'un exposé populaire. — O. W. Alund, *Gustaf II Adolf, Ett trehundraårsminne* (Sthlm, 1894, 346 p.), de lecture agréable. — Cf. G. Eneström, *la Leggenda sulla dimora del re svedese Gustavo Adolfo II in Padova* (Padua, 1886, 9 p.); la lettre de Galilée, datée de 1633, sur laquelle repose la légende d'un séjour de Gustave-Adolphe à Padoue, est apocryphe.

auxiliaires apparaissent les premiers diplomates suédois de carrière, formés par Oxenstiern, — ce ne sont point des nobles, — un Anders Svensson (OEdell), un Lars Nilsson (Tungel), surtout un Johan Salvius (Adler), *alumnus regius*, boursier en Allemagne, confident du grand chancelier qui l'opposera, sans désavantage, aux meilleurs agents de Richelieu¹. Une série de thèses précisent et renouvellent par le détail l'histoire de l'immense effort déployé au cours du XVII^e siècle par cette jeune diplomatie, qui remplace la patience par la souplesse, et, avec des moyens financiers réduits, impose à l'Europe par sa hauteur et son orgueil. MM. A. RYDFOUS et A. HEIMER² (continués par M. CARLBOM, voir ci-dessous) étudient les relations de la Suède et de l'Angleterre. Sujet quelque peu ingrat : les négociations sans cesse reprises en vue d'arriver à un traité d'alliance n'aboutissent pas ; les Suédois doivent se contenter du concours de

1. Guerre de Trente ans, voy. P. SONDÉN, *Tvenne hjältar från trettioåriga Kriget* (Hist. Tidskr., 1893) ; d'après deux livres allemands : *Reichsfreiherr Dodo zu Innhausen und Knyphausen, Königl. schwedischer Feldmarschall*, par L. SATTLER (Norden, 1891, 680 p.), et *Diétrich von Falkenberg, Oberst und Hofmarschall Gustav Adolfs*, par K. WITTICH (Magdeb., 1892, 359 p.). — O. BERGSTRÖM, *Öfverstelöjtnant J. Printz med vestgöta ryttare vid Chemnitz kapitulation, 1640* (Ibid., 1887) ; récit d'un épisode des campagnes de Banér, d'après les interrogatoires du Conseil de guerre ; Printz fut à peu près acquitté et demeura en faveur auprès du gouvernement suédois. — E. HILDEBRAND, *Wallenstein und seine Verbindungen mit den Schweden. Aktenstücke aus dem Schwedischen Reichsarchiv zu Stockholm* (Frankf. a. M., 1885) ; reproduit en entier les pièces les plus importantes (65) de Riksarkiv ; publié en Allemagne grâce au concours du professeur Gaedeke, qui a utilisé les documents dans la première partie de son livre, *Wallensteins Verhandlungen mit den Schweden und Sachsen, 1631-34 ; mit Akten und Urkunden aus dem K. Sächsischen Hauptstaatsarchiv zu Dresden* (Frankf. a. M., 1885) ; à compléter par G. IRMER, *Die Verhandlungen Schwedens und seine Verbündeten mit Wallenstein und dem Kaiser von 1631 bis 1634* (Leipzig, 1891). — Cf. Axel, *Oxenstierna om Wallensteins planer, 1633* (Hist. Tidskr., 1889) ; lettre de A. O. (16 mai 1633) à Lars Nilsson, résident suédois à Dresde, et confirmant ce qu'on savait déjà de l'extrême prudence avec laquelle le grand chancelier accueille les ouvertures de Wallenstein. — V. VESSBERG, *Bidrag till historien om Sveriges krig med Danmark, 1643-45* (I, Sthlm, 1895 ; II, Södermalms läroverksprogr., 1900) ; exposé concis, d'après les sources, de la guerre, terminée par le glorieux traité de Bromsebro, et sur laquelle on ne possédait que l'ancienne *Historia belli Sueco-Danici* de Boeclerus (Strassb., 1679) et les modernes études diplomatiques du Danois Fridericia. — J.-H.-T. ROSENGREN, *Grefve Magnus Gabriel de La Gardies ambassad till Frankrike, 1646* (Växjö, läroverksprogr., 1901). — STILLE, *Schering Rosenhane som diplomat och ambetsman, 1609-63* (Acta universitatis Lundensis, 1892).

2. A. RYDFOUS, *De Diplomatiska förbindelserna mellan Sverige och England, 1624-maj 1630* (Upsal, 1890). — A. HEIMER, *De diplomatiska förbindelserna mellan Sverige och England, 1633-54* (Lund, 1892).

médiateurs anglais (traité de Knäred, Stolbova, Altmark, Stumhsdorf) ou de secours indirects et dérisoires (traité spécial entre Gustave-Adolphe et le marquis Hamilton). Les Stuarts, désireux de soutenir le palatin dépouillé, oscillent entre l'alliance suédoise et l'entente espagnole; leurs tergiversations retardent l'entrée en scène de Gustave-Adolphe; après Breitenfeld, leurs offres demeurent sans crédit (ambassade de Henry Vane); la politique contradictoire de Charles I^{er} décourage ses plus fidèles amis. Par contre, le gouvernement de Christine repousse les avances de la république anglaise et refuse de coopérer à la guerre contre la Hollande; c'est seulement en 1654 que Whitelocke parvient à formuler les termes d'une pacifique entente (traité d'Upsal, 1654). Beaucoup plus intéressante, au point de vue français, la thèse de M. Lauritz WEIBULL¹ donne un récit détaillé, et, semble-t-il, définitif des négociations qui ont précédé le traité de Berwalde (23 janvier 1634); le sujet avait été antérieurement abordé par M. Fagniez (*le Père Joseph et Richelieu*) d'après les archives françaises, par Cronholm (*Sveriges historia under Gustaf II Adolfs regering*), d'après les documents suédois; M. Fagniez était très bref; Cronholm, plus long et peu clair, demeurait insuffisant. M. L. Weibull, s'appuyant également sur les archives françaises et suédoises, suit, pas à pas, les démarches de Charnacé, parvenu en Suède le 18 novembre 1629; dès le 27 octobre, Gustave-Adolphe soumet au Conseil, à Upsal, la question de savoir s'il interviendra en Allemagne à la sollicitation des rois de France et d'Angleterre; il obtient, le 3 novembre, une réponse favorable, décision capitale, et qui commande le rôle de la Suède dans la guerre de Trente ans. De longues difficultés n'en devaient pas moins être opposées à Charnacé, à qui Gustave-Adolphe tente, à plusieurs reprises, d'enlever la direction des négociations (curieuses mésaventures de l'ambassadeur suédois Lars Nilsson en France, 1629-1630).

C'est une intervention française, favorisée ou contrecarrée par l'Angleterre, qui règle les difficultés pendantes entre la Suède et la Pologne aux traités d'Altmark (1629) et de Stuhmsdorf (1635). M. WEJLE² étudie les relations des deux royaumes rivaux; il montre nettement les fautes de Gustave-Adolphe, qui cherche des ennemis

1. Lauritz Weibull, *De diplomatiska förbindelserna mellan Sverige och Frankrike, 1629-31. Ett bidrag till Gustaf II Adolfs och kard. Richelieus historia* (Lund, 1899).

2. C. Wejle, *Sveriges politik mot Polen, 1630-35* (Upsal, 1901). Cf. S. Clason, *Förhållandet till Polen och Petrus Petrejus' sändning till Danzig, 1615* (*Hist. Tidskr.*, 1900); texte tiré des archives russes d'un rapport de Per Persson (connu comme historien sous le nom de Petrus Petrejus Upsaliensis),

à la Pologne, s'efforce d'y provoquer des désordres intérieurs, et, d'ailleurs, mal servi par Roussel, réussit seulement à provoquer un mouvement national et un groupement des patriotes autour de Wladislas; la mort de Gustave-Adolphe et le couronnement de Wladislas font échec à la Suède, mais le riksdag de 1633 acclame Christine¹, prononce à nouveau la déchéance en Suède des descendants de Sigismond; Wladislas appelle de lui-même la médiation des puissances occidentales.

Au sud de la Pologne, la Transylvanie est un poste avancé du protestantisme; pendant toutes leurs grandes guerres continentales, les Suédois ne cessent de négocier avec ce fuyant auxiliaire; de lointaines obligations familiales poussent Gustave-Adolphe à intervenir personnellement dans la principauté; sa belle-sœur Catherine de Brandebourg a épousé Gabriel Bethlén; Catherine veuve, il réglera la situation de la princesse vis-à-vis de Rakoczy. M. C. WIBLING² donne un bon exposé de la politique transylvaine au cours de la guerre de Trente ans, complète, à l'aide des sources suédoises, ce que l'on savait déjà sur les malheurs de Bethlén, les velléités d'action, l'impuissance, le rôle médiocre de Rakoczy et résume, avec une suffisante clarté, l'histoire des ambassades suédoises adressées à ces princes.

La Suède, par ses victoires militaires et diplomatiques, crée un empire Baltique; les provinces acquises fournissent à l'État des revenus, des places, des terres dont il récompense ses fonctionnaires, ses soldats; larges bases d'opération ou simples « têtes de ponts » sur les rives méridionales ou orientales de la Baltique, précieux instruments au service d'une politique agressive, ces possessions n'apporteront un accroissement définitif de puissance qu'à la condition d'être solidement organisées; une incorporation administrative, sinon une assimilation complète, tel est le but que se propose de bonne heure le gouvernement suédois; presque partout ses efforts suscitent une résistance opiniâtre dont il ne triomphe que très lentement, et

envoyé à Dantzig pour y ménager un appui à Gustave-Adolphe et s'y renseigner sur la situation en Pologne.

1. Divers travaux relatifs à Christine seront signalés à la partie Biographie.

2. C. Wibling, *Om Sveriges förhållande till Siebenburgen, 1623-48* (Lund, 1890). M. C. Wibling ignore les travaux de E. Sayous, notamment « les Relations de la France avec la Transylvanie pendant la guerre de Trente ans » (Séances et travaux de l'Académie des sciences morales et politiques, t. CIV). — Cf. T. Westrin, *Philip Sadlers beskickning till Siebenbürgen, 1626* (*Hist. Tidskr.*, 1890); résumés et textes de lettres dans lesquelles P. S. rend compte de sa mission.

point dans tous les cas. La Poméranie a été conquise par les armes; elle a, néanmoins, ses états, ses droits et privilèges que les Suédois ne peuvent abolir, même après que les traités de Westphalie ont rendu définitive la conquête; Christine, puis Charles X Gustave, qui, d'ailleurs, n'envisage guère que la valeur stratégique de la province, négocient longuement et vainement pour imposer effectivement la domination suédoise. M. Oscar MALMSTRÖM¹, qui ajoute peu à ses devanciers (le Suédois Odnher, les Allemands Barthold et von Bohlen), consacre une longue étude à ces infructueuses tentatives. La Poméranie ne devait recevoir une organisation suédoise qu'au cours des quinze années de paix qui suivent le règne agité de Charles X Gustave. — A Brême et Verden, les Suédois sont d'abord accueillis comme des libérateurs; pacifiquement évincés par le Danois Frédéric, ils reconquièrent les deux villes avec Kœnigsmark et leur imposent une contribution (1645); ici encore, la consécration d'Osnabruck ne termine rien; Christine opère une complète sécularisation au profit de ses protégés et amis; quatorze années s'écoulent avant qu'une constitution fixe l'administration des « duchés, » en y introduisant le système des « collèges » suédois (1652). On trouvera l'histoire militaire, diplomatique et administrative de cette incorporation dans l'excellente thèse de M. E.-A. ZETTERQVIST², basée sur des recherches d'archives étendues (arch. suédoises, arch. de Brême, arch. de Stade actuellement déposées à Hanovre). — En Esthonie, dépendance volontaire et plus ancienne, les difficultés sont pires: Charles IX et Gustave-Adolphe n'ont point réussi à dompter une turbulente noblesse; Eric Oxenstiern, propre fils du grand chancelier, est enfin envoyé à Reval comme gouverneur; il y fait l'apprentissage des grandes affaires; éclairé, soutenu par son père, il impose au pays la première empreinte suédoise³.

M. J.-Levin CARLBOM a conçu le méritoire dessein de retracer « les causes de la seconde guerre (de Charles X Gustave) contre le Danemark et de la coalition formée par l'Autriche, la Pologne et le Brandebourg contre la Suède⁴, » c'est-à-dire l'histoire de toute la

1. Oscar Malmström, *Bidrag till svenska Pommerns historia, 1630-53* (Lund, 1892).

2. E.-A. Zetterqvist, *Grundläggningen af det svenska väldet i hertigdömena Bremen och Verden* (Lund, 1891).

3. E. Fries, *Erik Oxenstierna såsom Estlands guvernör, 1646-53* (Hist., Tidskr., 1885).

4. Introd. de sa thèse, *Sverige och England 1655-Aug. 1657. P.-J. Coyets, Krister Bondes och Georg Fleetwoods beskickningar och förrättningar i London, traktaten d. 17 Juli 1656* (Lund, 1900). — Du même, *Sveriges förhåll-*

politique étrangère de Charles X Gustave de 1655 à 1658; ses premières monographies sont consacrées aux relations de la Suède avec l'Angleterre, le Danemark et l'empire de 1655 à 1657; à Londres, Charles X Gustave, sur le point d'entreprendre la guerre de Pologne, sollicite une alliance, des subsides, pour assurer, dit-il, la défense de la Baltique, en réalité pour tenir en respect la Hollande et le Danemark; mais le Protecteur estime périlleux de sacrifier à la Suède deux puissances protestantes; il traine les négociations en longueur, accorde seulement un traité de commerce (17 juillet 1656). Les Hollandais redoutent, par-dessus tout, une alliance anglo-suédoise, *societatem leoninam*; leur ambassadeur à Londres, Nieupoort, lutte victorieusement contre les agents suédois; à Copenhague, Charles X Gustave prétend imposer son alliance; le « petit frère » se dérobe, ruse, temporise, exaspère par ses lenteurs calculées le bouillant roi de Suède; ici encore, l'agent hollandais triomphe du Suédois Dureel; la correspondance de Dureel reflète les incertitudes des Danois, leurs alternatives d'espoir et d'abattement, signalées par la reprise ou l'abandon des armements; bientôt leurs récriminations s'aigrirent; c'est une « guerre de plume » avant la guerre véritable. M. Carlbohm s'accorde avec les derniers historiens danois pour reconnaître que les Danois voulurent enfin la guerre, une guerre de revanche qui leur

lande till Österrike under Ferdinand III:s siska regeringsår (1655-57), samt bidrag till teckningen af kejsertliga ståndebudet frih. Frans Paul von Lisola som diplomat och statsman (Göteborgs läroverksprogr., 1898). — Magnus Dureels negotiation i Köpenhamn, 1655-57. Sveriges och Danmarks inbördes förhållande under åren närmast före Karl X första danska krig. (Upsal, 1901). — Cf. Guernsey Jones, The diplomatic relations between Cromwell and Charles X Gustavus of Sweden (Lincoln, 1897); exclusivement d'après les archives anglaises. — P. Meadowe, Redogörelse för den politiska ställningen i Norden under åren 1658-59; utg. o. från engelskan öfversatt af A. Hjelmerus (Halmstad, 1899); Ph. Meadowe, ambassadeur d'Angleterre en Danemark, médiateur, de même que Terlon, au traité de Rösckilde. — L. Berger, Den svenske guvernören Printzenkölds mord och upproret på Bornholm, 1658 (Hist. Tidskr., 1888); examen des diverses versions mises en circulation au sujet du soulèvement de Bornholm en faveur des Danois et du massacre de la petite garnison suédoise commandée par Printzenköld. — Voy. enfin E. Haumant, la Guerre du nord, 1655-60 (Paris, 1893); malheureusement M. E. Haumant a tenu cette gageure de composer son livre en négligeant presque complètement les travaux scandinaves; il cite trois ouvrages suédois déjà anciens, ne connaît aucun ouvrage danois; de là des insuffisances et des erreurs (il confond Erik et Bengt Oxenstiern, définit fausement le traité de Roeskilde). Il eût trouvé notamment d'utiles informations dans la thèse citée ci-dessus de M. Wibling, les Négociations entre les Suédois et Rakokzy, que M. Haumant juge « obscures » et qui ont abouti à un véritable traité, le 6 décembre 1656.

eût rendu les provinces perdues en 1643, l'empire de la Baltique, et eût définitivement brisé l'élan de Charles X Gustave vers une toute puissante « monarchia septentrionalis. » — Dans la monographie relative à l'empire (basée sur les publications de A.-F. Pribram, *Archiv für österreichische Geschichte*. Vienne, 1887), M. Carlbom prend vivement à partie M. A.-F. Pribram, admirateur trop zélé du génie politique de Lisola; aussi bien, Lisola fut-il un des ennemis les plus acharnés des Suédois.

Les travaux de M. Carlbom, arides, et non exempts de longueurs (il est peut-être excessif de s'étendre sur les négociations à Londres de Coyet, Bonde et Fleetwood, beaucoup moins actifs et moins heureux que leur successeur Friesendorf), seront utilement consultés par l'historien de Charles X Gustave; on les complétera à l'aide du volume déjà cité de M. C. Wibling et des thèses de M. J. NORDVALL¹ sur les relations russo-suédoises et de M^{lle} E. FRIES sur les relations holando-suédoises².

LUCIEN MAURY.

(Sera continué.)

1. J. Nordvall, *Svensk-ryska underhandlingar före freden i Kardis, 1658-61* (Upsal, 1890), d'après les archives suédoises seulement.

2. E. Fries, *Bidrag till kännedomen om Sveriges och Nederländernas diplomatiska förbindelser under Karl X Gustafs regering* (Upsal, 1883); utilise un assez grand nombre de sources hollandaises.

COMPTES-RENDUS CRITIQUES.

Walter NORDEN. *Der vierte Kreuzzug im Rahmen der Beziehungen des Abendlandes zu Byzanz.* Berlin, Behr, 1898. In-8°, 408 pages.

La question des origines de la quatrième croisade et des motifs qui poussèrent les barons français à faire voile vers Constantinople semblait tranchée. Dans des polémiques restées célèbres, Riant¹, Mas Latrie², Hanotaux³, Klimke⁴ avaient élucidé la part prise par les Vénitiens et Philippe de Souabe au changement de direction de la croisade. M. Tessier avait repris les pièces de ce procès si compliqué⁵ et pesé la part de responsabilité qui revient à chacun des acteurs de ce drame. Cependant, M. W. Norden n'a pas cru que le sujet fût complètement épuisé, et, dans une étude très substantielle, il cherche à examiner les événements d'un nouveau point de vue, celui des relations entre l'empire byzantin et l'Occident. Il est, en effet, surprenant qu'un des faits les plus importants de l'histoire du moyen âge, la destruction de l'empire byzantin par les croisés, n'ait été expliqué jusqu'ici que par des considérations tirées de l'Europe occidentale. L'histoire de Byzance, et surtout celle des rapports antérieurs entre le gouvernement impérial et les Occidentaux, pouvaient seules nous fournir toutes les données du problème. C'est cette lacune que M. W. N. s'est attaché à combler. Sans apporter aucun fait nouveau, il a cherché à relier entre eux des événements déjà étudiés et à présenter un tableau synthétique des causes qui ont amené la première chute de Constantinople. Il sera désormais impossible d'étudier cette histoire sans employer la méthode qu'il préconise, sans tenir compte des relations que les empereurs d'Orient avaient entretenues avant la quatrième croisade avec les Occidentaux.

L'ouvrage comprend deux études distinctes. La première partie reproduit le titre du travail tout entier. Dans la seconde partie, l'auteur démontre que la direction donnée à la flotte des croisés ne fut pas due à une intrigue, et il réfute successivement les accusateurs des Vénitiens et de Philippe de Souabe.

La première partie est la plus nouvelle. Au début, l'auteur nous

1. *Revue des Questions historiques*, années 1875 et 1878.

2. *Histoire de l'île de Chypre*, t. I.

3. *Revue historique*, t. IV.

4. *Die Quellen zur Geschichte des vierten Kreuzzuges*. Breslau, 1875.

5. *La Quatrième croisade*. Paris, 1884.

indique la thèse qu'il soutient. Selon lui, l'attaque de Constantinople n'est due ni au hasard ni à une trahison, mais elle est le terme naturel du conflit qui s'était élevé depuis longtemps entre les Occidentaux et les Byzantins. Ce conflit, d'après M. W. N., est surtout politique. D'une part, les empereurs byzantins n'ont jamais renoncé à l'idée de la monarchie universelle et de la restauration de leur pouvoir à Rome et en Occident; d'autre part, les adversaires qu'ils avaient trouvés en Italie, les Normands, après avoir conquis le thème de la Longobardie, ont été entraînés par leur ambition vers Dyrrachium et Constantinople. Ils ont ainsi donné un fâcheux exemple, et, en diminuant le prestige que l'empire avait gardé en Occident, ils ont préparé les attaques qui devaient affaiblir, puis anéantir Constantinople. Mais des adversaires plus dangereux que les Normands ont été les croisés, qui ont adopté, jusqu'à la fin du *xiii*^e siècle, la route de la vallée du Danube et de Constantinople. Par un malentendu, dont les suites devaient être redoutables, ils ont d'abord considéré les empereurs d'Orient comme des alliés et l'empire comme un point d'appui pour leurs conquêtes sur les infidèles. M. W. N. n'a peut-être pas mis suffisamment en lumière la conception diamétralement opposée des empereurs, qui voient dans les croisés des barbares dont ils vont tirer parti, suivant leur politique habituelle, pour reprendre leurs terres sur d'autres barbares, et celle des Occidentaux, qui sont indignés de ne pas voir les souverains de Constantinople se mettre avec toute leur puissance au service de l'Église romaine et des défenseurs du Saint-Sépulcre. Une entente était donc peu probable; mais une autre raison, que M. W. N. a négligée, la rendait impossible : depuis 1054, les Occidentaux et les Grecs se traitaient mutuellement de schismatiques, et cette haine religieuse devait rendre le conflit encore plus aigu. M. W. N. aurait pu trouver, bien avant les croisades, des projets de conquête de Constantinople : d'après ses lettres à Henri IV, Grégoire VII voulait conduire lui-même en Orient une grande armée et imposer aux Grecs, même par la force, la suprématie pontificale¹. Cette question de la réunion des Églises devait en effet, jusqu'aux derniers jours de Constantinople, rendre stériles tous les projets d'alliance entre Byzance et l'Occident. Pour calmer les scrupules des chevaliers qui refusaient de donner l'assaut à une ville chrétienne, les évêques leur représentaient que des schismatiques coupables envers l'Église romaine étaient dignes du même sort que les infidèles². Il y a donc, entre la prise de Constantinople, en 1204, et le schisme des deux Églises, un lien étroit qu'il était nécessaire d'indiquer. Il est exact que les croisés ont commencé à méditer la perte de Constantinople du jour où ils se sont aperçus que les empereurs byzantins, loin d'être les auxiliaires de la croisade, en étaient bien plutôt des adversaires; mais le schisme des Grecs a bien été la véritable raison qui a rendu tout accord impossible.

1. *Lettres*, t. II, p. 37.

2. 10 avril 1204.

Un autre élément de discorde était la situation commerciale des républiques italiennes et surtout des Vénitiens à Constantinople. M. W. N. cite avec raison l'excellente étude dans laquelle Carl Neumann a montré que les privilèges accordés par les empereurs à ces villes supposaient en retour des obligations militaires et surtout navales. Les empereurs ne tardèrent pas, d'ailleurs, à redouter cette intrusion pacifique des Occidentaux dans l'empire. Jean, en 1125, et Manuel, en 1171, essayèrent de supprimer tous les monopoles accordés par leurs prédécesseurs; le tyran Andronic alla même plus loin, et, pour résoudre la question, fit massacrer tous les Latins qui se trouvaient à Byzance. Mais ces mesures de rigueur et de violence n'eurent aucun résultat; après chacune de ces tentatives, les empereurs durent céder devant les menaces de la flotte vénitienne, et, en 1187, un dernier traité fut conclu entre Alexis et les Vénitiens. C'était, de la part du gouvernement impérial, un aveu d'impuissance qui pouvait autoriser toutes les audaces.

Enfin, un conflit permanent de principes divisait les empereurs byzantins et les empereurs germaniques, qui prétendaient les uns comme les autres se regarder comme les seuls héritiers des Césars et les maîtres du monde. M. W. N. a seulement étudié le terme de cette longue querelle sous l'empereur Henri VI, qui, successeur des Normands dans les Deux-Siciles, continua leur politique d'agression contre Byzance et médita la conquête de Constantinople; il eût pu rechercher dans le passé les causes de ce conflit, qui date de la restauration de l'empire par Charlemagne, et dont le voyage de Luitprand à la cour de Nicéphore Phocas nous présente un tableau si animé. Le passage de Frédéric Barberousse avait renouvelé ces haines mutuelles, et, comme le remarque avec raison M. W. N., la mort subite d'Henri VI en retarda de quelques années l'invasion de l'Orient.

Le deuxième chapitre, qui a pour titre : *la Quatrième croisade*, est peut-être le plus original de l'ouvrage. L'auteur y explique comment, malgré la mort d'Henri VI, qui semble avoir délivré Constantinople de tout danger, l'expédition de 1203 a été décidée. Pour avoir la solution de ce problème, point n'est besoin, selon lui, de supposer de noirs desseins aux Vénitiens ou à Philippe de Souabe. La situation est bien plus naturelle : les querelles dynastiques de Byzance et les espérances mises par les croisés sur la tête du jeune Alexis nous la fournissent. L'usurpateur Alexis III eut la maladresse de mécontenter les Vénitiens en les chargeant d'impôts et surtout en accordant des privilèges à leurs rivaux les Génois et les Pisans. Or, à ce moment, le fils de l'empereur détrôné, le jeune Alexis, passait en Occident et se réfugiait à la cour de son beau-frère, l'empereur Philippe de Souabe. Dès septembre 1202, les deux princes envoient des ambassadeurs à Venise avec de magnifiques promesses si les croisés consentent à restaurer Isaac l'Ange et son fils sur le trône de Constantinople. Ce furent ces promesses en réalité qui, d'après M. W. N., décidèrent les croisés à abandonner la

route de l'Égypte pour celle de Constantinople. D'après le traité, dont les clauses nous ont été rapportées par Villehardouin et Robert de Clari, la restauration projetée devait avoir pour effet de mettre sur le trône de Constantinople un prince dévoué aux intérêts des Vénitiens, tout prêt à mettre ses forces au service de la Terre Sainte et bien disposé pour la réunion de l'église grecque à l'église romaine. En fallait-il davantage pour rallier l'opinion des plus hésitants? Les chefs de la croisade, Philippe de Montferrat, Villehardouin, se crurent de grands politiques et rêvèrent de bonne foi la constitution d'un nouvel empire byzantin, qui serait le plus ferme appui des chrétiens de Palestine. Le pape Innocent III lui-même, qui, dans sa correspondance avec les empereurs, insistait sur ces deux idées essentielles : réunion des deux Églises, mise de toutes les forces de l'empire au service de la Terre Sainte, ne pouvait que se réjouir d'une solution qui semblait combler ses plus chères espérances.

C'est par là que s'expliquent tous les événements postérieurs, dont le terme a été la chute de l'empire grec. Les illusions des croisés avaient pour cause une profonde ignorance de la situation de Constantinople; lorsque le jeune Alexis eut été rétabli sur le trône, la réalité commença à se faire jour, mais, avant d'en venir à la destruction de l'empire, les croisés montrèrent la plus grande patience et s'imaginèrent longtemps qu'un accord était possible. On les voit même négocier avec Marzuphle, le meurtrier du jeune Alexis. Ce fut seulement lorsque les chefs de la croisade se virent leurrés et durent abandonner tout espoir d'obtenir jamais les avantages promis, qu'une explosion de colère les poussa à détruire leur œuvre et à renverser l'empire grec pour constituer à sa place un empire latin. Cet événement sembla combler leurs vœux; comme le fait remarquer M. W. N., les Vénitiens et les croisés obtinrent des avantages bien plus considérables que ceux qui leur avaient été concédés par Alexis IV; dans le premier moment de leur victoire, ils purent s'imaginer que la question d'Orient était résolue pour toujours et que celle de la Terre Sainte ne tarderait pas à l'être. Les événements devaient bientôt démentir ces espérances, et, dès la première génération de conquérants, beaucoup expièrent la mauvaise action qu'ils avaient commise en contribuant à détruire l'empire byzantin et à ruiner le plus ferme boulevard que l'Europe ait jamais eu contre la barbarie orientale.

Dans la dernière partie de son ouvrage, M. W. N. défend ses conclusions en étudiant le rôle de Philippe de Souabe, des Vénitiens et d'Innocent III dans cette croisade. Son étude a le mérite de rattacher les événements de l'Orient latin à ceux de l'Orient hellénique et de faire tomber ainsi la séparation qui avait été élevée bien artificiellement entre ces deux grands domaines de l'histoire du moyen âge.

Louis BRÉHIER.

P.-Giuseppe Boffito, Barnabita. *Eretici in Piemonte al tempo del Gran Scisma (1378-1417)* (Estratto dal periodico : *Studi e documenti di storia e diritto*, anno XVIII, 1897). Roma, Tipografia poliglotta della S. C. de propaganda fide. In-4°, 53 pages.

Ce compte-rendu paraîtra sûrement plus que tardif. Peut-être voudra-t-on bien pourtant en excuser la date, par considération de la valeur même du travail de M. Boffito. Plus d'un mérite, en effet, doit le signaler à l'attention des érudits. C'en est d'abord le ton purement scientifique. Combien, dans le sujet choisi par l'auteur, auraient vu une matière à souhait pour reprendre des polémiques hors de propos, pour renouveler des apologies qui ne sauraient aboutir ! C'est ensuite l'usage excellent qu'a fait M. B. des sources auxquelles il s'est adressé, la connaissance exacte qu'il a montrée des doctrines hétérodoxes du XIII^e au XV^e siècle, ainsi que des recherches qui, dans ces derniers temps, en ont éclairci l'histoire. C'est enfin la notion, jusque dans ses détails, de la répression appliquée aux doctrines dont il s'agit¹.

Au surplus, le schisme et le relâchement de l'autorité ecclésiastique, qui en était la suite naturelle, auraient-ils, ainsi qu'on serait conduit à le supposer légitimement au premier abord, amené en Piémont une recrudescence de l'hérésie ? M. B. ne paraît pas le croire. A pareille époque, autant qu'on peut s'en rendre compte, ce qui aurait redoublé dans le même pays, c'est l'activité de la justice inquisitoriale. Jusque-là, elle y avait été, il semble, médiocre et d'ailleurs entravée par d'implacables représailles². Quoi qu'il en soit, même en mettant de côté la considération du schisme, qui, au point de vue de l'hérésie comme de tout le reste, pouvait bien accroître, en effet, les embarras de l'Eglise, il y avait intérêt évidemment à étudier, durant cette période particu-

1. A ce dernier point de vue, nous nous permettons de noter l'appréciation judicieuse émise par l'auteur à propos du rôle de ces assesseurs, dont la présence à côté des juges d'Inquisition, au dernier terme de leur procédure, a fait naître des opinions, que repoussent également la nature de la justice inquisitoriale et le caractère de ses ministres. S'appuyant de l'assertion formelle d'un des théoriciens les plus compétents de cette justice, l'italien Zanchino Ugolini, M. B. voit dans cette présence de jurisconsultes auprès des inquisiteurs ce qu'il faut y voir en réalité, non point un scrupule d'équité, mais l'intention de donner aux sentences définitives prononcées par des moines, plus théologiens que juristes, une forme, au point de vue judiciaire, absolument correcte et inattaquable. Voir p. 11, note 2.

2. Le 5 mai 1365, l'inquisiteur Pietro Cambiano tombe, à Suse, sous les coups d'un assassin cathare ou vaudois. Le 9 avril 1374, c'est le tour d'un autre inquisiteur, Antonio Pavone, frappé, au sortir de l'église, en pleine place de Bricherasio, par une dizaine de conjurés. Voir, sur ces différents points, p. 6-8.

lière comme pendant toute autre, la situation des croyances hétérodoxes dans les contrées en question. Celles-ci étaient alors et sont demeurées jusqu'à nos jours la terre classique en quelque sorte de la vaudoisie. On ne saurait oublier également qu'au début du xiv^e siècle le grand hérésiarque Dolcino y avait cantonné, comme dans un dernier asile, ses bandes fanatiques. Exterminé lui et les siens, en 1307, il avait laissé, dans les lieux témoins de sa ruine, un souvenir ineffaçable¹, peut-être aussi des disciples lointains. Mais il y a plus : les enquêtes poursuivies, en 1388, à Pignerol, à Asti, à Turin, par l'inquisiteur Antonio Settimo de Savigliano, avaient démontré qu'à cette date l'hérésie était largement répandue en Piémont².

En quoi consistait au juste cette hérésie, dans le moment si trouble au point de vue spirituel, qu'est pour les sectes dissidentes comme pour l'église officielle la fin du xiv^e siècle et le début du xv^e? « Dans les enquêtes mentionnées à l'instant, on la qualifie de vaudoisie, dit M. B.; mais ce n'est pas de la vaudoisie. Ce que nous avons devant nous, c'est plutôt un mélange d'hérésies diverses, une nouvelle forme de syncrétisme hérétique³. » Cette appréciation est de tous points exacte. La preuve s'en trouve dans la première et la plus curieuse des affaires étudiées par l'auteur sous ce titre : « Un fraticelle en Piémont⁴. »

Vers la fin de l'année 1394 ou au commencement de l'année suivante, les officiers de l'Inquisition ont arrêté, dans le district de Chieri, à Villastellone, un artisan natif de Carmagnola, du nom de Giacomo di Ristolassio. Enfermé à Chieri dans la prison communale, soumis par l'inquisiteur dominicain, Frère Jean Susa de Rivoli, à six interrogatoires successifs, il est abandonné, le 9 mars 1395, au bras séculier. Le jour suivant, on le conduit, à grand renfort de tambours et de trompettes, comme cela se pratique pour les exécutions capitales, sur la place du marché, et là on le brûle, après l'avoir étranglé au préalable. Ce n'est pas, à proprement parler, un relaps. L'abjuration, qui lui a été proposée jusqu'au dernier instant, aurait pu le sauver. Mais il a refusé avec obstination de s'y soumettre. Il compte ressusciter au bout de trois jours, et, dans cet espoir, il a demandé qu'on lui gardât ses vêtements⁵.

L'embarras est grand pour classer ce malheureux parmi ses confrères

1. Voir, à ce sujet, et sur les traditions conservées aujourd'hui encore à propos de Dolcino, dans le pays même qui vit sa disparition tragique, il y a près de six cents ans, H. C. Lea, *A history of the Inquisition of the middle ages*, t. III, ch. II.

2. Voir p. 9.

3. Voir *Ibid.*, *ut supra*.

4. Voir p. 1-34.

5. M. B. a reproduit le texte des interrogatoires avec la sentence qui en est la conclusion. L'ensemble se trouve à l'*Archivio di Stato* de Turin, dans une copie qui semble contemporaine.

en hérésie du xiv^e siècle, et l'on est bien là en présence de ce syncrétisme hérétique indiqué par M. B., mais d'un syncrétisme exagéré cette fois jusqu'à l'incohérence par le manque de culture naturel à un simple artisan. L'inquisiteur qui le condamne lui donne, comme toujours, la qualification de vaudois. Au fond, c'est avant tout, il semble, ainsi qu'un certain Angelo, le maître dont il se réclame, un fraticelle, mêlant aux doctrines des Fraticelles dégénérées d'autres croyances empruntées, soit aux Faux-Apôtres, disciples de Dolcino, soit aux Bégards ou Frères du Libre-Esprit, soit aux Vaudois eux-mêmes. A ces éléments disparates, il faut joindre des légendes purement populaires, celle de saint Brandan, par exemple. C'est à cette dernière que se rattache l'opinion professée par Giacomo di Ristolassio que, jusqu'au jugement dernier, les âmes des justes demeurent dans le paradis terrestre¹.

La seconde partie du travail de M. B. a moins d'importance que la précédente. Sous ce titre : « Une croisade contre les Vaudois en 1400, » c'est le redressement d'une erreur historique². A la date indiquée, les anciens historiens de l'église vaudoise, Perrin et Gilles, avaient cru pouvoir placer une expédition des catholiques contre leurs coreligionnaires du Val Pragela. Léger l'avait admise également, mais en la datant de 1440. M. B. pense que c'est là une tradition inacceptable, dont l'origine se trouverait dans le dédoublement d'une seule croisade, celle-ci authentique, la croisade de 1488. Ainsi, ce serait une atrocité de moins au compte des persécuteurs acharnés de la vaudoisie à travers les siècles. Mais ce compte n'en reste pas moins bien lourd encore, et peut-être pensera-t-on aussi, qu'en attribuant à leurs exter-

1. En somme, les croyances dont il s'agit se rapprochent de celles qu'offrent les procès de quelques fraticelles du xiv^e et du xv^e siècle, procès qu'a reproduits et examinés M. Franz Ehrle, dans ses études sur les Spirituels franciscains. Voir *Archiv für Literatur-und Kirchengeschichte des Mittelalters*, IV, dans la partie consacrée spécialement à déterminer les rapports des Spirituels avec les Fraticelles, p. 64-180; voir, également et surtout, le long commentaire de M. B. sur les croyances en question, p. 24-34. Au surplus, voici quelques-uns des aveux les plus significatifs faits par le condamné. Notons qu'ils n'ont pas été obtenus de lui par la torture. — Négation du purgatoire, de la transsubstantiation; — un prêtre en état de péché ne peut ni consacrer le corps du Christ ni absoudre. (Interrogatoire du 12 février 1395.) — Le pape Silvestre a perdu l'Eglise; — la fornication n'est pas un crime. Lui-même, bien que marié, a une concubine. C'est une jeune fille, qu'il a reçue des mains de son propre maître, Angelo. Il s'en excuse en disant : « Quod omnes mulieres virgines et pocelle (= pucelle) erant uxores sue legitime et suorum similium. » Voir p. 14. — Condamnation du carême, de l'adoration de la croix, des images des saints, de l'eau bénite, des indulgences, d'un lieu déterminé pour prier (Dieu est partout, partout on peut le prier); — faculté pour n'importe qui d'entendre des confessions. (Interrogatoire du 26 février.)

2. Voir p. 35-41.

minateurs jurés un crime de trop, les disciples de Valdez ne faisaient, comme on dit, que prêter aux riches.

Voici maintenant la dernière portion de l'étude qui nous occupe. Le 3 août 1412, toujours dans la même ville de Piémont que précédemment, à Chieri, sur la place du marché, devant une assistance solennelle, où figure le prince d'Achaïe, Louis de Savoie, sont brûlés quinze hérétiques. L'exécution n'a lieu, il est vrai, qu'en effigie, les condamnés ayant déjà disparu de ce monde. Mais elle atteint du moins leurs ossements, exhumés pour la circonstance¹. A ces victimes de l'Inquisition, les documents qui les concernent donnent le nom d'*heretici de Bossona*, que M. B. croit pouvoir traduire en toute confiance par celui d'hérétiques de Bosnie². Dans l'histoire des origines comme du développement des croyances dualistes, on sait de reste le rôle prépondérant qu'ont eu la Dalmatie, la Bosnie, l'Esclavonie, et en général toutes les provinces slaves de la péninsule des Balkans. C'est donc bien en présence d'hérétiques professant des doctrines de pareille provenance, c'est-à-dire de cathares avérés, que nous met l'exécution de 1412.

En ces cathares, du reste, M. B. pencherait volontiers à voir les derniers qu'ait dû connaître le Piémont³. L'hypothèse est très vraisemblable. A la même époque, le catharisme a disparu, il y a près d'un siècle, du midi de la France. Les traces, on l'a constaté depuis longtemps d'une manière générale, en deviennent de plus en plus rares sur le sol italien. L'heure de l'extinction définitive a sonné pour lui jusque dans les contrées qui furent son berceau, et qui, dans sa détresse extrême, pouvaient lui devenir un asile. Qu'après cela, par une évolution nouvelle, ses sectateurs anciens, dépouillés de leur foi, se soient dirigés, comme le croirait sans peine M. B., vers ce culte absorbant, où le désarroi des consciences fait se perdre tant d'âmes, au moins parmi les simples, du xiv^e au xvi^e siècle, vers le culte du Mauvais Esprit, la chose serait bien possible. Une pareille transformation, l'auteur le rappelle aussi, a été attribuée dans le même temps aux Vaudois; ce qui l'atteste, c'est la parité établie si couramment entre les mots de vaudoisie et de sorcellerie qu'ils finissent par devenir synonymes. Cependant, s'il nous fallait dire notre pensée tout entière, l'évolution dont il s'agit, c'est des Cathares que nous la croirions bien plus vraie que des Vaudois. Les procès retentissants, où figure le nom de ces derniers dans le cours du xv^e siècle, ne sauraient nous en imposer.

1. Voir p. 41-53. M. B. a reproduit les pièces sur lesquelles se fonde cette division de son travail. Les unes sont empruntées à l'*Archivio di Stato* de Turin, les autres aux Archives archiépiscopales de la même ville.

2. Voir p. 44, 46 et 51.

3. L'opinion dont il s'agit a dicté le titre : « La fin du catharisme en Piémont, » donné à cette dernière portion de son étude par M. B.

ser; ils n'en imposèrent même pas aux contemporains. La vaudoisie n'en était pas alors à ce point de déchéance absolue; elle avait devant elle des destinées à la fois différentes et supérieures. En ce qui concerne les Cathares, au contraire, nos renseignements sont d'une autre valeur. Nous avons tout lieu de le croire, en effet, c'est bien vers la sorcellerie pure, ses superstitions, ses pratiques journalières, que se tournent bien souvent, au début du xiv^e siècle, par exemple les populations du Languedoc attachées anciennement au catharisme. C'est là, quand vient à leur manquer l'idéal religieux qui les a soutenues pendant près de trois cents ans, qu'elles cherchent à se refaire, tant bien que mal, mais en dehors de l'Église persécutrice et détestée, un semblant de vie spirituelle, quelque chose au moins comme la liberté dans une foi quelconque.

Charles MOLINIER.

P.-L. MULLER et A. DIEGERICK. **Documents concernant les relations entre le duc d'Anjou et les Pays-Bas (1576-1584).** T. IV et V. La Haye, Nijhoff, et Amsterdam, J. Muller, 1898-1899. 2 vol. in-8°, xiv-576 et viii-796 pages.

Voici les deux derniers volumes de la publication entreprise par MM. Muller et Diegerick, publication beaucoup plus considérable que les auteurs ne l'avaient pensé au début et qui renferme des documents du plus haut intérêt, à la fois pour l'histoire des Pays-Bas et pour celle de France. Si la tâche a été lourde pour les savants éditeurs auxquels elle a coûté plus de dix ans d'efforts, ils en sont du moins largement récompensés par la beauté des résultats obtenus et par la reconnaissance des historiens. J'ai déjà dit ici même tout le bien que je pense de cet important recueil¹; je n'y reviens pas et je me borne à constater que les tomes IV et V témoignent de la même conscience dans les recherches et de la même érudition dans la critique des textes que les précédents. Ils ont, en outre, le mérite de nous donner plus qu'il n'avait été promis au début et de permettre l'étude des relations entre le duc d'Anjou et les Pays-Bas jusqu'à la mort du duc, en juin 1584. Malheureusement, les actes concernant le gouvernement du duc, de février 1582 à janvier 1583, ne figurent pas dans la collection; les éditeurs ont cru devoir les laisser de côté, sous prétexte qu'ils émanent en général moins du duc lui-même que du gouvernement qui agissait en son nom, et que François de Valois, impuissant comme l'archiduc Mathias auparavant, n'a exercé aucune influence sur la marche des affaires (Avant-propos du t. IV, p. vii et viii). J'avoue que, sur ce point, je ne suis pas de l'avis de M. Muller, et que je déplore l'absence de pièces nombreuses qui, sans doute, auraient été moins personnelles

1. Voir la *Revue historique*, t. XLIV, p. 410-411, et t. LIII, p. 369 et suiv.

au duc d'Anjou, mais qui sont indispensables pour connaître, d'une manière complète et définitive, le rôle du personnage aux Pays-Bas.

Le tome IV, paru en 1898, c'est-à-dire sept ans après le tome III, contient les documents relatifs aux événements de janvier 1581 à février 1582 et de janvier à mars 1583. Au lendemain du pacte de Bordeaux (du 23 janvier 1581), qui l'avait reconnu « prince et seigneur » des Pays-Bas moyennant l'engagement secret de laisser au prince d'Orange la direction des provinces de Hollande, Zélande et Utrecht, le duc d'Anjou employa toute une année à des pourparlers interminables, à des opérations militaires peu efficaces dans le Cambrésis et à des négociations sans succès pour épouser Élisabeth d'Angleterre; celle-ci, malgré ses quarante-huit ans, n'avait pas renoncé à toute coquetterie et ne voulait pas désespérer les galants; toutefois, « la belle Vestale, » dont Shakespeare allait bientôt chanter les louanges, était déjà au fond une vieille fille impénitente, et François d'Anjou ne fut pas plus heureux à Londres en 1581-1582 qu'il ne l'avait été en 1580. Du moins obtint-il une recommandation de la reine, qui écrivit à la haute assemblée des Pays-Bas qu'elle faisait état de lui « comme d'ung aultre soy-mesmes » (6 février 1582). La chose ne fut pas sans influencer sur l'enthousiasme qui éclata dans les fêtes d'Anvers, où le prétendant évincé eut la consolation de se voir acclamer duc de Brabant et marquis du Saint-Empire. Mais le pouvoir très limité qui lui fut attribué ne lui suffit pas; il rêva de domination absolue; de là le coup de force tenté le 17 janvier 1583, « la furie française, » si détestée des Flamands et si funeste à son auteur, le jeune duc, « jeune d'ans, jeune d'expérience, jeune en conseil, jeune en conduite, » suivant l'expression du vieil historien La Pise. La publication de MM. M. et D. ne nous apprend rien sur les préparatifs de l'entreprise, mais elle abonde en documents du plus vif intérêt sur les négociations ultérieures entre le duc et les États Généraux; on y constate surtout les efforts tentés par le prince d'Orange d'une part, le roi de France de l'autre, pour effacer les tristes effets de la journée du 17 janvier et amener une réconciliation sincère du duc et des habitants des Pays-Bas. Le tome IV se termine au moment de la conclusion de l'accord provisoire de Termonde (26 mars 1583) et de la retraite temporaire de François de Valois à Dunkerque. Le fidèle et habile Des Pruneaux, son meilleur diplomate, restait auprès des États Généraux réunis alors à Anvers.

Le tome V va de mars 1583 à juin 1584, c'est-à-dire jusqu'à la mort du duc d'Anjou et même jusqu'au jour où cette mort est connue aux Pays-Bas. La négociation de Des Pruneaux pour convertir le traité provisoire de Termonde en un traité définitif forme le fond du volume; malheureusement, si les lettres du duc d'Anjou sont nombreuses, celles de son agent font presque complètement défaut. On peut pourtant suivre en détail les diverses phases de la négociation jusqu'au moment où les États Généraux, effrayés par les progrès des Espagnols, qui ont repris Dunkerque et plusieurs autres villes de Flandre, se

décident à envoyer deux députés en France, Antoine de Lalaing, seigneur de La Mouillerie, et Jean d'Asseliers, premier secrétaire et audencier des Pays-Bas; leur instruction (datée de Dordrecht, 24 novembre 1583) montre que les États, en se rapprochant du duc d'Anjou, qui venait de se retirer à Château-Thierry, désiraient avant tout l'appui du roi Henri III, son frère. D'ailleurs, les deux députés reçurent des lettres de créance pour le roi en même temps que pour le duc. Une pièce plus curieuse et qui prouve la défiance persistante des États à l'égard de François d'Anjou, c'est le projet d'instruction du 19 novembre 1583 concernant la réconciliation avec ce prince et les conditions auxquelles elle pourrait avoir lieu. Cette pièce était destinée à une autre ambassade qui ne fut jamais envoyée. La Mouillerie et d'Asseliers, après avoir été à Château-Thierry, où on les accueillit à merveille (janvier 1584), se rendirent à Paris pour demander les secours du roi. Le duc d'Anjou, tout en secondant leur démarche et en faisant même exprès pour cela le voyage de Paris, continua d'autre part à négocier pour lui avec les États Généraux par l'intermédiaire de Des Pruneaux; le 25 avril 1584, un traité fut arrêté à Delft, sous réserve du consentement des diverses provinces. Les événements se précipitèrent : le duc, dont la santé était chancelante, paraissait rétabli après divers malaises et se préparait à intervenir de nouveau aux Pays-Bas, les armes à la main, quand il mourut, le 10 juin 1584.

Parmi les documents postérieurs à cette date, mais rédigés avant qu'on eût connaissance de la mort du duc, il faut placer en première ligne un acte des États Généraux garantissant les droits de Henri III à la succession de son frère et l'union des Pays-Bas à la France en cas de mort du duc d'Anjou sans enfants légitimes (Delft, 21 juin 1584). Cet acte inaugure, comme l'a dit M. Muller, une nouvelle période, celle des négociations des États Généraux et du roi de France pour l'acceptation du pouvoir suprême dans les Pays-Bas. La publication des documents relatifs à ces négociations serait aussi utile que celle qui s'achève en ce moment; souhaitons que M. M. nous la donne un jour, comme un mot de lui permet de l'espérer. En attendant, le registre général, que j'avais pris la liberté de réclamer dès les débuts et que nous promet à bref délai M. D., sera le bienvenu. Il complètera dignement le riche recueil que nous possédons, grâce à MM. M. et D., et fournira aux chercheurs toutes les facilités désirables pour tirer parti des précieux documents qu'il renferme.

Albert WADDINGTON.

Moritz Brosch. *Geschichten aus dem Leben dreier Grosswesire*. Gotha, Perthes, 1899. In-8°, 494 pages.

Dans sa préface, M. Brosch déclare que son intention est de raconter seulement des « histoires » empruntées à des sources authentiques.

Ces « histoires » sont tirées de l'histoire des Turcs aux ^{xvi}^e et ^{xvii}^e s. L'auteur nous présente d'abord quelques épisodes de la vie du plus grand ministre ottoman avant les Kupreulis, Mohammed-Pacha de Sokol (en Herzégovine); ensuite, il nous donne en quelques pages une vue d'ensemble sur le règne en second ordre du fondateur de la dynastie des vizirs de Kupreuli. Il finit en présentant un exposé assez large de l'activité du second Kupreuli, Achmed.

Il est incontestable que, dans ce livre aussi, M. B. reste un historien très distingué, un conteur intéressant et un penseur à vues personnelles et étendues. Si on entrevoit à peine la figure de Sokoli, ce « modéré » Turc des derniers temps heureux de l'empire ottoman, si Mohammed Kupreuli ne devient pas sous sa plume pressée un personnage bien vivant, la troisième monographie est bien finie et contient l'essentiel concernant Achmed-Pacha.

Mais, malgré le titre vague, qui est fait pour désarmer la critique, le lecteur trouvera, du commencement à la fin, que M. B. aurait pu vraiment être mieux renseigné. Ses « sources authentiques » sont uniquement les rapports des baillis de Venise à Constantinople. Il est vrai que ces rapports sont un des meilleurs moyens d'information, — sans que pour cela ils pussent, pour la seconde moitié du ^{xvi}^e siècle au moins, soutenir toujours la comparaison avec les rapports bourrés de faits, écrits dans un style coloré et personnel par les ambassadeurs de l'Empire auprès de la Porte, les habiles négociateurs et les fureteurs de nouvelles que furent David Ungnad et Barthélemy Pezzen —; mais cela ne suffit pas pour se former une idée juste et une idée complète des événements qu'on veut étudier. Ça et là, M. B. parsème, au milieu de ses renvois aux rapports inédits des *baili* de la République, la mention de quelque autre source, comme Charrière ou les recueils de *spozizioni d'ambasciata* des mêmes *baili*. Spécialement, j'ai été surpris en voyant que l'auteur ne cite pas une seule fois, — je n'oserais pas dire cependant qu'il ignore ce livre, — le journal de Gerlach, attaché à l'ambassade impériale de Constantinople, qui est sans doute la source principale pour la vie turque de tout genre pendant les années 1573 à 1578. M. Mordmann a fait récemment un livre avec les renseignements empruntés à cette source incomparable. Dans les cinq cents pages in-folio de Gerlach, M. B. aurait trouvé nombre de détails du plus haut intérêt sur les deux sultans Sélim et Mourad, sur leur cour, leurs favoris, leurs ministres, sur Sokoli lui-même.

En se contentant de si peu en fait d'information, l'auteur devait nécessairement être incomplet. Pour parler encore de Sokoli, j'ai vu avec surprise que M. B. ne dit pas un mot de sa politique envers les chrétiens de l'empire, de ses relations d'intérêt avec les chefs de ces chrétiens, les patriarches grecs, les voévodes moldaves et valaques, et, cependant, il fallait savoir un peu de ces choses-là pour avoir une idée satisfaisante de l'administration de ce vizir, de son caractère moral même (je reviendrai plus bas sur ce point). Dans l'entourage de

Sokoli, sous son égide, parmi ses clients « infidèles », vivait alors un Grec, qui disposait à son gré des raïas chrétiens, qui faisait et changeait les princes et les grands dignitaires ecclésiastiques. Ce Grec, qui entretenait tout un monde d'officiers et de serviteurs dans son luxueux château d'Anchialo, d'où il administrait cent villages, ce sujet chrétien du sultan, qui se faisait servir à Constantinople par des janissaires et traversait les rues de la capitale avec la pompe d'un riche pacha, ce mandataire tout-puissant du grand vizir, Michel Cantacuzène de son nom, fermier des salines et « grand marchand » de Sa Hauteesse, fut le créateur d'une classe influente grecque, gouvernant les chrétiens du Βασίλειον musulman au nom de la Porte et à son propre profit. Le nom de l'habile chrétien qu'on appelait « le fils du diable » est inséparable de celui de Sokoli, et, comme je l'ai dit, il paraît ne pas être familier à M. B.¹

Cà et là, j'ai relevé quelques informations insuffisantes. Sur Pascal Dabri, agent impérial, Ragusan d'origine, il y aurait eu quelque chose de plus à dire, et, pour les prisonniers turcs faits à la bataille de Lépante, il fallait s'adresser aussi à l'article de M. Rosi, *Alcuni documenti relativi alla liberazione dei principali prigionieri turchi presi a Lepanto*, publié dans l'*Archivio della società romana di storia patria*, t. XXI, année 1898, p. 141 et suiv. Mais je m'aperçois que je parle bibliographie, et, sur ce point, il y aurait trop à dire.

Je finis en faisant observer que la moralité des meilleurs parmi les dignitaires ottomans est moins certaine que ne le croit M. B. Ainski, Gerlach ne nous présente pas du tout Sokoli comme incorruptible; au contraire, ses clients chrétiens devaient se ruiner en lui payant sa protection. Achmed Kupreuli, le désintéressé, demande en 1661 au prince de Valachie un cadeau de quatre cents bourses; le trône coûta 200,000 réaux, en 1666, au nouveau prince de Moldavie, « sans les cadeaux faits aux principaux dignitaires. » En 1672, enfin, — pour ne pas fouiller plus loin dans ces mêmes rapports vénitiens sur lesquels s'appuie M. B., — les boyards valaques, ayant commis des prévarications, furent condamnés à rendre gorge et à payer préalablement la somme de 115,000 réaux, « qui sera partagée entre le vizir et ses dignitaires ».

Cela ne signifie pas qu'il faille confondre une personnalité exceptionnelle, comme Achmed Kupreuli, avec un vizir quelconque. Mais il faut toujours se bien garder d'attribuer à un Turc des projets politiques trop étendus ou une moralité trop rigoureuse. Depuis longtemps, la corruption générale, surtout en fait d'argent, ne choquait personne, et personne ne se gênait de suivre le bon exemple de tout le monde. Du reste, toute la vie politique turque se fondait sur la prévarication, l'in-

1. De même, M. B. laisse de côté les relations si intéressantes de Sokoli avec la Pologne et la Transylvanie. Mais quand, sous Achmed-Pacha, les baillis donnent une plus grande attention aux voisins chrétiens du Dniester et du moyen Danube, M. B. les suit avec son récit.

justice et l'abus, et il aurait été dangereux et ridicule d'en agir autrement. Et, pour ma part, je n'aurais jamais le courage d'affirmer qu'un grand vizir immoral, — et tous l'étaient, devant l'être, — était immoral pour le compte d'autrui seulement, pour fournir au maître sa pâtée quotidienne de sequins. Qui pourrait savoir cela?

N. JORGA.

Les Hommes d'action : Montcalm, par Eugène GUÉNIN, préface par Gabriel Bonvalot. Paris, Challamel, 1898. 4 vol. in-42, 427 pages.

Les Derniers jours de l'Acadie (1748-1758). Correspondances et mémoires extraits du portefeuille de M. Le Courtois de Surlaville, lieutenant général des armées du roi, ancien major des troupes de l'Île-Royale, mis en ordre et annotés par Gaston du Bosc DE BEAUMONT. Paris, Lechevalier, 1899. 4 vol. in-8°, 348 pages.

Ce n'est évidemment pas à titre de « colonial » que le comité Duplex propose l'exemple de Montcalm à la jeunesse française, mais à titre d'« homme d'action. » Montcalm ne fut pas un colonial, au sens réel du mot. Ce fut un militaire que les hasards du métier envoyèrent dans une colonie, où, d'ailleurs, il se souciait peu de rester, mais où, avec son talent naturel et son sentiment du devoir, il se dévoua si vaillamment à sa tâche, déployant une habileté, une entente à ménager, à utiliser toutes les ressources, qu'il faillit presque sauver la partie¹. Si la mort l'eût épargné et si la fortune contraire l'avait mis en face d'une capitulation définitive, il eût sans doute exécuté son projet de se retirer avec toutes ses troupes dans la Louisiane par la vallée de Mississipi, retraite magnifique, qui aurait empêché probablement la cession du pays aux Espagnols avec les scandales qui l'accompagnèrent et dont les Louisianais actuels, d'origine française, ont encore un souvenir d'amertume. Enfin, trait à noter en présence des idées éducationnelles du comité Duplex, Montcalm est un remarquable produit de l'éducation classique. Le goût et la fréquentation des auteurs latins l'accompagnèrent en Canada. Il y puisa souvent une philosophie nécessaire aux heures tristes qui l'accablaient; il y trouva plus d'une fois l'occasion de mieux comprendre les faits dont il était le témoin. La culture classique, qui réussit admirablement aux fonctionnaires anglais dans l'Inde, qu'elle prépare à leur rôle de proconsuls, ne saurait être plus défavorable à nos futurs administrateurs coloniaux. Elle n'a jamais nui à l'expansion commerciale de l'Angleterre; c'est un point sur lequel on

1. La note malveillante, que l'on a jointe à l'édition de son journal imprimé au Canada, parmi les papiers de Lévis, est d'autant plus fautive à l'égard de son caractère que ce journal, où l'on veut voir la marque d'un esprit jaloux, aigri, mesquin, n'est en majeure partie que la copie d'autres journaux.

ne saurait trop insister devant les griefs utilitaires dont on l'accable aujourd'hui¹.

Sous la réserve de ces légères remarques, nous ne pouvons que recommander l'excellent et vivant petit livre de M. G. L'auteur a fort bien résumé la carrière canadienne de son héros, et l'on sent qu'il a fait quelques recherches personnelles à travers les documents. Nous lui savons gré, par exemple, d'avoir remis en évidence le beau trait de Duprat à la bataille de Carillon, généralement oublié des historiens. Nous ne relèverons pas ici quelques menus points douteux, pas plus que ne discuterons ses appréciations sur la politique de Louis XV. L'opinion courante s'accorde à la condamner, et nous ne devons pas nous attendre qu'il en fût autrement dans un petit volume de vulgarisation². Mais peut-être en jugera-t-on mieux un jour à la lumière des événements récents qui obligent la France de se demander si elle doit et peut poursuivre en même temps une politique coloniale et une politique européenne, au risque de se trouver battue sur les deux terrains à la fois³. En racontant la descente de Wolfe à l'Anse-du-Foulon, M. Guénin mentionne naturellement Vergor, « la créature de l'intendant Bigot, l'ancien commandant du fort Beauséjour, qu'il avait lâchement rendu à l'ennemi » (p. 96). Ce Vergor est mal vu de l'histoire. « En voilà un qui eut toujours le don de se faire prendre partout où il commandait, sur le *Saint-François*, à Beauséjour, et dans son lit au poste du Foulon ! » s'écrie M. Joseph Marmette, dans un de ses rapports officiels⁴. Il se peut que le personnage fût assez médiocre; mais il paraît juste d'ajouter que, probablement, tout ne fut pas de sa faute dans la fameuse reddition de Beauséjour. « Les habitants [effrayés par une bombe qui avoit enfoncé une casemate] vinrent trouver en foule M. le commandant pour demander à capituler, disant que, si on étoit contraire à la résolution qu'ils avoient prise à ce sujet, ils ne respecteroient plus la

1. Il est à croire que le comité Dupleix en discuterait moins la valeur, si quelques-uns de ses amis ne s'étaient imaginé, très à tort, qu'il convient d'armer d'abord un jeune homme de connaissances utiles, pour le lancer ensuite, seul, conquérir la fortune, dans le monde colonial, à l'imitation prétendue des Anglais. C'est là une erreur absolue, dont l'exemple même de Dupleix aurait dû prémunir l'esprit du Comité. Les Anglais ne se lancent guère volontiers, individuellement, sans appui, dans les aventures coloniales; et leurs colonies ont été régulièrement fondées par un effort commun, soit avec le concours de l'État, soit par des compagnies marchandes, soit par des émigrations en bande. Il est indispensable d'appuyer ou grouper les premiers efforts individuels. A ne pas comprendre cette loi de la colonisation débutante, on se prépare des échecs certains.

2. Quoique, cependant, on rencontre quelquefois, — d'ailleurs très rarement, — des vues plus équitables sur cette question dans les ouvrages classiques à l'usage de nos écoliers; par exemple, dans les notes de M. Marion sur le *Siècle de Louis XIV* (éd. Colin, p. 251).

3. A corriger, p. 60, *Byng* pour *Bing*.

4. Douglas Brymner, *Rapport sur les archives du Canada*, 1887, p. CXXX.

garnison, dont ils ne craignoient point les menaces, qu'ils tourneroient leurs armes contre les officiers et les troupes et livreroient le fort aux Anglois. » L'auteur de ce récit, déjà publié dans les papiers de Lévis¹, n'est autre, — on le supposait, et nous en sommes maintenant assurés, — que l'excellent Jacquot de Fiedmont, dont la mémoire est encore fort considérée de ses compatriotes et dont on ne récusera pas le témoignage. C'est à M. de Beaumont que nous devons la certitude de cette authenticité. Il a trouvé une correspondance intéressante de Jacquot, avec d'autres papiers curieux, dans une vieille *cantine* du XVIII^e siècle, ayant appartenu au lieutenant général Le Courtois de Surlaville, qui, de 1751 à 1754, servit à l'Ile-Royale sous le comte de Raymond, pour lequel il professait un dédain peu mesuré. M. de B. n'a point publié *in extenso* les papiers qu'il possède, et nous le regrettons². Son livre n'en est pas moins des plus instructifs et des plus vivants. Il nous rappelle les fameux *Mémoires* anonymes sur le Canada, de 1749 à 1760, dont les historiens tirent un si fréquent parti. Nous y pouvons entrevoir même les coulisses de la vie privée des Canadiens, qui n'est pas toujours aussi vertueuse que l'on voudrait nous la montrer. Il y a dans ces pages une certaine M^{me} de Montalembert, dont les aventures effrontées nous donnent lieu de nous demander pourquoi l'on a pris tant de soin d'expurger les papiers de Lévis pour sauver les faiblesses plus discrètes et pardonnables d'une autre Canadienne. Sur les feuillets jaunies de ses lettres, dit M. de B., « passe un reflet de vies anciennes, mélancoliques au delà des mers, désespérées parfois jusqu'à la mort; et l'éloignement, si effrayant à cette époque, semble grandir encore l'horreur des obscures tragédies qui se passaient là-bas. Montalembert, abandonné, fuit à travers la neige, puis disparaît à tout jamais dans les grands bois de pin; du Caubet tombe, victime d'un guet-apens, le dos percé de coups d'épée, et l'assassin que tous désignent n'est pas inquiété.

1. T. IX, *Relations et journaux*, p. 7 et suiv.

2. D'une note assez embrouillée de l'abbé Casgrain sur les papiers de Surlaville, que M. de B. reproduit, pp. 38-42, il semble que ces papiers comprennent, outre la correspondance dont on nous donne des extraits, un journal allant du 3 août 1751 au 12 octobre 1753. L'auteur eût mieux fait de nous offrir ce journal que d'analyser longuement (p. 229-240) celui de Druour, sur le siège de Louisbourg, utilisé par l'abbé Casgrain d'après la copie qui se trouve dans les papiers de Lévis. Ce journal du gouverneur de Louisbourg n'était rien moins qu'inconnu. C'est la tactique ordinaire de l'abbé Casgrain de présenter comme d'un prix exceptionnel tous les documents qui lui tombent sous la main et d'ignorer l'usage que d'autres en ont tiré. Mais Parkman s'était servi déjà de ce journal, dans son *Montcalm and Wolfe*; et M. Joseph Marmette l'avait signalé comme « des plus intéressants » dans le *Rapport sur les archives du Canada*, 1887 (p. ccclxij, et non p. ccxcxj, ainsi que l'imprime le Dr Bourinot, dans son *Histoire du Cap Breton*). En règle générale, dans les collections de documents sur le Canada, il faut toujours se méfier que les *Journaux* et *Mémoires* importants doivent se rencontrer ailleurs, l'usage étant autrefois d'en prendre et répandre de nombreuses copies.

Puis ce sont les unions étranges, nées de l'ennui mortel des postes frontières, ou le retour à la vie primitive de ces enfants perdus qui fait, en peu d'années, de l'officier français l'égal du chef indien dont il prend le costume » (p. 14-15). Nous espérons que, dorénavant, les Canadiens français ne crieront plus à la calomnie quand on se permettra de les apprécier comme ils le sont dans un livre dédié à l'Université Laval de Québec.

La carrière militaire de Michel Le Courtois, qui devait se faire connaître sous le nom de Surlaville, fut surtout une carrière d'état-major et de bureau; elle nous montre un type d'officier plus solide que brillant, auquel nous n'accordons pas souvent l'attention qu'il mérite. Né à Bayeux le 17 janvier 1714, fils d'un avocat, il mourut à Paris le 8 janvier 1796, ayant contribué grandement, par la réforme des règlements dont il sut s'occuper, à préparer la génération des vieilles troupes qui allaient remporter les premières victoires de la République¹.

R. DE KERALLAIN.

Die deutschen Reichsstände im Elsass und der Ausbruch der Revolutionskriege, von Dr Theodor Ludwig, privat docent aus der Universität Strassburg. Strassburg, Trübner, 1898. In-8°, 246 pages.

Les historiens allemands et français qui ont étudié le conflit entre la Révolution et les princes possessionnés d'Alsace ont eu le tort de ne pas tenir suffisamment compte des origines de ce conflit, qui remontent au xviii^e siècle. La Révolution achève en Alsace l'œuvre de l'ancien régime. Quelles étapes la conquête française avait-elle franchies en Alsace depuis les traités de Westphalie? Quelles résistances de droit et de fait avait-elle rencontrées, et qu'était-il resté de ces résistances en 1789? Ce sont là autant de questions préalables qu'il faut traiter, si on veut apprécier avec impartialité le conflit de 1789-92. M. Ludwig y consacre avec raison la moitié de son ouvrage. La bibliographie si complète qui se trouve à la fin du volume, les renvois aux archives de Strasbourg, que l'auteur étudie depuis de longues années, nous montrent avec quelle compétence cette étude a été engagée. Elle conduit naturellement M. Ludwig aux décrets révolutionnaires et à la période 1789-1792. Nous retrouvons dans cette deuxième partie les mêmes qualités de sincérité et d'impartialité. Mais l'auteur est certainement moins bien informé. Il n'a qu'une connaissance insuffisante des documents de nos Archives nationales et de notre ministère des Affaires étrangères. Nous retrouvons, sur la politique de l'Assemblée constituante, sur la diplomatie de Montmorin, les appréciations de

I. M. de B. vient de lui consacrer une nouvelle étude dans un recueil de Mélanges historiques que nous n'avons pas sous les yeux.

Ranke et de Sybel, qui montrent que sur plusieurs points l'auteur n'a pu faire œuvre originale parce qu'il était trop loin des documents. Du reste, pour cette période révolutionnaire comme pour la précédente, M. Ludwig a largement puisé dans les archives alsaciennes, et c'est par la mise en œuvre de ces documents alsaciens que la deuxième partie de son ouvrage est appelée à rendre des services aux historiens de la Révolution.

M. Ludwig, comme tous les historiens de l'Alsace aux ^{xvii}^e, ^{xviii}^e et ^{xix}^e siècles, aborde la discussion des droits de la France sur l'Alsace d'après le traité de Munster. Il se rallie aux conclusions de l'école historique allemande, qui ont été formulées pour la dernière fois dans un ouvrage de M. Jacob sur la cession de l'Alsace à la France¹. Mais si M. Ludwig est d'avis qu'en droit le lien unissant les princes possessionnés à la France est uniquement un lien féodal, il reconnaît et il démontre avec beaucoup de précision qu'en fait on était, à la fin du ^{xviii}^e siècle, bien loin des traités de Westphalie, et que l'autorité royale tendait à étendre à tous les territoires alsaciens les mesures qu'elle se proposait d'appliquer dans le reste du royaume. Dans les chapitres II, III, IV, qui sont peut-être les plus intéressants de tout l'ouvrage, M. Ludwig nous fait assister à cette action de la royauté française en Alsace, lente, mais méthodique et habile. Il nous montre comment la royauté française parut reconnaître les droits des princes dans des lettres patentes et en fait les définit et par cela même les limita; comment l'exercice de ces droits fut toujours subordonné à celui de la souveraineté royale; comment peu à peu les pouvoirs de contrôle établis en Alsace, l'intendant et les conseils royaux s'étendirent jusqu'aux domaines des possessionnés. A la fin du ^{xviii}^e siècle, la royauté peut se croire maîtresse de l'Alsace comme du reste du royaume. Il lui reste un dernier effort à faire, substituer à la bigarrure de la vie féodale une administration uniforme pour toute l'Alsace, capable de soustraire le peuple à toutes les vexations². C'est dans cette œuvre de réaction contre les individualités féodales alsaciennes que la royauté devait rencontrer à la fin de l'ancien régime une résistance opiniâtre. M. Ludwig insiste avec raison sur l'agitation que déchainèrent en Alsace l'édit du 12 juillet 1787, qui organisait les assemblées municipales, les assemblées de district et les assemblées provinciales, l'édit de novembre 1787, qui modifiait la répartition de l'impôt dans toute l'Alsace et ordonnait une revision de tous les biens fonciers, l'édit de mai 1788 qui, en instituant les tribunaux de bailliages, ruinait les justices féodales. Protestations auprès de la cour de Versailles, plaintes dans les cercles de l'empire, encouragement et subsides aux publicistes défenseurs du droit germa-

1. K. Jacob, *Die Erwerbung des Elsass durch Frankreich im Westphälischen Frieden* (Strassburg, 1897). Cf. *Rev. hist.*, t. LXVIII, p. 327.

2. Actes de la commission provinciale intermédiaire d'Alsace, cité par Ludwig, p. 111, note 2.

nique, les princes emploient déjà tous les moyens dont ils se serviront plus tard contre la Révolution.

La conclusion qui se dégage de toute cette première partie du livre de M. Ludwig, c'est qu'à la veille de la Révolution, « la question des princes possessionnés » était déjà posée dans ses termes essentiels. Ses origines étaient dans les progrès constants de l'administration royale en Alsace, sa forme actuelle était la résistance des princes aux prétentions de la royauté de supprimer ou tout au moins de corriger le régime féodal en Alsace, et sa solution probable l'application à l'Alsace d'un état de choses analogue de tous points à celui du reste du royaume.

Après avoir aussi nettement dégagé les origines du conflit, on regrette que M. Ludwig n'ait pas mieux analysé l'esprit dans lequel la Révolution allait l'aborder. Il indique avec raison que les Constituants ont voulu continuer en Alsace l'œuvre de la royauté. Mais il considère ensuite comme Ranke, comme Sybel, comme Taine, que la Constituante est une assemblée éprise de raison pure et cherchant à réaliser par des décrets un idéal à priori d'ordre, de régularité et d'uniformité, ce qui devait l'empêcher de se rendre un compte exact de l'état de l'Alsace et de poursuivre les négociations ouvertes en Alsace, avec la patience et la modération nécessaires. En réalité, les constituants furent des législateurs souvent timides et en général respectueux des droits qu'ils rencontraient devant eux¹. S'ils prétendirent continuer l'œuvre de l'ancien régime en Alsace, ils votèrent des indemnités pécuniaires aux princes possessionnés pour la suppression de leurs droits; ils allèrent même jusqu'à consentir au rachat de toutes leurs terres. Dans cette question d'Alsace, ils se montrèrent désireux de terminer le conflit le plus rapidement possible, fût-ce même au prix de transactions plus grandes que la stricte équité ne l'aurait exigé. C'est ce que M. Ludwig n'a pas mis en lumière. Aussi se trompe-t-il sur les véritables causes qui empêchèrent les tentatives de conciliation entre la Révolution et les possessionnés d'aboutir. Il rend responsable de cet insuccès le ministre des Affaires étrangères, Montmorin, qu'il accuse de lenteur, de défiance à l'égard des princes, d'arrière-pensée de conquêtes. En réalité, si Montmorin et la Constituante montrèrent dans la question toute la modération possible, les princes y apportèrent moins un désir d'entente que des convoitises et des ambitions causées par l'idée de la décadence française. Tandis que Montmorin envoyait vers eux le chevalier de Ternan chargé de leur demander leur adhésion au principe de l'indemnité, ils soumettaient au délégué prussien à la diète, Gœrtz, des projets de démembrement de la France et demandaient qu'on déchirât les traités de Westphalie. C'est dans l'état de l'Allemagne, à la fin du XVIII^e siècle, dans la conviction où sont les princes de la faiblesse irrémédiable de la France, dans l'extension de la politique de partage, qui avait été celle

1. Cf. à ce sujet Sagnac, *la Législation civile de la Révolution*, t. I, ch. II, p. 85 à 137.

du *xviii*^e siècle, qu'il faut chercher les causes du conflit entre la Révolution et l'Empire, et non dans les provocations de la France ou la propagande révolutionnaire.

Ce qui est vrai, et ce que M. Ludwig a bien dégagé, c'est que, si dans leur très grande majorité les princes repoussèrent les offres de la Révolution, ils eurent beaucoup de peine à s'entendre entre eux et à s'entendre avec les grandes puissances allemandes, en vue d'une action contre la Révolution. A Ratisbonne, où fut agitée la question d'Alsace pendant l'année 1794, les princes se divisèrent en trois groupes : les premiers et les plus violents, comme l'archevêque de Trèves et l'évêque de Spire, attendaient tout des promesses prussiennes; d'autres, comme le Wurtemberg et Bade, hésitaient à prendre parti, tant que la politique autrichienne irrésolue et fuyante ne se serait pas nettement accentuée, d'autres enfin suivaient une sorte de tiers parti dirigé par la Saxe et le Hanovre et négociaient à Paris. L'accord ne se fit entre les princes qu'en 1792 et pour des raisons extérieures à l'affaire même des possessionnés : l'avènement du parti girondin, le conflit avec l'empereur à propos des émigrés, l'agitation en Alsace par suite des mesures religieuses de la Constituante.

Dans le dernier chapitre de son ouvrage, M. Ludwig nous présente ses conclusions et cherche à répondre à la question suivante : dans quelle mesure l'affaire des princes possessionnés d'Alsace a-t-elle été une des causes des guerres de la Révolution?

1^o L'auteur pense qu'en droit la question des princes possessionnés était insoluble, mais qu'en fait, le mouvement de conquête de l'Alsace par l'administration française étant commencé depuis plus d'un siècle, et les princes allemands n'ayant pas le centre de leur puissance en Alsace, l'Alsace, par la force des choses, devait faire partie intégrante de la France. L'auteur conclut donc qu'en fait il y avait une solution préparée par près de deux siècles : les princes allemands devaient être rejetés au delà du Rhin.

2^o Mais la Révolution ne pouvait les chasser de leurs terres sans leur offrir une indemnité. Si elle la leur eût proposée avec le désir sincère de terminer le conflit le plus rapidement possible, M. Ludwig estime qu'ils l'auraient acceptée. Il en donne deux raisons. D'abord, les princes avaient tout à craindre d'une guerre avec la France, dont ils auraient été les premières victimes, ensuite, contrairement à ce qu'ont soutenu certains historiens, les possessionnés d'Alsace n'ont pas redouté que la propagande révolutionnaire passât le Rhin et ébranlât leur autorité en Allemagne. Malheureusement, les lenteurs et les arrière-pensées de Montmorin compromirent le succès des négociations, permirent aux passions allemandes de se développer contre la France. Ici, l'analyse que M. Ludwig fait des sentiments des princes nous paraît incomplète; il ne tient pas compte de leur désir d'agrandissement et de leurs convoitises, qui se sont traduites dès le début de l'affaire par des projets de démembrement de l'Alsace. Il nous semble en outre que l'auteur a

insuffisamment connu la politique des comités révolutionnaires et celle de Montmorin.

3^o Malgré l'insuccès des négociations de Montmorin, M. Ludwig est d'avis que les dissentiments des princes rendaient une entente possible. La rupture entre l'empire et la France a été déterminée par les déclarations des Girondins, par la question de l'émigration, par l'agitation que causèrent en Alsace les décrets religieux de la Constituante. Aussi M. Ludwig conclut-il qu'en fin de compte on a exagéré l'importance de l'affaire des possessionnés. Sans repousser absolument cette conclusion de l'auteur, sans soutenir, comme l'a fait M. Sorel, que cette affaire est le point de rencontre de deux droits différents, le droit féodal de la vieille Europe et le droit révolutionnaire qui proclame la libre volonté des nations, il nous semble que, par deux côtés, le cadre un peu étroit du conflit entre la Révolution et les princes possessionnés s'élargit. Par les projets de démembrement de la France préparés d'accord avec les grandes puissances allemandes, le conflit des possessionnés se rattache aux maximes politiques de l'Europe du XVIII^e siècle. Par l'animosité des princes d'empire contre la France, il est la conclusion de l'histoire de l'Allemagne dans ses rapports avec la France telle que l'avait déterminée la politique de Louis XIV.

Pierre MURET.

Francesco GUARDIONE. **Gioacchino Murat in Italia**, con carteggi e documenti inediti. Palermo, Reber, 1899. In-12, 203 pages.

Il aurait peut-être mieux valu attendre, pour publier une nouvelle étude sur Murat en Italie, l'achèvement de la publication de la correspondance de G. Murat entreprise par M. Lombroso; c'est dans ses lettres que M. Guardione aurait trouvé les meilleures informations sur son caractère, ses ambitions, et de quoi compléter ce que l'on sait de ses actes comme homme de guerre et administrateur. Tel qu'il est, et à la date où il a paru, l'écrit de M. Guardione est et ne pouvait être qu'un intéressant résumé des travaux nombreux, mais d'inégale valeur, antérieurement publiés sur *il re Gioacchino* en Italie. L'auteur semble s'être intéressé surtout aux dernières années, les plus dramatiques, il est vrai, mais aussi les moins utiles de la vie de son héros. Il y a quelque disproportion à ne consacrer que trois chapitres aux campagnes diverses de Murat (campagne de 1801, où Murat est arrêté à Foligno par l'intervention de l'empereur Paul auprès du premier consul en faveur de la reine Caroline), à ses efforts pour organiser le royaume après le départ du roi Joseph, à ses tentatives pour conquérir la Sicile restée au pouvoir des Bourbons et des Anglais (chap. II à IV), et tout le reste du livre (chap. V-IX) à la guerre de l'indépendance et à la fatale expédition du Pizzo. Il est regrettable que M. G. n'ait pas voulu donner un tableau plus complet et plus nourri du royaume de Naples sous

Murat; les mémoires divers et les travaux modernes, — notamment la *Storia d'Italia dal 1799 al 1814*, de Giov. de Castro, — lui en auraient fourni sans peine d'abondants et suggestifs éléments. Ce qui paraît avoir surtout tenté M. Guardione, c'est le plaisir de raconter une fois de plus, mais avec plus de critique, la mort de Murat. Il discute et rejette la fameuse légende du *guet-apens* du Pizzo, créée par le policier M. de Koller et accréditée par le livre de M. de Sassenay. Il indique très ingénieusement comment les ministres et conseillers du roi Ferdinand, pour se faire pardonner de n'avoir rien su des projets et du débarquement de Murat, ont pu laisser répandre cette opinion et créer cette légende pour s'en faire un horrible titre de gloire. M. Guardione, à qui Murat est évidemment très sympathique, essaye de faire de lui un champion de l'unité italienne, « le premier souverain qui ait effectivement travaillé à faire passer dans les faits l'idée de l'unité italienne »; M. Dufourcq avait déjà soutenu cette thèse dans son étude sur Murat et la question de l'unité italienne en 1815. Malgré les solides arguments dont ils l'appuient l'un et l'autre, j'avoue avoir quelque difficulté à croire au génie politique de Murat, et il me semble plus vraisemblable d'admettre que son expédition de 1815 a eu pour cause, — comme le retour de l'île d'Elbe, — l'extrême nécessité de faire face à la fortune et l'intérêt personnel. Les trente et un documents publiés en appendice par M. G., et presque tous inédits, concernent les événements de 1801 et le drame du Pizzo, dont ils constituent le dossier essentiel.

L.-G. PÉLISSIER.

Bruno GEBHARDT. *Wilhelm von Humboldt als Staatsmann.*

1^{er} Band : *Bis zum Ausgang des Pragers Congress*, VI, p. 487.

1896; 2^{er} Band : *Bis zum Auscheiden aus dem Amte*. 1899, 464 pages. Stuttgart, Verlag von Cotta'schen Buchhandlung.

Consacrer deux forts volumes, de près de cinq cents pages chacun, à Guillaume de Humboldt, homme d'État, peut sembler excessif, surtout lorsque l'on reconnaît, comme l'auteur de cette étude, que les « résultats de l'activité politique de Humboldt sont moins importants que ses plans, ses intentions et ses pensées. » G. de Humboldt, en effet, n'a pas joué dans la politique de son temps et de son pays un rôle assez en vue pour servir de cadre à une histoire de l'Allemagne ou même de la Prusse entre 1802 et 1809. Cette histoire, M. G. ne l'a point tentée. Son livre est moins un livre d'histoire qu'une contribution à la biographie de Humboldt.

Ce n'est pas à dire que ces volumes soient dépourvus de valeur historique. Au contraire, bien des détails nouveaux viennent éclairer des parties de l'histoire extérieure de la Prusse qui sont encore un peu obscures. M. G., qui a consulté des sources inédites abondantes, —

pièces des archives du ministère de l'Intérieur de Prusse et des archives de l'Académie des sciences de Berlin, — complète et rectifie nombre d'assertions erronées d'historiens précédents, entre autres Treitschke.

La première partie de cet ouvrage est consacrée à l'histoire de l'ambassade de Guillaume de Humboldt à Rome, de 1802 à 1809. A ce moment, le rôle politique du diplomate prussien est très effacé. Résident, puis ministre résident à un poste qu'on considérait comme peu important puisqu'on y nommait surtout des archéologues ou des amateurs d'art, Humboldt n'a presque rien à faire. Aucune grande question n'est traitée pendant son séjour à Rome. Le seul intérêt qu'offrent ses lettres est dans les remarques qu'il fait sur les hommes et sur les choses d'Italie. On y trouve de fins portraits de Pie VI, de Consalvi ou d'autres hommes politiques, des réflexions judicieuses sur la politique italienne de Napoléon I^{er}, le récit d'une curieuse conversation qu'il eut avec Melzi à Milan et d'intéressants détails sur la vie toscane ou napolitaine d'alors.

Dans son second livre, M. G. étudie l'œuvre de Humboldt, chef au ministère de l'Intérieur du département de l'Instruction publique. Ici, les services de Humboldt sont réels. S'il ne fonde pas, il organise du moins l'Université de Berlin et il a le talent d'attacher à cette université quelques-uns des premiers savants de l'Allemagne. Chemin faisant, M. G. nous fait l'histoire du développement de l'instruction publique en Prusse dès la fin du XVIII^e siècle, et il esquisse la physionomie de tous les collaborateurs de Humboldt : Nicolovius, Süvern, Uhden, Schmedding, Reinhard et Natorp. Il y a sans doute quelques longueurs dans l'analyse des ébauches et des plans innombrables que conçut Humboldt pour la réforme de l'instruction publique en Prusse, mais on trouve aussi d'intéressants détails sur la réorganisation de la Bibliothèque royale, sur celle de l'Académie des beaux-arts et sur la refonte des Universités de Königsberg et de Breslau.

La troisième partie de l'ouvrage embrasse l'histoire de l'activité diplomatique de Humboldt de 1810 à 1819.

En lisant dans M. G. le récit détaillé de l'ambassade de Humboldt à Vienne, de 1810 à 1815, on se convainc que le diplomate prussien aurait pu jouer un rôle bien plus important s'il n'avait été systématiquement tenu à l'écart par Hardenberg. Hardenberg n'aimait pas Humboldt. Il flairait en lui le rival qui, un jour, pourrait le supplanter. Toutes les fois qu'il peut le faire, il l'éloigne de Berlin. A Vienne, il fait en sorte que son ambassade ne soit qu'un poste décoratif, sans jamais l'initier aux secrets de la politique. Il correspond directement avec Metternich, qui entre tout à fait dans son jeu, car Metternich intrigue contre Humboldt, auquel il reproche d'avoir fait partie du Tugendbund. Humboldt en est réduit à noter ses impressions et ses observations. Il est vrai que ces observations, qui témoignent d'une rare perspicacité, sont toujours intéressantes. Treitschke, qui n'avait probablement pas lu les rapports de Humboldt, prétend que le diplo-

mate prussien, circonvenu par Metternich, ne perça jamais la duplicité de la politique autrichienne. C'est le contraire qui est vrai. Humboldt ne fut jamais dupe des flatteries de Metternich à l'égard de la Prusse. Il dit expressément : « La Prusse n'a rien à attendre de l'Autriche. » Mais il reste impuissant devant cette constatation, et, sans rester spectateur indifférent de la chose, il semble pourtant en prendre son parti.

Ce rôle d'observateur philosophe, qui voit clair dans les situations, mais n'a pas la volonté de les changer, soit qu'elles lui paraissent insurmontables, soit que les circonstances lui paraissent trop fortes, G. de Humboldt le joua presque jusqu'à la fin de sa carrière politique. Comme représentant de la Prusse au Congrès de Vienne, il aurait pu avoir une influence réelle, plus grande que celle de Hardenberg, lequel, à cause de sa surdité, ne pouvait prendre part aux conférences, mais, là aussi, Humboldt ne parvient point à faire triompher ses idées. Il élabore, par exemple, un plan de constitution de l'Allemagne, conçu dans un sens libéral et destiné à être mis sous les yeux du baron Stein, « le meilleur travail politique de Humboldt, » dit M. G., « supérieur à tout ce qu'on avait fait jusqu'alors; » mais ce plan ne reste qu'un plan.

Plus tard, devant la commission constitutionnelle prussienne, Humboldt exposa un autre plan sur les réformes constitutionnelles à introduire en Prusse. Ce plan était bien supérieur à celui de Hardenberg, car Humboldt ne se contentait pas seulement, comme celui-ci, d'une représentation bâtarde de la nation, sans assemblées périodiques, mais il voulait de vraies assemblées pour les communes, les États provinciaux et le peuple; mais ces idées ne furent pas même discutées.

Nous ne connaissons pas ce projet constitutionnel de G. de Humboldt. M. G. suppose que, dans ses grandes lignes, il devait peu différer du projet de 1819. C'est possible et même probable. Cependant, peut-on affirmer, comme le fait M. G., que les conceptions de Humboldt ne différaient pas de celles que Dahlmann devait plus tard défendre?

Cette dernière partie de l'activité politique de Humboldt, qui offre surtout un intérêt psychologique, puisque l'homme politique ne put réaliser aucun de ses projets, forme la quatrième et dernière partie de l'ouvrage de M. G. Dans un chapitre de conclusion, l'auteur essaie de fixer la valeur de Guillaume de Humboldt comme homme politique.

M. G. croit qu'en d'autres temps, avec des circonstances plus favorables, surtout avec un autre roi que Frédéric-Guillaume III, G. de Humboldt eût pu réussir. Sans doute, les circonstances sont pour beaucoup dans le succès d'un homme politique, et il faut reconnaître que l'époque où Guillaume de Humboldt vécut ne fut guère favorable à une politique à la fois indépendante et libérale de la Prusse. Mais n'est-ce pas le propre des vrais génies politiques de savoir plier les circonstances au gré de leur volonté? G. de Humboldt, qui avait des dons intellectuels éminents, n'avait pas l'énergie nécessaire pour faire triompher ses points

de vue. Observateur perspicace, il l'était certes, mais il lui manquait cette psychologie un peu terre à terre de l'homme d'action qui ne considère les hommes que comme des instruments de sa volonté. Nature idéaliste, il avait un esprit trop haut pour s'abaisser aux basses intrigues de la politique vulgaire. Cerveau spéculatif enfin, il raisonnait souvent lorsqu'il aurait fallu agir.

Humboldt aussi rencontra sur sa route un homme qui fit tout pour contrecarrer ses plans. Cet homme fut Hardenberg. J'aurais voulu que M. G. fit mieux ressortir l'influence que la rivalité de ces deux hommes eut sur la politique prussienne. Dès que Humboldt et Hardenberg se trouvèrent en présence, cette rivalité commença. Humboldt n'aimait point Hardenberg, dont le caractère ne lui plaisait pas. Hardenberg, lui, n'aimait pas Humboldt, parce qu'il voyait en lui son successeur possible. Tout, dans les rapports de ces deux hommes, fut déterminé par ces considérations. Il faut reconnaître que les sentiments de Humboldt étaient plus désintéressés que ceux de Hardenberg : tandis que celui-ci ramenait tout à des vues étroitement personnelles, Humboldt considérait avant tout l'intérêt de son pays. C'est même pour n'avoir pas su flatter le roi qu'il tomba et que son rival, plus souple et plus habile, put continuer à diriger la politique prussienne.

Si Guillaume de Humboldt n'est pas une figure politique de premier plan, c'est une belle intelligence et un esprit élevé. L'étude fouillée de sa vie politique, à laquelle vient de se livrer M. G., fait ressortir encore mieux la pureté de ses intentions et la hauteur de son caractère.

Antoine GUILLAND.

W. CUNNINGHAM. *An essay on western civilisation in its economic aspects (mediaeval and modern times)*. Cambridge, University press (*Historical series*), 1900. In-8°, xii-300 pages.

Le travail dont M. Cunningham vient de publier le second volume¹ a un objet bien défini : rechercher dans le passé les causes qui ont modelé le commerce et l'industrie pour leur donner leur forme actuelle. C'est donc, comme le titre l'indique, une histoire de la civilisation occidentale réduite à ses seuls éléments matériels. Si légitime que soit ce parti pris, il n'est pas sans nous surprendre quelque peu. Si M. C. parle de la religion, c'est seulement en tant qu'elle a eu des effets économiques². Il ne parle pas de la Renaissance, si ce n'est pour signaler, dans une note (p. 145, n. 2), les idées rétrogrades des humanistes sur le travail. Il s'expose ainsi à ne pas toujours démêler les répercussions économiques des mouvements intellectuels.

Dans l'ensemble, il nous donne un manuel commode, qui rendra les

1. Le premier (*Ancient Times*) a paru en 1898. Cf. *Rev. hist.*, t. LXIX, p. 385.

2. Il oublie de signaler les résultats économiques de la Réforme.

plus grands services aux étudiants anglais et dont l'équivalent, sous une forme aussi maniable, n'existe pas chez nous. Il n'y faut évidemment pas chercher des études originales; mais les ouvrages utilisés par l'auteur sont généralement bien choisis¹ et le plus souvent d'une date très récente; c'est donc un guide assez sûr. Il expose successivement la reconstitution de la société au moyen âge, le passage de l'économie naturelle à l'économie-argent, les relations de la chrétienté avec le monde extérieur, la naissance des nationalités et l'avènement du capital, enfin la révolution industrielle. Ses meilleures pages sont certainement celles (p. 163-182) où il analyse, avec une élégante précision, le grand phénomène économique du xvr^e siècle, l'intervention définitive du capital dans les affaires commerciales et industrielles, la constitution du marché de l'argent, la disparition de l'ancien système corporatif. A un niveau presque égal, je placerai le chapitre sur la révolution industrielle des xviii^e et xix^e siècles. Je reprocherai seulement à M. C. de l'avoir trop exclusivement étudiée en Angleterre; je sais bien qu'il prend l'Angleterre comme type, comme la seule nation où cette révolution soit complètement opérée, où le système du *fair play* ait complètement remplacé ce que M. C. appelle « l'économie nationaliste », où même le *fair play* a trouvé ses limitations nécessaires et légitimes dans les *Factory Acts* et les *Trade's Unions*². Il montre d'ailleurs, dans un dernier chapitre, l'expansion de cette civilisation occidentale, inégalement réalisée dans les divers pays; mais cela reste trop vague. Sur la France, sur l'Allemagne, sur les États-Unis, sur les pays neufs, il y avait autre chose à dire.

Venons maintenant au détail. P. 10, M. C. affirme avec trop d'assurance que les idées chrétiennes du moyen âge sur l'argent, sur les devoirs du propriétaire, sur la responsabilité du prince « n'étaient pas seulement de simples opinions pieuses, mais des maximes efficaces dans la vie pratique. » Il ne faut pas, surtout quand on cite quelques lignes plus bas Fustel, parler comme d'une vérité démontrée de la différence entre Romain et Barbare dans la loi salique (p. 32). Je ne crois pas qu'on puisse dire, à propos de Nicole Oresme et de son traité des monnaies (p. 82) : « Il n'y a pas de raison de supposer que cet auteur ait été considérablement en avance sur l'opinion scientifique qui était courante avant lui. » P. 99, le système corporatif est décrit comme une institution à peu près universelle au xiii^e siècle; les travaux les plus récents, par exemple celui de M. Boissonnade, tendent à prouver le contraire. Conclure de l'état actuel du monde musulman à ce qui serait arrivé du monde occidental si la civilisation islamique s'y était établie (p. 177), c'est oublier, au moins, l'apparition des Turcs.

1. Sur la colonisation française, citer L. Deschamps, *Histoire de la question coloniale en France*. Je note également l'absence de Janssen, *Histoire du peuple allemand*.

2. M. Cunningham appelle ce mouvement « réadaptation et reconstruction » de la vie sociale désorganisée par le régime industriel.

Mais, à côté de ces critiques, j'aurais beaucoup de choses à louer. Le passage sur l'origine des villes dégage assez bien la part de vérité contenue dans chacune des théories en présence (p. 58). L'analyse économique du XIII^e siècle est fort bonne; M. C. indique avec soin que l'économie naturelle persiste dans la vie rurale¹. Il repousse énergiquement (p. 207) les phrases toutes faites sur le Français « pas colonisateur » et rejette la responsabilité de nos échecs sur nos mauvaises mœurs politiques et administratives.

Plus fidèle à la méthode des historiens qu'aux vues *a priori* des économistes, M. C. montre que les vérités économiques sont vraies d'une vérité relative, d'une vérité tout historique. Dépassée aujourd'hui, la théorie de la balance du commerce a été *vraie* pour l'Angleterre du XVII^e siècle; vraie en ce sens qu'elle a collaboré à l'enrichissement de l'Angleterre, exactement comme la théorie du libre-échange au XIX^e siècle. S'il proteste contre l'idéalisation du passé, s'il se réjouit, avec un optimisme raisonné et sans excès², des progrès accomplis, il ajoute : « Ce résultat n'a pas été dû, cependant, au jeu aveugle des forces économiques; en elles-mêmes, elles ont seulement causé la désintégration sociale et la dégénérescence individuelle. C'est le mécanisme imaginé pour contrôler ces forces aveugles qui a été le facteur essentiel de cette amélioration générale³. »

H. HAUSER.

1. Moins cependant en France qu'en Angleterre. Chez nous, la rente est souvent fixée en argent.

2. P. 254, sur les retours possibles, mais temporaires, de l'« économie nationaliste. » *Passim*, sur les maux qu'entraîne à sa suite la révolution industrielle, sur le caractère belliqueux des compétitions commerciales, sur le traitement infligé aux races inférieures, etc.

3. Un index. Trois cartes : empire de Charlemagne; routes du commerce au XIV^e siècle; expansion des nations latines au XV^e siècle. Sur la seconde de ces cartes (p. 114), il aurait fallu figurer les relations maritimes de la Hanse avec Londres et Bruges, et la navigation génoise sur la Caspienne.

RECUEILS PÉRIODIQUES ET SOCIÉTÉS SAVANTES.

1. — **Bibliothèque de l'École des chartes.** 1903, livr. 5-6. — Prof. L. TRAUBE et L. DELISLE. Un feuillet retrouvé du recueil, écrit sur papyrus, de lettres et de sermons de saint Augustin; avec un fac-similé (ce feuillet, aujourd'hui à Saint-Petersbourg, provient d'un ancien ms. de la bibliothèque de Saint-Germain-des-Prés, dont une partie se trouve à la Bibliothèque nationale, lat. 11641, et l'autre à la bibliothèque de Genève). — Ch. DE LA RONCIÈRE. L'atlas catalan de Charles V dérive-t-il d'un prototype catalan? (non; Angelino Dulcert ou Dalorto, l'auteur du planisphère de 1339, était d'origine génoise). — H. OMONT. Mss. de la bibliothèque de Sir Thomas Phillipps récemment acquis par la Bibliothèque nationale. — André LESORT et Michel PRÉVOST. Bulles inédites des papes Eugène III, Lucius III, Célestin III et Innocent III (provenant des archives ecclésiastiques de la Meuse). — H. MORANVILLE. Notes de statistique douanière sous Philippe VI de Valois. — M. PROU. Deux fragments de bulles sur papyrus au musée du Puy. — Bibliographie : H. SÉE. Les classes rurales et le régime domanial en France au moyen âge (long et important article par Ch. Petit-Dutaillis). — Aug. LONGNON. Pouillés de la province de Rouen (nombreuses additions et corrections proposées par Ch. de Beaurepaire). — Ch. FÉLIGÈRE. Études historiques sur la baronnie de Chaudesaigues, 1440-1470 (bon). — L. ZANUTTO. Il protonotario Jacopino del Torso e le sue legazioni nel tempo del Gran Scisma, 1407-1408 (quelques documents utiles). — J. VUYLSTEKE. Cartulaire de la ville de Gand. Comptes de la ville et des baillis, 1280-1336 (intéressante publication, à laquelle manque encore une table). — J. MORTENSEN. Le théâtre français au moyen âge (bon; mais il y aurait bien des corrections à faire).

2. — **La Correspondance historique et archéologique.** 1904, janv.-févr. — Jurisprudence des archives et bibliothèques : arrêt du Conseil d'État relatif aux droits des archivistes-paléographes (on trouvera réunis ici tous les documents, mémoires, plaidoiries, arrêts relatifs à cette affaire, qui a donné lieu, sinon à des *abus* de pouvoir de la part du gouvernement, du moins, semble-t-il, à des *détournements* de pouvoir). — Les archives et les bibliothèques dans leurs rapports avec les pouvoirs publics.

3. — **Mélanges d'archéologie et d'histoire.** 1903, juill.-déc. — S. GSELL. Chronique archéologique africaine. Huitième rapport (archéologie indigène, punique, romaine; musées). — G. CONSTANT. Les maîtres de cérémonies du xvi^e s. Leurs diaires; suite (origine et caractères

généraux des « *Diaria ceremoniarum* ». — D. SERRUYS. Les actes du concile iconoclaste de l'an 815 (l'auteur donne le texte, encore inédit, de ces actes, retrouvés dans un ms. de Paris, Bibl. nat., fonds grec, n° 1250). — Mgr L. DUCHESNE. L'évêché de Montepeloso (cet évêché a été fondé par les Byzantins vers la fin du x^e s. ou au commencement du xi^e; disparu lors de la conquête normande, 1042, il fut rétabli en 1123 par le pape Calixte II, puis disparut en 1133 quand la ville eut été détruite par Roger II. En 1460, il reprit vie pour être supprimé pour la troisième fois en 1818. Aujourd'hui, Montepeloso s'appelle Irsina. Publie en appendice la bulle de Calixte II). — Th. ASHBY, fils. Dessins inédits de Carlo Labruzzi relatifs aux ruines de la Voie appienne (avec des inscriptions). — J. CALMETTE. L'élection du pape Nicolas V, 1447, d'après une lettre du prieur catalan de Sent Lorens del Mont. — G. PÉRINELLE. Un texte officiel sur l'exécution du connétable de Saint-Pol, 19 décembre 1475 (d'après une copie conservée dans un ms. du Vatican).

4. — **La Révolution française.** 1903, 15 décembre. — Ferdinand DREYFUS. Trois discours de Mirabeau, d'après les mss. récemment acquis par la bibliothèque de l'Arsenal (les discours prononcés les 23-26 septembre 1789 ont d'abord été prononcés; Mirabeau les a écrits après, à tête reposée, pour son *Courrier de Provence*). — A. BRETTE. Nouvelles observations sur le plan de Paris dit des Artistes (ce plan a disparu, s'il a jamais existé). — A. LIEBY. La presse révolutionnaire et la censure théâtrale sous la Terreur; suite; fin le 14 févr. — Gustave LAURENT. L'arrestation et la mort de Jean-Arnaud de Castellane; fin le 14 janvier. — 1904, 14 janvier. Marcellin PELLET. Notes bibliographiques sur l'*Histoire de la Révolution* de Thiers (dans quelles circonstances Thiers fut amené à écrire cette histoire; il l'a peu retouchée depuis, même en ce qui concerne la famille d'Orléans). — Le projet de M. Jaurès (concernant la publication des documents de caractère économique relatifs à la Révolution française. Deux articles publiés dans la *Dépêche de Toulouse*: l'un d'Aulard, l'autre de Jaurès. Aulard demande une édition vraiment critique des cahiers de 1789). — 14 février. F. GERBAUX. Le mètre de marbre de la rue de Vaugirard (histoire de l'Agence des poids et mesures pendant la Révolution; les seize « lieux de placement » où devaient être établis à Paris les « monuments métriques »). — C. BLOCH. Le recrutement du personnel municipal en l'an IV. — Ed. LAMOUZÈLE. Une statistique des écoles primaires dans la Haute-Garonne en l'an VII. — A. MATHIEZ. Encore le mot *Montagne* (ce mot a une origine biblique; la Convention est le Sinaï d'où descend sur les Français la foi nouvelle). — 14 mars. Ch. SCHMIDT. La nouvelle salle de travail des Archives nationales (avec une liste des inventaires mss., concernant l'époque contemporaine, qui sont à la disposition du public dans cette salle). — L. DESTERNES et G. GALLAND. La souscription pour l'acquisition du château de Chambord, d'après le « Simple discours » de Courrier (1821) et d'après des

documents contemporains inédits. — Cl. PERROUD. Lettres de Bosc sur l'annexion de la Belgique en 1792. — Actes de soumission des Chouans, avec fac-similés. — Documents : registre de la Société des amis des vrais amis de la Constitution, à Ruffec, Charente (texte). = 14 avril. J. CLARETIE. Le Père Loriquet et son *Histoire de France* (le P. Loriquet n'a jamais écrit la sottise phrase sur « le marquis de Buonaparte, lieutenant général des armées de Louis XVIII » ; mais elle résume assez bien l'esprit général de son livre). — G. GAUTHEROT. Gobel, évêque constitutionnel de Paris; ses antécédents (il était né à Thann, le 1^{er} sept. 1727; évêque *in partibus* de Lydda en 1772, il souhaitait l'établissement, à Colmar, d'un évêché nouveau, indépendant de l'évêque de Bâle; c'est sans doute dans l'espoir de faire réussir ce projet qu'il adhéra si nettement à la politique religieuse de la Constituante). — Ernest NOIRIEL. La Société des amis de la constitution de Melun. — Gustave HERMANN. La constitution de 1793 à Excideuil, Dordogne.

5. — **Revue archéologique.** 4^e série, tome III, janv.-févr. 1904. — Comte A. BOBRINSKOY. Notes d'archéologie russe, 1900-1903. — E. PORTIER. Le commerce des vases peints attiques au VI^e siècle. — Raymond WEILL. Le vase de Phæstos; un document de l'histoire du monde créto-asianique (les découvertes de Knossos nous font connaître dans la Méditerranée orientale, avant l'époque grecque, « une civilisation originale qui s'était développée en face de celle de l'Égypte et de la Syrie, et sans mélange avec elles, chez des nations non indo-européennes et non sémitiques, dont l'habitat couvrait l'Asie Mineure, la Crète, les îles de la mer Égée et la Grèce continentale. » Elle fut refoulée peu à peu par l'invasion des Hellènes, mais persista encore en Crète jusqu'à l'époque historique). — F. HERMET. Les graffites de la Graufesenque, Aveyron (transcription). — Georges BÉNÉDITTE. Une nouvelle représentation d'Horus légionnaire. — Alfred BOISSIER. Les ruines de Babylone et les fouilles de la mission allemande. — S. REINACH. Les fouilles de Cos.

6. — **Revue des Études anciennes.** T. VI, 1904, janv.-mars. — S. REINACH. Candaule et Camblès (ne sont pas des personnages historiques, mais des dieux lydiens, dont la première forme a été celle du lion androphage). — V. CHAPOT. Antiquités de Syrie; inscriptions grecques. — R. PICHON. L'affaire des *rhétoriques latines* (la sentence rendue contre eux en 92 av. J.-C. s'explique par des raisons non littéraires, mais politiques; le censeur Licinius Crassus, « aristocrate libéral et intelligent, » voulut empêcher le parti démocratique « d'acquiescer le grand art de l'éloquence dont il connaissait la force mieux que personne »). — C. JULLIAN. Notes gallo-romaines. XXI : Remarques sur la plus ancienne religion gauloise; suite : Rituel militaire.

7. — **Revue des Études historiques.** 1904, mars-avril. — Léon MIROT. La France et le Grand Schisme d'Occident; suite. — C. DE FRO-MONT DE BOUAILLE. Lettres inédites sur le procès et la mort de

Louis XVI (lettres écrites de Paris par Charles-Joseph Bernard, ancien magistrat du Dauphiné, qui était venu offrir ses services à Malesherbes pour concourir à la défense du roi). — Louis MADELIN. Une banlieue du vieux Paris : Chaillot, Passy, Auteuil. = Comptes-rendus : A. Lemaître. Briouze à travers les âges (bon). — H. Boyer. Histoire de la principauté souveraine de Boishelle-Henrichemont (avec une notice sur les travaux publiés par feu Boyer, presque tous relatifs à l'histoire du Berry). — Calmon-Maison. Le maréchal de Château-Renault, 1637-1715 (bon ; à noter surtout le récit de la campagne navale de 1702 et de l'affaire de Vigo). — J. Morvan. Le soldat impérial, 1800-1814 ; t. I (très intéressant). — Lescœur. L'église catholique et le gouvernement russe (histoire de l'oppression russe en Pologne).

8. — *Revue de l'Histoire des religions*. 1903, nov.-déc. — GObLET d'ALVIELLA. Syllabus d'un cours sur l'origine du christianisme d'après l'exégèse contemporaine. — J. TOUTAIN. Bulletin archéologique de la religion grecque ; suite. — N. SÖDERBLOM. Notes sur les relations du judaïsme avec le parsisme, à propos de travaux récents. = 1904, janv.-févr. Michel REVON. Le shinntoïsme (religion des Japonais primitifs étudiée suivant la méthode comparative. Important et original). — L. de MILLOUÉ. Comparaison de quelques mythes relatifs à la naissance des dieux, des héros et des fondateurs de religions. — P. ALPHANDÉRY. Les derniers travaux de P. Sabatier sur l'histoire franciscaine (important).

9. — *Revue d'histoire diplomatique*. 1903, n° 4. — Comte BAGUE-NAULT DE PUCHESSE. Le pape Benoît XIV et la France. Missions à Rome de Tencin et de Choiseul, 1740-1757 (d'après les livres de Maurice Boutry). — Henri DONIOL. La Fayette avant l'année 1800 (d'après le livre de Ch. Tower). — Pierre FLAMENT. Le journal d'un secrétaire d'ambassade à Constantinople en 1611 (analyse le journal de Louis Denis, qui l'écrivit en 1614 en prison ; il y avait été mis à l'instigation de l'ambassadeur, Archille de Harlay, baron de Sancy, et parle de celui-ci dans les termes de la plus vive acrimonie). — Alfred BOURGUET. Le duc de Choiseul et l'Angleterre. Les pourparlers de la Haye ; fin. — Ch. de BURENSTAM. Le journal de la duchesse de Sudermanie, 1775-1782, et les dépêches du comte de Kageneck (les dépêches du comte sont en allemand ; à la suite, un portrait de la duchesse de Sudermanie par elle-même, en français). — M^{me} C.-B. FAVRE. Politique et diplomatie de Jacques Cœur. Le procès. — Marquis de BARRAL. La doctrine de Monroe et les évolutions successives de la politique étrangère des États-Unis, 1828-1903 ; suite en 1904, n° 1. = 1904, n° 1. P. COQUELLE. L'ambassade du maréchal Brune à Constantinople, 1803-1805 (d'après les documents des archives étrangères de Paris ; intéressant). — Marquis de PERSAN. Une mission diplomatique en Pologne au xvi^e siècle : Jacques Faye d'Espeisses et Guy Du Faur de Pibrac, 1574-1575 (utilise des documents inédits de la Bibliothèque nationale). — Comte d'AN-

TIOCHE. Le gouvernement de M. Thiers (d'après l'ouvrage de G. Hantaux). — DURAND-LAPIE. Un roi détrôné réfugié en France : dom Antoine I^{er} de Portugal, 1580-1595. = N° 2. Comte Gabriel DE MUN. Un frère de Richelieu : le cardinal de Lyon, 1582-1653 (utilise un certain nombre de documents nouveaux). — Marquis DE PERSAN. Une mission diplomatique en Pologne au xvi^e siècle : Jacques Faye d'Espeisses et Guy Du Faur de Pibrac, 1574-1575; suite et fin. — F. DE SAINT-CHARLES. Les accords internationaux relatifs à l'arbitrage, 1903-1904. — N. TCHARYKOW. Le chevalier Raphaël Barberini chez le tsar Jean le Terrible, 1564 (le Florentin Barberini essaya de nouer des relations commerciales avec la Russie qui, depuis la prise de Narva en 1558, pouvait communiquer par mer avec l'Europe; il réussit dans cette tentative, qui allait au-devant des désirs mêmes du tsar. Barberini a laissé de son voyage une très intéressante relation. Curieux). — Paul DURAND-LAPIE. Un roi détrôné réfugié en France : dom Antoine I^{er} de Portugal, 1580-1595; suite.

10. — **Revue d'histoire moderne et contemporaine.** 1903, 15 déc. — A. MANSUY. Le clergé et le régime napoléonien dans le duché de Varsovie, 1807-1813; fin (expulsion des religieux Benonis ou Benonistes, de l'ordre des Rédemptoristes, après enquête ordonnée par le maréchal Davout). — H. HAUSER. Sur la date exacte de la mort de Louis XII et de l'avènement de François I^{er} (Louis XII est mort, non pas dans la nuit du 1^{er} au 2 janv. 1515, mais dans la nuit du 31 déc. 1514 au 1^{er} janv. 1515. François I^{er} a donc commencé de régner le 1^{er} janv., date anniversaire de la mort de son père, l'époux de Louise de Savoie). — A. DE SAINT-LÉGER. Le travail d'histoire moderne en province : Flandre française, Artois, Hainaut français et Cambrésis en 1902. = Comptes-rendus : P. Delarue. Le clergé et le culte catholique en Bretagne pendant la Révolution. District de Dol. Documents inédits; 1^{re} partie (des confusions et des erreurs, mais utile). — H. Coutanceau. La campagne de 1794 à l'armée du Nord; 1^{re} partie : Organisation; t. I (bon). — H. Fisher. Studies in Napoleonic statesmanship. Germany (remarquable). = 1904, 15 févr. R. GUYOT et P. MURET. Étude critique sur Bonaparte et le Directoire, par M. Albert Sorel (M. Sorel est loin d'avoir épuisé le sujet; plusieurs sources importantes ont été négligées par lui, ainsi les sources anglaises; dans les archives de France même, il a omis des documents essentiels. Enfin, il n'a pas appliqué aux témoignages invoqués par lui une critique assez rigoureuse; il n'a donc pas réussi à donner de la politique française, notamment sous le Directoire, une idée exactement conforme à la réalité des faits). — J. MARSAN. Bulletin d'histoire littéraire, 1903, 2^e semestre. = Comptes-rendus : Lemoine et Lichtenberger. De la Vallière à Montespán (intéressant et en partie nouveau; mais les indications bibliographiques sont trop souvent imprécises. Il faut appliquer à l'histoire moderne les mêmes méthodes d'érudition exacte dont on est coutumier pour celle du moyen âge). — A.-M. Gossez. Le département du Nord sous la deuxième Répu-

blique, 1848-1852 (livre bien documenté). = 15 mars. Commandant H. Weil. Le duc d'Orléans à Paris et à Londres en mai-juin 1814. Document inédit (publie une lettre du duc d'Orléans à Ferdinand IV, de Palerme, le 10 juillet 1814. Il en ressort ce fait que le duc d'Orléans a été un des agents les plus actifs de la ruine de Murat, que les grandes puissances, à la suite de Metternich, étaient assez disposées à maintenir à Naples). — H. Bourgin. Les études d'histoire du socialisme français. Note de méthode (prenant pour exemple l'*Histoire du socialisme français* par Paul Louis, l'auteur veut montrer qu'il est vain de tenter aucune synthèse en pareille matière, tant qu'une série de monographies érudites n'aura pas « élucidé les différents problèmes, généraux et particuliers, que posent les doctrines et les mouvements socialistes »). = Comptes-rendus : L. Fumi. La legazione in Francia del card. Pietro Aldobrandino, narrata da lui medesimo (le récit de cette légation avait été attribué à un majordome du cardinal. C'est le cardinal lui-même qui en est l'auteur, ainsi qu'il résulte d'une lettre d'envoi qu'il adressa à Homère Tortora, auteur d'une *Histoire de France* parue en 1619). — G. Hanotaux. Histoire du cardinal de Richelieu; t. II, 2 (des critiques portant sur la méthode suivie par l'auteur. A lire). — R. Becker. Der Dresdener Friede und die Politik Brühls (bon).

11. — *Bulletin critique*. 1904, 25 janvier. — B. Haussoullier. Études sur l'histoire de Milet et du Didymeion (excellent). = 15 févr. V. Henry. La magie dans l'antiquité (très intéressant). = 25 février. Le P. M. Jacquin. Étude sur l'abbaye de Liessies, 1095-1147 (intéressant). = 5 mars. Albert Dufourcq. L'avenir du christianisme (excellent; mais il y a disproportion excessive entre les différentes parties du sujet et une tendance fâcheuse à la déclamation). — J. Boulenger. Les Protestants à Nîmes au temps de l'Édit de Nantes (excellent et vraiment impartial). = 15 mars. Warichez. Les origines de l'église de Tournai (beaucoup d'érudition; conclusions très fragiles, parce qu'elles sont étayées sur des textes de médiocre valeur, tels que la vie d'Eleuthère). = 25 mars. R. Dussaud. Notes de mythologie syrienne (l'auteur a eu le tort de rapprocher le dieu solaire Malakbel du type de Jésus Bon-Pasteur). — Jos. Combet. Louis XI et le Saint-Siège, 1461-1483 (ouvrage très consciencieux, mais monotone, où les faits saillants ne sont pas mis en lumière; bon dépouillement des textes et des sources italiennes. Beaucoup d'intéressantes pièces justificatives). — Vicomte de Romanet. Géographie du Perche et chronologie de ses comtes (bon). = 5 avril. H. Weil. Mémoires du général-major russe baron de Lowenstern, 1776-1858 (très intéressant et amusant).

12. — *Revue critique d'histoire et de littérature*. 1904, n° 6. — M. Bateson. Mediæval England, 1066-1350 (très bon résumé). — Baron du Roure. Inventaire analytique de titres et documents originaux tirés des archives du château de Barbégat (signale un grand nombre de documents précieux pour l'histoire de la Provence). — Henri Lion. Le

président Hénault (modèle d'information précise et de saine critique). = N° 7. *Kawakami*. The political ideas of modern Japan (médiocre). — *Joh. Kromayer*. Antike Schlachtfelder (excellent). — *J. Kirchner*. Prosopographia attica; t. II (fin de cet ouvrage important; on y trouve mentionnés plus de 6,000 personnages, citoyens de naissance ou naturalisés). — *H. Fincke*. Vorreformationsgeschichtliche Forschungen. Aus den Tagen Bonifaz VIII (plein de renseignements nouveaux et utiles). — *Ch. Seignobos*. La méthode historique appliquée aux sciences sociales (livre d'une lecture très attachante et un peu décourageante). = N° 8. Divers travaux sur l'histoire ancienne de la Babylonie et du peuple juif. — *Pausanias*. Graciae descriptio, recognovit *Fr. Spiro*; 3 vol. (excellente édition). — *A. De Marchi*. Il culto privato di Roma antica. II : la Religione gentilizia e collegiale (bon). = N° 9. *A. Dufourey*. L'avenir du christianisme; introduction (des lacunes et des inégalités; conclusions peu nettes). — *J. Forbes*. L'église catholique au XIX^e siècle (superficiel). — *Hocart*. Le monachisme (de sérieuses recherches; notable effort d'impartialité). — *M.-A. Kugener*. Sévère, patriarche d'Antioche, 522-518; textes syriaques (textes utiles et bien publiés). — *Hume*. The spanish people; their origin, growth and influence (agréable; l'époque moderne est trop sacrifiée). — *G. Hanotaux*. Histoire du cardinal de Richelieu; t. II, 2 (très intéressant par parties; on voudrait plus de sévérité critique). = N° 10. *D. Charnay*. Ms. Ramirez : histoire de l'origine des Indiens qui habitent la Nouvelle-Espagne, selon leurs traditions (D. Charnay n'a pas vu que ce qu'il appelle le « ms. Ramirez » n'est qu'un médiocre abrégé de la *Historia de las Indias de Nueva España* composée par le P. D. Duran; c'est cet original du P. Duran qu'il eût fallu éditer et traduire, et non son pâle résumé). = N° 11. *L. Dorez* et *P.-P. Plan*. Pantagruel. Fac-similé de l'édition de Lyon, 1533 (ce fac-similé typographique n'est pas exempt de fautes. Il ne peut y avoir de fac-similés sincères que par la photographie). — *J. Darcy*. France et Angleterre. Cent années de rivalité coloniale (des faits intéressants, mais le ton général manque de sérénité). = N° 12. *C. de Boor*. Excerpta de Legationibus; t. I-II (très bonne édition). — *K. Uhlirz*. Jahrbücher des deutschen Reiches unter Otto II und Otto III; Bd. I, 973-983 (excellent). = N° 13. *A. Chavanon*. Étude sur les sources principales des *Mémoires* de Xénophon (recherches utiles; résultats un peu minces). — *J. Riezler*. Geschichte Baierns; V, 1597-1651; VI, 1508-1650 (excellent). — *M. Marion*. État des classes rurales au XVIII^e s. dans la généralité de Bordeaux (instructif et intéressant). = N° 14. *F. Solmsen*. Inscriptiones graecae ad illustrandas dialectos selectae (utile recueil). — *Ingold*. Moines et religieuses d'Alsace : Bernard de Ferrette, prieur de Murbach, et son *Diarium* (très intéressant pour l'histoire du clergé et de la noblesse dans la Haute-Alsace dans la première moitié du XVIII^e s.). — *Br. Amante*. Fra Diavolo e il suo tempo, 1796-1806 (ouvrage fort consciencieux, nouveau en plusieurs parties).

13. — *Annales des Sciences politiques*. 1904, 15 mars. —

E. BOUTMY. A propos de la souveraineté du peuple (sorte de dialogue philosophique où la question est discutée sous plusieurs aspects différents). — M. LAIR. En Galicie. Noblesse polonaise et paysans ruthènes; fin. — V. MARCÉ. La vie communale en Bohême; II : l'Organisation municipale et le contrôle des finances; fin.

14. — Annales de Géographie. 1903, 15 juillet. — Emm. DE MARGERIE. L'architecture du sol de la France, de M. le commandant O. Barré. — Raoul BLANCHARD. Le Val d'Orléans. — B. AUERBACH. La distribution de la population en Valachie, de M. E. de Martonne. = 15 septembre. 12^e bibliographie géographique annuelle, 1902, publiée sous la direction de Louis RAVENEAU (977 numéros, avec un index; 320 p. Très important). = 1904, 15 janvier. VIDAL DE LA BLACHE. La géographie de l'Odyssée, d'après l'ouvrage de Victor Bérard. — L. GALLOIS. Le nom d'Amérique et les grandes mappemondes de Waldseemüller de 1507 et 1516 (ces cartes, qui viennent d'être éditées en fac-similés photolithographiques, sont très importantes pour l'histoire de la géographie). = 15 mars. Jules SION. La seconde édition de la *Politische Geographie* de Fr. Ratzel.

15. — Bulletin hispanique. 1904, janvier-mars. — J.-A. BRUTAILS. Note sur une charte suspecte du fonds de la Sauve-Majeure (charte probablement fautive, de l'an 1210, ou 1248, ère d'Espagne, concernant le prieuré d'Ejea, que l'abbaye possédait en Espagne; fac-similé). — A. THOMAS. Roger Bacon et les étudiants espagnols (relève dans Bacon quelques mots espagnols dans des traductions latines, entre autres dans le *Liber vegetabilium*, œuvre d'Alfred de Sareshel).

16. — Bulletin italien. T. III, 1903, oct.-déc. — E. RODOGANACHI. Une ancêtre des Bourbons : Catherine Sforza; 1^{er} article; fin en janv.-mars 1904. — L. AUVRAY. Inventaire de la collection Custodi, conservée à la Bibliothèque nationale; 1^{er} article. = 1904, avril-juin. E. BOUVY. Léonard de Vinci et la caricature française en 1830. — E. PICOT. Les Italiens en France au xvi^e s.; 8^e article.

17. — Nouvelle Revue historique de droit français et étranger. 1903, nov.-déc. — J. ROMAN. *Summa* d'Huguccio sur le décret de Gratien, d'après le ms. 3891 de la Bibliothèque nationale; causa xxvii, quaestio II. Théories sur la formation du mariage (texte de ce document). — Henri GRAVIER. Essai sur les prévôts royaux du xi^e au xiv^e s.; 3^e article (officiers et auxiliaires du prévôt; suivi d'un intéressant choix de documents). = 1904, janv.-févr. G. ARON. Études sur la condition juridique des prêtres à Rome. Les vestales et le flamme de Jupiter. — F. THIBAUT. L'impôt direct et la propriété foncière dans le royaume des Lombards; 1^{er} article (des différentes catégories de personnes existant dans le royaume lombard). — ESMEIN. C. Accarias, 1831-1903 (notice nécrologique). — H. D'ARBOIS DE JUBAINVILLE. Le mariage avec la sœur consanguine (traces que cette coutume antique a laissées dans certains mots, tels qu'*ἀδελφός*).

18. — Revue générale du droit. 1903, juillet-août. — Raoul DE LA GRASSERIE. Des régimes matrimoniaux chez les peuples latins; suite en septembre-octobre, fin en janvier-février 1904. = Septembre-octobre. G. PLATON. Observations sur le droit de *προτίμησις* en droit byzantin; suite en novembre-décembre (étude sur le régime des biens à Byzance; en quoi la *προτίμησις* diffère de l'*ἐπιβολή* et en est indépendante); suite en janvier 1904 (des impôts dont le propriétaire est responsable). = 1904, janvier-février. Henri BROCHER. L'évolution du droit pénal dans l'antiquité (à propos de l'ouvrage d'Al. Levi : *Delitto e pena nel pensiero dei Greci*, 1903).

19. — Revue d'histoire rédigée à l'État-major de l'armée. 1904, février. — La bataille de Malplaquet, d'après les correspondants du duc du Maine à l'armée de Flandre; fin (avec deux cartes). — La guerre de 1870-71. La journée du 16 août en Lorraine. La bataille de Rezonville; suite (la bataille autour du plateau de Rezonville, de 3 à 5 heures); suite en mars (discussion sur le rôle joué par la 38^e brigade et le général de Schwarzkoppen; attaque de la division de Cisse; engagements de cavalerie sur le plateau de Ville-sur-Yvron). = Mars. Études historiques sur l'artillerie régimentaire.

20. — Annales de Bretagne. 1904, janvier. — Léon DUBREUIL. Le district de Redon, du 1^{er} juillet 1790 au 18 ventôse an IV (avec une carte). — Abbés G. DE LESQUEN et G. MOLLAT. Mesures fiscales exercées en Bretagne par les papes d'Avignon à l'époque du Grand Schisme d'Occident; suite (textes fort importants en outre pour la topographie religieuse de la Bretagne au xiv^e siècle). — F. DUINE. Bio-bibliographie de saint Méen. = Compte-rendu : J. LAIR. Essai historique et topographique sur la bataille de Formigny, 15 avril 1450 (l'auteur du compte-rendu aurait dû contrôler les assertions de M. Lair par celles de M. Joret). — Bibliographie bretonne, 1902. = Avril. Henri SÉR. L'administration de deux seigneuries de Basse-Bretagne au xviii^e s. : Toulgouet et Le Treff (d'après les archives mêmes de ces seigneuries, conservées aux archives départementales d'Ille-et-Vilaine; étude surtout la nature, les conséquences économiques et sociales de cette sorte de tenure qu'on appelait le domaine congéable). — Abbé L. CAMPION. Saint Servatius, évêque de Tongres, patron de Saint-Servan; 1^{er} art. (histoire et légende de Servatius; c'est le vrai patron de Saint-Servan; un saint écossais appelé Servanus n'a sans doute jamais existé). — Armand RÉBILLON. Recherches sur les anciennes corporations ouvrières et marchandes de la ville de Rennes; suite (ch. III : les libraires et les imprimeurs; ch. IV : les exigences du fisc royal : lettres de maîtrise et créations d'offices). — Dr LE CLOSMADÉUC. Le 1^{er} bataillon de volontaires nationaux du Morbihan, 1791-1795. — Abbé L. CAMPION. Saint Yves; sa prose tirée d'un missel ms. du xv^e s., valeur historique de cette prose (cette prose a été rédigée d'après le rapport des cardinaux sur la canonisation du saint; elle n'en est guère qu'un abrégé).

21. — Annales de l'Est. 1903, juillet. — A. DEBIDOUR. Le général Fabvier, sa vie et ses écrits; suite (méintelligence avec Capodistrias; Fabvier quitte la Grèce); fin en octobre (Fabvier à la chambre des pairs; ses sentiments politiques et religieux, 1834-1848). — R. PARISOT. Les origines du royaume franc de Lorraine. Leçon d'ouverture. — Soutenance des thèses de doctorat de M. J. Combet : *De Pigmaeis africanis. Louis XI et le Saint-Siège, 1461-83.* — Bibliographie : Jos. Knepper. Jakob Wimpfeling, 1450-1528 (remarquable). — 1904, janvier. L. STOUFF. Les possessions bourguignonnes dans la vallée du Rhin sous Charles le Téméraire, d'après l'Information de Poinso et de Pillet, commissaires du duc de Bourgogne, 1471 (publie le texte de cette Information, « faite suivant ordre de Charles le Téméraire, sur l'état de ses pays de Ferrette, d'Alsace et de la Forêt-Noire »). — FRÖELICH et PERDRIZET. La Roche du Trupt (où l'on a trouvé une inscription en très grands caractères, qui pourrait être un graffiti romain de l'époque impériale. Facsimilé). — L. DAVILLÉ. Le rôle de la Lorraine dans la succession de Clèves et de Juliers, à propos d'une lettre du duc de Saxe à Henri II, 2 octobre 1609. — Bibliographie : Th. Walter. *Alsatia imperior sepulta* (donne le texte de 660 épitaphes allant jusqu'en 1820). — K.-Th. Eheberg. *Verfassungs-Verwaltungs-und Wirtschaftsgeschichte der Stadt Strassburg bis 1681* (important recueil de 400 pièces). — W. Dettmerring. *Beiträge zur älteren Zunftgeschichte der Stadt Strassburg* (bon).

22. — Annales de la Société historique et archéologique du Gâtinais. 1903, 1^{er} trimestre. — André de MARICOURT. Essai sur l'histoire du duché de Nemours, de 1404 à 1666; suite dans les 3^e et 4^e trimestres. — Félix HERBET. Le château de Fontainebleau en 1580. — Ch. FORTEAU. Comptes de recettes et de dépenses de la maladrerie et léproserie de Saint-Lazare-lès-Étampes, de 1552 à 1556. — 2^e trimestre. F. RAUD. Brivodurum-Briare (*Brivodurum* est bien Briare, quoi qu'en ait dit M. Marchand, qui propose de l'identifier avec le Rochoir). — D. CORNET. Le siège de Montargis par les Anglais en 1427 (suivi de plusieurs pièces justificatives). — L. DIMIER. Le cardinal de Ferrare en France; traduit de l'italien de M. A. VENTURI. — Henri STEIN. Recherches sur la topographie gâtinaise. V, le pont de Samois; VI, une paroisse du pays de Bière disparue depuis le XII^e siècle (*Tosiacum*, mentionné dans une charte de Guillaume aux Blanches-Mains, archevêque de Sens, de 1168 à 1176). — 3^e et 4^e trimestres. H. MORANVILLÉ. Procès-verbal de visite des places fortifiées du bailliage de Melun en 1367. — Henri STEIN. Recherches sur quelques fonctionnaires royaux des XIII^e et XIV^e siècles originaires du Gâtinais. — Vicomte DE GROUCHY. Extraits des minutes des notaires de Fontainebleau; suite.

23. — Revue d'histoire de Lyon. Tome II, 1903, fasc. 4. — C. JAMOT. Inventaire général et descriptif des anciennes maisons, sculptures, inscriptions à Lyon, existant encore au commencement du XX^e siècle (avec deux plans). — Ph. Pouzet. Les anciennes confréries de

Villefranche-sur-Saône; suite (les confréries au xvii^e et au xviii^e s.); suite dans les fasc. 5 et 6. — J.-R. BOULIEU. Louis XI à Lyon, 1475; 1^{er} article (introduction au texte des délibérations consulaires relatives à cet événement, que l'on doit publier); suite dans le fasc. 5; fin dans le fasc. 6. = Fasc. 5. E. VIAL. Les réveille-matin de Lyon (maître Jean Cottereau constitua en 1502 une rente dont les arrérages devaient rétribuer les services de deux « clochetiers » chargés de parcourir les rues de la ville, les nuits du dimanche au lundi, en sonnant une cloche, « afin d'éveiller les habitants et de les inviter à prier pour les morts; » ces clochetiers furent aussi employés plus tard à donner aux habitants le signal du balayage des rues, etc. L'office fut supprimé en 1785). — J. BRICAUD. Historique du château de Pont d'Ain. = Fasc. 6. J. GODART. Le compagnonnage à Lyon (avec trente-deux reproductions de sceaux). = 1904, fasc. 1. Ph. FABIA. L'incendie de Lyon sous Néron. — M. ROUSTAN et C. LATREILLE. Lyon contre Paris après 1830. Le mouvement de décentralisation littéraire et artistique. — E. VIAL. Costumes consulaires (renvois nombreux aux documents d'archives). — E. RÉVEL. Choix de lettres familières du général Gêmeau, 1849-1852 (lettres écrites pour la plupart de Rome, où le général se trouvait, à son grand regret, avec le corps d'armée d'occupation).

24. — Revue d'Alsace. 1903, septembre-octobre. — A. HANAUER. Le procès d'un faux moderne (sur le caractère apocryphe d'un dessin représentant le château de Haguenau en 1614). — C. HOFFMANN. Les élections aux États généraux; Colmar-Belfort; suite dans les livraisons de novembre-décembre, janvier-février. — A. ADAM. La congrégation de Notre-Dame de Saverne; suite en mars-avril 1904. — Dr L. EHRHARDT. Correspondance entre le duc d'Aiguillon et le prince coadjuteur Louis de Rohan, 1772; suite en janvier-février, mars-avril. = 1904, janvier-février. A.-M.-P. INGOLD. Grandidier liturgiste (publie, d'après les manuscrits de l'érudit abbé, le plus ancien calendrier connu de l'église de Strasbourg et, en appendice, les lettres du chanoine Ahlfeld à M. Liblin). — LORTET. Soldats alsaciens : Reinhard Forster, sous-lieutenant aux hussards, 1774-1844. — A. GASSIER. 1813-1814. La direction des domaines de Colmar pendant l'invasion (publie le rapport présenté au directeur par Charles-Louis Saigey, surnuméraire). = Mars-avril. J. WIRTH. Fête patriotique célébrée à Colmar en 1804 (le 19 avril 1804, le général Lefèvre arriva à Colmar pour présider le collège électoral du Haut-Rhin en qualité de préteur du Sénat. A l'occasion de ce centenaire, l'auteur raconte comment le général s'acquitta de sa mission). — Mgr CHÈVRE. Les suffragants de Bâle au xiv^e siècle. — A. LINOTTE. Négociations pour l'échange de paroisses alsaciennes contre des paroisses franc-comtoises, 1757-1782 (entre le prince-évêque de Bâle et l'archevêque de Besançon). — Souvenirs de 1815. Journal de M. DE LATOUCHE; suite.

25. — Göttingische gelehrte Anzeigen. 1903, n° 8. — *Bardenheuer*. Geschichte der altchristlichen Literatur; I (excellent répertoire, mais ce n'est pas, à vrai dire, une histoire). — *V. Friese* et *E. Liesegang*. Magdeburger Schöffensprüche (textes importants). = N° 9. *W. Rachel*. Verwaltungsorganisation und Aemterwesen der Stadt Leipzig bis 1627 (bon). = N° 10. *W. Dittenberger*. Sylloge inscriptionum graecarum; 2^e édit., vol. I. — *G. Waitz*. Deutsche Verfassungsgeschichte; vol. V, publ. p. *Zeumer* (long et important article de *W. Sickel* sur la nouvelle édition de ce volume, parue en 1893). — *Joh. Kirchner*. Prosopographia Attica (remarquable). = N° 11. *Jul. Kærst*. Geschichte des hellenistischen Zeitalters; vol. I (très intéressant; beaucoup d'observations judicieuses). — *G. Swarsenski*. Denkmæler der süddeutschen Malerei des frühen Mittelalters; I : die Regensburger Buchmalerei des x und xi Jahrhunderts (important; l'ouvrage contient 101 reproductions en couleur sur 35 planches). — *Rud. Thommen*. Urkundenbuch der Stadt Basel; vol. VIII. — *H. Delbrück*. Geschichte der Kriegskunst im Rahmen der politischen Geschichte; 2^e part., 2^e moitié : Völkerwanderung; Uebergang ins Mittelalter (ce que dit l'auteur des armées mérovingiennes est ingénieux, mais très hypothétique). = N° 12. *E. Oberhummer*. Die Insel Cypern; I (bonne description de l'île, d'après les sources). — *Id.* Karte der Insel Cypern im Maasstab 1/500 000. — *J. Kromayer*. Antike Schlachtfelder in Griechenland; I (excellent; beaucoup de cartes, qui donnent une idée nette du terrain). — *A. Gottlob*. Die Servientaxe im 13 Jahrh. (étude approfondie sur une des sources de revenus de la papauté : les cadeaux, pourboires, etc., qui s'étaient multipliés peu à peu et étaient devenus obligatoires au xiii^e s.). = 1904, n° 1. *Imbard de la Tour*. Les paroisses rurales du iv^e au xi^e siècle (très long compte-rendu, de près de 80 pages, par *Ulrich Stutz*, qui, en particulier, défend ses propres vues sur le bénéfice ecclésiastique contre les critiques qu'on lui a faites). — *A. Galante*. La condizione giuridica delle cose sacre. I (suite à l'article précédent). = N° 2. *V. Ernst*. Briefwechsel des Herzogs Christoph von Württemberg; vol. III : 1555 (remarques importantes et quelques additions par *Brandi*). — *Aug. Bernoulli*. Basler Chroniken; vol. VI. — *G. Degli Azzi Vitelleschi*. R. Archivio di stato di Lucca. Regesti; vol. I, Pergamene del diplomatico (1^{re} partie, embrassant les années 790-1081; publication qui n'est point parfaite, mais qui rendra de grands services). = *Mars. Joh. Geffcken*. Die Oracula Sibyllina. Komposition und Entstehung der Oracula Sibyllina (nombreuses corrections de texte par *Alois Rzach*). — *Rendtorff*. Die Schleswig-Holsteinischen Schuldordnungen von 16 bis zum Anfang des 18 Jahrh. — *Langlois*. Inventaire d'anciens comptes royaux dressé par *Robert Mignon*. — *Aug. Molinier*. Obituaires de la province de Sens; t. I. — *O. Günther*. Katalog der Handschriften der Danziger Stadtbibliothek (2^e partie, relative à l'histoire de Dantzig).

26. — Archiv für Papyrusforschung und verwandte Gebiete. Bd. III, Heft 1. — *O. GRADENWITZ*. Le tribunal des chrématistes (en

Égypte, au temps des Ptolémées). — Fr. PREISIGKE. Le transport des blés, d'après les inscriptions sur ostraka du Fayoum. — Le papyrus Cattaoui; I : texte, par GRENFELL et HUNT; II : commentaire par P.-M. MEYER (documents des années 114-142; importants surtout pour le droit matrimonial des soldats romains à l'époque impériale et surtout en Égypte). — Papyrus Lips. 13, publ. p. L. MITTEIS et U. WILCKEN (provenant d'Hermoupolis, du IV^e s. ou du commencement du V^e; c'est le procès-verbal d'un procès criminel à l'occasion d'un vol). — Max-L. STRACK. Inscriptions de l'époque ptolémaïque; III, recueil.

27. — Archiv für das Studium der neueren Sprachen und Litteraturen. Bd. CX, Heft 1-2. — M. CORNICELIUS. Le pamphlétaire Claude Tillier; fin dans Heft 3-4. = Heft 3-4. F. LIEBERMANN. Les mss. des lois de Cnut et leurs rapports. = Bd. CXI, Heft 3-4. In. Trois chartes de Northumbrie (1^{re} charte de Gospatrick d'Allerdale de 1056-1067, intéressante pour l'histoire de la Cumbrie, les institutions, le mélange des races, la noblesse anglo-écossaise; 2^o droits de l'archevêque d'York, Thomas I^{er}, 1070-1100, dans la ville d'York; 3^o charte de l'évêque de Durham, Ranulf, 1099-1128).

28. — Beiträge zur alten Geschichte. Bd. III, Heft 1. — A. VON PREMIERSTEIN. La tenue des livres d'une section de légion en Égypte (d'après le papyrus latin de Genève, n^o 1, publié par Nicole et Morel, et qui est des années 81-90. Il s'agit de notes de service concernant une centurie appartenant soit à la Legio III Cyrenaica, soit à la Legio XXII Deiotariana, qui occupaient le camp situé entre Alexandrie et Nicopolis. Le papyrus contient : 1^o le règlement de solde et les économies de deux légionnaires en 80-81; 2^o des notes sur des emplois au dehors de quatre légionnaires, 81-87; 3^o des notes sur l'effectif et les services des soldats d'une centurie en 90; nous y apprenons à connaître les divers « immunes » de la centurie, les charges tactiques et administratives, le personnel des bureaux). — J. KROMAYER. Études sur la force armée et les institutions militaires des États grecs, surtout au IV^e s. av. J.-C.; I (la levée des hoplites de dix-huit à soixante ans donnait en chiffres ronds pour Athènes, au IV^e s., 13,000 h.; dans les campagnes ordinaires, les deux tiers des hommes de vingt à quarante ans étaient appelés, soit de 5 à 6,000 h. Pour toute la Béotie, à ces chiffres correspondent 18,500 et 7 à 8,000 h.; pour Thèbes seule, 6,000 et 2,300 h.). — G. BLOCH. De l'authenticité de l'édit censorial de 92 av. J.-C. contre les rhéteurs latins (réfute les objections présentées par Fr. Marx contre l'authenticité de cet édit, que nous connaissons par Suétone et par Aulu-Gelle, XV, 11; « on doit, jusqu'à nouvel ordre, tenir l'édit pour authentique »). — E. KORNEMANN. Encore le monument d'Ancyre (les plus anciennes parties de l'inscription, ch. I-XIII et XXXIV, ont été composées vraisemblablement aussitôt après l'élection d'Auguste comme grand pontife, le 6 mars 12, après la mort d'Agrippa et avant la première célébration des Augustalia en octobre 11. Auguste développa le texte en l'an 4 et aussitôt après

l'an 2 av. J.-C. et y fit quelques additions en l'an 6 après. On ne peut admettre, avec Bormann, que le monument ait été considéré par Auguste comme devant être son « *elogium sepulcrale* ». — H. WILLRICH. Caligula; 1^{re} partie (1^o jeunesse et impressions de jeunesse; 2^o Gaius et Tibère; 3^o débuts du règne). — Th. SOKOLOV. Pour servir à l'histoire du III^e s. av. J.-C.; I : Alexandre, fils de Cratère (il abandonna le parti d'Antigone Gonatas vers 262 et régna avec le titre de roi à Corinthe et en Eubée jusqu'à sa mort en 247). — Ed. MEYER. Le système chronologique de Bérose (Bérose et les savants chaldéens de l'époque d'Alexandre, qui commença de régner à Babylone dans le printemps de l'année 330, ont commencé, en l'an 2232 av. J.-C., l'époque proprement historique de la Babylonie. Les chiffres ont été correctement transmis par Eusèbe. Avec la mort d'Alexandre, en 323, Bérose a fait se terminer une longue période de 10 sarses, commençant au déluge; c'est-à-dire qu'il a estimé le temps de la première dynastie après le déluge de telle sorte que sa somme, ajoutée à la période historique depuis le commencement de la deuxième dynastie, en 2232 av. J.-C., jusqu'à la mort d'Alexandre, donne un total de 36,000 ans). — C.-F. LEHMANN. Les dynasties de la liste des rois de Babylone et de Bérose (avec un tableau d'ensemble. Tient pour exacts les résultats du mémoire précédent d'Ed. Meyer; les textes cunéiformes cadrent sans difficulté avec Bérose. La deuxième dynastie de Bérose commence en 2232 avec la première année du règne d'Apil-Sin, grand-père d'Hammourabi, lequel, en conséquence, régna de 2194 à 2152). — Th. BUETTNER-WOBST. Pour servir à l'histoire de la guerre de Pyrrhus (critique ce que Beloch a dit du traité entre les Romains et les Carthaginois, en 279-278, et la correction qu'il apporte au texte de Polybe, III, 25, 3). — C.-F. LEHMANN. Pour servir à la chronologie de la guerre Chrémonidique (conteste, contre Beloch, *Beitr.*, II, 475, que l'archontat de Peithidemos, sous lequel la guerre fut déclarée, doit être placé en 268-267). — Heft 2. J. KROMAYER. Études sur la force armée et les institutions militaires des États grecs; II (étudie les milices de la Laconie et de la ligue du Péloponèse, ainsi que les institutions militaires de la Laconie, du V^e siècle au III^e. La levée lacédémonienne se décomposait comme il suit : 1^o six mores de la levée de la ville de Sparte, comprenant les Spartiates proprement dits, les Hypomeiones et les Périèques du territoire de la ville, en tout 4,000 hoplites et 600 cavaliers; 2^o environ 3,000 néodamodes; 3^o les loches des villes rurales de la Laconie, environ 3,000 hoplites. La levée totale pouvait fournir 12,000 h. D'ailleurs, toujours on a pu faire partir la levée spartiate seule et la levée périèque seule. L'invasion d'Épaminondas bouleversa l'organisation militaire : plus de 6,000 hilotes furent enrôlés parmi les nouveaux citoyens; les mores furent décomposées en deux sections tactiquement indépendantes ou loches). — L. HOLZAPFEL. Les commencements de la guerre civile entre César et Pompée; I : Négociations diplomatiques (récit, avec la critique constante des sources : le récit de César est très partial; Dion rapporte le

témoignage d'un contemporain, très bien informé, qui appartenait au parti républicain et qui montre la conduite de Pompée dans un jour tout aussi défavorable que celle de son adversaire). — A. SCHULTEN. Noms et peuples italiques; 3^e partie. — R. DU BOIS-REYMOND. Remarques hydromécaniques sur les aqueducs des anciens Romains. — Curt WACHSMUTH. Deux chapitres sur la statistique de la population dans le monde antique; I : les chiffres de la population d'Égypte (l'affirmation de Josèphe, *Bell. Jud.*, II, 16, 4,385, que l'Égypte, moins Alexandrie, avait sept millions et demi d'habitants, repose sur des documents authentiques); II : le chiffre des personnes qui prirent part à la campagne des Helvètes en 58 av. J.-C. (dans le passage de César, *Bell. Gall.*, I, 29, 1, on ne peut retenir que le nombre des hommes en état de porter les armes). — H. WILLRICH. Caligula; 2^e partie (4^e Gaius et sa famille; 5^e l'Orient sous Gaius; 6^e Gaius et l'Occident). — J. BELOCH. L'année de l'archonte Philippe (291-290; détermine la série des archontes de 294 à 288). — E. KORNEMANN. Les diocèses de la province d'Hispania citerior. — V. STRAZZULLA. Kotys I et Kersebleptes, rois de Thrace (383-359, 359-341). — C.-F. LEHMANN. Denys de Milet et son *Tà μετὰ Δαρείου* (c'est une addition à son ouvrage plus considérable intitulé : *Περσικά*). — Heft 3. C. FRIES. La Grèce et l'Orient; I (ressemblances entre l'art des poèmes homériques et les fragments de poèmes babyloniens quant au style et aux motifs). — H. WILLRICH. Caligula; 3^e partie (7^e les Juifs; récit qui diffère, en beaucoup de points, de celui d'E. Schürer; 8^e Administration et justice; 9^e Politique religieuse; 10^e Gaius et les trois classes; 11^e la personne de Gaius). — J. BELOCH. La population de l'Italie dans l'antiquité (les calculs de Nissen au t. II de son *Italienische Landeskunde* sont inacceptables. Pour l'époque d'Auguste, Beloch compte, pour toute l'Italie quatre à quatre millions et demi de citoyens, deux à deux millions et demi d'esclaves, pour la région des Alpes, un demi à un million de pèlerins et de latins, donc, en tout, de sept à huit millions, dont, en chiffres ronds, un million pour Rome, quatre millions pour le reste de la péninsule, régions 1-7, et deux à trois millions pour la partie continentale, régions 8-11). — C.-F. LEHMANN. Études hellénistiques; I (traite surtout de l'hellénisme babylonien. Étude sur la première campagne de Syrie et sur la situation du monde vers 275-272 av. J.-C.). — G. SIGWART. Comment sont écrits les nombres sur le monument d'Ancyre (confirme et précise l'opinion de Kornemann sur les différentes rédactions). — Beiheft 1. E. KORNEMANN. Pour servir à l'histoire du temps des Gracques; critique des sources et recherches chronologiques (les Annales de Fannius, dont l'auteur cherche à caractériser la personne et l'œuvre, sont le point de départ de la tradition qu'on retrouve dans les sources latines : Cicéron, Salluste, Tite-Live, Velleius, et quelquefois Plutarque; mais aucun de ces auteurs n'a utilisé Fannius directement. Il parvint à Cicéron et à ses contemporains par les Annales de Q. Hortensius Hortalus. La source directe de Plutarque est sans doute un rhéteur, écrivant en grec, du temps de Jules

et de Claude, qui remania aussi une source grecque, la même qu'Appien utilisa; ainsi seulement s'expliquent les ressemblances verbales entre Plutarque et Appien).

29. — Rheinisches Museum für Philologie. Bd. LIX, Heft 1. — E. RITTERLING. Contributions épigraphiques à l'histoire romaine; I: les Inscriptions de Carnuntum au temps de Néron (les inscr. de la Legio X gemina sont des années 63-68. Cette légion resta jusqu'en 63 en Espagne; puis elle alla relever à Carnuntum la Legio XV Appollinaria envoyée en Orient pour la guerre contre les Parthes; dans l'automne de 68, Galba la renvoya dans son ancienne province et la fit remplacer par la Legio VII Galbiana). — F. JACOBY. Le Marmor Parium (principes méthodiques pour aborder l'étude du texte; l'auteur était un Grec des îles, qui vivait certainement à Paros. Ses calculs d'années ne sont pas conséquents: dans la première partie de son œuvre, il a calculé tantôt inclusivement, tantôt exclusivement. La chronique a été composée en 264-263 ou en l'une des années suivantes; ses sources sont: une Atthis, peut-être aussi une ἀρχόντων ἀναγραφή avec des données sur les personnes littéraires qui avaient des rapports avec Athènes, une histoire générale, sans doute celle d'Ephore, puis un livre intitulé περὶ εὐρημάτων. L'auteur n'est pas un savant, mais un dilettante cultivé). — A. OXÉ. L'ancienne nomenclature des esclaves romains (il faut distinguer les formes suivantes: 1° *Marcipor*, aux plus anciens temps; 2° *Eros Aureli[us] L. s.*, de 250 à 100 av. J.-C.; 3° *Eros Aureli L. s.*, de Sylla jusqu'à la fin de la République; 4° *Eros Aureli*, à la fin de la République et au temps d'Auguste; 5° *Eros L. Aureli ser.* ou *servus*; 6° *Eros L. Aureli Cottae servus* ou *ser.*, formes normales à l'époque impériale; 7° *Eros Cottae*; 8° *Eros Aureli Cottae*).

30. — Zeitschrift des deutschen Palästina Vereins. Bd. XXVI, Heft 1-2. — Ferd. MUEHLAU. Martinus Seusenius et son voyage en Terre-Sainte en 1602-1603 (publie le texte de ce récit. Seusenius était de Mergentheim; il demeurait dans les Pays-Bas ou dans la Frise occidentale et il écrit en hollandais. C'est un catholique romain). = Heft 3-4. P. THOMSEN. La Palestine, d'après l'*Onomasticon* d'Eusèbe (composé sans doute avant 324. Étudie, d'après cette source, le pays, la population, les routes de la Palestine). = Bd. XXVII, Heft 1. V. SCHWÆBEL. Les routes commerciales et les colonies établies en Galilée, dans leurs rapports avec les conditions naturelles (étudie aussi le développement historique du mélange actuel des peuples, depuis les plus anciens temps).

31. — Zeitschrift für wissenschaftliche Theologie. Jahrg. XLVI, Heft 4. — Fr. GÖRRES. La condamnation du pape Honorius I^{er}, 625-638, par les conciles généraux (il s'agit des deux lettres d'Honorius I^{er} au patriarche de Constantinople, Sergius, où il représentait la doctrine monothélite et qui furent condamnées comme hérétiques par le 6^e concile œcuménique en 680-681. Léon II condamna, en 682, la

doctrine d'Honorius, et, depuis, cette condamnation fut plusieurs fois renouvelée jusqu'au ^{xiii}^e s.). — **Id.** Julien, primat de Tolède, 680-690; étude d'histoire morale ecclésiastique et littéraire (Julien est l'auteur des explications dogmatiques qui furent échangées entre Rome et l'Espagne à l'occasion du 6^e concile œcuménique; il s'y montre théologien ardent et souple, vrai type de la vieille Espagne, qui n'abandonne pas un pouce de ce qu'il a une fois déclaré). — **Id.** La prophétie de l'archevêque irlandais, saint Malachie, sur les papes (de Célestin II, en 1143, jusqu'à la fin du monde au temps de Pierre II; cette prophétie est fautive; elle a été composée entre le 16 sept. et le 4 déc. 1590). = **Jahrg.** XLVII, Heft 1. **J. DRAESEKE.** Au sujet d'Hippolyte (remarques concernant le mémoire de Chalantz sur la traduction arménienne de la chronique universelle d'Hippolyte dans la *Wiener Zeitschr. f. d. Kunde d. Morgenl.*, XVII, 182).

32. — Deutsche Rundschau. 1903, septembre. — **Friedrich von DUHN.** Les fouilles exécutées par les Italiens en Crète. = Octobre. **J. von VERDY du VERNOIS.** Au quartier général de l'armée russe en Pologne, sous le grand-duc Constantin Nicolajevitch, en 1863. Souvenirs personnels; suite en novembre; fin en décembre (notes et lettres concernant surtout la société russe; peu de chose sur la guerre elle-même; rien sur la violente répression du mouvement insurrectionnel). = Novembre. **O. SEECK.** Une nouvelle biographie de Rembrandt (celle de Karl Neumann). = Décembre. **R. DAVIDSOHN.** Une erreur historique: l'inimitié des Montaigu et des Capulet (sources de l'histoire de Roméo et de Juliette et du passage de Dante sur les « Montecchi e Cappelletti. » Les Cappelletti désignaient à Crémone, au ^{xiii}^e s., une des factions municipales, à laquelle s'opposait celle des Barbarasi; leurs luttes sont racontées dans les Annales de Plaisance et de Parme, dans Salimbene. C'est Benvenuto d'Imola qui fit des Cappelletti des bourgeois de Vérone). = 1904, janvier. **O. SEECK.** Th. Mommsen. — **Alfred ZIMMERMANN.** Shakespeare et les débuts de la politique coloniale en Angleterre (des entreprises coloniales des Anglais au ^{xvi}^e s.; écho que ces événements trouvent dans les drames de Shakespeare). = Février. **Erich ADICKES.** Kant. Pour le centenaire de sa mort, 12 février 1904. — **Ed. WERTHEIMER.** Franz Deák. — **Le Journal** du comte J. Alexandre de Hübner. Extraits; suite en mars (sur le coup d'État du prince Louis-Napoléon, d'octobre 1851 à février 1853). = Mars. **Alfred STERN.** Mira-beau et Lavater (en 1786).

33. — Preussische Jahrbücher. Bd. CXIII, Heft 1. — **Fr. KÖEPF.** Aristote et Alexandre (quels furent les rapports entre le célèbre politicien théorique et son élève, le célèbre politicien pratique? Aristote écrivit son traité sur l'État-cité hellénique, sans se laisser influencer par les brillants succès du grand roi qui s'élança bien au delà des étroites limites de la conception politique de son maître). = Heft 2. **G. JÉGER.** Les idées politiques de Luther et leur influence sur

le développement intérieur de la Prusse. = Heft 3. A. GOEDECKEMEYER. La doctrine de Thomas d'Aquin sur la politique (d'après l'encyclique de Léon XIII « Aeterni patris, » le thomisme forme le fondement de la doctrine politique du catholicisme; son caractère principal est la subordination de toutes les puissances séculières au gouvernement spirituel de l'Église). — L. VON STETTEN-BUCHENBACH. La fin de la chevalerie impériale (le recès du 24 mars 1803 avait laissé subsister le « corpus equestre. » L'auteur montre comment, dans les années suivantes, la chevalerie impériale de l'Allemagne du Sud défendit son immédiateté contre les efforts des princes régionaux pour s'emparer de leurs terres et de les incorporer. Leur sort fut réglé par l'ordre du jour de Napoléon, de Schœnbrunn, le 17 déc. 1805, ordonnant aux fonctionnaires impériaux d'aider les électeurs de Bade, de Wurtemberg et de Bavière à s'emparer des biens de la ci-devant chevalerie impériale; sa fin devint définitive par la formation de la Confédération du Rhin et la dissolution du saint empire romain de nation germanique, en 1806). = Bd. CXIV, Heft 3. K. MUELLER. Calvin et les débuts de l'Église huguenote en France (dans les premières années du mouvement évangélique en France, les conventicules évangéliques ne furent jamais organisées en communes indépendantes avec une administration propre et une administration des sacrements particulière. A ce résultat conduisit avant tout l'ardente lutte de Calvin contre les Opportunistes et les « Nicodémistes. » Dans l'organisation ecclésiastique décrétée en 1559, triomphèrent les principes et les pensées de Calvin). — Émile DANIELS. Napoléon I^{er} en lutte avec M^{me} de Staël (d'après l'ouvrage de P. Gautier).

34. — Beitræge zur Bayerischen Kirchengeschichte. Bd. IX, Heft 1. — RUSAM. Introduction du christianisme dans la Haute-Franconie; III : colonisation et christianisme (par des colons chrétiens de race surtout bavaroise; les cours des rois francs furent les premiers foyers du christianisme. La conversion des Slaves suivit pas à pas les progrès de la germanisation; dans le sud-ouest, déjà avant 800. Importance de la fondation des quatorze églises slaves par Charlemagne); IV : organisation ecclésiastique (le patronat sur ces quatorze églises fut, en 832, attribué à l'évêque de Wurzburg. Un nouvel essor fut produit par la fondation de l'évêché de Bamberg en 1007). — SCHORNBAUM. La Réforme dans le margraviat de Brandebourg; I et II (d'après une lettre du secrétaire margraval Vogler au grand maître Albert de Prusse; le premier service divin évangélique fut célébré à Ansbach le 9 avril 1525). = Heft 2. O. CLEMEN. Henricus Phœnices-Urbanus Rhegius (avec une analyse détaillée d'un écrit de cet auteur combattant la bulle d'excommunication contre Luther en 1521). — SCHORNBAUM. La Réforme dans le margraviat de Brandebourg (le margrave Georges le Pieux était un partisan déclaré et convaincu de Luther; la preuve s'en trouve dans sa correspondance avec l'électeur de Brandebourg Joachim I^{er} et le duc de Saxe Georges, en 1530). = Heft 3. Th. KOLBE.

L'édit de religion en Bavière, le 10 janvier 1803, et les débuts de l'église protestante en Bavière. = Heft 4. Fr. ROTH. Introduction de la Réforme dans la ville de Füssen (en 1546, Schertlin de Burtenbach, associé au prédicateur Jean Flinner d'Augsbourg, commença la réformation de la ville qui, le 3 février 1547, fut reprise par l'évêque d'Augsbourg et ramenée au catholicisme). = Heft 5. Fr. HERRMANN. Le procès contre D. Johann Drach et Anton Scherfer; le mouvement évangélique écrasé à Miltenberg, 1523-1524. = Heft 6. F. BRAUN. Les Antonins et leur maison à Memmingen (cet établissement hospitalier dura depuis la fin du ^{xii}^e siècle jusqu'au milieu du ^{xvi}^e).

35. — Forschungen zur Brandenburgischen und Preussischen Geschichte. Bd. XVI, 1903. Heft 1. — P. VAN NIESSEN. L'organisation économique à la ville et aux champs dans le district de l'Oder de la Marche jusqu'à la fin du ^{xiv}^e siècle (article approfondi de 162 p. La fondation des villes dans la Marche de Brandebourg commence en 1253 avec Francfort-sur-l'Oder et se termine en 1337 avec Falkenburg; si grande qu'ait été l'importance de ces villes pour la condition économique du pays, elle a été très inférieure à celle qu'ont exercée les villes de l'ouest, et, d'autre part, les principautés territoriales ont exercé une influence plus considérable qu'on ne s'y serait attendu sur le bien-être matériel des populations). — Albert DERRO. La colonisation de l'Oderbruch par Frédéric le Grand (d'après des documents inédits : 1^o le drainage du pays en 1746-1753; 2^o la colonisation en 1753-1763). — Lettres du prince Henri de Prusse à la reine Louise-Ulrique, à Gustave III et à la princesse Sophie-Albertine de Suède, 1771-1797, publiées par R. KRAUEL (Frédéric II avait, en 1769, envoyé son frère Henri à Stockholm pour essayer d'exercer une action personnelle sur sa sœur Louise-Ulrique, mariée au roi de Suède Adolphe-Frédéric. La correspondance du prince Henri avec ses parents suédois, qui se rattache à ce séjour, jette un jour très intéressant sur les rapports de la Prusse avec la Suède. La correspondance entre le prince Henri et son neveu Gustave III s'arrête en 1778, lorsque la rupture devint complète entre Louise-Ulrique et son fils. De la volumineuse correspondance entre le prince Henri et sa nièce, Sophie-Albertine, qui est conservée aujourd'hui dans des archives particulières, on ne publie ici que dix-sept lettres, de 1782-1797; on y trouve d'intéressantes indications sur les affaires politiques et sur les familles royales de Prusse et de Suède). — H. DROYSEN. Le texte des Œuvres de Frédéric le Grand, tome VI (une comparaison du texte imprimé avec le manuscrit autographe des Mémoires montre que l'édition n'a pas été faite avec tout le soin nécessaire; beaucoup de corrections ont été empruntées au texte fortement remanié des Œuvres posthumes de 1788). = Heft 2. Adolf STÖLZEL. Le « Schœppenstuhl » brandebourgeois (additions fournies par l'auteur aux deux gros ouvrages qu'il a déjà publiés sur ce sujet; répond en même temps aux critiques d'Amira et de Zeuner). — Alb. VON RUVILLE. Bismarck et la pensée de la grande Allemagne (la pensée de l'État prussien et l'idée monar-

chique formèrent, dès le début, la base de la politique de Bismarck. La tendance nationale allemande ne fut pour lui qu'une idée secondaire dont l'accomplissement devait uniquement servir ses desseins particuliers. C'est une politique strictement prussienne qu'il a toujours suivie. Il crut d'abord n'avoir qu'à viser un but moins important à ses yeux. Dans la première partie de sa carrière politique, il a en conséquence poursuivi l'accomplissement de la pensée d'une grande Allemagne sous la forme du dualisme austro-prussien dans la Confédération germanique; encore cette forme qu'il essayait de donner à la Confédération n'était-elle pas à ses yeux le plus haut point qu'il fût désirable à la Prusse d'atteindre. Depuis son célèbre mémoire de mars 1858, concernant la nécessité d'inaugurer une politique indépendante de la Prusse en Allemagne, son but se précise toujours davantage : la Prusse dirigeant seule l'Allemagne étroite, après exclusion de l'État autrichien). — **Reinh. Koser.** Les finances prussiennes de 1763 à 1786 (cette longue période de paix avait produit un brillant essor pour les finances de l'État). — **E. MUSEBECK.** Jean-Georges II d'Anhalt-Dessau au service de la Suède, 1655, puis du Brandebourg, 1658; son mariage avec Henriette-Catherine d'Orange, 9 juillet 1659. — **OTTO MEINARDUS.** Nouvelles contributions à l'histoire du Grand Électeur; I (séjour du prince électoral en Hollande, 1634-1637; ses rapports avec Schwarzenberg; sa politique dans la première année de son avènement). — **Fr. THIMME.** Le roi Frédéric-Guillaume IV, le général de Prittwitz et la révolution de mars 1848 à Berlin (d'après les travaux de Rachfahl; ce dernier a vainement tenté de faire retomber sur le général la responsabilité de la catastrophe, qui incombe avant tout au roi). — **R. Koser.** La population de l'État prussien de 1756 à 1786. — **G. BERG.** Kalcheim, non Kalchum (le précepteur du prince électoral Frédéric-Guillaume est appelé dans toutes les lettres et actes : Jean-Frédéric de Kalcheim, dit Leuchtmar). — **E. BERNER.** Une addition à la Correspondance politique de Frédéric le Grand (publie une lettre du roi au ministre Finkenstein, du 25 juillet 1758).

36. — *Forschungen zur Geschichte Bayerns.* Bd. XI, Heft 1. — **J. KNOEPFLER.** L'empereur Louis de Bavière et les villes impériales en Souabe, en Alsace et dans le Haut-Rhin; de la part prise par ces villes à la lutte de l'empereur avec la cour de Rome (les luttes engagées par Louis de Bavière et Frédéric le Beau ont été d'une importance fondamentale pour le développement des villes allemandes, surtout des villes impériales; celles-ci entrèrent activement dans la grande politique impériale et, avec l'appui de Louis de Bavière, elles acquirent une puissance qui fit d'elles par la suite un des plus importants facteurs économiques dans l'empire. Louis fut le premier des rois allemands qui ait eu des vues précises à l'égard des villes, dont il voulut faire un contrepoids à la puissance des princes. Le ch. 1^{er} raconte les événements qui se sont passés depuis la double élection de 1314 jusqu'en 1323; II : procédure et sentence de Jean XXII contre Louis; attitude

des villes dans la lutte contre Rome; campagne de Louis en Italie, 1324-1330; III : Louis de Bavière et les villes allemandes en lutte avec la cour de Rome, de 1330 jusqu'à la mort de Jean XXII en 1334). — Comte Richard Du MOULIN-ECKART. Munich à la veille de la Confédération du Rhin; IV (d'après des sources françaises et autrichiennes). — Id. La Bavière à la chute de Montgelas, vue par les yeux d'un Français (analyse un bref mémoire composé par un Français anonyme vers 1815 et 1816; utilise ensuite les rapports de l'ambassadeur français Lagarde sur la chute du ministre Montgelas, le 3 février 1817; publie enfin un Mémoire politique sur la Bavière composé en nov. 1817 par le conseiller de légation Saint-Mars, lequel conclut ainsi : que l'État bavarois « n'est à l'abri d'une révolution imminente que par l'inutilité dont elle serait pour ses fauteurs et par l'espèce de pression qu'exercent naturellement sur lui les États voisins »). = Heft 2. G.-Fr. PREUSS. L'histoire de la Bavière dans les archives de Paris. — J. KNOEPFLER. L'empereur Louis de Bavière et les villes impériales (IV : lutte contre la papauté sous Benoît XII; mouvement national parmi les villes; assemblée électorale de Rense, 1334-1342; V : Louis et les villes contre Clément VI et les Luxembourg. Élection de Charles IV et mort de Louis, 1342-1347. En appendice, documents relatifs à l'histoire de Louis de Bavière). — Fr.-H. HOFMANN. Un budget de la principauté de Brandenburg-Kulmbach en 1751. — H. SCHORER. La population de Munich dans la seconde moitié du XVIII^e s. (en 1795, elle comptait 34,277 habitants). — Aug. ROSENLEHNER. L'électeur de Bavière, Max Emanuel et la politique de restitution (V : projets de traités entre Max Emanuel et les alliés, avril 1710 à avril 1711; VI : cession définitive de Pays-Bas espagnols à Max Emanuel. Traités de paix d'Utrecht, Rastatt et Bade). = Heft 3-4. G.-Fr. PREUSS. L'électeur de Cologne Joseph-Clément (promu à l'âge de dix-sept ans par Innocent XI. Histoire des premières années de son règne jusqu'à son élection comme évêque de Liège en 1694). — G. VON BOEHM. Une prétendue proposition d'abdication faite par Napoléon à Max Joseph de Bavière (Th. Schiemann a publié dans *Hist. Zeitschr.*, Bd. LIV, Heft 2, une lettre que Napoléon I^{er} écrivit, à ce qu'il prétend, en juin 1813, pour intimider le roi de Bavière; des raisons de forme et de fond montrent qu'elle n'est pas authentique. Exposé approfondi de la politique bavaroise en 1813; mensonges de Napoléon dans le *Mémorial* sur la conduite de la Bavière). — E.-W. KANTER. La fin de la ligne de Bavière-Ingolstadt (soulèvement de Louis le Jeune contre son père Louis le Barbu, 1438-1443; après sa mort, en 1445, commencent les longues luttes pour sa succession entre le duc Albert de Munich et le duc Henri de Landshut; c'est seulement le 12 déc. 1450 que le fils de Louis, Henri, s'entendit avec Albert).

37. — Hansische Geschichtsblätter. Jahrg. XXX, 1902 (1903). — E. DÆNELL. Le commerce dans la mer Baltique et les villes de la Hanse depuis le milieu du XIV^e s. jusqu'au milieu du XV^e (la Hanse

était l'intermédiaire commerciale entre l'Occident et toutes les localités orientales; ce mouvement de marchandises avait son centre à Lubeck. A partir du milieu du *xiv^e s.*, les villes confédérées de la Hanse durent faire tous leurs efforts pour maintenir le monopole commercial que leurs marchands et leurs navires s'étaient assuré dans le nord de l'Europe. Luttas de la Hanse contre les atteintes portées à ce monopole par les villes de Livonie et de Prusse, contre les Anglais et contre les Hollandais, puis, dans le courant du *xv^e s.*, contre la concurrence des Haut-Allemands et en particulier de Nuremberg). — W. STEIN. Les plus anciens privilèges de la Hanse teutonique en Flandre et la plus ancienne politique commerciale de Lubeck (outre les chartes publiées dans le Cartulaire de la Hanse, I, 421, 422, 428, 431-435, étudie quatre documents inédits. Les négociations au sujet de la douane de Bruges furent terminées en mai 1252. La comtesse de Flandre Marguerite et les possesseurs de la douane en confirmèrent les stipulations. Le 13 avril 1253, le gouvernement flamand expédia les chartes contenant les libertés des marchands allemands dans toute la Flandre. En mai 1253, on négocia au sujet des règles à établir au sujet du commerce à Damme; mais ces négociations n'aboutirent point. L'explication détaillée des chartes conduit à des résultats importants pour l'histoire de la Hanse et la politique commerciale de Lubeck). — K. HOEHLBAUM. La reine Elisabeth et les villes de la Hanse en 1589 (réimprime une très rare brochure latine, due sans doute à la plume de Walsingham, qui se proposait de justifier ouvertement la saisie de soixante navires chargés de la Hanse à l'embouchure du Tage; c'est un manifeste politique dans toute la force du mot). — JOS. GIRGENSOHN. Une lettre de Johann Bugenhagen et la « Vitte » de Treptow à Dräger (dans cette lettre, du 14 octobre 1538, pour sa chère ville de Treptow, où il travailla pour la Réforme durant une quinzaine d'années, Bugenhagen entre en lutte avec Kolberg au sujet de la préséance dans les assemblées de Dräger. Publie en appendice tous les documents relatifs à cette affaire). — FR. BRUNS. La chronique du conseil de Lubeck et ses auteurs (elle commence en 1401 et va jusqu'en 1482; elle est l'œuvre de plusieurs auteurs). — Les notes du protonotaire de Lubeck, Johann Wunstorp, au sujet des vols sur les grands chemins, 1477-1483, publiées par FR. BRUNS.

38. — *Neues Archiv für Sächsische Geschichte und Altertumskunde*. Bd. XXIV, 1903. — W. LIPPERT. Études sur la chancellerie wetlinienne et sur ses plus anciens registres au *xiv^e s.* (biographie du protonotaire Conrad de Wallhausen, de la maison de Kirchberg, notaire de 1332 à 1347-1348 et protonotaire jusqu'à 1350, puis celle de son successeur, Dietrich ou Titzmann de Limbach). — L. BOENHOFF. L'archidiaconé de la Mulde; contribution à la géographie ecclésiastique de l'Erzgebirge au moyen âge (l'« archidiaconatus trans Muldam » appartenait à l'évêché de Naumburg jusqu'à sa dissolution à l'époque de la Réforme). — H. ERMISCH. Un registre municipal de Döbeln, 1414-1426.

— G. PLANITZ. La duchesse de Rochlitz et son mariage (Élisabeth, sœur du landgrave Philippe de Hesse; à l'âge de trois ans, le 8 mars 1505, elle fut fiancée à Jean, fils, alors âgé de sept ans, du duc de Saxe, Georges le Barbu. Le mariage eut lieu en 1516). — O.-E. SCHMIDT. Wolfgang Lazius, historien de la guerre de Smalcalde (1514-1554). Son histoire nous est parvenue en quatre rédactions; elle n'a presque aucune valeur scientifique, car elle ne contient guère plus qu'il n'y a dans ses sources : Mameranus, l'Iter Caesaris, la relation de Hans Baumann, l'anonyme des Fugger ou une Gazette du camp de Ferdinand très semblable à ce dernier; enfin, pour la dernière rédaction, le remaniement en latin, par Guilelmus Malinaeus, du *Commentario de la guerra de Alemaña* par don Luis de Avila y Cúñiga, Venise, 1548). — P. HAAKE. Auguste le Fort et ses campagnes contre les Turcs en 1695 et 1696 (le duc seul n'est pas responsable de leur insuccès; l'incapacité du feld-maréchal impérial, comte Caprara, et l'indigence du trésor impérial y contribuèrent beaucoup). — K.-E.-H. MUELLER. *L'Onomasticon mundi generale* du dominicain Jean Lindner de Pirna et ses sources; contribution à l'historiographie au temps de la Réforme (c'est une chronique, rédigée par ordre alphabétique et en langue allemande, terminée en 1530. Elle se trouve à la bibliothèque municipale de Leipzig. L'auteur y a utilisé une grande somme de matériaux : on distingue plus de cinquante ouvrages où il a puisé d'ailleurs sans aucune sorte de critique. Sur les événements contemporains, il est superficiel et partial). — S. ISSLEIB. Maurice de Saxe et les Ernestins, 1547-1553 (suite d'un mémoire sur la capitulation du duc de Saxe, Jean-Frédéric, fait prisonnier à Wittenberg; traité de Naumburg qui met fin aux négociations, 24 févr. 1554). — K. KOPPMANN. Histoire des anciennes institutions municipales de Leipzig.

39. — K. Bayerische Akademie der Wissenschaften. Abhandlungen der historischen Klasse. Bd. XXIII, Abt. 1. — B. RIEHL. Histoire de la sculpture sur pierre et sur bois dans la Haute-Bavière, du XII^e s. jusqu'au milieu du XV^e (avec 5 pl.). — Sigmund RIEZLER. Journaux militaires provenant du quartier général de la Ligue, 1620 (art. de 132 p. Fait connaître quatre journaux concernant la guerre austro-bohémienne. Le plus important a été, sur l'ordre du duc Maximilien de Bavière, tenu par son secrétaire, le Dr Mandl, puis, après la maladie de celui-ci en sept. ou oct. 1620, continué au moins par deux mains différentes. Ce journal est la base du récit officieux de la campagne bavaroise, qui se trouve dans le « Journal de Bavière » déjà publié; Riezler publie ici seulement les variantes du journal manuscrit; II : le *Diarium castrense* rédigé par le confesseur du duc, le jésuite Buslidius, a été écrit après son retour dans ses foyers; les détails en sont précis et bien informés; III : le 3^e journal a été composé par le prédicateur de la cour, le jésuite Jérémie Drexel; il contient beaucoup de détails très colorés; IV : *Historia più vera della Ribellione e del Riacquisto del Regno di Bohemia l'anno 1620*, composée par le

carme P. Pietro della Madre di Dio après 1622; il avait fait la guerre dans le camp de la Ligue comme compagnon de l'influent P. Dominicus à Jesu Maria, que Maximilien avait demandé tout exprès au pape pour la campagne; mais il puise surtout dans le Journal de Bavière. Riezler imprime seulement les passages qui lui appartiennent en propre).

40. — **K. Preussische Akademie der Wissenschaften.** Sitzungsberichte. 1904, n° III. — Alex. CONZE. Hermès Propylaios (les fouilles de Pergame ont mis au jour une bonne copie de l'Hermès Propylaios, œuvre d'Alcamène, au v^e s. Le nom de l'artiste est mentionné dans l'inscription). — Th. WIEGAND. Troisième rapport préparatoire sur les fouilles de Milet (contribution à la topographie de Milet; inscriptions). — DIELS et A. REHM. Fragments de Parapegmes (calendrier de l'an 109 av. J.-C.). — N° VII. H. DESSAU. Fragments du calendrier milésien. — N° XI. A. ERMAN. La stèle du sphinx (texte et traduction de cette célèbre inscription, gravée entre les pattes du grand sphinx, et qui nous apprend que le roi Thoutmosis IV, à la suite d'un songe, fit nettoyer le sphinx du sable qui le recouvrait. Le ton extraordinaire du récit et son orthographe permettent de le rapporter à une époque tardive, peut-être à la 21^e ou à la 22^e dynastie; peut-être remplaçait-il une inscription détruite du roi). — Ed. SACHAU. Mûsâ Ibn 'Ukba et le fragment de Berlin (sur la plus ancienne littérature historique de l'Arabie; ce sont dix-neuf extraits du livre de Mûsâ, ouvrage composé une centaine d'années après la mort de Mahomet sur l'origine de l'Islam et son développement jusqu'après la mort de son fondateur, ouvrage aujourd'hui perdu. Mûsâ est mort en l'an 141 de l'hégire. Les critiques arabes estimaient son ouvrage bien plus haut que les célèbres écrits d'Ibn Ishâk et d'Alwâkidi. Les extraits ont été faits au xiv^e s. par un savant qui vivait à Damas. Sachau donne le texte et la traduction avec quelques remarques). — W. CROENERT. Une inscription attique concernant l'école stoïcienne (*Inscr. graec.*, II, 953; cette inscription est de l'année 152-151).

41. — **K. Akademie der Wissenschaften in Wien.** Sitzungsberichte. Philosophisch-historische Klasse. Bd. CXLVI, 1903, n° 6. — GOMPERZ. Chronologie de Zénon le Stoïque (commente la col. iv Neap. du traité de Philodème, *περί τῶν φιλοσόφων*. Zénon naquit en 364-363, vint à Athènes en 334-333, fonda son école en 314-313, mourut en 263). — N° 7. Ed. GORLOB. Catalogue des mss. grecs en Autriche, en dehors de Vienne. — Bd. CXLVII, 1903, n° 2. Jos. SEEMUELLER. La chronique de Kœnigsfeld (elle a pour noyau une histoire, composée en 1365, de la fondation de Kœnigsfeld par Élisabeth, veuve d'Albert I^{er}, et de la vie de la seconde fondatrice, Agnès, fille d'Albert I^{er}, veuve du roi de Hongrie André. Dans ce récit fut intercalée, en 1365-1366, une généalogie des Habsbourg, à partir d'Albert I^{er}; vers la fin du siècle, la généalogie fut continuée jusqu'à Rodolphe de Habsbourg. Cette partie qui fut alors placée en avant avait pour noyau une liste des rois d'Allemagne, de

Conrad IV jusqu'à Adolphe de Nassau, et elle fut encore amplifiée par des emprunts à la chronique de Hagen. Cette nouvelle rédaction fut interpolée plus tard et reçut des additions annalistiques jusqu'en 1411. De la tradition postérieure, il n'existe qu'un exemplaire, exécuté en 1442, peut-être par Clewi Fryger; nous le connaissons par l'édition qu'en a donnée Martin Gerbert en 1772 et en 1785 et par les fragments conservés dans un ms. de Londres, Add. mss. 16579). = N° 3. H.-P. CHAJES. Inscriptions juives et judéo-indiennes d'Aden, avec un commentaire des textes indiens par J. KINSTE (ces inscriptions sont du XVI^e s. au XIX^e). = N° 5. Anton-E. SCHOENBACH. Études sur l'histoire de la prédication en Allemagne aux anciens temps; 3^e partie : l'œuvre de Berthold de Ratisbonne contre les hérétiques (Berthold combattit les Cathares, les Vaudois, les Ortliebariens, les Runclariens, groupe de Vaudois dissidents sous Jean de Roncho, etc.).

42. — Archiv des Vereins für Siebenbürgische Landeskunde. Bd. XXXII, Heft 1. — Un poème de Michael Beheim sur Vlad IV, voïvode de Valachie, publié par Jakob BLEYER (détails sur les cruautés commises par Vlad IV, que le peuple surnomma Drakul ou le Diable, et Tzepesch ou le Bourreau). — Fr. SCHULLER. Deux recensements de la population dans le diocèse de Hermannstadt, en 1720 et 1721-1722.

43. — Carinthia. Jahrg. XCIII, 1903, n° 2. — R. KLIMSCH. Teurnia (mentionnée dans Pline parmi les villes du Norique. Au V^e et au VI^e s., Tiburnia était le siège d'un évêque catholique. Vers la fin du VI^e s., la ville fut détruite par les Slaves païens. Teurnia était sur l'emplacement de ce qui est aujourd'hui St-Peter-im-Holz). — APITH. La réforme scolaire en Carinthie sous Marie-Thérèse et Joseph II; suite dans les nos 3-5. = Nos 3-4. Ed. NOWOTNY. Rapport sur les fouilles entreprises sur le Zollfeld en 1902 (avec un plan. On a maintenant déblayé l'ensemble des bâtiments de l'ancien Virunum; on y distingue quatre périodes de construction, dont la dernière doit se placer entre le IV^e et le V^e s.).

44. — Bulletin international de l'Académie des sciences de Cracovie. 1903, avril. — Bienkowski. Notes sur le chapitre XVII de la *Germania* de Tacite (sur le costume des Germains). = Oct.-nov. M.-S. Ketrzynski. Études sur la chancellerie de Casimir le Grand; 1^{re} partie (beaucoup de faits intéressants, en particulier pour l'étude de la chronologie). — W. Ketrzynski. Le pays de Michelau; contribution à l'étude des documents faux provenant de l'ordre teutonique.

45. — Geschichtsfreund. Tome LVI, 1901. — K. LUETOLF. Histoire de Meierskappel (commune et paroisse du canton de Lucerne). — F. HEINEMANN. Le drame des rois de Pierre Spichtig, joué à Lungern (Obwalden) en 1658; texte et commentaire. — F. ZELGER. Participation du contingent de Lucerne à la campagne des alliés contre Napoléon I^{er}, en 1815 (occupation de la frontière occidentale de la Suisse et siège de

Huningue). = Tome LVII, 1902. A. WEBER. La première organisation militaire fédérale (adoptée par la diète en 1668, cette tentative d'unification des institutions militaires suisses en vue de la défense du territoire ne tarda pas à être repoussée par les cantons catholiques, qu'inquiétait la prépondérance des grands cantons protestants de Zurich et de Berne). — K. LÜTOLF. Les établissements religieux de la Suisse : le décanat de Hochdorf (ancien diocèse de Constance, canton de Lucerne. Brèves notices historiques et archéologiques sur les paroisses, les églises, les chapelles et les couvents ; continuation d'un travail précieux entrepris, dès 1864, par † A. Nüscheler et publié soit à part, soit dans plusieurs volumes du *Geschichtsfreund* et de l'*Argovia*. Une table générale des parties traitées par Nüscheler a paru en 1899). — Le P. A. VOGEL. Recueil des chartes de l'abbaye d'Engelberg ; suite : n° 442 à 505, de 1406 à 1428. — M. OCHSNER. Le droit d'asile à l'abbaye d'Einsiedeln (jusqu'en 1798). = Tome LVIII, 1903. Th. VON LIEBENAU. Histoire de Willisau (petite ville du canton de Lucerne) ; 1^{re} partie. — A. WEBER. Tentatives d'annexion au canton de Zoug des bailliages libres d'Argovie (1802-1814). — Th. VON LIEBENAU avec quelques collaborateurs. Recueil des chartes de la collégiale de Bero-Münster (canton de Lucerne. Introduction de 62 pages et chartes les plus anciennes, n° 1 à 84, de 1036 à 1255, la plupart déjà connues. La pagination spéciale permettra de réunir en volumes les fragments successifs du cartulaire de Bero-Münster ; chaque volume sera pourvu de tables. C'est une heureuse innovation, dont il est regrettable que les éditeurs du *Geschichtsfreund* ne se soient pas avisés plus tôt).

46. — **Archives de la Société d'histoire du canton de Fribourg.** Tome VII, livr. 1, 1900. — A. FAVRE. Les médecins juifs à Fribourg (du xiv^e au xv^e s.). — Max DE DIESBACH. La contribution du 19 germinal an VI (publie les pièces qui ont servi de base à la répartition des deux millions de francs attribués au canton de Fribourg dans la contribution de seize millions imposée à la Suisse par le commissaire français Lecarlier, le 8 avril 1798). — Ch. STAJESSI. Les armes à feu dans le passé à Fribourg en Suisse. = Livr. 2, 1902. F. BUOMBERGER. Population du canton de Fribourg en 1811 et son développement pendant le xix^e s. — J. STADELMANN. Etudes de toponymie romande : pays fribourgeois et districts vaudois d'Avenches et de Payerne. = Livr. 3, 1903. Ch. HOLDER. Les visites pastorales dans le diocèse de Lausanne, depuis la fin du xvi^e s. jusque vers le milieu du xix^e s. = Tome VIII, livr. 1, 1903. Max DE DIESBACH. Le sculpteur Hans Geiler (il est, en particulier, l'auteur de plusieurs des fontaines monumentales qui décorent encore aujourd'hui la ville de Fribourg). — Le P. F. MANDONNET. Les chanoines prêcheurs de Bologne d'après Jacques de Vitry. — Le P. B. FLEURY. Maître Frédéric d'Amberg, provincial et gardien du couvent des Cordeliers de Fribourg († 1432). — F. PAHUD. L'église des Augustins ou de Saint-Maurice à Fribourg. — J.-P. KIRSCH. Comptes d'un collecteur pontifical du diocèse de Lausanne sous le pape

Jean XXII. — F. DUGREST. Les processions au temps passé dans le canton de Fribourg.

47. — *Archiv des historischen Vereins des Kantons Bern*. T. XVI, 2^e livr. (1901). — O. TSCHUMI. La mission de l'envoyé helvétique B.-G.-J. de Diesbach à Vienne en 1802 (le parti fédéraliste, alors au pouvoir, cherchait à renouer des relations officielles avec les puissances afin d'échapper à l'influence omnipotente de la France). — H. TUERLER et A. PLUESS. Obituaires bernois (extraits, formés au xv^e et au xvi^e s., des obituaires de trois maisons religieuses : la collégiale de Saint-Vincent, l'hôpital et le couvent d'Augustines de Franenkappelen). — 3^e livr. (1902). — A. VON STEIGER. Drapeaux octroyés aux régiments suisses au service des Pays-Bas (1816-1818). — A. FLURI. L'école allemande à Berne. Mémoire rédigé par les maîtres G. Hermann (1556-1632) et G. Lutz (1625-1708), publié avec une introduction sur les écoles allemandes à Berne jusqu'à la fin du xvi^e siècle, avec des notes et des documents; texte et documents ont paru dans la livraison qui suit. — T. XVII, 1^{re} livr. (1903). P. HOFER. La maison dite *Freienhof* à Thoun.

48. — *Jahrbuch für Schweizerische Geschichte*. T. XXVI, 1901 (voy. *Revue historique*, t. LXXVII, p. 463). T. XXVII, 1902. — G. MAYER. Hartmann II de Vaduz, évêque de Coire (de 1388 à 1416; ses démêlés avec les ducs d'Autriche et les dynastes rhétiens). — T. SCHIESS. Les relations des Grisons avec la Confédération, en particulier avec Zurich, pendant le xvi^e siècle (l'auteur montre comment le rapprochement définitif des deux pays, préparé par les traités de la fin du xv^e siècle et par la guerre de Souabe, fut compromis et pour longtemps ajourné par la Réforme, qui divisa en deux camps adverses les Grisons aussi bien que les Confédérés; il étudie, à l'aide de correspondances privées, la grande influence exercée sur les Grisons par les réformateurs et les savants zuricois). — G. CARO. Études sur les plus anciennes chartes de l'abbaye de Saint-Gall. La répartition de la propriété foncière dans le nord-est de la Suisse et dans les territoires allemands avoisinants à l'époque carolingienne; 2^e et 3^e parties (l'examen minutieux des chartes de donation du viii^e et du ix^e siècle prouve l'existence d'une classe nombreuse de paysans libres, cultivant eux-mêmes leurs propres terres, et montre que la crise sociale qui, à l'époque carolingienne, transforma profondément ailleurs les conditions de la propriété et des personnes n'a pas eu la même importance dans ces pays; en maint endroit, la classe des paysans libres se maintiendra durant tout le moyen âge. Intéressante contribution à l'étude d'un problème qui a soulevé dernièrement de nouvelles controverses entre les historiens allemands). — T. XXVIII, 1903 (voy. *Revue historique*, t. LXXXIII, p. 446).

49. — *Anzeiger für Schweizerische Geschichte*. T. VIII, année 1901. — J. JEGERLEHNER. De l'origine des habitants du val

d'Anniviers (une tradition, de formation savante et peu ancienne, les fait descendre d'une colonie de Huns, mais l'étude des noms de famille et des lieux dits prouve avec évidence que cette vallée a été colonisée par les habitants de la vallée principale du Rhône). — G. CARO. L'abbé Gozbert de Rheinau et le comte Gozbert, 888-910 (identité probable de ces deux personnages; le comte G. aurait été l'abbé laïque de Rheinau). — F. JECKLIN. Traité de paix entre les comtes de Werdenberg et les vallées de Bergell, d'Engadine et d'Oberhalbstein (Grisons), Coire, 29 octobre 1427. — Th. DE LIEBENAU. Le poète lucernois François Rätz († 1645). — W.-F. DE MULINEN. L'obituaire de Frienisberg (abbaye cistercienne de l'ancien diocèse de Constance, canton de Berne; extraits, faits au commencement du XIX^e siècle, d'un document qui remontait au XIV^e, sinon au XIII^e siècle). — R. HOPPELER. A propos de l'histoire du val d'Anniviers (rectifie et complète sur plusieurs points l'article de Jegerlehner, mentionné ci-dessus). — Ch. MOREL. Observations onomastiques et historiques à propos de quelques chartes du X^e siècle relatives au comte Turimbert (en étudiant l'origine de divers noms de lieux des *pagi* de Vaud et d'Ogo (Gruyère), le regretté érudit genevois montre avec quel manque de méthode les premiers recueils de chartes relatives à la Suisse romande ont été publiés). — V. VAN BERCHEM. Une charte relative à l'hôpital du Pont-de-Bargen, 1140 (voy. Bruel, *Chartes de Cluny*, t. V, n° 4068). — G. TOBLER. Matthieu Zollner (auteur de chansons historiques sur les guerres de Bourgogne). — F.-P. GAROFALO. Notes géographiques (sur les routes et stations de l'itinéraire d'Antonin intéressant la Suisse). — G. CARO. A propos du chap. XI de la vie de saint Fridolin (de ce fragment interpolé au XIII^e siècle, l'auteur tire des conclusions un peu hypothétiques, mais intéressantes, sur le domaine de l'abbaye de Säkingen à Glaris et sur la présence dans cette vallée, durant le moyen âge, de petits propriétaires libres). — A. BUECHI. Relation, due à Louis d'Affry, de la campagne des Suisses en Lombardie, en novembre-décembre 1511 (texte annoté de cette relation contemporaine qui mérite d'être consultée). — Th. DE LIEBENAU. Les relations des Suisses avec la France à l'époque de Henri III, d'après Renward Cysat (fragment d'un mémoire du secrétaire de la ville de Lucerne, intéressant à cause des relations de Cysat avec les chefs de la Ligue). — Id. La chute du directeur helvétique Ochs (25 juin 1799; d'après la relation du magistrat lucernois Rüttimann). — T. IX, année 1902. — G. CARO. Observations sur le domaine du *Fraumünster*, à Zurich, au X^e siècle. — A. BERNOULLI. La bataille de Sempach et Winkelried (essaie de reconstituer l'exploit de Winkelried, dont il ne met pas en doute l'authenticité). — Th. DE LIEBENAU. Une bannière suisse conservée à la cathédrale de Cracovie (cette bannière aurait été conquise par les Polonais, en 1410, sur des mercenaires suisses au service de l'Ordre teutonique). — J. CANDREIA. Notes sur quelques cartes anciennes de la Suisse (1555, 1563, 1566). — E. WYMAN. Le rôle du

nonce Bonomio à la diète de Baden, en 1580 (mesures réclamées par lui pour la réforme de l'église catholique en Suisse). — G. TOBLER. Chartes relatives à Gryon (canton de Vaud), provenant de l'abbaye de Saint-Maurice (1285-1476). — T. SCHIESS. Acte d'inféodation des biens des couvents de Saint-Nicolas et de Saint-Lucius, 7 juillet 1539 (les revenus de ces biens devaient servir à l'entretien de la première école latine établie dans les Grisons). — F. JECKLIN. Une nouvelle source pour l'histoire du tribunal criminel réuni à Coire en 1572 (texte d'une relation contemporaine de cet incident des luttes politiques et confessionnelles dans les Grisons). — MEYER VON KNONAU. Extraits de la correspondance de l'historien zuricois J.-H. Schinz (1763-1779). — E.-A. STUECKELBERG. Les traces de l'œuvre des missionnaires francs en Suisse (utilise les plus anciennes listes de reliques des églises). — Th. DE LIEBENAU. La conférence d'Aoste, 11 décembre 1535 (entre le duc Charles de Savoie et les envoyés de Berne, au sujet du conflit entre le duc et Genève; texte d'une relation envoyée aux cantons catholiques par l'évêque et pays du Valais). — Année 1903. E.-A. STUECKELBERG. Les noms des martyrs d'Agaune (légion thébéenne). — Id. Les martyrs de Nyon. — Id. Notes sur deux évêques de Bâle. — Th. DE LIEBENAU. Un procès de sorcellerie en Valais, 1428 (d'après un fragment d'une chronique écrite en 1438; ce procès, qui coûta la vie à un grand nombre de personnes, fut conduit par l'autorité laïque). — E. WYMANN. L'attitude de la république de Gènes pendant la première guerre de Villmergue, 1655-1656 (négociations entamées par Fribourg pour rappeler la compagnie de mercenaires qu'elle fournissait à Gènes). — G. TOBLER. Informations contemporaines sur le soulèvement de l'Oberland bernois, en 1447. — F. JECKLIN. Lettres des envoyés de la ville de Coire sur leur ambassade auprès de l'empereur Frédéric III, 1481 (la ville cherchait à racheter les droits d'avouerie impériale, que possédait sur elle l'évêque de Coire). — Id. Relation contemporaine des débuts de la guerre de Souabe. — R. HOPPELER. Rapport d'un capitaine valaisan à l'évêque de Sion, Jost de Silinien, sur un combat livré au Simplon contre des troupes milanaises (cette lettre, datée du 14 avril, se rapporte probablement à l'année 1485). — W.-F. VON MULINEN. Documents relatifs au château impérial de Lausanne (ce château, dont l'existence n'est pas autrement connue, fut inféodé, en 1489, à Jean de Hallwyl, le vainqueur de Morat, et à ses frères). — G. CARO. Un marchand bâlois à Gènes, en 1216. — A. FLURI. Le poète populaire Bénédict Gletting (originaire du Toggenbourg, vivait à Berne, où il mourut en 1554). — H. DUEBI. Les aventures d'un joueur de marionnettes (Jean Datelin, dit Brioché, ou son fils François), à Soleure.

50. — *The Athenæum*. 1904, 13 févr. — *Mrs. Paget-Toynbee*. The letters of Horace Walpole; vol. I-IV (édition fort remarquable : elle contient plus de 400 lettres nouvelles; elle est bien annotée et illustrée

avec goût). = 30 févr. *J. Pollock*. The popish Plot (excellente étude, approfondie et impartiale, sur le complot de Titus Oates et sur l'activité des Jésuites qui entouraient le duc d'York. Malheureusement, l'auteur n'a pas connu le procès-verbal de la congrégation des Jésuites tenue au palais de Saint-James en 1678, et qui a été publié tout au long dans le *Month*, sept. 1903; voir *Athenæum*, 27 févr., p. 271). — *J. F. Wadmore*. Some account of the worshipful Company of Skinners of London (extraits intéressants des registres de cette Compagnie au xviii^e et au xvm^e s.; nombre d'erreurs de détail). = 27 févr. *J. Y. Gibson*. The story of the Zulus (instructif). — *Alice M. Earle*. Two centuries of costume in America (bon). = 5 mars. *J. P. Mahaffy*. A epoch in Irish history : Trinity College, Dublin (bon). = 12 mars. *A. Grotenfelt*. Die Werthschatzung in der Geschichte (revue critique des théories sur la manière d'écrire l'histoire; diffus, mais instructif). = 26 mars. *L. Stephen*. English literature and society in the xviiith century (excellent à tous égards). — *J. Fischer* et *F. R. von Wieser*. The oldest map with the name of America, of the year 1507, and the *Carta marina* of the year 1516, by M. Waldseemüller (très intéressantes reproductions; les éditeurs prisent trop haut l'érudition de Waldseemüller, qui n'a été qu'un compilateur assez négligent). = 2 avril. *J. Th. Merz*. A history of european thought in the sixteenth century (beaucoup de science, de pénétration, de lucidité; mais l'ouvrage n'en est encore qu'à la moitié; il faut attendre avant de hasarder un jugement d'ensemble). — *F. Brinkley*. China; its history, literature and art; 4 vol. (remarquable). = 9 avril. *J. R. Green*. Historical studies. Stray studies; 2^e série (très curieux et intéressant; mais cette manière d'écrire l'histoire appartient déjà à un autre âge). — Le « Libellus sacramentorum » d'Alcuin. — De l'époque à laquelle Wycliffe devint docteur en théologie (dans la première moitié de 1374).

51. — The Nineteenth Century and After. 1903, déc. — *Edward Dicey*. Les empires rivaux (l'Angleterre et la Russie depuis la guerre de Crimée; danger pour le monde et la liberté de l'expansion russe. L'Angleterre seule peut lui opposer une barrière efficace, mais à condition de resserrer le lien qui rattache les colonies à la mère patrie). — *Carl Lehmann*. Le code de Hammurabi. = 1904, janv. *D. C. Boulger*. Le prétendu « péril jaune » (sous la direction des Japonais, ce péril ne sera jamais qu'un fantôme, sauf pour la Russie; entre les mains des Russes, il peut devenir une menace pour la paix du monde). = Févr. *Comte de Cromer*. L'autobiographie de Lord Wolseley. — *Sir Rowland Blennerhasselt*. Les Allemands à Waterloo et les relations anglo-allemandes (à propos de l'allocution prononcée par l'empereur allemand à Hanovre, le 18 décembre dernier, où il fut dit que les Allemands à Waterloo avaient sauvé les Anglais de la destruction; il n'est pas moins certain que la résistance de l'infanterie anglaise a sauvé l'armée prussienne de l'écrasement). — *Jos. H. Longford*, ancien consul à Nagasaki. Relations du Japon avec la Corée. — *Herbert Paul*. La religion

des Grecs. — D. WALLACE DUTHIE. La vie religieuse de Samuel Pepys (du genre d'intérêt qu'il trouvait aux sermons). — Mars. Mrs. BEAUMONT. Sir George Colley dans l'Afrique du Sud (à propos du chapitre de la vie de Gladstone, par M. Morley, consacré à l'affaire de Majuba). — Emma G. SALTER. Les légendes franciscaines de l'art italien. — Ph. WILSON. Une énigme historique : la fuite des comtes (il s'agit du complot ourdi en 1606, dit-on, par les comtes de Tyrone et de Tyrconnel; leur fuite ne saurait être un argument en faveur de leur culpabilité, car les juges devant lesquels ils auraient paru étaient plus que suspects). — Avril. Jos. H. LONGFORD. Histoire de Port-Arthur. — Mrs. MAC CLURE. La semaine sainte à Jérusalem au IV^e s., avec un plan (d'après la *Peregrinatio Silviæ*).

52. — **Edinburgh Review**. Vol. CXCVIII, juill.-oct. 1903. — Londres et ses habitants au XVIII^e s. (à l'occasion du livre posthume de Sir Walter Besant; livre utile, mais auquel l'auteur n'a pu, malheureusement, donner une forme définitive. Mœurs et caractère de la bourgeoisie londonienne). — Les théories récentes sur le développement de la théologie. — La France sous le gouvernement de Thiers (analyse et critique du livre de M. Hanotaux, qui n'est, en somme, qu'une chronique généralement dénuée de réflexions originales et de pensée profonde. Observe que Thiers, avec ses qualités brillantes dans la vie parlementaire, n'avait rien d'un diplomate; et les négociations dont il se chargea durant la Guerre auraient pu donner de meilleurs résultats entre des mains plus expertes. Il serait ridicule de le comparer à Washington, il avait trop d'égoïsme et de vanité; mais, secondé par une assemblée laborieuse, il a accompli une œuvre de réformes législatives vraiment prodigieuse, dont le mérite lui appartient d'autant plus qu'il était à la fois chef de l'État et premier ministre. A relever une inexactitude au sujet de l'éducation politique du peuple : la *Revue* semble croire que la fondation du *Petit Journal* est postérieure à la troisième République; elle remonte, au contraire, à 1862). — Le siège de Québec (à propos du grand ouvrage de M. Arthur Doughty. Regrette que l'auteur n'ait pas traité toute la guerre du Canada, dont le siège de Québec n'est qu'un épisode, auquel les Canadiens attachent une importance trop exclusive; et le siège même aurait dû être traité surtout comme une opération navale, puisque la marine y joua le premier rôle. « Néanmoins, on peut pardonner une erreur de plan et de perspective historiques, qui nous vaut, en définitive, la publication de cette magnifique série de volumes »). — La révolution sociale en Irlande (à l'occasion des nouvelles mesures du gouvernement pour racheter la terre aux propriétaires et la revendre aux paysans. Ces mesures s'écartent des règles ordinaires de l'économie politique; mais l'histoire agraire de l'Irlande est un tel scandale d'iniquités, la propriété des *landlords*, qui vient presque tout entière de confiscations anciennes et dont on résume ici les vicissitudes, a de telles origines, qu'on peut bien appliquer en ce pays des lois exceptionnelles. Néanmoins, le peuple irlandais, qui

désirerait voir les *landlords* garder leurs parcs et leurs châteaux, continuer de vivre en Irlande et y dépenser leurs revenus, se fait illusion. Dépouillés et remboursés de leurs terres, n'exerçant plus aucune influence politique, n'ayant plus même les plaisirs de la chasse et de la pêche, on peut être certain que les *landlords*, sauf les gens âgés, émigreront définitivement et s'installeront ailleurs). — M^{lle} de Lespinasse (« il est impossible de terminer une étude sur M^{lle} de Lespinasse sans faire allusion à un roman très en vogue en ce moment, *la Fille de Lady Rose*, que vient de publier Mrs. Humphry Ward..., et qui repose sur l'idée ingénieuse de prendre une figure historique pour la changer d'époque et de pays »). — La réaction protectionniste. — Le pontificat de Léon XIII (assez peu favorable à la politique du dernier pape. Lui reproche d'avoir eu plus d'ambition que de lumières; de n'avoir jamais compris ni l'Angleterre ni son clergé quand il a discuté la validité des ordinations anglicanes, dont le public anglais se désintéresse absolument; et d'avoir outrepassé son droit en voulant imposer aux conservateurs français de se rallier à la République, quand il eût dû se borner à leur en donner le conseil. Approuve, d'ailleurs, l'expulsion des congrégations de France; on a essayé d'apitoyer l'opinion des Anglais sur leur sort, mais ils s'en désintéressent, d'autant plus que le peuple français semble assez indifférent. Les agitateurs qui protestent sont en petit nombre et sans influence). — L'insurrection de Robert Emmet (l'Irlande de 1803 ne ressemblait plus à celle de 1798; l'apaisement s'était produit, grâce à l'habileté du gouvernement anglais, d'une part, et aux exagérations des irréconciliables, de l'autre. Puis, on craignait le protectorat de la France, dont Emmet faisait le jeu, quoiqu'il voulût uniquement l'indépendance complète de son pays). — Christophe Colomb et la découverte de l'Amérique (critique très vive de la publication de M. Thacher, qui a voulu réimprimer et traduire les anciens documents sans connaître bien ni l'espagnol ni le vocabulaire nautique. Admet comme très plausible l'histoire du pilote de Huelva et du navire poussé par les vents en Amérique, puis ramené par le *Gulf-Stream*, et dont Colomb aurait eu connaissance avant d'entreprendre son voyage). — La Bohême et l'Empire austro-hongrois (les Tchèques sont en bonne voie de succès; ils imposeront sans doute aux Allemands un compromis nécessaire. Leur développement industriel fait que le prolétariat ouvrier les salue comme des libérateurs contre l'égoïsme des Allemands et de la bourgeoisie juive, qui avaient jusqu'ici le monopole de l'industrie. Leur triomphe ne nuira point à l'Autriche, car le panslavisme n'a jamais été qu'un rêve littéraire, dont les chances de réalisation s'éloignent de plus en plus). — Oxford en 1903. — La politique et les partis (le protectionnisme et la nouvelle loi scolaire. « Si l'opposition avait été plus forte, nous ne doutons guère que la loi scolaire de 1902 eût respecté davantage les sentiments, non seulement des non-conformistes, mais des libéraux, qui désirent voir s'étendre le plus possible l'autonomie locale. On peut trouver déraisonnable l'attitude des non-confor-

mistes; mais le sentiment joue un rôle important dans les affaires publiques, et c'est le rôle de l'homme d'État de donner aux lois une forme qui évite de froisser un groupe important de citoyens honnêtes et respectables »).

53. — Quarterly Review. Vol. CXCVIII, juill.-oct. 1903. — Les Sagas et les chants des Gaëls (la littérature irlandaise est d'une étonnante richesse. Il existe manuscrits environ 500 contes ou romans de diverses époques et dont on n'a guère traduit et imprimé que 150; et l'Académie royale d'Irlande possède 7,500 poèmes dans sa bibliothèque. Il est nécessaire, pour comprendre l'histoire et les mœurs du peuple irlandais, de dépouiller d'abord cette énorme quantité de légendes mythologiques ou héroïques, à demi historiques ou romanesques). — G. P. GOOCH. L'histoire de l'humanité (étude sur les essais d'histoire générale depuis les Romains jusqu'à nos jours : saint Augustin, Orose, Ibn Khaldoun, Bossuet, Cellarius, Jean de Müller, Schlosser, Leo, Weber, Ranke, etc. Critique et comparaison des derniers ouvrages en ce genre, qui ont pris une forme collective : *l'Histoire universelle* d'Oncken, *l'Histoire générale* de Lavis et Rambaud, *l'Histoire moderne* de l'Université de Cambridge et *l'Histoire du monde* de Helmut). — La seconde guerre d'Afghanistan (à propos de la biographie de Sir Donald Stewart par M. Elsmie). — P. F. WILLERT. Aperçus nouveaux sur la Révolution française (à l'occasion des rééditions de Carlyle par Fletcher et Holland Rose, ainsi que des travaux récents sur *Danton* par Beesly et Hilaire Belloc, *Robespierre* par Belloc, et *Mallet du Pan* par Bernard Mallet). — A. COLQUHOUN. L'Asie en transformation (attaques très vives contre la Russie). — Sienne (d'après les ouvrages nouveaux de Langton Douglas et de William Heywood). — Le pape Léon XIII (critique violente de sa politique : « La place de Pie IX a été remplie par un pape moins humain, moins charitable, moins sympathique et, nous oserons le penser, nonobstant l'auréole que la presse a jetée autour de son nom, moins grand que son prédécesseur »). — Holland Rose. La religion de Napoléon I^{er} (l'Empereur « oscillait, ce semble, entre le matérialisme et le déisme, inclinant de plus en plus, avec les années, vers cette dernière croyance, mais sans éprouver jamais pour la religion le vif intérêt qu'il éprouvait pour l'art de la guerre et celui du gouvernement »). — Le pape Léon XIII et son successeur (suite et fin de l'étude consacrée au dernier pontife, mais écrite après le conclave. Soutient que le cardinal Rampolla est innocent de la politique de Léon XIII, dont il ne pouvait qu'exécuter les ordres, et que son exclusion du trône pontifical, injustifiée en principe, mais acceptée par lui en grand seigneur, lui aura permis de montrer sa force de caractère. Ajoute que le mouvement des catholiques pour se mêler à la vie politique finira par brouiller le Saint-Siège avec les différents pays où s'agitent les fidèles, et qui sont encore officiellement en paix avec le pape). — La Macédoine et les puissances (reconnait le parti-pris cruel des chefs insurgés de pousser le peuple à se soulever en le persécutant

et en provoquant à ses dépens les représailles des Turcs, mais ne croit pas que l'Europe puisse se dispenser d'intervenir. L'Autriche et la Russie veulent sincèrement la paix ; cependant leur maladresse a fort envenimé la situation. L'Allemagne est, toutefois, la seule puissance qui, réellement, veuille maintenir l'autorité du Sultan et son Empire, en Europe comme en Asie). — La France et les congrégations (article écrit en français ; approuve la suppression des ordres religieux masculins. Trouve seulement que M. Combes va trop vite, trop brutalement et risque de soulever le pays. L'article est suivi d'une note en anglais de Dom Gasquet, qui raconte ses efforts infructueux pour protéger le collège bénédictin de Douai. Le gouvernement anglais a déclaré qu'il ne pouvait intervenir pour défendre les droits des citoyens anglais à l'étranger, ceux-ci devant accepter de subir les lois du pays où ils ont choisi de vivre. « Les affaires récentes du Vénézuéla et d'ailleurs, » répond spirituellement Dom Gasquet, « donnent fort à douter que ce soit là l'un des vrais principes de la diplomatie anglaise »). — La vie de Gladstone, par John Morley.

54. — *Archivio della R. Società romana di Storia patria.*

Vol. XXVI, fasc. 1-4, 1903. — V. CAPOBIANCHI. Les origines du poids gaulois (un poids en pierre, conservé aujourd'hui à Lectoure, montre que la *libra antiqua*, en usage sous les Mérovingiens, est d'origine gauloise et non romaine ; tolérée sous la domination romaine, elle resta en usage pendant les invasions et sous les Mérovingiens ; elle fut remplacée sous Charlemagne par la livre romaine, et c'est alors qu'elle fut appelée *libra antiqua*, pour la distinguer de la *libra romana*. Sous les Capétiens, cette livre nationale devient la livre officielle de la France, sous le titre de « pondus Trecense, » et elle le resta jusqu'en 1789). — P. FEDELE. Le chartier de S. Maria Novella, 982-1200 ; suite et fin (en tout, 170 documents, avec une liste de ceux qui ont écrit ces chartes). — P. PICCOLOMINI. La « famiglia » de Pie III (liste de toutes les personnes qui composaient la maison de ce pape, d'après un rouleau trouvé au Vatican). — G. TOMASSETTI. Études sur la Campagne romaine ; suite (via Labicana et Prenestina). — E. SOL. Le cardinal Ludovico Simonetta, dataire de Pie IV et légat au concile de Trente (d'après sa correspondance avec le secrétaire d'État, qui existe en chiffres au Vatican. Publie la clé du chiffre). — M. ANTONELLI. Histoire de la domination pontificale dans le patrimoine de Saint-Pierre en Toscane, depuis la translation du Saint-Siège jusqu'à la restauration d'Albornoz ; suite. — P. FEDELE. Une église du Palatin : S. Maria « in Pallara, » ou S. Sebastiano (son histoire ; publie quelques documents inédits). — P. ESMI. Soriano du Cimino et ses archives (analyse ou publie 117 chartes de 1244 à 1589). — P. FEDELE. Un jugement prononcé par Cola di Rienzo entre le monastère de S. Cosimato et les Stefaneschi (texte latin de 1347). — G. FERRI. La *Romana fraternitas* (les origines de cette confrérie, toute puissante à Rome au XII^e s., et qui présidait au culte dans les

églises, aux funérailles ecclésiastiques et aux processions religieuses, à l'exécution des décrets pontificaux concernant les personnes du clergé, etc.). — P. FEDELE. Un pacte de paix entre particuliers en 1364 (texte latin). — P. EGIDI. Charte de représailles accordée par Louis de Savoie, sénateur de Rome, 1310. = Comptes-rendus : Br. *Amante* et R. *Bianchi*. *Memorie storiche e statutarie del ducato, della contea e dell' episcopato di Fondi in Campania* (bon, malgré de notables inexactitudes). — A. *Moschetti*. Il museo civico di Padova (beaucoup d'illustrations : fac-similés de mss. et de diplômes, reproductions de bronzes, de médailles, de tableaux, etc.). — R. *Marcucci*. Francesco Maria I Della Rovere; 1^{re} partie : 1490-1527 (critique fort bien informée et judicieuse sur le caractère de ce personnage, que certains ont été jusqu'à qualifier de traître). — Mgr *Wilpert*. Le pitture delle catacombe romane illustrate (important). — J. *Pollock*. The popist plot; a study in the history of the reign of Charles II (excellente étude sur le complot de Titus Oates). — A. *Consorti*. Il cardinale Pompeo Colonna su documenti editi ed inediti (fait avec soin). — P. *Kehr*. Papsturkunden in Rom.

55. — Archivio storico per le provincie Napoletane. Anno XVIII, 1903, fasc. 2. — M. *Schipa*. Le royaume de Naples au temps de Charles de Bourbon; 1^{re} partie : le gouvernement (ch. xiv : politique et diplomatie des années 1746-1755; ch. xv-xvi : économie politique et finances); suite dans le fasc. 3 (ch. xvii : la justice; ch. xviii-xix : le clergé et la noblesse, les bourgeois et le peuple; ch. xx : les moyens d'étude et l'instruction publique); fin dans le fasc. 4 (ch. xxi : production intellectuelle). — B. *Croce*. La mission à Vienne du général d'Ambrosio en 1815 (d'après des notes inédites du général). — D. Les ennuis du cardinal d'Aragon, vice-roi de Naples, 1664-1666. = Fasc. 3. P. *Fedele*. Le catalogue des ducs de Naples (publie, d'après un ms. inconnu jusqu'ici, un *Chronicon ducum et principum Beneventi, Salerni et Capuae, et ducum Neapolis*, avec un fac-similé). — F. *Nicolini*. Lettres inédites de Bernardo Tannucci à Ferdinando Galiani; suite dans le fasc. 4 (53 lettres des années 1763-1764). = Fasc. 4. C. B. Fragments de la vie de Girolamo Pignatelli, prince de Moliterno (sur-tout en 1814). = A part : le Diario Napolitano de 1799 à 1825; suite.

56. — Archivio storico siciliano. Nouv. série, anno XXVIII, 1903, fasc. 1-2. — G. *Millunzi*. Le trésor, la bibliothèque et le chartrier de l'église de S. Maria Nuova, à Monreale (avec un catalogue des mss. et des livres, qui se trouvaient au xvi^e s. dans la bibliothèque, que l'on connaît et que l'on conserve encore aujourd'hui). — G. *Arenaprimo*. Le retour et le séjour à Messine de don Juan d'Autriche et de la flotte chrétienne après la bataille de Lépante (documents). — C.-A. *Garufi*. Les archives capitulaires de Girgenti. Les documents de l'époque normanno-souabe et le « Cartularium » du xiii^e s. (publie en appendice plusieurs diplômes des années 1093-1248). = Bibliographie : K. *Neumeyer*. Die gemeinrechtliche Entwicklung des internationalen Privat-

und Strafrechts bis Bartolus (long compte-rendu critique de 40 pages, par L.-S. Villanueva).

57. — Nuovo Archivio veneto. N° 49. Nouv. série, n° 9, 1903. — Gino SCARAMELLA. L'accord entre Florence et Venise par le duc de Ferrare (prononcé le 6 avril 1499, par Hercule d'Este, pour mettre fin à la guerre entre les deux républiques, à propos de Pise; documents). — Edoardo PRIVA. L'opposition diplomatique de Venise aux visées de Sixte IV sur Pesaro et aux tentatives d'une croisade contre les Turcs, 1480-1481; suite aux n°s 50 et 51. — Riccardo TRUFFI. Notes pour l'histoire de la vie privée à Crème pendant la domination vénitienne. — Girolamo BISCARO. La commune de Trévise et ses plus anciens statuts jusqu'en 1218; fin. — Riccardo PREDELLI. Les statuts maritimes de Venise jusqu'en 1255 (documents); suite; fin dans le n° 50. = N° 50. Nouv. série, n° 10. Vittorio LAZZARINI. Les titres des doges de Venise (étude de diplomatique très documentée). — A. MICIELI. Ugo Foscolo à Venise; suite dans les n°s 51 et 52. = N° 51. Nouv. série, n° 11. Nicolò PAPADOPOLI. Le tarif vénitien de 1543 (avec un fac-similé donnant l'effigie des monnaies avec leur valeur). — Giuseppe DELLA-SANTA. Bonifazio di Pitati de Vérone, d'après une publication récente (celle du critique d'art L. Gustav). — Gius. GROMO. Saint Pierre Martyr, de l'ordre des Prêcheurs, et le Titien (différend entre la confrérie de Saint-Pierre-Martyr, en l'église des Saints-Giovanni-et-Paulo, et le Titien, qui ne parvenait pas à se faire payer le prix d'un tableau qu'on lui avait commandé. Ce tableau a péri dans l'incendie de 1867). — Guido CAPPELLINI. Contribution à l'histoire des rapports entre Venise et Gènes : la bataille de Rapallo, 27 août 1431 (appendice de documents inédits). — A. MAGNOCAVALLO. De quelques mss. du *Liber secretorum fidelium crucis* de Marin Sanudo le Vieux. — Carlo CIPOLLA. Publications relatives à l'histoire du moyen âge en Italie, 1900; suite dans le n° 52. = N° 52. Nouv. série, n° 12, 1904. Enrico BESTA. Tomaso Diplovataccio et ses œuvres (chapitre de l'histoire littéraire du xvi^e s.). — Giuseppe GEROLA. Inscriptions en l'honneur des podestà vénitiens gravées sur les murs de Bassano. — Le P. Aug. TORMENE. Girolamo Lippomano, son bailliage à Constantinople et sa fin tragique; 1^{er} art. (pour essayer de soulever le mystère qui entoure encore cette fin d'un magistrat arrêté au milieu des Turcs par un ordre du Conseil des Dix et pour crime de haute trahison, l'auteur a interrogé, outre les archives vénitiennes, les dépêches de tous les ambassadeurs étrangers qui étaient à Constantinople ou à Venise vers l'an 1491. Il refait toute l'histoire de Lippomano). = Actes de la R. Deputazione veneta di Storia patria : le Frioul au temps de la Ligue de Cambrai, par V. MARCHESI.

58. — Rivista storica italiana. 1903, avril-juin, vol. II, fasc. 2. — R. LARICE. Storia del Commercio (utile compilation). — Biblioteca della Società storica subalpina; vol. X-XV : Studi Saluzzesi, Cartari, Miscellanea Saluzzese. — O. SEECK. Kaiser Augustus (biographie com-

posée à la nouvelle manière : pas de notes, aucun renvoi aux sources, pas de discussion critique. Écrit pour le grand public, non pour les travailleurs). — *C. Voigt*. Beiträge zur Diplomatik der Langobardischen Fürsten von Benevent, Capua und Salerno (bon). — *K. Neumeyer*. Die gemeinrechtliche Entwicklung des internationalen Privat- und Strafrechts bis Bartolus; 1^{re} partie (étude approfondie et richement documentée; conclusions souvent contestables). — *G. Grasso*. S. Ottone Frangipane nella storia e nella leggenda (bonne étude critique sur un saint du XII^e s.). — *K.-A. Kehr*. Die Urkunden der Normannisch-Sicilischen Könige (excellent travail de diplomatique). — *B. Schneider*. Der Dux und das Comune Venetiarum, 1141-1229 (intéressant, mais non toujours convaincant). — *H. Chone*. Die Handelsbeziehungen Kaiser Friedrichs II zu den Seestädten Venedig, Pisa, Genova (bon). — *L. Frati*. La prigionia del re Enzo a Bologna (beaucoup de documents; peu de nouveau). — *P. Sabatier*. Actus sancti Francisci et sociorum ejus. — *P. Bernard d'Andermatt*. Saint François d'Assise (sans valeur). — *P. Egidi*. Le croniche di Viterbo. — *A. Bonardi*. I Padovani ribelli alla repubblica di Venezia, 1509-1530 (excellent). — *A. Pellegrini*. Relazioni inedite di ambasciatori Lucchesi alla Corte di Roma (quatorze relations allant du 11 juillet 1585 au 6 mai 1687). — *A. Sansone*. Gli avvenimenti del 1799 nelle Due Sicilie (documents nouveaux). — *Fr. Lemmi*. La restaurazione austriaca a Milano nel 1814 (excellent). — Publications relatives au *Risorgimento*. = Juill.-sept., vol. II, fasc. 3. *Ed. Meyer*. Zur Theorie und Methodik der Geschichte (intéressant; l'auteur conclut que la meilleure méthode d'écrire l'histoire est celle de Thucydide; mais il n'explique pas en quoi consiste la méthode de Thucydide). — *Comte de Hensbrach*. Das Papsttum in seiner socialkulturellen Wirksamkeit; 2 vol. (études sur l'inquisition, la superstition, la démonologie, la sorcellerie, la morale ultramontaine, par un ex-Jésuite ennemi de la papauté). — *G. Tropea*. La stele arcaica del Foro romano (bon exposé des discussions soulevées par la découverte de cette stèle, 1901-1902). — *H. Nissen*. Italienische Landeskunde; II : Die Städte (très important). — *Costa*. Corsi di storia del diritto romano; vol. I : le fonti, la famiglia e la persona nel diritto romano (manuel par un savant qui a des idées personnelles). — *W. Sickel*. Zum Karolingischen Thronrecht (bon). — *V. Fiorini*. Dei lavori preparatorii alla nuova edizione dei *Rerum italicarum scriptores* (très intéressant). — *B. Capasso*. Le fonti della storia delle provincie Napoletane, 568-1500 (nouvelle édition revue, qui rendra de grands services). — *A. Huyskens*. Kardinal Napoleon Orsini; I : Bis zur Wahl Klemens' V (intéressant). — *Del Giudice*. Codice diplomatico del regno di Carlo I e II d'Angiò; vol. III. — *Pl.-M. Lugano*. Antonii Bargensis Chronicon Montis Oliveti, 1313-1450. — *C. Manfroni*. La battaglia di Gallipoli e la politica veneto-turca, 1381-1426 (bon). — *L. Vaccarone*. I principi di Savoia attraverso le Alpi, 1270-1520 (intéressant). — *R. Starrabba*. Consuetudini e privilegi della città di Messina (étude sur

un ms. du xv^e s. de la bibliothèque de Messine). — *Watson*. Maximilian I, holy roman emperor (bon; pas de recherches originales). — *P. Herre*. Europäische Politik im Cyprischen Kriege, 1570-1573; I (bon). — *Alberti*. La battaglia dell' Assietta, 19 luglio 1747 (étude très bien documentée, par un officier du génie). — *Gallavresi et Lurani*. L'invasione francese in Milano, 1796 (d'après les mémoires inédits de Fr. Nava, témoin oculaire). = Oct.-déc., vol. II, fasc. 4. *R. Mattei*. Sulle cagioni della decadenza dell' Etruria (brochure insignifiante). — *G. Vaccai*. Le feste di Roma antica (ouvrage de vulgarisation, utile, mais qui aurait besoin de nombreuses corrections). — *C. Pascal*. Fatti e leggende di Roma antica (réunion d'études intéressantes sur certains points de l'histoire des rois). — *H. Schäfer*. Pfarrkirche und Stift im deutschen Mittelalter (excellent). — *Nobili-Vitelleschi*. Della storia civile e politica del papato, dall' imperatore Teodosio a Carlomagno; vol. II (bon). — *H.-K. Mann*. The lives of the popes in the early middle ages (bonne suite de biographies, avec l'indication des sources et une bibliographie instructive). — *W. Ohr*. La leggendaria elezione di Carlo Magno a imperatore (étude la composition de l'assemblée d'où sortit cette élection). — *G. Turba*. Geschichte des Thronfolgerechtes in allen Habsburgischen Ländern bis zur Pragmatischen Sanktion Kaiser Karls VI, 1156-1732 (excellent). — *H. Finke*. Aus den Tagen Bonifaz VIII (d'après les relations des ambassadeurs aragonais près la cour de Rome, 1297-1316; très intéressant). — *A. Doren*. Deutsche Handwerker und Handwerkerbruderschaften im mittelalterlichen Italien (beaucoup de faits, assez mal digérés, valant surtout pour Florence et pour Venise). — *Giov. Pansa*. Le relazioni commerciali di Sulmona con altre città d'Italia durante il sec. xv (bon). — *A. Palmieri*. Gli antichi vicariati dell' Apennino Bolognese (excellente étude sur l'histoire des institutions municipales). — *G. Ferrari*. Come era amministrato un comune del Veronese al principio del sec. xvi (étude minutieuse et soignée). — *V. Turri*. Machiavelli (excellent résumé, d'une lecture agréable). — *A. Leone*. Renato di Savoia, 1473-1525 (utilise la correspondance inédite de ce grand bâtard de Savoie, qui fut tué à Pavie en combattant pour le roi de France). — *A. Segre*. Carlo II di Savoia; le sue relazioni con Francia e Spagna e le guerre Piemontesi, 1536-1545 (bon). — *L. de Benedictis*. Della vita e delle opere di Bernardino Tomitani (intéressant; prouve, contre Ferrai, que Tomitani n'a nullement incliné vers le luthéranisme et qu'on ne saurait le rapprocher de P.-P. Vergerio). — *E. Verga*. Le corporazioni delle industrie tessili in Milano; loro rapporti e conflitti nei secoli xvii-xviii (bon). — *P. Vigo*. Nelson a Livorno; episodio della guerra tra Francia ed Inghilterra sul finire del sec. xviii (utilise et publie beaucoup de documents inédits). — *Giov. Sforza*. Un feudatario Giacobino (il s'agit d'Azzo Giacinto Malaspina, qui applaudit aux victoires de Bonaparte en 1796, fut arrêté par les Autrichiens à Mantoue en 1799 et alla sans doute mourir aux travaux forcés en Hongrie). = 1904, janv.-mars, vol. III, fasc. 4. *Huelsen*. Die Ausgrabungen auf dem Forum romanum, 1898-1902

(important). — *E. Müller*. Das Itinerar Kaiser Heinrichs III, 1039-1056 (bon). — *Fr. Nitti di Vito*. Codice diplomatico Barese; V : le Pergamene di San Nicola di Bari, 1075-1194. — *L. Hugues*. Cronologia delle scoperte e delle esplorazioni geografiche dall'anno 1492 a tutto il secolo XIX (très utile répertoire). — *R. de Cesare*. La disfida di Barletta (conférence érudite). — *A.-N. Grillone*. La disfida di Barletta (œuvre de vulgarisation). — *G. Dalla Santa*. La lega di Cambrai e gli avvenimenti dell'anno 1509 (publie deux lettres d'un marchand résidant à Venise, à son frère, à Beyrouth). — *Br. Amante*. Fra Diavolo e il suo tempo, 1796-1806 (important et neuf). — Publications relatives au *Risorgimento*.

59. — Studi et documenti di storia e diritto. Anno XXIV, 1903, fasc. 1-2. — *Carlo Cipolla*. Lettres inédites de Ratier, évêque de Vérone (ces lettres ne sont, pour la plupart, que des fragments; fac-similé). — *Pietro Tacchi-Venturi*. Journal de consistoire, tenu par Giulio Antonio Santori, cardinal de S. Severina; suite, 1571-1583; suite dans le fasc. 3-4, 1573. — *Luigi Cantarelli*. Le diocèse d'Italie, de Dioclétien à la fin de l'empire d'Occident; suite; fin dans le fasc. 3-4. — Fasc. 3-4. *Carlo Cipolla*. Scipione Maffei et Vincenzo Patuzzi; de quelques questions de théologie et de morale (d'après la correspondance de Giovanni Bottari, conservée dans un ms. de la bibliothèque Corsini; intéressant pour l'histoire de l'érudition au XVIII^e s.). — *Abbé Giuseppe Cozza-Luzi*. Gemma Colonna et l'instrument dotal pour son mariage, 1352. — *F. Stella-Maranca*. Le mariage des soldats romains.

60. — Boletín de la R. Academia de la Historia. T. XLII, juill.-déc. 1902. — Articles et variétés : *Fidel Fita*. Inscriptions visigothiques et suèves de Dueñas, Baños de Cerrato, Vairóom, Baños de Bande et San Pedro de Rocas. — *Fr. Codera*. Inscription arabe du château de Mérida. — Inscription sépulcrale de l'émir Almoravid Sir, fils de Aboubequer. — *F. Fita*. Patrologie latine : *Apringius*, évêque de Beja (compte-rendu et discussion du livre de dom Marius Férotin sur *Apringius*). — *Sébastien*, évêque d'Arcávida et d'Orense. Sa chronique et celle du roi Alphonse III (doutes sur l'identification d'Arcávida. Rectification de date de l'archevêque de Tolède, Cerebruno. Dates relatives à Sébastien, évêque d'Orense (IX^e s.). La chronique dite d'Albelda est son œuvre et celle qu'on lui attribuait est l'œuvre du roi Alphonse III). — La cité de Alarona (Mataró) au milieu du X^e s. (document relatif à la formation du nom de Mataró). — Patrologie latine : *Renallo le Grammairien*, de Barcelone (nouveaux documents chronologiques). — Concile inédit de San Celoni (province de Tarragone) en 1168. Bulles inédites d'Alexandre III et de Benoît VIII (à propos d'un différend entre les abbés de San Cucufate et de San Lorenzo del Monte, district de Tarrasa). — Hagiographie : le Sépulture de San Ordoño, évêque d'Astorga (lettre sur l'ouverture de ce tombeau en 1740). — *Albano Bellini*. San Pedro Pascal (nouvelles données biographiques). — *E.-T. Hamy*. Mecia de Viladestes (document relatif à ce cartographe

juif majorcain, en date de 1401). — M. DE FORONDA. Le « Tumbo de Valdeiglesias » et D. Alvaro de Luna (détails sur l'exécution de D. Alvaro de Luna extraits d'un ms. relatif au monastère de Santa Maria de Valdeiglesias). — R. RAMÍREZ DE ARELLANO. Études biographiques (notice sur le voyageur espagnol Pero Tafur). — Ulysse ROBERT. Philibert de Chalon, prince d'Orange, 1502-1530 (lettres et documents); suite et fin. — M. SERRANO Y SANZ. Francisca Hernández et le bachelier Antonio de Medrano. Leurs procès par l'Inquisition, 1519 à 1532 (cas de dépravation érotico-mystique). — FR.-R. DE UHACÓN. Pedro Merino à Saint-Quentin (documents biographiques sur ce personnage, qui fit prisonnier à la bataille de Saint-Quentin le connétable Anne de Montmorency). = Comptes-rendus bibliographiques : J.-G. de *Arteche*. Histoire des guerres napoléoniennes (examen de plusieurs ouvrages sur ce sujet). — A. RODRÍGUEZ-VILLA. Louise-Élisabeth d'Orléans et Louis I^{er} (par D. Alfonso Danvila). — FRANCISCO DE LISOLA (par Émile Longin). — J. SUÁREZ-INCLÁN. Asturies (par Bellmunt et Canella). — CESÁREO FERNÁNDEZ-DURO. La femme espagnole aux Indes (l'auteur de cette dissertation ajoute divers traits qui lui ont été signalés par un critique). — Nouveaux autographes de Christophe Colomb et relations d'outre-mer (tirés des archives de la maison d'Albe et publiés par M^{me} la duchesse d'Albe et de Berwick). — MARQUIS DE LAURENCIN. Registre gascon et registre français des archives municipales de Bayonne (publiés par la ville de Bayonne). — FR. R. DE UHACÓN. El poema del Cid. — Historia de los Oliveros de Castilla, y Artús de Algarbe. — Las Julianas de Hernando de Merino (reproductions de livres rares dues à M. Huntington). — J.-G. *Arteche*. Lusitania et son premier colonel (à propos de l'historique du régiment de Lusitanie par D. J. Ibañez Martin). — Rapports de M. J. Catalina Garcia et du comte de Cedillo sur la proposition de classer comme monuments nationaux la cathédrale de Cuenca et l'ancien hôpital de Santa-Cruz, dit de Mendoza, à Tolède. = T. XLII, janv.-juin 1903. Articles et variétés : D. JIMÉNEZ DE CISNEROS. Nouvelles antiquités de Carthagène (buste d'homme en marbre; fragment d'amphore). — FIDEL FITA. Nouvelles inscriptions (inscriptions latines trouvées à Beja, Lisbonne, San Pedro de Arcos, San Pedro de Vivero; anneau gnostique d'Astorga, avec inscription grecque). — Épigraphie romaine d'Astorga (compte-rendu d'un livre de D. Marcelo Macías et citation d'inscriptions non données par Hübner). — J. M. BEDOYA. Antiquités d'Orense (inscriptions latines). — M. ROSO DE LUNA. Nouvelles inscriptions de Ibañerando, Cumbre et Santa Ana. — F. FITA. Excursion épigraphique à Villar del Rey, Alhambra, Venta de los Santos, Carthagène, Logroño et Orense (inscriptions latines). — L'épigraphie latine dans la province d'Orense (à propos d'une monographie sur ce sujet par D. Arturo Vázquez Núñez). — Monuments romains de San Juan de Camba, Cordoue, Linares, Vilches, Carthagène, Barcelone et Tarrasa (inscriptions). — Barcelone romaine. Sa première période historique (inscriptions). — A. CARRASCO. Dissertation sur l'ancienne ville de Munda Pompeyana

(examen des diverses opinions sur le site de cette ville, qui ne peut être encore fixé avec certitude). — J. CATALINA GARCÍA. Inventaire des antiquités et objets d'art possédés par l'Académie royale d'histoire. — Adolfo HERRERA. Discours sur les médailles et antiquités (à propos d'un livre de ce titre écrit au *xvi^e* siècle par D. Martin de Gurrea y Aragon, duc de Villahermosa, et édité récemment par la duchesse de Villahermosa). — E. SAAVEDRA. Tables de réduction du comput musulman au comput chrétien et vice versa (compte-rendu du livre de D. Eduardo Jusué). — F. FITA et Fr. CODERA. L'inscription arabe de Benimaclet. — J. RIBERA. Manuscrits arabes des archives générales de la couronne d'Aragon (brève notice sur des pièces diplomatiques relatives aux rapports des rois d'Aragon et de divers royaumes musulmans). — A. VÁZQUEZ-NÚÑEZ. Un sarcophage chrétien du *v^e* siècle (inscription publiée par Hübner et rectifiée). — F. FITA. Deux basiliques de l'Alava (compte-rendu de deux monographies de D. N. Diaz de Arcaya sur la basilique de Saint-André d'Armentia et sur celle de Notre-Dame d'Estibaliz). — J. CATALINA GARCÍA. Le château de Vivero (avis sur une demande de classement comme monument national). — Marquis de LAURENCIN. Les tapisseries de la couronne d'Espagne (note sur le livre du comte de Valencia de Don Juan). — A. RODRÍGUEZ VILLA. Documents inédits sur l'hôpital de la Latina à Madrid (sur sa fondation au début du *xvi^e* siècle). — Comte de ROCHE. Monument élevé à l'historien murcien Francisco Cascales. — M. DE LA IGLESIA CASTRO. Histoire d'Espagne. Observations sur la traduction de l'histoire ecclésiastique du cardinal Orsi (critique, au point de vue espagnol, écrite en 1772). — Hagiographie : Le saint assaut de la duchesse d'Albe en 1603. Relation contemporaine inédite (curieuse expédition pour s'emparer de reliques destinées au couvent de la Laura à Valladolid). — Ign. OLAVIDE. L'Inquisition, la Compagnie de Jésus et le P. Jerónimo Román de la Higuera (dénonciation faite par ce religieux contre ses supérieurs en 1604). — B. OLIVER. Étude politique et militaire sur le comte de Barcelone, Raymond Bérenger III le Grand (compte-rendu d'un travail couronné à Barcelone, de D. Joaquín de la Llave y Sierra). — A. RODRÍGUEZ VILLA. L'empereur Charles-Quint et sa cour, 1522-1539 (publication de la très importante correspondance de D. Martin de Salinas, chargé d'affaires de l'infant Ferdinand près son frère Charles). — Deux voyages royaux, 1666 et 1679 (fragments d'une relation du voyage de Marie-Louise d'Orléans, publiée par M. H. Léonardon, et documents relatifs à ce même voyage; relation du voyage de l'infante Marguerite-Marie, mariée à l'empereur Léopold I^{er}). — Ad. CARRASCO. Histoire de la ville de Baena (ouvrage du commandant D. Franc. Valverde y Perales). — C. FERNÁNDEZ DURO. D. Juan Bautista Muñoz. Censure par l'Académie de son « Histoire du Nouveau-Monde » (impression d'une critique datant de la fin du *xviii^e* siècle). — Relations de la découverte des îles Salomon, traduites en anglais par lord Amherst de Hackney (collection de la Société Hakluyt, 1901). — F. FERNÁNDEZ DE BÉTHENCOURT. Deux anciennes relations de la Floride

(publiées à México par D. Jenaro García). — C. FERNÁNDEZ DURO. Don Rosel de Grèce (à propos de documents publiés dans l'*Archivo histórico português* sur une représentation théâtrale à la cour de Philippe II en 1565). — J. M. ASENSIO. Le *Loaysa* de *El Celoso extremeño* (sur une étude de M. Rodríguez Marín tendant à voir dans le poète Alonso Álvarez de Soria le type du *Loaysa* de Cervantes). — J. G. DE ARTECHE. Emanuele Thérèse (compte-rendu de la biographie de cette princesse bavaroise écrite par l'infante Doña Maria de la Paz, princesse de Bavière). — C. FERNÁNDEZ DURO. Don Ciriaco M. Vigil y Suárez-Bravo (notice nécrologique. Bibliographie de ses œuvres). — T. XLIII, juill.-déc. 1903. MARQUIS DE MONSALUD. Nouvelles inscriptions romaines et visigothiques d'Extrémadure. — Nouvelles pierres romaines d'Extrémadure. — A. DEL ARCO. Nouvelles pierres romaines de Tarragone. — F. FITA. Inscriptions romaines de Nava de Ricomalillo, Herramélluri et Tricio. — M. ROSO DE LUNA. Pierre visigothique de Herguijuela. — F. FITA. Inscriptions visigothiques et hébraïques de Tarragone. — Sainte Eulalie. Une de ses basiliques au ^v s. (inscription de Montady, en France, relative à la construction d'une basilique dédiée aux saints martyrs Vincent, Agnès et Eulalie). — FR. PERALES VALVERDE. Antiquités romaines de Baena (quatre statues de marbre, buste et divers objets et substructions, sur le site de l'ancienne Iponoba). — AD. HERRERA. Principales mosaïques trouvées à Itálica (compte-rendu d'un mémoire accompagné de dessins, de D. Pelayo Quintero). — F. FITA. Barcelone en 1079. Son château du port et son agitation politique et religieuse (documents inédits). — Barcelone en 1079. Son château du port et sa communauté juive. — Patrologie latine : Renallo le Grammairien de Barcelone (nouvelles données chronologiques sur ce personnage). — FRÈRE FR. M. CERVERA. Les archives de la maison des Missions à Tanger (indication de 114 lettres adressées aux missions par les sultans, sultanes, princes et fonctionnaires du Maroc). — MARQUIS DE LAURENCIN. La députation provinciale et les archives municipales de Guipúzcoa (notice sur la nouvelle organisation et le travail d'inventaire des archives municipales qui se poursuit avec une très louable activité dans la province de Guipúzcoa. Il y aura là toute une mine de documents dont l'usage sera ainsi singulièrement facilité. Archives déjà organisées : Cestona, Zumaya, Aizarnazalea, Zumárraga, Ezquioga, Asteasu, Villafranca, Tolosa, Saint-Sébastien, Irun). — M. DANVILA. Valence (compte-rendu du t. II de l'histoire détaillée et locale du royaume de Valence due à M. T. Llorente y Olivares). — A. RODRÍGUEZ VILLA. L'empereur Charles-Quint et sa cour, 1522-1539 (suite de cette importante publication des lettres de Martín de Salinas. Paraîtra probablement en volume). — R. BELTRÁN RÓZPIDE. Abrégé d'histoire générale par D. Severiano Doporto (compte-rendu). — Hartwig DERENBOURG. Louis de Clercq et Gaston Paris (notices nécrologiques).

CHRONIQUE ET BIBLIOGRAPHIE.

France. — L'Académie des inscriptions et belles-lettres a décerné, sur les arrérages de la fondation Prost, deux prix à M. BOVÉ (*les Hautes chaumes des Vosges*) et à M. Roger CLÉMENT (*la Condition des Juifs de Metz sous l'Ancien régime*). — Sur le prix Saintour, deux récompenses ont été données à M. Maurice BESNIER (*l'Île Tibérine dans l'antiquité*) et à M. DE RIDDER (*Catalogue des vases peints de la Bibliothèque nationale*).

— L'Académie française a décerné le premier prix Gobert au marquis Pierre DE SÉGUR (*le Maréchal de Luxembourg*) et le second prix à M. THOUVENEL (*Pages de l'histoire du second Empire, 1854-1866, et Trois années de la question d'Orient, 1856-1859*); le prix Thiers à l'abbé SIGARD (*l'Ancien clergé*).

— L'Académie des sciences morales et politiques a attribué une partie du prix Lediszez de Penanrun à M. FLOUR DE SAINT-GENIS (*Histoire documentaire et philosophique de l'administration des domaines, des origines à 1900*); elle a décerné le prix Courcel à M. KLEINCLAUSZ (*l'Empire carolingien*); elle a partagé le prix Audiffred entre MM. Henri HAUSER (*l'Enseignement des sciences sociales*), P. PIOLET (*la France hors de France*), Henri VAST (*l'Algérie et les colonies françaises*), SALAUN (*l'Indo-Chine*).

— Pendant que des Sociétés privées, formées en Angleterre, en Allemagne, aux États-Unis, subventionnent largement des explorations archéologiques qui enrichissent les musées, font progresser la science et sont la gloire de leurs pays, les missions françaises sont trop souvent arrêtées faute de crédits suffisants. Le gouvernement ne peut augmenter les subventions qu'il consacre aux travaux de recherches ou de fouilles archéologiques. Il appartient à l'initiative privée de doter la France d'une association analogue à celles qui donnent de si heureux résultats dans les pays où elles ont été organisées. C'est dans ce but patriotique qu'a été fondée la *Société française de fouilles archéologiques*; elle demande à tous un effort généreux pour soutenir l'œuvre scientifique et artistique qu'elle se propose d'entreprendre. Elle espère que son appel sera entendu. La cotisation annuelle de membre titulaire est de 20 francs. Le bureau triennal pour 1904-1906 est ainsi constitué : président, M. E. BABELON; vice-présidents, M. le comte R. DE LASTEYRIE et le professeur S. POZZI; secrétaire général, M. SOLDI-COLBERT; secrétaire-adjoint, M. E. LEROUX, éditeur; trésorier, M. R. BISCHOFFSHEIM. — Les personnes qui désirent faire partie de la Société sont priées de s'adresser au siège de la Société, 28, rue Bonaparte.

— Une *Société pour l'histoire de la Révolution de 1848* s'est fondée

le 24 février dernier sous la présidence de M. Adolphe CARNOT, avec M. Henry MICHEL comme secrétaire général; le bulletin aura pour rédacteur en chef M. Georges RENARD. Le prix annuel de la cotisation est de 10 fr.

— La 14^e session du *Congrès international des orientalistes* aura lieu, comme nous l'avons déjà annoncé, à Alger en 1905. La commission a été d'avis qu'il y avait lieu de reprendre la publication des *Actes* du Congrès, interrompue seulement à la dernière session. Les langues qui seront admises au Congrès, tant pour les discussions pendant les séances que pour les publications, sont : le français, l'anglais, l'allemand, l'espagnol, l'italien, le latin et l'arabe. Les travaux du Congrès commenceront le mercredi saint pour se terminer le jeudi de la semaine de Pâques. La réunion des Sociétés savantes de France se tenant en même temps à Alger, des dispositions spéciales seront prises pour que les excursions et distractions soient autant que possible accessibles aux membres de chaque assemblée. Sans compter l'excursion de deux jours qui pourra avoir lieu le dimanche et le lundi de Pâques, la Commission se propose d'organiser deux grandes excursions, l'une à l'est, l'autre à l'ouest d'Alger. La caravane de l'est visitera la Kabylie, Constantine, Timgad, Biskra et Tunis; la caravane de l'ouest se rendra à Oran, à Tlemcen, puis se dirigera dans le sud-oranais et visitera Ain-Sefra, les oasis environnantes et l'oasis de Figuig. L'excursion de l'est sera naturellement consacrée plus spécialement aux populations du Tell et à l'archéologie classique; l'excursion de l'ouest intéressera davantage ceux qui sont curieux des chefs-d'œuvre de l'art musulman ou qui sont épris des paysages à la fois grandioses et sauvages du Sahara.

Le montant de la cotisation est fixé à vingt francs; le prix des cartes de dame à dix francs.

Les titres des communications scientifiques destinées à être lues au Congrès devront être envoyés soit au président de la section à laquelle elles ressortissent, soit au secrétaire général ou aux secrétaires-adjoints, 46, rue d'Isly, Alger (service des Affaires indigènes).

— Peu d'articles, dans le 35^e fascicule du *Dictionnaire des Antiquités grecques et romaines* (Hachette), mais plusieurs sont très longs et de grande importance; ainsi *municipium* (TOUTAIN); *multa, munus, mysteria* (Ch. LÉCRIVAIN); *musae* (O. NAVARRE); *musica* (Th. REINACH); *municio* (Albert DE ROCHAS); *musivum opus* (GAUCKLER). Ce dernier, qui ne compte pas moins de quatre-vingt-une colonnes, est un traité complet sur l'art de la mosaïque dans l'antiquité jusqu'au VI^e siècle de notre ère.

— *Cartulaire de l'abbaye royale de Saint-Jean-d'Angély*, par M. Georges Musser; tome II (Société des archives historiques de la Saintonge et de l'Aunis, 1904). — Dans la préface du premier volume, M. Georges Musset a passé sommairement en revue les manuscrits qui formaient autrefois le trésor de l'abbaye et décrit son cartulaire ou les copies qui

en subsistent. En tête du second volume, M. Musset a fait l'histoire de cette grande maison religieuse. Il groupe les principaux événements susceptibles de faire connaître l'abbaye depuis sa fondation jusqu'au jour de sa disparition; il met en lumière les faits relatifs à la vie intérieure de la maison, à ses droits de justice ou autres, à ses privilèges, à ses possessions, à ses revenus, ainsi que les textes qui ont trait aux causes et aux formes des contrats et des donations. M. Musset a approfondi dans cette étude de nombreux problèmes historiques, archéologiques ou économiques. Il a éclairé l'état du personnel de l'abbaye, celui de ses domaines ou de ses dépendances, l'exploitation de ses biens, les résultats qu'elle avait obtenus, tant pour sa richesse personnelle que pour celle de la région, les formes juridiques ou coutumières des contrats auxquels elle avait part, les causes et les conséquences de ces contrats, etc.

M. DE R.

— Les deux conférences réunies par M. Cl. BOUVIER sont une apologie du fougueux apologiste Le Franc de Pompignan (*Une carrière d'apologiste au XVIII^e siècle, Jean-Georges Le Franc de Pompignan, évêque du Puy, archevêque de Vienne*. Paris, Picard, 1903. In-8°, 124 p.). — Le texte qui semble prouver que Pompignan n'a pas pris directement part à la sanction de la Constitution civile, n'a qu'un tort, c'est de dater de 1802. Quant à la question de savoir si l'ennemi des « philosophes » a ou non été « l'exécuteur testamentaire » des philosophes, elle n'aurait d'intérêt que si la constitution civile était une œuvre « philosophique », au lieu qu'elle est surtout une œuvre gallicane et janséniste.

— M. BOISSONNADE prépare un travail sur *l'Administration royale et les soulèvements populaires en Angoumois, en Saintonge et en Poitou pendant le ministère de Richelieu*. Il a donné comme le programme de cette étude à la Société des Antiquaires de l'Ouest (tir. à part. Poitiers, 1903. In-8°, 37 p.) : c'est l'histoire ordinaire des famines et des pestes, des impôts écrasants et iniques, des révoltes sauvages contre les accapareurs réels ou supposés et contre les agents du fisc, le tout aboutissant à la terrible jacquerie de 1636.

H. H.

— M. Justin GODART a été tout naturellement amené par ses études antérieures à étudier le *Compagnonnage à Lyon* (Lyon, A. Rey et Cie, 1903. In-8°, 49 p.). Dans un bref exposé, il l'étudie depuis 1688 jusqu'à nos jours, en passant en revue les ordonnances de police qui essaient de le supprimer sous le premier Empire et la Restauration, les réformes compagnonniques de 1832 et 1842, le congrès compagnonnique de 1874. M. Godart a eu communication des archives de l'Union compagnonnique et il a pu reproduire quarante sceaux de compagnonnages. Mais des recherches dans les archives publiques ne lui auraient-elles pas permis d'éclaircir, sinon de résoudre, quelques questions irritantes sur les rapports (signalés par Martin Saint-Léon, p. 113) entre le compagnonnage et le mutuellisme? C'est trop peu que les quelques lignes de la p. 32. Rien sur le compagnonnage et la seconde République. Nous

ne voulons prendre cette brochure de M. Godart que comme un programme et une promesse.

— *Quelques lettres à Alphonse Peyrat* (Fasquelle). — Alphonse Peyrat n'a pas été seulement un des hommes qui, par la noblesse de leur caractère, ont le plus honoré, au XIX^e siècle, le parti républicain, c'était encore un homme d'une haute intelligence et d'une instruction historique et littéraire peu commune, un esprit critique très ferme et très pénétrant et un excellent écrivain. On en peut juger par son *Histoire élémentaire et critique de la Vie de Jésus*, si vigoureuse et lumineuse, et par ses volumes de critique littéraire trop peu connus : *Histoire et religion*; *Études historiques et religieuses*; *la Révolution et M. Quinet*, qui lui méritent une place à côté de Sainte-Beuve, de Schérer et de Taine. On trouvera de très remarquables extraits de ses articles, choisis par M. J. Reinach pour servir de commentaire à *Quelques lettres à Alphonse Peyrat*, publiées par les soins de M^{me} la marquise ARCONATI-VISCONTI, née Peyrat. Ces lettres, de J.-J. Ampère, Étienne Arago, Louis Blanc, Chantelauze, J. Favre, E. Havet, V. Hugo, Ledru-Rollin, Loménie, Michelet, E. Ollivier, Renan, Sainte-Beuve, G. Sand, Taine, ont presque toutes rapport aux ouvrages dont Peyrat avait rendu compte dans la *Presse* ou dans l'*Avenir national*. On y remarquera surtout les lettres d'Arago, de Michelet et de Renan. On verra avec quels sentiments de respectueuse estime ces écrivains, appartenant à des tendances si diverses, recherchaient l'approbation ou discutaient les opinions d'Alphonse Peyrat. On sentait en lui un juge compétent et d'une impeccable indépendance. Et les articles qui accompagnaient ces lettres sont encore ce qu'il y a de plus remarquable dans ce petit volume. — M. Louis ARISTE vient de publier à Toulouse (imp. Vialelle et Perry) un petit volume sur *Alphonse Peyrat et son œuvre* qui donne une idée très complète de la vie, du caractère et de l'activité intellectuelle et politique du fondateur et directeur de l'*Avenir National*. G. M.

LIVRES NOUVEAUX. — DOCUMENTS. — G. Hérelle. Documents inédits sur le protestantisme à Vitry-le-François. T. I : 1596-1688. A. Picard, 342 p. — L. Maître et Paul de Berthou. Cartulaire de l'abbaye de Sainte-Croix de Quimperlé. 2^e éd. Champion, xi-409 p. Prix : 12 fr. — Ch. Roques. Inventaire sommaire des archives départementales antérieures à 1790. Haute-Garonne. Archives civiles, série B, t. I. Toulouse, Privat, in-4^e, viii-565 p., à 2 col. — A. de Dion. Cartulaire de l'abbaye de Porrois, au diocèse de Paris, plus connu sous son nom mystique « Port-Royal » (1204-1280). A. Picard, xvi-339 p.

HISTOIRE LOCALE. — Abbé Chaillan. Recherches et documents inédits sur l'orphantrophium du pape Grégoire XI à Avignon. Avignon, Aubanel, xxxii-96 p. — G. Bonnefoy. Histoire de l'administration civile dans la province d'Auvergne et le département du Puy-de-Dôme. Vol. II et III. Lechevalier, vi-640 et 1004 p. — D^r Bourdin. Le maréchal duc de Randan, lieutenant général au gouvernement de Franche-Comté, 1741-1773. Besançon, impr. Dodi-
vers, 40 p. (Mém. de la Soc. d'émulation du Doubs, 1902.) — D^r Bruchon. Un médecin co-gouverneur de Besançon au XVII^e siècle; étude sur Jean Garinet,

1575-1657. Besançon, impr. Dodivers, 23 p. (Ibid.) — *Le P. Irénée*. Comminges et Nébouzan; Aulon. Toulouse, Privat, xvi-240 p.

Belgique. — Le 24 décembre 1903 est décédé à Louvain le chanoine E.-H.-J. REUSENS, né à Wyneghem le 30 avril 1831, professeur émérite à l'Université de Louvain, membre de la Commission royale d'histoire. Il avait occupé avec beaucoup de distinction les chaires d'archéologie chrétienne, de paléographie et de diplomatique. Ses travaux les plus importants sont : *Éléments d'archéologie chrétienne*. Louvain, 1871-1875. 2 vol. in-8°, 496 et 507 p., 2^e éd. Ibid., 1885-1886. 2 vol. in-8°, 576 et 622 p. — *Album de l'Exposition de l'art ancien au pays de Liège* (en collaboration avec J. Helbig). Bruxelles, 1883, in-fol. — *Éléments de paléographie*. Louvain, 1899, in-8°, 496 p. Les *Archives belges* (t. VI, p. 16-20) donnent la bibliographie complète de ce savant archéologue. Il avait fondé en 1869 les *Analectes pour servir à l'histoire ecclésiastique de la Belgique*, importante revue, dont 38 volumes ont paru.

— M. Paul ALBERDINGK-THYM, professeur des littératures néerlandaise et germaniques à l'Université de Louvain, est mort à Kessel-Lo le 3 février 1904. Né à Amsterdam le 21 octobre 1827, il débuta dans l'enseignement moyen à l'Athénée de Maastricht, et passa de là, en 1870, à l'Université de Louvain. Il s'était beaucoup occupé de l'histoire du moyen âge, et avait fait preuve d'une vaste érudition, sinon toujours d'une critique suffisamment exercée. Ses ouvrages les plus remarquables sont : *Saint Willibrord, apôtre des Pays-Bas* (*H. Willibrordus, apostel der Nederlanden*). Louvain, 1866, in-8°. — *Charlemagne et son siècle* (*Karel de Groote en zijne eeuw*). Ibid., 1867. — *La Joyeuse histoire de Ph. de Marnix, seigneur de Sainte-Aldegonde et de ses amis* (*De vrolijke historie van Ph. van Marnix, heer van Sainte Aldegonde, en zijne vrienden*). Louvain, 1876, in-8°. — *Les Institutions charitables en Belgique depuis Charlemagne jusqu'au XVI^e siècle* (*De gestichten van liefdadigheid in België, van Karel den Groote tot aan de XVI^e eeuw*). Bruxelles, 1883, in-4° (voy. *Rev. Hist.*, t. XXXIV, p. 134, 368). Ces quatre ouvrages ont été traduits en allemand (voy. dans *Archives belges*, t. VI, p. 51-56, la bibliographie complète du défunt).

— M. J.-P. WALTZING, professeur à l'Université de Liège, a fait paraître le premier fascicule d'une importante publication intitulée : *Orolaunum vicus. Arlon à l'époque romaine, ses inscriptions, ses monuments et son histoire* (Louvain, Peeters, in-8°). La première partie comprendra la description des textes épigraphiques et des monuments. La seconde partie exposera l'histoire des monuments, et recherchera les origines et le tracé de l'enceinte romaine. Ensuite, l'auteur étudiera les inscriptions dans leur ensemble, considérant tour à tour leur paléographie, leur langue et leur rédaction. De même, il examinera la forme, le style et les représentations figurées des monuments. Au moyen des données ainsi obtenues, on pourra reconstituer une image de l'Arlon romain, de l'*Orolaunum vicus* que mentionne l'Itinéraire d'Antonin. La première livraison relève dix-huit inscriptions, qui font chacune

l'objet d'une intéressante dissertation critique; de bonnes reproductions photographiques rehaussent encore la valeur du texte.

— Sous ce titre modeste : *Quelques notes d'histoire nationale contemporaine, à propos d'un livre nouveau*, M. A. DE RIDDER, chef de division au ministère des Affaires étrangères, dont nous avons à plus d'une reprise signalé les excellents travaux (voy. *Rev. hist.*, t. XLI, p. 470; t. XLIV, p. 233; t. XLVI, p. 375; t. LXV, p. 141, 143, 149; t. LXXX, p. 379; t. LXXXI, p. 136), publie dans la *Revue générale* de mars une étude critique, brève, mais pénétrante, sur l'*Empire libéral* d'Émile OLLIVIER. Il y relève surtout ce qui concerne la Belgique, et rectifie fréquemment les assertions de l'homme d'État français, notamment au sujet du rôle joué dans la politique européenne par le roi Léopold I^{er}.

— MM. A. CAUCHIE et R. MAERE, qui se sont attachés à l'étude de la *Nunziatura di Fiandra* pour l'époque des archiducs Albert et Isabelle, vont éditer les *Instructions générales aux nonces des Pays-Bas espagnols, 1596-1634* (Louvain, extr. de la *Revue d'histoire ecclésiastique*, 1904. In-8°, 32 p.). Sous ce titre, ils dégagent les idées générales contenues dans ces instructions : dernières luttes contre l'hérésie; relations, assez épineuses parfois, entre l'Église et l'État, celui-ci cherchant à faire triompher aux Pays-Bas une sorte de « gallicanisme; » application des décrets de Trente; guerre contre les réformés des Provinces-Unies; défense des intérêts catholiques dans la guerre de Trente ans, etc. La portée de ces instructions dépasse donc de beaucoup les étroites limites des Pays-Bas espagnols.

H. H.

Allemagne. — Le Dr J. NIRSCHL, doyen du chapitre de Wurzburg et professeur d'histoire ecclésiastique, est mort âgé de quatre-vingt-un ans. — Le prof. Friedrich RUNGE, à qui l'on doit le tome II des *Osnabrücker Geschichtsquellen*, est mort à Osnabrück. — L'archiviste des archives de la cour et de l'État de Wurtemberg, Otto von ALBERTI, est mort à Stuttgart à l'âge de soixante-neuf ans; on lui doit d'importants travaux sur l'art héraldique. Son ouvrage principal est le grand *Württembergisches Adels und Wappenbuch*. — L'archiviste des Archives royales de Charlottenbourg, Dr Ed. BRACHT, est mort à l'âge de trente-quatre ans.

— Le Dr Ed. BRANDENBURG a été nommé professeur ordinaire d'histoire politique moderne à Leipzig; le Dr STRACK, professeur extraordinaire d'histoire moderne à l'Université de Giessen; le Dr BRODE, professeur extraordinaire à Halle; le Dr J. HALLER, professeur ordinaire à Marbourg; le professeur STRYGOWSKI, professeur ordinaire d'histoire de l'art à Halle; le professeur KOLBERG, professeur ordinaire d'histoire ecclésiastique au Lyceum Hosianum de Braunsberg.

— Le Dr WIEDERBOLD a été chargé de continuer le recueil des bulles des papes entrepris par la Société des sciences de Göttingue.

— Un arrangement a été conclu entre l'Institut historique prussien

et l'Institut historique italien à Rome en vue de fouiller, de concert et d'une façon méthodique, les archives italiennes pour l'époque antérieure à l'année 1300. A la tête de la Commission sont placés les professeurs KEHR et Pasquale VILLARI.

— Die « *Capita agendorum*, » *Kritischer Beitrag zur Geschichte der Reformverhandlungen in Konstanz*, von Dr KARL KEHRMANN. München, Oldenbourg, 1903, in-8° (*Historische Bibliothek*, XVI). — On appelle *Capita agendorum* un mémoire énumérant les questions à soumettre au futur concile de Constance touchant la réforme de l'Église. C'est tout un programme fort intéressant et dont on a souvent attribué la rédaction à Pierre d'Ailly. Certains passages de ce mémoire figurent en effet dans une lettre célèbre de ce cardinal, adressée par lui au pape en 1411. M. Kehrmann commence par faire un certain nombre de corrections au texte de l'opuscule, jadis publié avec passablement de négligence par Von der Hardt, puis il l'analyse; il y relève des emprunts non seulement à la lettre de Pierre d'Ailly, mais encore aux *Avisamenta* de l'Université de Paris, à un écrit de Gerson, enfin à un traité dû à un cardinal ou à un employé français de la curie; l'auteur anonyme paraît également s'être inspiré des *Informationes* de Pileus, archevêque de Gênes. M. Kehrmann conclut que les *Capita agendorum* ont été composés pour la nation française et qu'ils renferment les propositions de cette nation, qui joua un rôle si actif durant le concile de Constance. L'ouvrage sera réimprimé d'après les deux manuscrits connus dans la suite des *Acta concilii Constantiensis* du professeur Finke.

A. M.

— *Die ursprüngliche Templerregel, kritisch untersucht und herausgegeben* von Dr SCHNUEER, Professor an der Universität zu Freiburg in der Schweiz. Fribourg-en-Brisgau, Herder, 1903, in-8° (forme une partie du tome III des *Studien und Darstellungen* publiés par la *Goerres-Gesellschaft*). — On a émis les opinions les plus diverses sur la date de la rédaction et les auteurs de la règle latine des Templiers; de ce texte on ne connaît que deux copies anciennes et trois de la version française. M. Schnuerer, dont on connaît un remarquable mémoire sur les auteurs de la chronique dite du pseudo-Frédégaire, vient de soumettre ce petit texte à une étude attentive, fort bien conduite; voici ses conclusions, passablement différentes de celles qu'avaient formulées M. Prutz et l'abbé Vacandard. Il commence par décrire minutieusement les manuscrits et par indiquer brièvement les rapports entre les deux versions; il montre qu'en somme la version française est une traduction du latin très fautive, pleine d'inadvertances et de confusions, faite en Orient vers 1180 par un clerc, sur un manuscrit analogue à celui de la Bibliothèque nationale. Examinant ensuite le texte latin et profitant d'une remarque de Prutz, il montre que le prologue porte des traces d'interpolations et d'additions¹. La relation du concile de Troyes

1. Additions qu'il indique dans son édition (p. 130-132) par un caractère différent.

a dû être interpolée en Orient dès 1130 par Johannes Michaelensis; l'analyse minutieuse des différents articles de la règle confirme cette première remarque. En somme, rédigée une première fois sous l'inspiration directe de saint Bernard au concile de Troyes de 1128, la règle est modifiée et complétée vers 1130 à Jérusalem par les ordres du patriarche Étienne, supérieur canonique ordinaire de la nouvelle milice. Une fois ces faits acquis, M. Schnuerer peut donner un texte critique de l'ouvrage, en isolant les additions du texte primitif. En résumé, travail bien conduit et sans doute définitif¹. A. M.

— Hans ROTT, *Friedrich II von der Pfalz und die Reformation* (Heidelberger Abhandlungen zur mittleren und neueren Geschichte, hrsg. von Karl Hampe, Erich Marcks und Dietrich Schaefer, 4^e livr.). Heidelberg, Karl Winter, 1904, x-156 p. — L'histoire ecclésiastique du pays de Baden a été longtemps négligée, probablement parce que les matériaux en ont été détruits en grande partie par les guerres de Trente ans et du Palatinat et que le reste en est disséminé dans un grand nombre d'archives. M. Rott fait un vrai travail de découverte en exposant, autant que les sources très restreintes le permettent, l'histoire des commencements de la Réforme religieuse dans le Palatinat, sous l'électeur Frédéric II, de 1544 à 1556. Ce prince était assez aventureux et peu conséquent avec lui-même. Aveuglé par l'espérance d'obtenir la couronne du Danemark avec l'aide de l'empereur Charles-Quint, il commença par se montrer bon catholique. Mais, lorsqu'il fut désabusé dans cette question, il se tourna vers le luthéranisme et prit la défense de l'indépendance princière contre les tendances centralisatrices de l'empereur. Tout cela sans aucune fermeté, avec une mollesse destinée à le sauver de complications dangereuses : bref, le prototype des misérables princes allemands de la seconde moitié du xvi^e et de la première moitié du xvii^e siècle. Après la victoire de Charles-Quint dans la guerre de Schmalkalde, il se fit le champion de l'Intérim, imposé aux protestants par le vainqueur; mais quand celui-ci, à son tour, dut s'enfuir devant Maurice de Saxe, le Palatin recommença l'œuvre de la Réforme dans son pays. C'est peu édifiant, mais d'autant plus caractéristique pour l'Allemagne d'alors. Ainsi, le travail sérieux et consciencieux de M. Rott est très méritoire. M. Ph.

— Rob. HOLTZMANN, *Kaiser Maximilian II bis zu seiner Thronbesteigung (1527-1564)*. Berlin, Schwetschke, 1903, xvi-579 p. — L'empereur Maximilien II n'est pas un des personnages qui ont dominé leur époque et décidé de la victoire ou de la défaite des grandes tendances historiques. Les idées de son temps se reflètent en lui, mais il se laisse diriger par les événements et finit par renier les convictions auxquelles il avait rendu hommage pendant de longues années. Protestant de cœur,

1. A noter, entre autres, un excellent chapitre sur le rôle de saint Bernard et de Mathieu d'Albano au concile de Troyes.

il cède devant la puissance de la Contre-réforme et se soumet à l'ascendant de Rome et de l'Espagne. Le jeune *privat-dozent* de Strasbourg nous expose cette évolution dès l'enfance de Maximilien jusqu'au moment où il monte au trône. Les matériaux imprimés ont été tellement enrichis et complétés dans les derniers temps qu'ils permettent à l'historien un jugement définitif, et M. Holtzmann n'a eu besoin d'études aux archives que dans une mesure restreinte. Le mérite principal de l'ouvrage, peut-être un peu trop étendu pour l'importance du sujet, est d'avoir prouvé que l'opinion émise par Stieve et Otto Hopfen, que Maximilien n'avait pas été protestant, mais seulement *catholique de compromis*, est entièrement erronée, et que le fils des Habsbourg était réellement devenu partisan de la Confession d'Augsbourg, imperceptiblement, par l'influence de son professeur Schiefer. Dès l'âge de vingt ans, il fut suspect à son père, le roi des Romains Ferdinand I^{er}, à cause de ses idées extra-catholiques. L'opposition politique contre le projet de son oncle, Charles-Quint, de le priver de la succession de l'empire en faveur de Philippe II, renforça ses tendances novatrices. Adversaire de l'Espagne, il devint aussi adversaire du catholicisme. Il chercha l'assistance des princes protestants d'Allemagne, voire même de la France. Mais lorsque, plus tard, son père le plaça devant l'alternative ou de retourner à l'Église ou d'être privé de la succession dans l'empire et dans les pays autrichiens, et que les princes protestants, aussi faibles de caractère que d'esprit, lui refusèrent tout secours dans une lutte contre Ferdinand, il céda et se soumit à Rome, victime des forces imposantes et brutales qui dominaient alors le monde occidental. Il y a un élément tragique dans la destinée de ce prince très instruit, littéraire, aimable, éclairé, mais incapable de se maintenir droit et fort dans le terrible tourbillon des passions religieuses et politiques de son époque.

M. PH.

Autriche-Hongrie. — Le Dr Gottfried FAIES, l'historien des Pays-Bas, est mort à Vienne à l'âge de soixante-huit ans; de même le feld-maréchal-lieutenant Leander von WETZER, auparavant directeur des archives militaires de la monarchie et pendant longtemps directeur des *Mitteilungen des k. und k. Kriegsarchivs*. On lui doit de nombreuses publications sur l'histoire militaire. Il est connu surtout par ses travaux sur le prince Eugène.

— Le professeur Emil von OTTENTHAL a été mis à la tête de l'*Institut für österreichische Geschichtsforschung*, poste laissé vacant par la mort d'E. Mühlbacher.

— Une Société pour l'histoire moderne de l'Autriche s'est fondée à Vienne, sous la présidence du professeur Auguste FOURNIER.

— Dans ses *Questions d'Autriche-Hongrie et Question d'Orient* (Paris, Plon, 1903), M. René HENRY, sans rien nous apprendre de très nouveau, a le mérite d'être consciencieux, sincère et impartial. Préoccupé de la poussée germanique vers l'Est, il examine si l'Au-

triche y peut opposer une digue, si elle est elle-même solide et sûre de son existence, et, après avoir conclu pour l'affirmative, il esquisse une solution de la question d'Orient, où l'Autriche-Hongrie et la Russie, étroitement et loyalement unies, exigeraient l'application en Turquie d'un programme de vraies réformes, grâce auxquelles les nations slaves du sud pourraient se développer librement et pleinement, jusqu'à l'heure encore lointaine de l'entière indépendance. Peut-être M. Henry se fait-il des illusions sur l'accord austro-russe, qui paraît, en réalité, bien fragile. En tout cas, il a, sans arrière-pensée, cherché la vérité. Il apprécie à sa juste valeur le danger pangermanique, ce thème à déclamations faciles, et reconnaît franchement s'en être autrefois exagéré la portée; il soumet les informations, naturellement partiales, que lui ont fournies des hommes politiques autrichiens ou slaves du sud à une critique souvent heureuse, et, — ce dont on ne saurait trop le louer, — il écarte résolument, dans cette étude de politique extérieure, tout parti pris de politique intérieure. Il manque, cependant, à son livre quelque chose d'essentiel, une étude historique approfondie. Pour l'Autriche-Hongrie, notamment, on ne peut se faire une idée juste et nette des questions actuelles qu'à la lumière de toute l'évolution politique depuis 1848. M. Henry, sur ce point, s'est contenté à trop peu de frais : ainsi, pour ne prendre que cet exemple, il donne des causes et du sens de l'alliance allemande pour l'Autriche une explication tout à fait erronée. Si ce livre ne peut être très utile aux spécialistes, le grand public y trouvera, sous une forme qui eût pu être plus souple et plus vive, un exposé, en somme, assez complet, assez clair et assez juste de questions dont on parle beaucoup aujourd'hui, sans toujours bien prendre la peine de s'en informer. E.

Grande-Bretagne. — Sir Leslie STEPHEN, qui vient de mourir à l'âge de soixante-douze ans, était un littérateur et un critique distingué. On lui doit une *History of the english thought in the eighteenth century* (3^e éd., 1902), une histoire des *English Utilitarians* (1900); mais son principal mérite aux yeux des historiens restera cet admirable *Dictionary of national biography*, dont il a tracé le plan et dont il a dirigé les débuts avec une maîtrise digne de tous les éloges.

— Le 12 mars dernier est mort, à l'âge de soixante-huit ans, M. Thomas Graves LAW, prêtre catholique, bibliothécaire des Oratoriens de Brompton, puis bibliothécaire du « Signet library, » à Édimbourg. On lui doit la publication des *Diaires* du collège des Jésuites de Douai (*Douay Diaries*, t. I des *Records of English catholics under the penal laws*), de documents concernant l'*Archpriest Controversy* (Camden Society), de *Scots catholic Documents* (Scottish history Society) et de plusieurs travaux importants sur l'histoire religieuse, et en particulier des Jésuites, en Angleterre et en Écosse dans la seconde moitié du xvi^e siècle.

— Dans l'Annuaire de l'École anglaise d'Athènes (*The Annual of the British school at Athens*, n^o VIII, session 1901-1902) se trouve un rap-

port de M. A. J. EVANS sur les fouilles de Cnossos, ainsi que divers rapports sur des fouilles exécutées également en Crète, à Præsus, Petras et Palaikastro.

— La librairie Frowde (Londres) va publier, sous les auspices de la Société de littérature, un volume intitulé : *Queen Elizabeth and the Levant Company*, où l'on trouvera des détails sur un curieux incident diplomatique et littéraire. Le volume, qui contiendra vingt-six fac-similés de manuscrits et d'autres planches, est l'œuvre de M. H. G. ROSEDALE.

— M. Andrew LANG, historien, a écrit aussi des romans. Son dernier volume : Histoire tragique d'un valet de chambre, est, en dépit du titre, un livre d'histoire. Au vrai, c'est un recueil d'études sur certaines énigmes historiques dont l'auteur ne prétend pas donner la solution, mais où son esprit si pénétrant ne peut manquer de porter la lumière (*The Valet's Tragedy and other studies*. Longmans, 1903, x-357 p. Prix : 12 sh. 6 d.). En voici l'énumération : 1° *The Valet's Tragedy*; c'est l'histoire du valet de Roux de Marsilly, huguenot français, qui, en 1668-69, complota, avec Arlington et autres, pour former une ligue protestante contre Louis XIV; ce valet, appelé Martin, est le même qu'Eustache Dauger qui fut enfermé à Pignerol, à Exilles et aux îles Sainte-Marguerite et qui, d'après M. Lang, peut avoir été l'homme au Masque de fer, bien plus justement que Mattioli, dont l'emprisonnement n'a jamais rien eu de bien mystérieux. 2° *The Valet's Master*; c'est l'histoire de Roux de Marsilly, dont Martin ou Dauger fut le valet, et de ses intrigues avec Arlington, d'après des documents inédits tirés des *State Papers*. Marsilly périt sur la roue (22 juin 1669); il se pourrait que son nom, estropié, eût servi à désigner, sur le registre mortuaire de la Bastille, le prisonnier mystérieux mort en 1703, dans l'espèce, Eustache Dauger ou Martin. 3° *The mystery of Sir Edmund Berry Godfrey*. Godfrey est un juge de paix qui fut assassiné peu après avoir reçu la confession de Titus Oates (1678); on a prétendu qu'il avait été supprimé par les Jésuites pour l'empêcher de livrer les secrets qu'il avait surpris contre eux. Cependant, rien ne prouve qu'il fût maître de tels secrets ni que sa mort doive être attribuée aux Jésuites. Sur le même sujet, notons une brochure du P. John GERARD (*The Popish Plot and its newest historian*. Longmans, 1903, 32 p. Prix : 6 d.), dont nous rendrons compte avec l'ouvrage de M. Pollock, le « newest historian. » 4° *The false Jeanne d'Arc*. Il s'agit de « dame Jehanne des Armoises » (p. 117, lire : Vallet de Viriville, au lieu de : Varlet de Vireville; p. 118, lire : les Sources allemandes, au lieu de : Sources allemands). 5° Junius et l'ombre de Lord Lyttelton. Il s'agit de l'esprit qui aurait apparu à Lord Lyttelton et lui aurait annoncé sa mort, 27 nov. 1779. 6° *The mystery of Amy Robsart*. La femme de Robert Dudley s'est-elle suicidée? Est-elle morte d'accident? A-t-elle été tuée afin que Dudley pût épouser Elisabeth? Impossible de donner à l'une ou à l'autre de ces questions

une réponse certaine. M. Lang montre, en tout cas, avec quelle négligence ont été publiés les papiers d'État espagnols et explique comment on a pu faussement accuser Elisabeth d'avoir annoncé la mort d'Amy plusieurs jours avant l'événement. 7° *The voices of Jeanne d'Arc* (p. 217, lire : abbé Dunand, au lieu de : Dunard). 8° *The mystery of James de La Cloche*. La question est de savoir si le P. Jacques de La Cloche, jésuite, sans doute fils naturel de Charles II, que l'on trouve, en 1668, auprès de son père, et le prétendant napolitain du même nom, sont une seule et même personne ou deux personnes différentes. Les deux articles suivants peuvent être négligés par les historiens. Le 12° et dernier est intitulé : *The Shakespeare-Bacon Imbroglia*. L'opinion d'après laquelle les drames de Shakespeare ont été écrits par Fr. Bacon est insoutenable. En effet, et l'on saura gré à M. Lang d'avoir contribué à dissiper ce prétendu mystère. Cet intéressant livre finit bien.

— La librairie A. Constable (Westminster) a décidé de réimprimer les pièces fugitives, le bric-à-brac, si l'on peut dire, que le prof. ARBER avait retrouvées dans son grenier d'érudit (*an English Garner*) il y a une trentaine d'années; mais, cette fois, les pièces seront groupées par époque et par genre, et chaque volume sera précédé d'une introduction demandée à un spécialiste. Le recueil comprendra douze volumes de *Tudor Tracts*, de *Stuart Tracts*, de *Critical Essays*, d'*Elizabethan Sonnets*, de *Fifteenth century Prose and verse*, etc. Le premier volume paru (6° de la série) est intitulé : *Social England illustrated; a collection of XVIIIth century tracts*, avec une introduction par Andrew LANG (xxxii-458 p. Prix : 4 sh.). En fait, il concerne presque autant le xvi^e s., en particulier le règne d'Élisabeth, que le xvii^e s. Les morceaux qui le composent se rapportent aux jeux, au théâtre, à la chasse, à la pêche à la ligne, aux avantages que donneraient au commerce, à la richesse publique, à la sécurité du royaume, soit la création d'une force navale capable de protéger les marins anglais contre la concurrence des pêcheurs hollandais, la piraterie des Français et des Espagnols (*The Petty navy royal*, par J. DEE, 1576; *A Politic plat*, par R. HITCHCOCK, 1580), soit l'établissement de garnisons bien approvisionnées dans certains ports (par ex. Berwick, en 1591), soit des droits protecteurs ou prohibitifs contre la sortie des cuirs anglais. Le dernier article, qui diffère si complètement de tous les autres qu'on s'étonne même de le rencontrer ici, n'est cependant pas le moins intéressant : c'est le récit des tourments endurés par les protestants français sur les galères du roi. Ce récit a été composé, en 1708, par un ancien chapelain embarqué sur le *Superbe*, Jean BION, qui s'était enfui à Genève après s'être converti au protestantisme; il est adressé à la reine Anne. Le volume est encore intéressant à un autre point de vue : la plupart des pièces qui y figurent ont été écrites pour le peuple; on ne saurait mieux les comparer qu'à des articles de journaux, à un moment où la presse périodique n'existait pas encore. C'est l'aurore du journalisme.

— Les délégués du Clarendon Press à Oxford ont décidé de publier

une nouvelle édition des Lettres d'Horace Walpole, sous la direction de M^{me} Paget TOYNBEE, qui a eu la bonne fortune de retrouver plus de 400 lettres jusqu'ici tout à fait inconnues. Cette édition paraîtra en seize volumes dans l'espace d'une année (nov. 1903 à nov. 1904; les quatre premiers sont déjà en vente); elle sera terminée par une table analytique développée, et ornée de cinquante portraits. A la suite, et à bref intervalle, paraîtra une édition des Lettres adressées à Walpole par M^{me} du Deffant, exécutée aussi par M^{me} TOYNBEE.

— Publiés quelques mois avant sa mort, les deux volumes de W. E. H. LECKY, *Leaders of Public Opinion in Ireland* (Londres, Longmans, 1903, 2 vol. in-8°), sont la troisième édition d'un ouvrage ancien. L'historien n'avait que vingt-six ans et n'était pas connu quand, en 1861, il publia cet ouvrage pour la première fois et sans nom d'auteur. Le livre, du reste, n'attira pas l'attention du public. Même augmenté et réimprimé en 1871 avec le nom de son auteur, à un moment où Lecky était déjà connu, il n'eut guère de succès. La notoriété ne lui vint qu'au temps des luttes pour ou contre le *Home Rule*. Il fut alors beaucoup lu et très commenté. C'était un ouvrage en un seul volume, écrit uniquement d'après les sources imprimées, sans aucun recours aux archives de Londres et de Dublin. Il comprenait quatre biographies, celles de Swift, Flood, Grattan et O'Connell. Aujourd'hui, l'ouvrage paraît en deux volumes, et pourtant la biographie de Swift en a été retranchée. C'est qu'en effet il a été considérablement augmenté; des publications récentes ont été utilisées, la correspondance d'O'Connell par ex. et les études de Sir Charles Gravan Duffy; des parties du livre ont été entièrement écrites à nouveau. D'une édition à l'autre, le grand historien qu'est Lecky a cherché à se rapprocher le plus possible de ce qu'il a cru être la vérité et l'impartialité. Alors que jadis il était sévère pour Lord Cornwallis (p. 182, éd. de 1871), il reconnaît aujourd'hui son désintéressement (t. I, p. 243). Par moments, il n'était pas tendre naguère envers Pitt; dans la nouvelle édition, bien des reproches qu'il lui adressait ont été adoucis ou ont même disparu. Déjà, dans l'édition de 1871, les pages consacrées à O'Connell étaient peut-être les meilleures de toutes; dans cette troisième édition, l'étude que fait Lecky de la vie et des actes du grand patriote irlandais remplit tout le deuxième volume. Aussi avons-nous là le compte-rendu le plus complet de la vie politique d'O'Connell et presque même une histoire de toute l'Irlande pendant sa vie. Et ces chapitres sont écrits dans le même style facile, précis, sobre, que l'*Histoire de l'Angleterre au XVIII^e siècle*. J.

— Au moment où la *Revue historique* rendait compte du livre de M. SEATON sur Napoléon à Sainte-Hélène (novembre 1903, p. 389), l'auteur mettait en vente, sous un titre quelque peu différent (*Napoleon's Captivity in Relation to Sir Hudson Lowe*), une nouvelle édition de l'ouvrage, presque doublée par l'adoption d'un meilleur caractère d'im-

primerie, outre l'augmentation du nombre des pages. M. Seaton a utilisé cette fois les épreuves de *l'Histoire de la Captivité* que Sir Harris Nicolas se proposait de publier, et qui, devant renfermer presque toute la correspondance de Hudson Lowe, n'eût pas formé moins de huit à neuf volumes in-8°. C'eût été, disait déjà Forsyth, un livre inabordable pour le gros public. Mais, puisque la controverse s'éternise, puisque les relations entre l'empereur et le gouverneur eurent lieu surtout par écrit, puisque les papiers de Lowe sont au British Museum (avec les passages inédits du journal de Las Cases) et que Lord Bathurst avait offert au gouverneur de mettre à sa disposition, pour sa défense, toute la correspondance officielle, pourquoi le gouvernement anglais ne publierait-il pas à ses frais cet ensemble de pièces qui mettraient fin à la plupart des récriminations ? C'est bien le moins que doive l'Angleterre à la mémoire d'un de ses plus fidèles serviteurs. Assurément, on ne ramènera pas à des appréciations plus mesurées les gens de parti pris, et, sur ce point, M. Seaton, dans sa seconde édition, s'exprime encore plus sceptiquement que dans la première et presque dans les mêmes termes que nous. Mais ce n'est pas pour les gens de parti pris qu'on écrit l'histoire. En tout cas, il semble que M. Frédéric Masson, dans son dernier volume (*Napoléon et son fils*. Paris, Ollendorff, 1904), racontant certains épisodes de Sainte-Hélène, tels que celui du matelot Radovitch, admette une part de comédie dans l'attitude de l'empereur. C'est tout ce qu'il s'agit de faire accepter du lecteur ordinaire. — K.

Canada. — M. l'abbé Henri Raymond CASGRAIN est mort au mois de février dernier. Il était né, le 18 décembre 1831, dans son manoir familial de la Rivière-Ouelle, et fit des études médicales, avant de se vouer à l'état ecclésiastique. Son premier livre fut un recueil de *Légendes canadiennes* (1861) ; mais aussitôt, abandonnant des sujets que lui-même trouvait « un peu légers », il écrivit une *Histoire de la Mère Marie de l'Incarnation* (Marie Guyart), première supérieure des Ursulines de la Nouvelle-France, dont le nom et les lettres sont bien connus de tous les historiens du Canada (1864). D'autres travaux suivirent, de moindre dimension, sur divers écrivains : Garneau (1866), Faribault (1867), Parkman (1872), et mirent l'auteur en relations personnelles avec ce dernier, relations parfois mêlées de nuages qui prenaient plutôt naissance du côté canadien. Le second ouvrage important de l'abbé Casgrain fut son *Histoire de l'Hôtel-Dieu de Québec* (1878) ; ensuite vinrent sa réimpression du *Voyage au Canada... fait depuis l'an 1751 à 1761, par J. C. B.* (1887), et son *Pèlerinage au Pays d'Évangéline*, qui restera probablement le plus durable de ses livres à l'adresse du grand public, grâce à la mélancolie des souvenirs qu'éveille le poème de Longfellow. Dans ses recherches préparatoires, il avait eu la satisfaction de prendre en flagrant délit d'erreur son rival Parkman ; mais il eut le tort d'aller jusqu'à l'accuser de mauvaise foi systématique. Cette austère probité ne pouvait, d'ailleurs, qu'inspirer en lui confiance. Aussi, en 1888, sur la présentation et les instances formelles du marquis de Montcalm, le dernier descen-

dant direct du général, le comte de Nicolay, possesseur des papiers du maréchal de Lévis, consentit à les lui confier, en stipulant, heureusement, que leur publication serait faite intégrale et aux frais du gouvernement de Québec. La publication eut lieu, intégrale en effet, sauf quelques retranchements pour ménager le renom vertueux des Canadiennes, — précaution inutile, la vérité étant déjà plus que soupçonnée au Canada, — mais sans aucun appareil critique. La collection forme douze volumes (1889-1895), dont un de tables; ce dernier n'est lui-même que la collection des onze tables correspondant à chacun des volumes, sans que l'éditeur, — on ne sait pourquoi, — se soit donné la peine de les fonder en une table générale et d'identifier les noms propres à travers leurs orthographes différentes. Cette édition a encore un autre défaut: tout n'y était pas aussi neuf que l'éditeur essaie de nous le faire croire. Parkman avait eu en mains une copie ou une rédaction du journal de Lévis; le journal de Bougainville, qu'il avait également à sa disposition, lui donnait une bonne partie de celui de Montcalm, qui n'en est souvent qu'une reproduction; enfin, l'abbé Casgrain, après une réconciliation opportune, avait obtenu de son obligeant rival la copie que celui-ci possédait des lettres si vivantes de Montcalm à Bourlamaque, et les avait insérées dans ces volumes, quoique étrangères aux archives des Lévis. En revanche, pour les papiers de Bougainville, qu'il s'était procurés vers la même époque, il n'entendait pas en partager le bénéfice avec Parkman; il avait insisté pour qu'on lui en réservât la communication. Le *Montcalm et Wolfe* de l'auteur américain étant « d'une injustice criante..., j'ai fortement conseillé, » écrivait-il à ce propos, « de ne point livrer les manuscrits, — lettres et journal, — de Bougainville à des écrivains tels que M. Parkman, qui n'en profitent que pour nous démolir. » Néanmoins, lui-même utilisa ces derniers manuscrits de telle façon que l'impression d'une partie de cette correspondance par M. Doughty a été une surprise, au dire des critiques. Hors ces deux sources, déjà réduites comme nouveauté ou comme emploi par la manière dont il s'en servit, l'abbé Casgrain n'a guère introduit d'inédit dans ce chapitre de l'histoire.

Les autres ouvrages de l'abbé Casgrain, — *Une seconde Acadie, l'île Saint-Jean, île du Prince-Édouard, sous le régime français* (1894); *les Sulpiciens et les prêtres des missions étrangères en Acadie, 1676-1762* (1897), — conduisent le lecteur sur un terrain moins frayé, présentent des vues plus neuves; mais on ne consultera ces volumes que prudemment, sous bénéfice d'inventaire; des inadvertances évidentes montrent que l'auteur apporte la même légèreté qu'auparavant dans sa composition. Il avait aussi commencé une série d'*Extraits des archives des ministères de la Guerre et de la Marine à Paris*; la collection, toutefois, s'est arrêtée au premier volume (1890), quoiqu'elle eût pu rendre de grands services et que, sa part d'érudition personnelle y étant à peu près nulle, l'œuvre eût pu être continuée par n'importe quel scribe, sous sa direction.

Il ne faut pas, d'ailleurs, juger uniquement l'abbé Casgrain sur ses

livres; on doit tenir compte de l'influence que son ambition a été d'acquiescer et dont on retrouve la trace dans plusieurs ouvrages publiés en France au cours de ces dernières années. Il accueillait avec empressement tous les Français et recherchait surtout les écrivains, non pas qu'il s'intéressât particulièrement à notre littérature, mais pour qu'ils ne vissent, autant que possible, les choses canadiennes qu'à travers ses yeux et ses idées. Il dut être particulièrement heureux lorsque, en 1895, et grâce en partie à ses efforts, la statue du maréchal de Lévis fut inaugurée au milieu de fêtes et de discours, où le nom de Montcalm fut relégué, comme il le souhaitait, dans une ombre discrète. Il est juste d'observer que, s'il a beaucoup avivé ce sentiment d'hostilité latente contre les Français, sinon contre la France, il ne l'a point créé; il l'avait reçu par héritage de famille. Non pas qu'il fût Anglais par sa mère, comme on l'imagine parfois d'après la forme de son nom maternel, — les Baby descendant de Jacques Babie, officier au régiment de Carignan, envoyé au Canada sous Louis XIV; — mais cette famille s'était ralliée, dès la première heure, à l'Angleterre, au point que l'on accusait tel ou tel de ses membres « d'être trop Anglais et opposé aux intérêts des Canadiens. » Nous avons garde de blâmer une attitude politique qui a pu être parfaitement opportune et justifiée; mais il n'est pas nécessaire, pour demeurer aujourd'hui loyal envers l'Angleterre, de discréditer outrageusement la vieille France. Beaucoup de Canadiens le savent et protestent contre ces exagérations.

M. l'abbé Casgrain a publié de plus, en deux éditions, des *Mémoires de famille*, non mis dans le commerce, et il a collaboré aux souvenirs naïfs et curieux de son cousin Aubert de Gaspé, qui sont une des meilleures sources pour comprendre les Canadiens du siècle dernier. On assure qu'il laisse encore des souvenirs personnels, qui ne paraîtront qu'après la mort de tous ceux dont le nom figure dans ces pages posthumes.

Italie. — M. A. FERRARI, dans ses notes chronologiques sur les souverains pontifes (*I summi Pontifici da S. Pietro à Pio X*. Milan, Cogliati, 1903, in-8°. Prix : 1 fr. 50), s'est amusé à classer les papes par ordre chronologique, alphabétique, par prénoms et noms de famille, par lieux d'origine et durée du pontificat, sans compter les antipapes! Les notes biographiques qui se trouvent à la fin de ce travail auraient pu être utiles si l'auteur avait cherché à établir la chronologie des papes d'une façon critique et en indiquant ses sources. Mais il ne l'a pas fait.

— Sous le titre de *Note di storia economica e giuridica* (Rome, extr. de la *Rivista ital. di sociologia*, 1902, in-8°, 31 p.), M. Gino ARIAS, persuadé de la nécessité de donner à la science sociale de fortes bases historiques, défend contre un de ses critiques ses *Trattati commerciali della Repubblica Fiorentina* et ses *Studi e documenti di storia del diritto*.

— La *Biblioteca di bibliografia storica italiana* (Rome, Loescher, 1903, in-4°, 39 p.), publiée par Emilio CALVI à l'occasion du Congrès historique tenu à Rome au printemps de l'année 1903, comporte (avec son supplément) le relevé de 522 bibliographies de l'histoire de provinces

ou de villes d'Italie. Les titres sont groupés par ordre alphabétique de circoncriptions ou de localités dans chacune des trois subdivisions suivantes : I. Histoires imprimées ; II. Sources manuscrites (répertoires, dont le catalogue des mss. du Vatican concernant l'histoire de Rome, par Forulla, est l'un des types) ; III. Statuts. Il faut savoir gré à l'auteur d'avoir compris dans son travail le relevé des bibliographies périodiques de certains sujets (comme celle que publie le *Bolletino storico subalpino* pour le Piémont, comme celles de Carlo Cipolla dans la *Revue historique* ou le *Jahresbericht der Geschichtswissenschaft* pour les publications étrangères sur l'histoire d'Italie), souvent plus utiles à connaître que des listes d'ouvrages vieillies. Un index des noms d'auteurs, etc., termine le fascicule.

R. P.

— Un courageux éditeur, M. LAPI, de Città di Castello, mort récemment, a commencé la réimpression des *Rerum italicarum Scriptores* de Muratori; deux fasc. ont déjà paru. Mais ce n'est point une reproduction servile de l'édition originale ; chacune des chroniques publiées par le célèbre érudit a été confiée à un savant particulier chargé d'en préparer une édition vraiment scientifique et définitive. Les travaux préparatoires paraissent en bonne voie. On trouvera à cet égard tous les renseignements désirables dans un mémoire de M. Vittorio FIORINI : *Dei lavori preparatori alla nuova edizione dei Rerum Italicarum Scriptores, comunicazione al congresso internazionale di Scienze storiche* (Città di Castello, 1903, in-4°). L'auteur entre dans des détails fort intéressants sur plusieurs des auteurs dont l'édition doit prochainement paraître.

— *Gli ultimi briganti della Basilicata. Carmine Donatelli Crocco e Giuseppe Caruso; note autobiografiche edite ed illustrate dal capitano Eugenio Massa* (Melfi, tip. Giuseppe Gucco, 1903. In-8°, 173 p.). — C'est une fort intéressante brochure que celle que M. Eugenio MASSA a consacrée aux derniers brigands de la Basilicate. Elle retrace des mœurs aujourd'hui tellement disparues qu'elles semblent se perdre dans la nuit des temps ; et cependant il y a à peine quarante ans que se passaient dans les montagnes de la Basilicate ces faits si extraordinaires. Ils nous sont racontés par leur triste héros, le brigand Carmine Donatelli Crocco, dont M. M. publie les mémoires. A l'ombre de la prison qui lui sert de retraite depuis plus de trente ans, le brigand italien repasse les cinq années de son existence où, de 1861 à 1864, il accomplissait ses sinistres exploits aux environs de Rionero et de Melfi. D'une envergure qu'il ne craint pas de comparer à celle de Napoléon lui-même, mais qui rappelle plutôt celle de Fra Diavolo, il ne se contenta pas de détrousser individuellement les passants ; il se fit brigand politique et, aidé par les sympathies et les munitions des nobles ou des paysans qui regrettaient le gouvernement de François II, il se mit au service des Bourbons ; bientôt ce fut à la tête de 2,000 fantassins et de 150 cavaliers qu'il livra de vraies batailles rangées aux troupes italiennes et, après plusieurs victoires, fit dans plusieurs bourgades, au son des cloches et au bruit de la poudre, des

entrées triomphales. Son malheur voulut que la désunion se mit dans son armée. Trahi par un de ses lieutenants, Giuseppe Caruso, qu'il compare à Caïn, il fut traqué par le général Pallavicini et forcé de se jeter dans l'État pontifical. Arrêté par ordre de Pie IX, enfermé dans les prisons de S. Michel à Ripa à Rome et de Paliano, il tomba aux mains des Piémontais en 1870. Jugé et condamné à la prison perpétuelle, il a échangé son ancienne vie agitée contre les méditations et l'étude. Il a lu Victor Hugo et Dante, qu'il cite plusieurs fois dans ses mémoires; il a réfléchi sur les vices de la société et les injustices humaines et, par un pessimisme qu'il est facile de comprendre, il est arrivé au socialisme. Ce qui est certain, c'est qu'il a fait de ses aventures un récit des plus attachants et en somme assez exact; car c'est rarement que l'éditeur M. M. a eu à le rectifier.

— *Pietole, Formigada e il fossato di Virgilio* (Mantoue, tip. Mondovi, 1903. In-8°, 66 p.). — Dans une dissertation présentée à l'Académie Virgilienne de Mantoue, M. Ferruccio CARRERI essaie, avec beaucoup d'ingéniosité, de prouver que l'ancien village d'Andes, où la tradition place la naissance de Virgile, est le village actuel de Pietole, près de Mantoue, et il place au lieu dit *Formigada* la propriété du poète. Ce sont ces paysages que Virgile aurait décrits dans ses *Églogues*. A la fin de son travail, M. C. donne en entier ou en résumé plusieurs actes du moyen âge qui lui semblent confirmer sa thèse.

— *Le prime relazioni fra la Casa di Savoia e Ginevra, 926-1211* (Turin, Clausen, 1901, 92 p.). — M. L.-C. BOLLEA consacre aux premières relations de la maison de Savoie avec Genève, de 921 à 1211, une brochure qui est bien étudiée, mais dont quelques parties restent encore dans l'ombre. Plusieurs déductions de l'auteur ne semblent pas aussi concluantes qu'il se l'imagine. On lui saura gré néanmoins des efforts qu'il a faits pour extraire quelques nouveaux renseignements historiques des chartes qu'il a commentées.

— Dans les *Neue Jahrbücher für das klassische Altertum, Geschichte und deutsche Litteratur und für Pädagogik* de 1903 (Leipzig, Teubner. In-8°, 23 p.), M. Gustav ROLOFF a fait une étude stratégique sur la bataille de Tagliacozzo. Après avoir apprécié les forces respectives de l'armée allemande et de l'armée angevine, il étudie les combats préliminaires, la tactique des deux adversaires, enfin la bataille. Son récit se lit avec intérêt.

— *Cenni storici sui privilegi e sulle prerogative della città e dei consiglieri di Cagliari nel secolo XIV* (Cagliari, tip. Valdès, 1903. In-8°, 25 p.). — Pour exciter les jeunes érudits à explorer les archives municipales de Cagliari, réorganisées depuis ces dernières années, M. Giuseppe PINNELLI donne un rapide aperçu des privilèges et des prerogatives que les souverains aragonais avaient accordés, au XIV^e siècle, à la cité et aux conseillers de Cagliari. Il renvoie aux documents qui les contiennent et en cite même plusieurs en note.

— *Les Archives épiscopales de Pérouse* (1903. In-8°, 47 p.). — M. Sol poursuit ses recherches sur les archives ombriennes. Il vient de nous donner un aperçu des archives épiscopales de Pérouse et du parti que l'on peut tirer pour l'histoire religieuse de cette ville de la collection Riccardi. L'inventaire qu'il en a dressé aurait peut-être demandé plus de soins. Ainsi auraient disparu non seulement un assez grand nombre de fautes d'impression, mais aussi quelques négligences assez graves. Dans un autre fascicule, M. Sol analyse les archives Oddi Baglioni de Pérouse.

— *Alcuni Cimeli della cartografia medievale esistenti a Verona* (Florence, Seeber, 1903. In-8°, 48 p.). — M. Giuseppe CRIVELLARI a étudié plusieurs exemplaires cartographiques inédits qui se trouvent aux archives, à la bibliothèque municipale et à la bibliothèque capitulaire de Vérone. Il insiste surtout sur le planisphère que Jean Leardo dressa en 1442. Il en commente le dessin et les légendes et le reproduit, en un fac-similé bien net, à la fin de sa brochure. Il signale aussi un autre planisphère du xv^e siècle, malheureusement endommagé par l'inondation de 1882, qui l'a rendu illisible; un portulan de Jaume Ollivès de Majorque, daté de 1552; enfin un atlas de Giacomo Scotto, de 1592. Les renseignements patristiques donnés par M. C. semblent aussi vagues que ceux que donnent ses vieilles cartes sur l'Asie orientale ou l'Amérique du Nord. Dans une note de la page 5, il place saint Basile, saint Grégoire de Nazianze et saint Grégoire de Nysse au III^e siècle et fait de saint Hilaire un contemporain d'Origène.

— *La Nascità ed il battesimo di Carlo Emanuele I* (Turin, 1903. In-8°, 46 p.). — Dans un article qui a paru dans la *Nuova Antologia* du 1^{er} janvier 1903, M. Giuseppe ROBERTI décrit les fêtes qui accompagnèrent la naissance et le baptême de Charles-Emmanuel de Savoie, fils d'Emmanuel-Philibert et de Marguerite de Valois. Longtemps attendu, puisque mariés en 1559, à la suite du traité de Cateau-Cambrésis, Emmanuel-Philibert et Marguerite n'eurent cet enfant que le 12 janvier 1562, cette naissance déjoua les espérances que fondait la cour de France sur la stérilité de ce mariage; Henri II et Catherine de Médicis avaient compté établir solidement leur influence en Savoie par l'avènement de la branche cadette de Savoie-Nemours, qui était entièrement française.

— Dans une brochure intitulée *Gli scolari dello studio di Padova nel cinquecento* (Padoue, tip. Giov.-Batt. Randi, 1903. In-8°, 59 p.), M. Baggio BAVO, professeur de droit romain à l'Université de Padoue, a publié le discours qu'il a prononcé, le 6 novembre 1902, à l'ouverture des cours universitaires. En termes généraux, comme il convenait en de pareilles circonstances, il décrit l'activité de la vie intellectuelle qui se manifesta dans cette Université au cours du XVI^e siècle.

— *Il Quarantotto* (édition du *Corriere di Napoli*, 1903. Gr. in-8°, 52 p.). — En un récit plein de vie, M. DI GIACOMO raconte les agitations libérales

qui eurent lieu à Naples dans les premiers mois de 1848 et en particulier dans la journée du 15 mai. Il nous décrit les barricades qui s'élevèrent ce jour-là sur plusieurs points de la ville, en particulier devant le palais Gravina, à S. Brigitte et à l'entrée de la fameuse rue de Tolède. Il trace en même temps le tableau de la vie mondaine et populaire de la ville d'alors avec ses cafés, ses cercles, ses promenades, ses journaux, ses rues animées, ses magasins à la mode. Il fait revivre les figures disparues des personnages qui se mirent à la tête du mouvement libéral. Les gravures de l'époque qu'il a eu l'heureuse pensée de reproduire, complètent ses descriptions pittoresques.

États-Unis. — Dans son rapport sur l'exercice 1901, M. A. P. C. GRIFFIN, bibliothécaire en chef de la Bibliothèque du Congrès à Washington, annonçait que la Bibliothèque se préparait à offrir aux diverses bibliothèques des États-Unis de leur fournir, pour leur propre usage et moyennant un prix très modique, des exemplaires de ses propres fiches de catalogue *imprimées*, fiches qui seraient choisies par ces bibliothèques de manière à correspondre à leurs acquisitions particulières et aux ouvrages qu'elles posséderaient déjà, en leur constituant à peu de frais un catalogue sur fiches imprimées, de facile usage. Cette idée ingénieuse est entrée en pratique, et, depuis le mois d'octobre 1901, la Bibliothèque de Washington expédie des fiches à 212 bibliothèques. Les fiches qu'elle peut ainsi envoyer sont celles des ouvrages entrant par achat ou par le dépôt légal, ou bien celles qui figurent dans les séries de la Bibliothèque, dont le catalogue a été refait et imprimé ou est en voie de réfection, c'est-à-dire les séries : Histoire de l'Amérique et Bibliographie.

Les fiches des nouvelles acquisitions sont demandées par les bibliothèques abonnées, soit d'après des placards indiquant les noms d'auteurs et titres, soit d'après les feuilles d'épreuve des fiches mêmes. Pour le passé, un catalogue complet, comprenant toutes les fiches imprimées, par ordre alphabétique d'auteurs, a été constitué pour être mis en circulation, et il est communiqué à toute bibliothèque le désirant, pour faire ses demandes. Pour fournir à ces demandes, on a le stock restant des anciennes fiches imprimées (depuis 1898), tirées toujours à un certain nombre d'exemplaires. Depuis l'inauguration du nouveau service, le chiffre du tirage de chaque fiche a été considérablement accru.

Dans l'application, on n'a pas été sans se heurter à quelques difficultés, surtout au début. Mais un service spécial, bien organisé, fonctionne aujourd'hui avec une régularité et une promptitude des plus satisfaisantes. La Bibliothèque même a accéléré le catalogue des livres provenant du dépôt légal, mis plus de hâte à ses achats, et les fiches peuvent ainsi être imprimées et distribuées dans des délais restreints. Quant aux fiches déjà imprimées au moment où parvient la demande, elles sont généralement expédiées dans les vingt-quatre heures.

Ajoutons que, pour la commodité des travailleurs et à titre de renseignement, la Bibliothèque de Washington dépose dans trente et une

bibliothèques américaines le catalogue complet de ses fiches imprimées, au fur et à mesure de sa confection.

Les études nécessitées par la mise en train du nouveau service ont amené la section du catalogue à publier, dans le rapport sur l'exercice 1902, une *Bibliography of cooperative Cataloguing and the Printing of Catalogue Cards*. En même temps, la section de bibliographie de la Bibliothèque poursuit la série de ses utiles travaux. Au cours de l'année 1903, elle a imprimé les monographies bibliographiques suivantes, dont la plupart sont relatives à des questions de politique ou d'économie politique, d'un intérêt très actuel : *Select list of books on the constitution of the United States*. — *Select list of references on Anglo-Saxon interests* (livres et articles de revue, de 1885 à 1903, sur l'expansion anglo-saxonne et l'alliance anglo-américaine). — *Select list of references on the negro question*. — *Select list of references on industrial arbitration*. — *Select list of books (with references to periodicals) on labor, particularly relating to strikes*. — *Select list of references on old age and civil service pensions*. — *Select list of references on federal control of commerce and corporations*. — *Select list of references on Government ownership of railroads*. — *A list of books (with references to periodicals) on mercantile marine subsidies* (contient également l'indication des documents émanant du Congrès américain et les discours relatifs à la question, ainsi que les rapports consulaires des agents des États-Unis. — Travail considérable de 100 p. in-8°). — *A list of Lincolniana in the Library of Congress*, by George Thomas RITCHIE (écrits d'Abraham Lincoln et œuvres relatives à Lincoln conservés dans la bibliothèque). — Enfin, *A Calendar of John Paul Jones manuscripts in the Library of Congress*, dressé sous la direction de M. Ch. H. LINCOLN (316 p. in-8° contenant l'analyse de 883 pièces, datées de 1775 à 1788, avec un copieux index).

H. L.

— On lira avec intérêt l'étude consacrée par M. James Westfall THOMPSON au tome IV des « Decennial publications » de l'Université de Chicago : *The Decline of the Missi dominici in frankish Gaul* (The University of Chicago Press, 1903, 22 p.); on y voit comment cette institution, qui n'eut jamais un caractère permanent, mais dont les amis de l'ordre ne cessaient d'implorer le retour, disparut peu à peu au profit de la noblesse féodale et surtout du clergé; elle n'a pas survécu à Charles le Chauve.

— Dans ces mêmes *Decennial Publications*, M. Thorstein B. VEBLEN donne une analyse du crédit comme facteur de l'industrie moderne (*Loan credit in modern business*; Chicago, University press, 1903. In-4°, 22 p.), mais n'envisage point le côté historique de la question.

L'un des propriétaires-gérants, G. MONOD.

Nogent-le-Rotrou, imprimerie DAUPELEY-GOUVERNEUR.

V 8511 M A Y A U G 2

X